

Quelle drôle d'époque !

Je suis Charlie

Ainsi suit-il...

Tariq Ali
Miguel Benasayag
Laurent Bernard
Alain Brossat
Cédric Cagnat
Cécile Canut
Angélique del Rey
Joachim D. Dupuis
Larbi el Roumi
Marie-Dominique Garnier
Philippe Hauser
Alain Hobé
Carsten Juhl
Olivier Le Cour Grandmaison
Alain Naze
Philippe Roy
Luca Salza
Juliette Thomas



L'Harmattan

Je suis Charlie

Ainsi suit-il...

Quelle drôle d'époque !

Collection dirigée par Alain Brossat et Jean-Louis Déotte

Comment *répondre d'une actualité* constamment mouvante, comment y déchiffrer des marques d'époque, ou des signes annonceurs ?

Comment le travail de la pensée, étayé par nos savoirs en partage et l'expérimentation des concepts, peut-il nous soutenir dans nos activités de diagnosticiens du contemporain ?

Avec cette collection d'essais brefs, vifs, se destinant à poser, explorer une question liée à notre actualité plutôt qu'à proposer des réponses ou des recettes, nous tentons d'*engager* la philosophie et les sciences sociales dans une activité d'interpellation du présent. Nous nous demandons de quoi (de qui...) sommes-nous *vraiment* contemporains, et qu'est-ce qu'être contemporain – dans notre relation au plus proche, mais aussi au plus lointain.

Et en quoi cette question rapproche-t-elle les puissances de la pensée des possibilités de la vie active ?

Déjà parus

Constantin IRODOUTOU, *Des utopies sadiennes*, 2015.

Ali KEBIR, *Sortir de la démocratie*, 2015.

Joachim Daniel DUPUIS, *George A. Romero et les Zombies, Autopsie d'un mort-vivant*, 2014.

Rosa María RODRÍGUEZ MAGDA, *La condition transmoderne*, 2014.

Alain NAZE, *Jacques Demy. L'enfance retrouvée*, 2014.

Alain BROSSAT, *Les serviteurs sont fatigués (les maîtres aussi)*, 2013.

Collectif

Je suis Charlie

Ainsi suit-il...

L'Harmattan

© L'HARMATTAN, 2015
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-07563-1
EAN : 9782343075631

Dare to be a Daniel
Dare to stand alone!
Dare to have a purpose firm!
Dare to let it known.

Philip Bliss, 1873

Non, je ne suis PAS Charlie !

Alain Naze

Ce texte court, achevé le samedi 10 janvier, reprend pour l'essentiel la version initiale (avec les imperfections propres à un écrit se voulant d'intervention), rédigée dans l'urgence, dès le jeudi 8 janvier, et affichée, dès le vendredi, en salle des professeurs d'un des deux lycées de Quimper dans lequel j'enseignais cette année. Il s'agissait alors, simplement, de réagir pour ne pas étouffer, d'esquisser un geste de résistance, aussi modeste soit-il, de faire entendre une parole cherchant à briser une unanimité écrasante jusqu'à en devenir intimidante. En effet, j'avais subi, ce jeudi 8 janvier, la cérémonie consistant à réunir dans le gymnase la « communauté enseignante » et les élèves, afin de laisser s'exprimer les réactions des uns et des autres – une sorte de thérapie de groupe, en somme, par libération de la parole, du moins d'une certaine parole. J'avais tenté en vain de m'opposer au moins à la décision de l'administration ayant consulté les enseignants, d'organiser une prise de parole des enseignants, dans ce cadre, jugeant que nous avions mieux à faire, face aux élèves, que de leur communiquer notre éventuelle émotion, sans filtre, brute. C'est donc sans surprise que les différentes interventions prirent alors toutes la forme d'un hommage aux journalistes tués et aux autres victimes de l'attentat, en parfaite continuité avec le flot de paroles émis depuis la veille par les différents médias, particulièrement les chaînes d'information en continu, c'est-à-dire sur un fond d'éloge des « valeurs » démocratiques, de la liberté d'expression, de la laïcité, de la tolérance, etc.

Lors d'une telle « messe », une parole discordante aurait été tout simplement inaudible – laisser entendre que les choses demandent à être interrogées, qu'il faut essayer de saisir quelque chose de la signification d'un tel événement, que la liberté d'expression n'a jamais été le droit de dire absolument tout ce qui nous passe par la tête, tout cela, précisément, réclamait autre chose qu'un rassemblement dans un gymnase, où seuls des slogans (« citoyens », bien entendu) pouvaient se faire entendre. Que le Proviseur lui-même en vint à proposer aux élèves et enseignants qui le souhaitaient de se rendre au rassemblement en hommage aux victimes de l'attentat, qui avait lieu un peu plus tard dans le centre de Quimper, encadrés par les forces de l'ordre (auxquelles un élève rendit même un hommage), dont un représentant était présent dans le gymnase, n'a dès lors pas de quoi étonner, puisque ce qui se donne ainsi à comprendre, c'est qu'en cela l'administration ne serait pas sortie de son rôle de neutralité politique – précisément parce qu'un tel attentat, ne pouvant être que « barbare », ne saurait donc en aucun cas revêtir une teneur politique... C'est là que l'idée d'un texte réintroduisant de la politique dans ces événements m'est apparue comme une nécessité, comme la seule façon de donner consistance à un écart, de briser cette homogénéité somnambulique.

J'ai soumis ce texte à l'avis des camarades de la section syndicale de la CNT de Quimper, dans la semaine qui suivit, et la discussion fit apparaître des nuances, bien sûr, mais pas de désaccord de fond, et le texte fut donc adopté, et publié sur la page web de la section. Une réaction violente d'un lecteur du site, précisément au nom de ce qui serait une position anarchiste authentique (orthodoxe, j'imagine?), me semble mériter d'être évoquée pour juger du malentendu qui peut aisément s'installer autour de cet événement. Qu'à la suite de cette réaction, et de quelques autres, le texte disparut du site, puis ne fut même plus distribué lors de manifestations diverses, pour des raisons énoncées comme tactiques, cela laisse apparaître clairement que l'accord qui s'était fait autour de lui restait, malgré tout, des plus fragiles. Il aurait été intéressant, pourtant, me semble-t-il, de faire jouer le plus loin possible les ressorts de ce différend, pour ne pas reconduire, de façon un peu paresseuse, la position attendue, en l'occurrence, de la part de la CNT. Le nœud de l'affaire réside largement dans un vieux fond anticlérical non interrogé, non mis en perspective, et repris aujourd'hui, à l'encontre de la religion musulmane – comme si l'ennemi d'hier avait seulement changé d'habits. Un passage du texte écrit par ce lecteur est tout à fait significatif à cet égard :

« Comment des gens qui se réclament du mouvement anarchiste peuvent-ils ignorer à ce point que toutes les religions (l'islam y compris) portent en elles la dictature et l'oppression et qu'elles l'appliquent dès qu'elles en ont les moyens ? Comment des gens qui se réclament du mouvement anarchiste ne font-ils dans ce texte, aucune critique des religions ? La CNT aurait-elle été noyauté par les culs-bénis ? [...] Oui, Charlie Hebdo vomissait (et vomit) la religion musulmane. Les autres aussi d'ailleurs, mais ça, vous le passez sous silence. Depuis quand “ vomir la religion ” défrise les anarchistes ? ».

Si cet extrait est intéressant, c'est précisément parce qu'il témoigne bien du fait qu'à conserver une lecture strictement anticléricale des événements, on reste enfermé dans la formule d'un eadem sed aliter, concernant les religions, toujours envisagées comme simples puissances réactionnaires, alors qu'il s'agirait d'amorcer un virage permettant d'envisager le fait que la politique peut bien revêtir les oripeaux du religieux, précisément comme un moyen d'opérer une balafre dans un domaine (la politique), dont les formes homologuées, légitimées confirment continûment, notamment sous les formes multiples d'un néo-colonialisme, l'exclusion de la plèbe, c'est-à-dire des vaincus de l'histoire.

Non, je ne suis PAS Charlie !

Personne ne peut se réjouir des assassinats perpétrés ce mercredi 7 janvier à l'encontre des gens de *Charlie Hebdo*. D'abord parce que cette violence est le fruit d'une froide délibération, qui n'a rien à voir avec la moindre violence libératrice, et ensuite parce qu'il est évident que cet attentat va renforcer à l'extrême l'islamophobie régnante. Que cet acte ait suscité de l'émotion, c'est bien compréhensible, mais il n'est pas possible de s'en tenir à ce niveau de réaction immédiate, sauf à renoncer à toute réflexion et à toute prise de position politiques, au profit d'une simple forme d'indignation morale. Et l'on renonce à cette réflexion politique, sitôt qu'on embraie sur les effets massifs du rouleau compresseur médiatique, cédant ainsi à une forme de dictature de l'émotion, par ailleurs nécessairement sélective en ses indignations. Nous ferions pourtant bien de nous inspirer, pour l'occasion, de la célèbre maxime de Spinoza : « *Non ridere, nec lugere, neque detestari, sed intellegere* ».

Condamner l'attentat contre *Charlie Hebdo* au nom de la « liberté d'expression », de la « démocratie », de la « laïcité », de la « pensée des Lumières », des « droits de l'Homme », etc., cela revient tout bonnement à utiliser des signifiants plus sonores que réellement riches de sens. Renonçant à cette ventriloquie des slogans, nous ferions bien d'adopter un certain recul historique, bien utile en cette affaire : c'est aussi *au nom de la laïcité*, en vue de lutter contre un obscurantisme qui aurait maintenu les femmes dans une situation de soumission que la France coloniale a pu procéder, jadis, à d'indignes séances de « dévoilement », en place publique, de femmes musulmanes. Comment, dès lors, ne pas entendre l'écho que la loi relative à l'interdiction des signes religieux en milieu scolaire a pu entretenir en son temps avec ces actions violentes passées, conduites au nom des mêmes principes ? C'est dans ce cadre général qu'il faut interroger la ligne éditoriale de *Charlie Hebdo*, de façon à éviter de canoniser ce journal, notamment en considérant par principe que toute caricature est en soi salutaire, quel que soit le contexte historique, social, culturel. Ne tournons pas autour du pot : *Charlie Hebdo* n'avait plus rien à voir avec son inspiration libertaire initiale, et ne constituait plus qu'un journal vomissant chaque semaine la religion musulmane, et encensant la politique des Etats-Unis, comme celle d'Israël ! Le droit de blasphémer est évidemment un droit essentiel, mais lorsque *Charlie Hebdo* reprend imbécilement les caricatures publiées par un journal danois proche de l'extrême droite, en particulier celle qui représente Mahomet, cachant une bombe sous son turban, peut-il ignorer qu'il le fait à un

moment où l'opinion publique n'a déjà que trop tendance à voir en chaque musulman un terroriste en puissance ? Se référer alors aux valeurs de l'anticléricisme pour justifier bien des caricatures odieuses à l'égard des musulmans, c'est oublier que nous ne sommes pas ici, en France, dans une situation où l'islam constituerait une institution qui aurait une puissance comparable à celle de l'Eglise catholique du XIX^{ème} et des débuts du XX^{ème} siècle - Olivier Cyran l'établit clairement dans une excellente lettre ouverte, en date du 17 décembre 2014, adressée à ses anciens collègues de *Charlie Hebdo*¹.

S'il semble aujourd'hui établi que ce sont bien des jeunes hommes, « radicalisés » selon l'expression actuellement en vogue, qui ont commis cet attentat contre *Charlie Hebdo*, il ne faut précisément rien oublier de tout cet arrière-plan, qui leur a désigné ce journal comme le symbole de l'Occident impérialiste. Par conséquent, l'idée selon laquelle ces assassinats seraient le fruit de l'obscurantisme, de l'ignorance, etc., empêche d'identifier les fondements *politiques* et *sociaux* de ces actes, et par conséquent nous expose, outre au fait de ne rien comprendre, au risque que la chose se reproduise, sous des formes variables. En effet, se livrer à une sorte d'auto-célébration des valeurs occidentales, au nom même de l'universel, c'est oublier tout simplement que l'Occident est bien *incarné*, qu'il se caractérise par des intérêts qui lui sont propres, notamment économiques (et il y a bien une *violence* économique provenant de cet Occident !), et c'est ainsi prendre le risque de renforcer encore l'image arrogante que l'Occident renvoie de lui-même au reste du monde. Si, dans le cadre d'une sorte d'*union sacrée*, allant pour ainsi dire du Parti de gauche au Front national, Sarkozy parle aujourd'hui d'une

¹ Un court extrait : « Vous connaissant, je m'interroge cependant : c'est quoi, au juste, votre problème avec les musulmans de ce pays ? Dans votre texte du *Monde*, vous invoquez la salutaire remise en cause des « *si grands pouvoirs des principaux clergés* », mais sans préciser en quoi l'islam – qui n'a pas de clergé, mais on ne peut pas tout savoir, hein – exerce en France un « *si grand pouvoir* ». Hors de la version hardcore qu'en donnent quelques furieux, la religion musulmane ne me paraît pas revêtir chez nous des formes extraordinairement intrusives ou belliqueuses. Sur le plan politique, son influence est nulle : six millions de musulmans dans le pays, zéro représentant à l'Assemblée nationale. Pour un parlementaire, il est plus prudent de plaider la cause des avocats d'affaires et de voter des lois d'invisibilité pour les femmes voilées que de s'inquiéter de l'explosion des violences islamophobes. Pas un seul musulman non plus chez les propriétaires de médias, les directeurs d'information, les poids lourds du patronat, les grands banquiers, les gros éditeurs, les chefferies syndicales. Dans les partis politiques, de gauche comme de droite, seuls les musulmans qui savent réciter par cœur les œuvres complètes de Caroline Fourest ont une petite chance d'accéder à un strapontin ». Source Internet : <http://www.article11.info/?Charlie-Hebdo-pas-raciste-Si-vous>

« guerre déclarée à la civilisation »², c'est bien qu'il reproduit le schéma même de l'Etat colonial que la France n'a jamais tout à fait cessé d'être, mais aussi celui qu'adoptèrent les Etats-Unis, pour *exporter* la « Démocratie » en terre irakienne (et les « valeurs » occidentales *utilisées* par l'Administration américaine furent bien alors, de façon cette fois évidente, des armes de guerre). Si les valeurs occidentales *sont* la civilisation – conclusion inévitable dans le cadre d'une partition du monde s'adossant à un schéma progressiste de l'histoire, et opposant un Occident *éclairé* et *moderne* à un monde non occidental *obscurantiste* et *rétrograde* –, comment s'étonner d'attentats aussi *barbares*, puisque aussi bien, nous n'aurions alors, face à « *Nous* », que des hordes de « barbares », abrutis d'obscurantisme.

Si nous restons dans cette position intellectuellement aveugle et autarcique, tout occupés à nous féliciter d'être, « *Nous* », excellents Occidentaux, tellement « bons », « justes », « tolérants », etc., nous ne comprendrons jamais rien à la violence que *nous* produisons, et donc rien non plus à la violence qui nous affecte à certaines occasions. Saisissons-nous au contraire de cet événement pour nous interroger sur la nécessité de fissurer notre homogénéité, en y introduisant de l'hétérogène, *du plébéien*. Sans cela, nous resterons face à *nous-mêmes*, dans un monde dont nous aurons éradiqué le différent – contre cet atroce huis-clos à venir, je préfère me tenir aux côtés d'Ernest Cœurderoy, qui en appelait aux « Cosaques » - autant dire aux « Barbares » –, comme on en appelle à l'hétérogène, pour provoquer une révolution !

² Aujourd'hui (en cet été 2015), Manuel Valls reprend la même rhétorique, pataugeant ainsi, d'évidence, dans le même marécage que le précédent Président de la République.

Les aventures de la liberté d'expression

Alain Brossat

Voici ce dont ne se sont pas avisés ceux qui, d'instinct, après les attentats du 7 janvier 2015, ont adopté le slogan « Je suis Charlie » : la liberté d'expression, la liberté de parole, la liberté de la presse dont se réclame ce journal est, sous couvert d'une pratique débridée de « la satire », rigoureusement homogène à celle que promeuvent les activistes du Front national lorsqu'ils s'en vont organiser un « apéro gros rouge et saucisson » à Barbès ou dans tout autre espace urbain densément peuplé de « travailleurs immigrés ». Il s'agit de la liberté de provoquer, outrager, humilier avec le consentement actif de l'Etat - c'est-à-dire sous protection policière - une fraction de la population à laquelle il est ainsi question de faire savoir (au cas où elle l'aurait oublié, ce qui est improbable..) qu'elle n'est pas *d'ici* mais bien *d'ailleurs* ; qu'à ce titre sa présence parmi ou au côté de ceux qui sont ici *vraiment chez eux* n'est que conditionnelle, litigieuse et, au fond, constamment révocable³. Bien regrettable est alors la distraction de ceux/celles qui, animé(e)s des plus vertueuses dispositions et intentions du monde, ne s'avisent pas que leur ralliement à une prétendue normativité démocratique et républicaine, laquelle s'opposerait à d'autres coutumes et sensibilités d'inspiration religieuse et venues d'ailleurs, a pour effet de reproduire la même fracture exactement dans le corps du peuple que celle sur laquelle prospèrent les discours ouvertement xénophobes – la fracture entre ceux qui sont ici *chez eux*, de plein droit, dans la mesure où ils s'identifient aux institutions et à l'histoire de l'Etat, et les autres qui ne le sont pas pleinement ou pas vraiment, dans la mesure où ils n'admettent pas que l'on insulte leurs croyances, leur foi et leurs coutumes. Le « c'est ainsi qu'on fait ici, telles sont nos coutumes et nos lois » qu'opposent les intégristes d'un républicanisme et expéditif et d'un démocratisme biaisé à tous ceux qu'offense leur zèle provocateur se poursuit logiquement en « et si vous n'êtes pas contents de ces règlements et de l'usage libéral que nous en faisons, allez voir ailleurs ! » ; il converge ici très ostensiblement avec le discours identitaire et autochtoniste qui spéculé sans relâche sur la fracture entre vrais Français et superfétatoires ou indésirables. On s'en était déjà avisé en plus d'une occasion lors du « débat sur le foulard » de triste mémoire – quand des enseignants d'extrême gauche étaient aux

³ Ce que vise à rappeler le chiffon rouge de la « déchéance de nationalité » agité par l'UMP et, bien sûr, le Front national.

avant-postes de la traque aux adolescentes « voilées » dans les collèges et lycées.

Ces « libertés » sont donc distinctement entendues comme destinées à mettre en scène et rendre visible (donc accentuer, de ce fait même) l'opposition entre ceux qui sont bien fondés à se moquer, à ridiculiser et outrager du fait même qu'ils occupent la place de l'autochtone (une place toute imaginaire, est-il besoin de le préciser) et ces autres dont la vocation est d'encaisser ces sarcasmes et ces moqueries, du fait de leur origine déficitaire, de leurs mœurs et leurs croyances - du fait même qu'ils sont, fondamentalement, des *en-trop*, des intrus, des parasites, des outsiders quintessentiels ; ceci, quels que soient leurs efforts pour se fondre dans le paysage ou s'assurer des positions dans ce pays auquel ils demeurent fondamentalement étrangers (comme leurs mœurs et leurs croyances l'attestent, une fois encore). Ce sont des « libertés » qui entendent s'exercer dans le but de reproduire la division entre « ceux d'ici » et les autres – l'opération de base du racisme moderne, comme l'ont montré, entre autres, Michel Foucault et Etienne Balibar⁴. Que ces « libertés » ne puissent s'exercer que sur un mode agressif et ressentimental, en associant le rire à la méchanceté, comme liberté de nuire – ceci est la signature et la marque de fabrique de cet autochtonisme qui, refoulant dans les milieux populaires toute espèce de conscience de classe, établit aujourd'hui ce continuum anomique qui s'étend de la gauche, voire l'extrême gauche « républicaine » en grand deuil, après les attentats du 7 janvier 2015, jusqu'au Front National inclus. Voici donc comment il faut entendre la « liberté » dont se réclament ceux/celles qui font de *Charlie* leur maître à penser : liberté que s'arrogent certains, qui en ont les moyens, d'en offenser d'autres, qui n'ont pas les moyens de leur rendre la pareille, ni même de faire entendre leur voix à propos de l'outrage qui leur est fait. Pour cette raison, tous ceux-celles qui se sont fondus dans la masse du « Je suis Charlie », au lendemain des attentats, auraient été bien inspirés de se demander, avant d'aller défiler derrière Hollande, Merkel, Netanyahou ou toute la bande de patibulaires qui les accompagnaient, à quoi les engageaient cette identification et ce ralliement. Et quel regret qu'ils n'aient pas en si grand nombre été « Snowden » quand « la France » refusa d'accueillir ce lanceur d'alerte exemplaire réclamé par les autorités états-uniennes...

⁴ Michel Foucault : *Il faut défendre la société*, cours au Collège de France du 17 mars 1976, Gallimard Seuil, 1997 ; Etienne Balibar : *Les frontières de la démocratie*, La Découverte, 1992 . Ou bien encore son livre écrit avec Immanuel Wallerstein : *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, La Découverte, 1997.

Qu'un vaste accord se soit réalisé dans le pays autour de l'idée que cet exercice-là de « la liberté », et dont les gros rigolos sous protection policière de *Charlie Hebdo* donnaient l'exemple, constitue la manifestation la plus élevée, jusqu'au sublime, des libertés démocratiques – voilà qui en dit long sur l'état des subjectivités politiques, sur l'état moral de la population dans le pays qui se dit des Droits de l'Homme. C'est habités par une haute conscience de leur devoir civique d'éducateurs et de citoyens que des milliers d'enseignants du primaire et du secondaire se sont appliqués à l'occasion de la journée dite de deuil national, à vanter cet exercice de la liberté et ce bel usage de la démocratie⁵ : le droit, bien près parfois de se transformer en devoir, de tourner en dérision sans restriction les ridicules superstitions de ceux qui, en général, occupent dans notre société, les positions les plus fragiles ; de ceux qui, on se demande pourquoi, s'obstinent à être hantés par les spectres de l'histoire coloniale et trouvent à redire aux interventions occidentales au Moyen-Orient et ailleurs. Dans ce bel exercice, leur conviction est entière que c'est là une législation universelle qui est à l'œuvre, celle de la Démocratie substantielle - il leur suffit d'oublier au passage qu'un journal qui, comme *Charlie Hebdo*, s'acharne à attiser l'animosité entre les « communautés » est inconcevable dans un pays comme les Etats-Unis et que la grande presse de ce pays s'est montrée très réservée quant à la publication des caricatures qui avaient mis le feu au poudre, fût-ce à titre d'hommage aux caricaturistes morts, après l'attentat...⁶

La conception formaliste et biaisée du droit qui exerce ici ses ravages (« on a bien le droit », c'est dans l'excès de sa mise en œuvre que se prouve et s'éprouve la grandeur de la « liberté d'expression ») est fondée sur le déni de l'asymétrie et de l'inégalité des positions de ceux qui s'arrogent la jouissance illimitée de ce droit et de ceux aux dépens

⁵ A Nice, un enfant de huit ans qui avait refusé de prononcer la formule sacrée du catéchisme républicain du moment - « Je suis Charlie » est déferé par son instituteur auprès du directeur de l'établissement, lequel le dénonce à la police, laquelle convoque le gamin et lui fait subir un interrogatoire. La ministre de l'Education nationale approuve. Les syndicats enseignants demeurent discrets...

⁶ Le *New York Times*, le réseau ABC se sont notamment refusés à le faire. On pourrait, dans le même sens, faire remarquer que non seulement un journal comparable à *Charlie Hebdo* dans sa ligne éditoriale et ses procédés n'existe pas, dans aucun des pays voisins de la France, mais qu'il y est inconcevable, ces pays n'étant pas moins des démocraties fondées sur les mêmes principes généraux que la nôtre... Mais on peut supposer qu'aussitôt, les mêmes qui étaient arc-boutés sur les principes la seconde précédente, rétorqueraient que c'est bien là une preuve supplémentaire du génie particulier de notre peuple, passant sans transition et sans souci de cohérence du régime de l'universel intransigeant à celui de l'unique et du singulier.

desquels cette liberté de provocation s'exerce. La « liberté de la presse » à laquelle il est ici fait référence est avant tout celle de ceux qui ont les moyens (économiques et politiques) de se payer des titres et de les faire vivre, tout déficitaires qu'ils sont, avec les aides à la presse libéralement accordées par l'Etat. C'est une liberté entée sur le pacte hégémonique entre les partis d'Etat (les gouvernants), des puissances économiques et le mainstream (*meanstream* ?) intellectuel/médiatique/culturel. Ce qui caractérise ce bloc hégémonique, en l'occurrence, c'est sa capacité à diffuser ses messages et faire entendre ses énoncés sur les questions qui fâchent dans une situation de quasi-monopole : la vache sacrée de la « liberté d'expression » réduite à la dimension du bon droit des Zemmour, Fourest, Bruckner et Houellebecq à camper sur les plateaux de télé pour y dégueuler sur l'Islam et les musulmans⁷. Pour le reste, on serait bien fondé à se demander à quoi tient cette fixation sur l'Islam, en l'occurrence – vous imaginez des caricatures du Pape en train d'enculer des bonnes sœurs dans un journal philippin ou brésilien, à l'occasion d'un voyage de Sa Sainteté dans l'un de ces deux pays ? Ou tout simplement : *quid* de cette très volatile liberté d'expression si un modeste journal lycéen d'un département breton s'avisait de publier une caricature représentant l'évêque local paré d'une tête de cochon et cuisant à la broche sur lit de braises faites de bibles jetées au feu ?⁸

Ce qui, par contraste, caractérise la position des « autres », ceux aux dépens desquels s'exerce cette liberté illimitée (et c'est dans cette illimitation que l'exercice de la liberté tend à devenir jouissance, surtout quand elle est orientée vers le pire, comme liberté de nuire), c'est l'impossibilité pour eux de *faire contrechamp* : ce n'est pas qu'ils n'aient rien à dire, mais il se trouve qu'étant dans la position de l'« incompté » du

⁷ Un abus dont nul ne semble s'offusquer parmi les élites politiques et culturelles de notre pays, mais qui saute aux yeux des observateurs étrangers. Voir par exemple à ce propos l'article de Seumas Milne « Paris is a Warning : there is no Insulation from our Wars », paru dans *The Guardian* du 15/01/2015. On ne soulignera jamais trop les responsabilités des médias, télévision en tête, qui ont été au premier rang dans la mise en place de ce dispositif dans lequel disparaît toute possibilité pour les offensés de rétorquer publiquement à leurs insulteurs professionnels. Les trois exterminateurs du 7 janvier sont les enfants du *muslim bashing* orchestré par les médias. A ce stade de l'outrance et de la mauvaise foi, le motif détourné de la « liberté d'expression » devient indistinct du pur et simple exercice du « droit du plus fort ». Nulle surprise alors qu'une cohorte de dictateurs et de représentants de gouvernements autoritaires, de partisans de l'apartheid à la Netanyahu se reconnaissent immédiatement dans la cause de *Charlie*...

⁸ Je démarque ici le motif d'une caricature publiée dans un journal australien, en « hommage » à *Charlie* – l'évêque étant bien sûr, dans cette version démocratiquement correcte remplacé par le Prophète et les bibles par des corans...

dispositif général de « la démocratie » (Rancière), ils sont structurellement hors champ et inaudibles – la raison pour laquelle il leur faudra revenir dans le champ par d'autres moyens, plus violents (Clausewitz) – ceux de la guerre⁹. Ce qui caractérise la situation qu'on expose en pleine lumière les attentats du 7 janvier, c'est cette asymétrie structurelle – la même que celle que l'on retrouve en Palestine et dont pratiquent le déni acharné ceux qui, chaque fois que la violence y éclate, exhortent les parties en présence à faire preuve de retenue et de bonne volonté, comme si les parts de responsabilité dans le conflit et les forces en présence y étaient à égalité...¹⁰

La musique lancinante du « droit à.. », un droit inconditionnel qui n'aurait à s'embarasser d'aucune réserve ni circonstance particulière, telle qu'elle se fait entendre une nouvelle fois à l'occasion de cet événement a une destination bien définie ; elle vise à alimenter le déni perpétuel de ce qui constitue le nœud et le cœur de la situation en question : non pas celle, classique, dans laquelle des parties sont en conflit sur un enjeu politique, une question de société, dans un débat idéologique - on échange des arguments, on s'engueule, on se coupe la parole, le ton monte - , mais on s'écoute quand même et l'échange de paroles, même vif, est ce qui suspend indéfiniment l'irruption de la violence – bref, le champ-contrechamp comme creuset ou concentré de la vie démocratique¹¹.

Ce qui, par contraste, caractérise cette situation, c'est que la liberté des uns s'exerce à sens unique au détriment des autres qui ne disposent d'aucun moyen ni espace de répartie inscrits dans la dimension du discours, ceci du fait de la place particulière qui est la leur dans la société : ils sont, comme disaient Badiou et Lazarus, *ici*, mais sans que cette situation fasse l'objet d'une condition de pleine appartenance reconnue – tout au contraire¹². C'est la situation de « l'immigré », un sujet colonial/post-colonial et un subalterne par position. Ce qui caractérise ce sujet, structurellement, c'est l'impossibilité pour lui non pas seulement d'accéder à la parole publique, mais de faire entendre le tort qu'il subit (Rancière) ou prendre en compte toute espèce de « plainte » (Lyotard) qu'il serait susceptible de déposer (et ce ne sont en règle générale pas les

⁹ Jacques Rancière : *La Méésentente*, Galilée, 1995.

¹⁰ Voir sur ce point Edward Saïd : *Israël, Palestine, l'égalité ou rien*, trad. de l'anglais par Dominique Eddé et Eric Hazan, La fabrique, 1999.

¹¹ Et dont le film de tribunal hollywoodien est l'une des « vitrines ».

¹² Voir à ce propos Alain Badiou, Sylvain Lazarus, Natacha Michel : *Une France pour tous... Le Monde*, 9 décembre 1997.

motifs de le faire qui lui manquent)¹³. C'est ce déficit perpétuel qui alimente, parmi ces inclus en tant qu'exclus (ou litigieux) la *fièvre plébéienne* : celle d'une colère, d'un ressentiment à jamais irréductibles aux conditions de la démocratie procédurale. Ou bien encore, si l'on veut faire référence aux théories de la reconnaissance (Axel Honneth), c'est le parti de ceux qui réclament le « respect » et n'enregistrent, en retour, que le mépris de ceux qui ont les moyens de les humilier, parce qu'ils sont du côté de la police et des moyens de l'Etat (les caricatures de Mahomet et les bonnes blagues sur le foulard islamique)¹⁴.

Ceux qui font référence à l'universalité du droit, dans cette configuration, qui mettent en avant le caractère inconditionnel de l'exercice de ces libertés qui constituerait l'alpha et l'oméga de la vie démocratique, ceux qui pensent que la liberté d'expression ne trouve sa pleine effectivité que lorsqu'elle suscite le conflit et fait scandale, ceux qui pensent que la mise en œuvre de ces principes ne doit s'embarrasser d'aucune exception liée à des conditions particulières, notamment des conditions d'histoire – ceux-là devraient nous dire pourquoi *Charlie Hebdo* s'abstient des bonnes grosses blagues sur les chambres à gaz qui faisaient encore florès dans les années 1960, et dont on trouverait sans doute la trace en feuilletant une collection d'*Hara Kiri*, ou, tout aussi bien, de ces caricatures de Juifs aux gros pifs et aux lèvres pendantes qui amusaient tant les lecteurs de *Je suis partout* dans l'entre-deux-guerres¹⁵. Nous aimerions qu'ils nous disent ce qu'ils pensent de la loi Gayssot, qui fixe des limites distinctes à la liberté d'expression, de parole et de presse en criminalisant le négationnisme... Ce qu'ils vont nous dire, je le sais déjà. C'est : « Ça n'a rien à voir ! On ne peut pas comparer ! ». Mais cette réponse, précisément, est nulle, puisqu'elle ne fait pas référence aux principes intangibles dont il est ici question (et que les *Je suis Charlie* ne cessent de mettre en avant, mais à des circonstances historiques, à la *singularité*, là même où, l'instant d'avant, ils en avaient plein la bouche de l'« Universel »...). S'ils étaient conséquents avec eux-mêmes, ils

¹³ Jean-François Lyotard : *Le Différend*, Editions de Minuit, 1983.

¹⁴ Axel Honneth : *La lutte pour la reconnaissance*, Gallimard Folio, 2013

¹⁵ Nathalie Nougayrède, éphémère directrice du *Monde* dont elle fut débarquée sans ménagements en mai 2014, publie dans *The Guardian*, au lendemain des événements un long article intitulé « Defending the Right to Offend ». Que ne prêche-t-il donc par l'exemple en joignant à son papier quelques extraits des Protocoles des Sages de Sion et quelques caricatures extraites du *Stürmer* du nazi Julius Streicher ? A cette condition, nous commencerions à croire à l'universalité du « droit » qu'elle prétend promouvoir ici... A défaut d'une telle démonstration, ce dont nous la voyons l'avocate, c'est la liberté de certains d'en offenser d'autres, sans aucune clause de réciprocité. Or, en la matière, la réciprocité est le fondement de l'égalité.

adopteraient la position que défendit Noam Chomsky au fort de la querelle du négationnisme en France et qui consistait à dire, contre Vidal-Naquet, que Faurisson et consorts avaient parfaitement le droit d'exprimer et publier leurs positions sur le « bobard » des chambres à gaz. Mais ils ne le sont pas et considèrent que, dans un cas, il convient de se réclamer des principes (universels, intangibles) et dans l'autre à l'exception que constitue un événement historique, un crime d'histoire. Leur position revient à dire que ce qui fonde l'exception à la règle sur laquelle repose la criminalisation du négationnisme (l'extermination des Juifs d'Europe comme fait unique et incomparable) ne saurait en aucun cas s'appliquer à quelque autre objet que ce soit, et notamment en aucun cas à ce qui se rattache à l'histoire coloniale et aux crimes du colonialisme. C'est une proposition dogmatique qui ne s'embarrasse pas d'argumentation et qui est indémontrable, c'est une décision, un fait accompli, un coup de force qui rompt la règle de l'argumentation en se soustrayant à toute obligation d'argumentation ou de démonstration et qui, à ce titre, se donne congé brutalement à l'éthique de la discussion et de la communication démocratiques dont se réclament au reste bruyamment ces gens-là.

C'est, dans son fond, une position qui relève d'une croyance de type religieux. Après tout, il ne fait guère de doute, si l'on se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, que les crimes majeurs du colonialisme (exterminations ethniques, réduction en esclavage, travail forcé...) sont bien des crimes contre l'humanité et sont, à ce titre, imprescriptibles. On sera donc bien fondé à dire que tout ce qui en prolonge volontairement le tracé dans le présent en est partie intégrante, au même titre exactement que le négationnisme est partie intégrante, encore et toujours, de l'entreprise de destruction des Juifs (et des Roms) d'Europe par les nazis. En d'autres termes, les obscénités de *Charlie Hebdo* sur la religion musulmane et les femmes arabes ont le même statut exactement que les blagues sur les chambres à gaz et les caricatures antisémites : ce sont des délits qui, néanmoins, prospérant à l'ombre du pouvoir d'Etat et de la police, se transforment miraculeusement en bijoux de la liberté d'expression. L'hégémonie sur les discours est une magnifique machine à géométrie variable, un moyen de jouer sur tous les tableaux, à mobiliser tantôt la règle, et tantôt ce qui y fait exception. L'usage flexible qui est fait de la loi Gayssot par les pouvoirs publics en est un parfait exemple : un couperet prêt à s'abattre sur tout contrevenant au règlement des discours à propos de la Shoah ou du génocide arménien, une chimère aux abonnés absents quand ce sont des gens du sérail qui s'attachent (et pour cause) à dissoudre dans les

eaux troubles d'un négationnisme décomplexé la réalité du génocide rwandais. On est ici dans le même cas de figure exemplaire de ce « deux poids deux mesures », un dispositif dont la vocation est distincte : entretenir le déni du fait que notre société est, encore et toujours une société coloniale, imprégnée des crimes du colonialisme et saturée par un racisme d'origine coloniale. Ceci étant la raison pour laquelle cette loi Gaysot, en tant que fleuron du double jeu perpétuel de l'Etat et des faiseurs d'opinion entre l'universalité des principes et la singularité des circonstances exceptionnelles, n'est qu'un chiffon de papier destiné au broyeur, comme c'est le destin de tant de lois de convenance et d'opportunité¹⁶.

La question du déni (mais on pourrait dire aussi bien, en reprenant un vocabulaire ancien, celle de la fausse conscience), est ici centrale : se mirant dans le vilain petit miroir de *Charlie Hebdo*, la société française aime à se voir enjouée, blagueuse, un peu taquine, tout en demeurant d'une intransigeance absolue sur « les principes ». Cette flatteuse image de soi a vocation à en effacer une autre : celle d'une société persistant à être structurellement et intrinsèquement raciste pour autant qu'elle n'a jamais su trancher le lien qui la maintient captive de son histoire coloniale ; qu'elle a, avec l'Etat, les gouvernants successifs et les « élites », obstinément escamoté, notamment, la question des crimes massifs commis par l'arme française pendant la guerre d'indépendance des Algériens, paroxysme de cent trente ans de violences, de spoliations et d'humiliations. En France, le racisme nourri par la colonisation a été la source jamais tarie de cette opération de fragmentation de la population que décrit Foucault dans le cours ci-dessus mentionné, une opération qui, structurellement, entre dans les comptes, les calculs et les stratégies du gouvernement des populations. Ce dont il s'agit, en produisant la fantasmagorie d'un journal héros des libertés démocratiques et martyr de la République (l'immense majorité de ceux qui affichent « Je suis Charlie » aujourd'hui n'ont jamais lu ce journal, à peine aperçu en passant à la devanture d'une maison de la presse), c'est bien d'organiser l'oubli de ce que ce torchon incarne aujourd'hui, parmi tant d'autres objets et actions : la réintensification virale de ce racisme colonial, le retour dans le présent du refoulé de l'histoire coloniale sous la forme de l'obsession de l'étranger (l'immigré) en trop autour de laquelle tourne aujourd'hui tout ce qui tient lieu de vie politique de l'Etat et des partis de l'Etat. Le consensus ou le continuum anti-islamiste, l'« islamiste » étant le nom du jour de cet « étranger » dont il faut se séparer coûte que coûte pour

¹⁶ Telle était notamment la position du regretté Pierre Vidal-Naquet.

continuer à « vivre » (Foucault), c'est cela qui constitue aujourd'hui la colonne vertébrale de ce qui s'est substitué à la vie politique en France, de cette lutte des espèces substituée à la lutte des classes, de ce qui s'engouffre dans l'espace béant laissé par le peuple (politique) aux abonnés absents. Quand le racisme devient l'opérateur majeur de la division politique, dans une société, l'horizon qui se dessine est celui du fascisme, d'un fascisme, plutôt. Un fascisme qui, comme tous les fascismes, a besoin d'énergumènes, de bouches à feu, de provocateurs et d'incendiaires¹⁷.

Certains pensent, de bonne foi sans doute, que nous ne sommes plus dans la séquence coloniale, que la page est tournée, que tous les post-colonisés ne sont pas musulmans et que ce qui est en question, désormais, ce n'est plus tant la violence coloniale et ses séquelles que le rôle des religions dans nos sociétés et singulièrement, la question de l'Islam dans ses relations à la culture démocratique. Cette façon de tourner (ou plutôt d'arracher) la page du colonialisme pour passer à l'ordre du jour de ce qui ne serait jamais qu'une version édulcorée du *clash of civilizations* repose sur le refus désinvolte de prendre en considération l'enchaînement des circonstances historiques qui nous conduisent des dernières séquences de l'histoire coloniale (la fin de la guerre d'Algérie, pour ce qui nous concerne) à l'après 11 Septembre. Le recours à ce raisonnement discontinuiste de convenance élude deux facteurs massifs. Premièrement, l'histoire coloniale est une page qui ne se referme pas dans les métropoles des anciens empires (la France, la Grande-Bretagne, le Portugal notamment) dans la mesure où l'intégration et l'égalisation par la citoyenneté des anciens colonisés y échoue ou y est repoussée et où ceux-ci, tout naturellement, perçoivent de ce fait même que le stigmate colonial continue d'affecter, sous des formes nouvelles, leur condition et leur existence. La réislamisation massive de ces populations quand elles sont de culture musulmane est un phénomène qui, distinctement, se rattache à cette généalogie – ce n'est que pour les imbéciles que les « femmes arabes » se mettent à porter le foulard parce qu'elles y sont contraintes par des pères ou des grands frères eux-mêmes tombés sous la coupe d'imams militants.

Deuxièmement, la disparition de toute perspective d'émancipation collective dans les pays anciennement colonisés, notamment ceux du monde arabo-musulman pousse ces populations, par défaut, dans les

¹⁷ Je me permets de renvoyer sur ce point à mon texte « Lettre de loin », disponible sur le site « Ici et ailleurs – pour une philosophie nomade » et sur le blog de Marco Candore, « Le silence qui parle ».

bras de l’Islam en tant que fabrique d’identités de consolation. Là aussi, les enchaînements sont visibles à l’œil nu : c’est avec constance que les dites démocraties occidentales ont soutenu les dictatures autoritaires du monde arabe, au Proche-Orient et ailleurs. Ceux qui sont si pointilleux sur les droits de l’homme en Chine soutiennent le dictateur égyptien Al Sissi dont les flics et les militaires tirent à balles réelles sur les manifestants de toutes convictions, et ils lui fournissent des armes - au nom, bien sûr, de la croisade contre le terrorisme.

Ceux qui, dans nos pays comme dans ceux du monde arabo-musulman, se ré-islamisent aujourd’hui à grande vitesse s’établissent ainsi dans une subjectivité politico-religieuse qui, sans être tout uniment « anti-occidentale », n’en conserve pas moins la mémoire vive des centaines de milliers de morts ayant résulté des interventions occidentales dans le monde arabo-musulman depuis le 11 Septembre. Or, le caractère néo-colonial, néo-impérial de ces interventions, notamment en Irak, en Libye et en Syrie, est difficilement contestable¹⁸.

Il ne s’agit pas de dire ici que tous ceux/celles qui, sous le coup de l’émotion produite par l’attentat, se sont coagulés autour du slogan « Je suis Charlie » ont en partage tous les travers de ce journal aux relents racistes, et pas seulement islamophobes avérés¹⁹. Il s’agirait plutôt de réfléchir à propos du type de communauté ou de peuple que dessinaient ce cri unanime et les mouvements qui s’y rattachaient : non seulement un peuple de l’Etat, rangé sous la bannière de l’Etat, défilant, littéralement (la chose est suffisamment rare et singulière pour être soulignée) derrière l’Etat (comme substance incarnée par cinquante chefs d’Etat, séparés par ce très symbolique « vide sanitaire », de la manif à laquelle Valls avait convoqué le tout-venant), un peuple attendant son salut de l’Etat et soumis d’avance aux conditions de l’Etat (carte blanche accordée à l’Etat en lutte contre le terrorisme)²⁰. Non seulement un peuple de l’Etat, mais, à l’occasion de la manifestation du dimanche 11 janvier, un *peuple de la police* ; un peuple qui fraternise non pas avec des grévistes, des étudiants en lutte, des occupants d’une friche menacée par quelque grand projet inutile, des sans papiers guettés par l’expulsion – non : avec les CRS et les

¹⁸ Voir sur ce point l’article de Jeffrey Sachs « The War with Radical Islam », *Taipei Times*, 19/01/2015.

¹⁹ Voir sur ce point l’article très convaincant d’Olivier Cyran, ancien collaborateur de *Charlie Hebdo*, publié dans *Article 11*, 5/12/2013.

²⁰ Le rapprochement est éloquent, entre la photo de la manif vue de haut qui souligne cet écart entre les grands de ce monde agglomérés en tête de manif et celle qui fut publiée dans la presse et qui, prise à hauteur d’homme, entretient l’illusion d’une continuité entre les deux manif – celle des dignitaires et celle du quelconque.

gardes mobiles placés sur le long du parcours de la manif. L'image qui se dessine ici, celle d'une communauté sans brèches ni failles placée sous l'autorité de l'Etat et dans laquelle le lien organique qui rattache le citoyen ordinaire manifestant pour « les libertés » au policier qui maintient l'ordre devient fusionnel – cette image est riche de toutes les promesses – pas celles qu'imaginent ceux qui ont vu dans ces scènes une nouvelle figure du sublime démocratique, malheureusement : celle d'un monde à venir dans lequel, « en raison des circonstances atmosphériques défavorables », la lutte des classes sera remplacée par la chasse au terroriste – lequel n'est jamais, dans les conditions françaises, qu'une énième variété d'Arabe, de musulman ou de sujet post-colonial²¹.

Dans toutes ses multiples variantes, des éructations ouvertement islamophobes des uns aux « tout de même... » embarrassés et rougissants des autres (« Je suis l'homme de toutes les tolérances, je n'ai vraiment rien contre les musulmans, mais quand même, il faut bien reconnaître que dans l'Islam, il y a des choses qui... et que..., etc. »), le discours qui tend à faire de l'Islam un (mauvais) objet de la politique, aujourd'hui, trouve son assise dans une opération très distincte : la substitution d'une approche culturaliste et différentialiste du conflit à une approche historique ou archéologique/généalogique. Sa propriété est d'éluder la question (la dimension) de l'histoire comme milieu des torts infligés et subis. Une approche historique (généalogique) du présent sous l'angle des torts contraint ceux qui s'y essaient à s'établir dans des dispositions qui se situent aux antipodes de celles dans lesquelles se fige et se durcit la société française aujourd'hui ; non pas suivre la pente du fantasme identitaire et immunitaire mais produire l'effort d'imagination ou entrer dans le geste ascétique consistant à tenter de voir les choses en s'établissant dans la position de l'autre – celui qui se situe sur l'autre bord du tort.

Ce qui caractérise les sociétés démocratiques aujourd'hui (et ce en quoi elles sont toujours davantage désignées comme telles par antiphrase), c'est leur difficulté croissante à faire droit à l'engagement à respecter les règles du champ-contrechamp. Le déni même de l'existence ou de la légitimité d'un contrechamp, quel qu'il soit, est ce qui les caractérise en propre.

²¹ On ne saurait trop insister ici sur le douloureux contraste entre le caractère résiduel des manifestations qui ont eu lieu après l'assassinat de Rémi Fraisse à Sivens et le volume de l'agrégat suscité par les attentats du 7 janvier. Quelques jours après ceux-ci, on apprenait la fin de la garde à vue du gendarme auteur du tir de grenade qui a tué le jeune manifestant.

Dans le cas présent, le discours culturaliste sur l'islam (quand même, quand même...) est ce qui a, par exemple, vocation à se substituer à l'effort que supposerait le fait de se demander « ce que ça fait » à une société traditionnelle, pauvre, de subir pendant cent trente ans l'épreuve d'une colonisation fondée sur une conquête massacranche, le vol massif de la terre, la ségrégation et l'irruption d'une masse de colons (entre autres, l'énumération est bien incomplète); ce que ça fait à ceux qui, du côté du tort subi, continuent de porter cette colonisation dans leurs gènes, pour des raisons généalogiques – sans jeu de mots, mais aussi bien, en raison même de leur condition de subalternité dans les sociétés dites post-coloniales. A l'évidence, il est infiniment plus simple de se demander, l'air grave et profond, « ce qui ne va pas » avec l'islam substantiel et générique (une fantasmagorie caractérisée du présent) que de se poser ce genre de question. Ce n'est pourtant pas bien compliqué, au fond : il nous suffit d'imaginer que nous en sommes en l'an 65 de l'occupation allemande de la France ; plus que 65 autres années, avant que nous songions à entreprendre une guerre de libération à l'occasion de laquelle nous perdrons dans les deux millions des nôtres - dans quel état imaginez-vous que nous sortirions de cette épreuve ???

Ce qui se lit dans le filigrane du mouvement généreux et empathique « Je suis Charlie » censé adopter la cause de l'autre meurtri ne saurait échapper à qui a des yeux pour lire et des oreilles pour entendre : dans son sens le plus littéral, cet acte d'auto-nomination sentimental doit être compris ainsi : je suis tout ce que voulez, Français, Américain, athée, chrétien ou Juif (toutes sortes d'identités pouvant se subsumer sous le prénom ou le surnom « Charlie »), mais ce qui est assuré, *c'est que je ne suis pas Mohammed ou Djamilia*, je ne suis pas de cette tribu-là, je ne suis ni Arabe ni musulman²². « Charlie », devient ici la marque d'appartenance à une *espèce*, contre une autre. Dire « Je suis Charlie », c'est avaliser et réitérer le geste de séparation qui remet l'ancien colonisé à sa place et l'autochtone imaginaire à la sienne, ceci dans l'agitation toujours plus spasmodique de l'« ethnicité fictive » (Balibar). La captation de l'horreur partagée de « la violence » par ce type de disposition a pour effet de conduire, qu'ils le veuillent ou non, ceux qui sont sous l'emprise de cet affect que la *séparation* (le rejet) est le remède à la violence, c'est-à-dire de les inciter à valider la reconduction et le durcissement de cela même qui constitue le terreau de ces spasmes d'hyperviolence – la circulation à

²² Ce qu'ont parfaitement compris ces manifestants qui défilaient à Alger, le 17 janvier, en criant : « Je suis Mohammed », ceci en réaction au nouveau numéro de *Charlie Hebdo* dans lequel la relève, après le massacre, persistait et signait dans le registre des blagues incendiaires.

haute dose, dans le présent, du poison distillé par l'histoire coloniale. Les chemins qui conduisent au pire étant pavés des meilleures intentions et dispositions du monde, il nous faudra bien admettre un jour, que le grand rassemblement humanitariste, républicain et démocratique convoqué par Manuel Valls et François Hollande au lendemain des attentats aura été cela même qui aura achevé de donner droit de cité, dans ce pays, au racisme institutionnel, soutenu par cet état d'exception à géométrie variable qu'une fraction croissante de la population voit, depuis les attentats, comme le meilleur rempart contre le terrorisme. La normalisation accélérée du Front national et le renforcement tous azimuts des dispositifs sécuritaires sont, dans l'immédiat et pour les temps à venir, les deux effets les plus visibles du « sursaut démocratique » consécutif aux attentats.

En experts de la communication non discursive qu'ils étaient, les trois djihadistes exterminateurs ont conçu leur action comme une campagne-éclair destinée à produire un effroi et un effet de sidération d'intensité maximale. Ils y ont parfaitement réussi, anesthésiant durablement toute capacité critique, toute distance à la stridence de l'événement de la psyché (plutôt que la conscience) du public. Cet état d'hypnose est ce sur quoi s'est immédiatement greffé le dispositif gouvernemental de mobilisation générale. De ce point de vue, il s'est vérifié à l'occasion que le ballet du terroriste et de l'antiterroriste est désormais parfaitement bien réglé. Le moment hyperviolent est cela même qui abolit le jugement du public, le plonge dans cet état d'anxiété et de transe dans lequel il devient capable de tout – y compris de se jeter dans les bras du premier policier venu en criant « Maman ! »²³.

²³ C'est là un des aspects saillants de la « guerre totale » contre le terrorisme, par lequel celle-ci s'apparente à la « guerre totale » tout court : au lendemain d'événements comme les attentats, le public est « bombardé » de messages propagandistes (sur le modèle de la guerre aérienne) et les espaces publics sont détruits, comme espaces pluralistes d'échanges, par ces tapis d'énoncés « corrects », comme le sont, pendant la Seconde Guerre mondiale, Dresde, Hambourg, Tokyo, etc. Ces opérations de saturation font disparaître toute distinction entre propagande totalitaire et propagande démocratique, à ceci près qu'à la terreur ouverte se substitue la saturation. Dans un tel contexte, toute opinion non alignée exprimée à haute et intelligible voix devient criminelle. Que les énoncés de base sur lesquels reposent ces dispositifs d'anesthésie et de mobilisation totale de l'opinion soient manifestement boiteux et aisément réfutables est sans importance : ce qui compte n'est pas que les énoncés soient bien formés, c'est la seule puissance de feu des gouvernants et des appareils de pouvoir. Ce point est essentiel : lorsque surviennent de telles situations d'exception, il apparaît en pleine lumière que les gouvernants *pensent comme des porcs* (Gilles Châtelet). Le paradoxe étant que ce travers (de porc) n'amoindrit en rien, dans ces moments, la force d'aimantation de leurs énoncés.

Le horror picture show qui s'affiche sous ses yeux devient un absolu, il l'enveloppe totalement et le transit. Du coup, il en vient à oublier complètement que ces violences insupportables sont relatives à d'autres qui, elles, le sont beaucoup moins dans la seule mesure où elle se produisent hors champ : la guerre sans images et sans prisonniers que le corps expéditionnaire français poursuit dans le nord du Mali, la guerre des drones conduite par les Américains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste avec son cortège de bavures, les effets sur le terrain des bombardements visant l'EI en Irak ou en Syrie... Il en vient à oublier complètement que ce qui suscite après le 7 janvier l'impression d'horreur sans précédent ni équivalent est, avant tout, *l'effet de proximité* : le côté « j'ai tout vu de mon balcon, Mon Dieu, quelle horreur ! ». Mais ces effets et les « impressions » qui vont avec sont bien mauvais conseillers : vues de Gaza ou du Nigéria, ces violences superlatives retrouvent des proportions non pas plus raisonnables, (elles ne le sont d'aucune manière), mais, tout simplement et malheureusement, plus *comparables*. On se prend du coup à regretter que ce potentiel de mobilisation face à l'intolérable que l'on croyait un peu perdu en France n'ait pas su prendre tournure lors de quelques récents épisodes antérieurs et trouver alors leur formule de ralliement - « Je suis Mohammed de Gaza, écrasé sous les bombes ! », « Je suis Rémi Fraisse, assassiné à Sivens ! »...

Comme toujours en pareil cas, il s'avère ici que la pure et simple allergie nourrie par les sujets de la démocratie immunitaire à certaines formes de violence surexposées, plutôt qu'à d'autres, moins irrégulières et exhibées, n'est vraiment pas la meilleure des boussoles politiques. Comme toujours en pareil cas, il s'avère que le cri d'indignation qui s'élève alors pour dénoncer un « acte de barbarie sans précédent » et débouche inévitablement sur les « plus jamais ça ! » de rigueur, doit s'entendre un peu différemment : « ah non, pas de ça *chez nous* ! » - et qu'il se fonde sur l'oubli de tout un cortège d'« horreurs » malheureusement des plus comparables, voire infiniment plus massives...

N'oublions pas que ceux qui, en l'occurrence, conduisent le chœur, s'apprêtaient, il y a quelques mois, à *bombarder Damas*, en toute simplicité, et qu'il a fallu pas moins qu'un veto américain pour qu'ils y renoncent. Rappelons au passage que *bombarder Damas* est un geste, une action qui se charge, dans l'histoire coloniale française, d'une forte signification symbolique ; une idée fixe de l'Etat colonial français ; en tant que message adressé aux peuples du Proche-Orient, un tel dessein signifie distinctement : nous revoilà, puissance impériale inflexible ! Ce que nous avons fait sous le Mandat, nous voici prêts à le refaire ! Et tout ceci, les « monstres assoiffés de sang » qui sont passés à l'action le 7 janvier

avaient des yeux pour le voir et des yeux pour l'entendre. En cela, ils sont bien, ni plus ni moins, le retour du bâton²⁴.

On ne s'est pas suffisamment intéressé jusqu'ici à ce que l'on pourrait appeler la rhétorique des images de *Charlie Hebdo*, pour tout ce qui concerne le traitement de l'Islam, des corps musulmans, des femmes musulmanes. Le registre de « la blague » reprend ici un procédé classique, celui dont parle Walter Benjamin à propos de Baudelaire et Céline lorsque ceux-ci entreprennent d'entraîner leur public à leur suite, en faisant dans le registre de « l'énorme », c'est-à-dire en proférant littéralement des « énormités » telle que « Belle conspiration à entreprendre pour exterminer la race juive » ou, dans le même esprit, tous ces bons mots sur les Juifs et la nécessité de s'en débarrasser que l'on trouve dans les deux pamphlets antisémites de Céline²⁵.

L'énormité est le procédé destiné à saturer et effacer toutes les distinctions traditionnelles entre bon et mauvais goût, le comique et l'odieux, le sérieux et le dérisoire, en entraînant le public vers des images ou des énoncés si absurdes ou régressifs que celui-ci se trouve piégé : s'il s'indigne, il s'expose à être traité de pisse-froid (« T'as rien compris, c'est juste de la blague, du secondé degré, t'as pas d'humour... ! »), s'il rit, le voilà embarqué, inclus dans le dispositif mis en place par la blague, complice. Pour cette raison, ce dispositif de « la blague » entendue dans son sens premier, qui est celui que le XIX^{ème} siècle donne à ce procédé, est intrinsèquement pervers, car destiné par celui qui l'emploie à gagner sur tous les tableaux : c'est une machine à nuire (le but étant bien, dans le cas de Céline, de chauffer à blanc ses lecteurs contre les Juifs), mais sans s'exposer (« C'est juste pour rire... ! »). C'est un procédé retors, sournois, un procédé de lâche.

²⁴ Dans un entretien avec Bertrand Poirot-Delpech, Jean Genet se rappelle : « Quand j'étais à Mettray, j'ai été envoyé en Syrie, et le grand homme, en Syrie, c'était le Général Gouraud, celui qui n'avait qu'un bras. Il avait fait bombarder Damas [...] Les petits gars de Damas prenaient un grand plaisir à me promener dans les ruines qu'avait faites les canons du Général Gouraud. J'avais une double vision du héros et de la saloperie, du type dégueulasse qu'était finalement Gouraud. Je me sentis tout à coup tout à fait du côté des Syriens ». En mai 1945, de Gaulle envoie des troupes en Syrie et donne l'ordre à l'aviation française de bombarder Damas, ceci dans le but de casser les reins au mouvement pour l'indépendance dans le pays. Mais les Britanniques s'opposent à ce retour en force de la puissance mandataire... C'est donc bien simple : quand la France impériale est de retour sur le théâtre moyen-oriental, son premier mouvement, c'est de bombarder Damas...

²⁵ Walter Benjamin : *Baudelaire*, édition établie par Giorgio Agamben, Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle, trad. De l'allemand par Patrick Charbonneau, La fabrique, 2013.

Et c'est exactement ce geste qu'a, de longue date, repris *Charlie Hebdo* dans son agitation antiarabe, antimusulmane et, ne l'oublions pas, féroce machiste. L'innovation consiste ici simplement à rendre indissociable obscénité, pornographie et énormité. Le défaut du procédé étant ici que, du coup, le « blagueur » étant conduit à donner libre cours à son imagination libidinale, il est conduit à lever un coin du voile sur un monde d'images et de fantasmes qui, de loin, « dépassent sa pensée » et fait frémir. Ce qui nous manque, à vrai dire (fatale distraction de la tribu analytique, une de plus...), c'est, sur ce matériau, une recherche équivalente à celle qu'entreprend en Allemagne, dès les années 1970, Klaus Theweleit, à propos de l'univers fantasmatique du soldat allemand et des groupes paramilitaires sous le régime nazi – ce qu'il appelle *Männerphantasien* – les fantasmes masculins pris dans une configuration historique particulière, cette sorte de subconscient collectif qui va se projeter dans la vie sociale, politique et l'activité guerrière sous la forme d'images, d'énoncés, d'obsessions récurrents²⁶.

Pour aller à l'essentiel, les pages de *Charlie* sont hantées par un motif obsessionnel, celui de la sodomie ou, plus exactement, de l'enculage, conçu non pas comme une activité ou une pratique sexuelle parmi d'autres, mais bien comme une métaphore générale et polyvalente. Associée à l'Arabe et au musulman (une des associations privilégiées pratiquée par les caricaturistes du journal), cette image fantasmatique en forme d'idée fixe se décline à plusieurs niveaux : en premier lieu, remobilisation d'une image raciste coloniale classique, celle de l'Arabe enculeur de chèvre (signe de son appartenance à une civilisation rudimentaire), et, plus généralement, sodomite acharné (signe d'une sexualité dérégulée, d'une perversion innée). Sous prétexte de blâmer et ridiculiser la pruderie des bigots en associant leur religion aux conduites sexuelles les plus débridées, c'est bien de cela qu'il s'agit : faire revivre dans le présent tout un monde d'images et de fantasmes qui a accompagné la colonisation de l'Algérie et d'autres pays musulmans.

A un second niveau, ce qui se donne libre cours, dans une sorte de passage à l'acte tout involontaire, c'est le mouvement infra- ou proto-fasciste par excellence, mouvement dont on pourrait presque dire qu'il est « universel » au sens où l'est la prohibition de l'inceste – le doigt (le bras) d'honneur adressé sur un mode lancinant et répétitif à l'Islam, c'est-à-dire aux Arabes et aux musulmans. Le doigt (bras) d'honneur est, est-il nécessaire de le rappeler, une forme euphémisée de l'exclamation

²⁶ Klaus Theweleit : *Männerphantasien*, vol., Verlag Roter Stern, 1977 (disponible en anglais).

agressive et injurieuse : « Je t'encule ! ». Ce cri ou ce geste n'est pas la promesse d'un plaisir (comme il peut l'être en d'autres circonstances), mais bien une menace, celle d'un viol. Il signifie en clair : mon désir et ma disposition les plus immédiats sont de faire subir une violence sexuelle d'une portée symbolique si forte (dans l'inversion des prérogatives sexuelles courantes, du pôle actif et du passif...) qu'elle est destinée à t'anéantir. On peut rappeler à ce propos que, dans certains contextes, le viol anal ou ce qui s'y associe est utilisé comme une arme de guerre (Tchéchénie, Guantanamo). Cette « promesse » inversée est d'une violence terrible, et c'est la raison pour laquelle il suffit d'un doigt d'honneur trop hâtivement dégainé pour déclencher une bagarre sanglante.

Pour les raisons dites plus haut, ce motif est particulièrement sensible en contexte colonial (ou post-colonial), la colonisation pouvant être éprouvée fantasmatiquement (et tant souvent vécue) par les uns et les autres comme un interminable « enculage » du colonisé par son maître – une domination et une humiliation « pénétrant » jusqu'au plus intime de son existence. Les caricatures de femmes en djihad, d'imams et de barbus attendant, le cul tendu, l'organe « blagueur » destiné à les dérider et à les faire jouir envers et contre leur puritanisme de mauvais aloi, ces caricatures surfent en permanence sur cet imaginaire qui réactive le geste premier de la violence coloniale – le geste de « prendre », de s'assurer la maîtrise de corps nouvellement soumis et réduits à composition. Le message adressé par ces dessins est distinct, c'est un message autochtoniste néo-colonial, un geste de restauration : quoi que vous fassiez et disiez, quelles que soient vos dispositions et aspirations à l'égalité ou à ce que vous appelez « le respect », *nous* demeurons les maîtres et nous vous le prouvons : nous vous enculons, chaque semaine, en images et en textes, en caricatures et en slogans moqueurs. Ceux qui adressent ce type de message n'ignorent rien de la sensibilité particulière de ceux à qui il est destiné, de la violence provocatrice qu'il recèle. Ils n'ont ni l'excuse de la colère, du geste spontané et malencontreux, ni celle de l'ignorance. Ils savent et ils persévèrent. Ce sont les chrétiens, pas les musulmans, qui disent que ce type de persévérance dans l'erreur et le mal est diabolique. Il n'y a donc guère lieu de s'étonner que ces « persévérants » puissent être perçus, littéralement, par ceux dont les têtes ont été colonisées par les visions néo-théologiques de la politique, comme des *diables* – un mal à exorciser, donc... Quoi qu'il en soit, en tout cas, ces « blagueurs » invétérés, sont de l'espèce du Céline de *Les beaux draps* et de *Bagatelles pour un massacre*. Leur indifférence aux effets produits par leurs actions, leur incapacité à se détourner de la ligne que leur

assigne le programme dans lequel ils sont inscrits, leur propension d'automates à s'enfoncer dans les impasses où ils se sont jetés – tout ceci les définit comme étant en délicatesse avec le réel lui-même. Le caractère obsessionnel de leurs motifs est l'expression d'une fuite dans l'imaginaire – celui d'un pays dans lequel « la blague » est le révélateur qui permet de faire le partage entre ceux du cru et les autres. Un pays qui n'a jamais existé que dans la tête de ces « petits Blancs », mais un imaginaire qu'ils ont en partage avec tous ceux qui, sans avoir jamais lu *Charlie Hebdo*, ont immédiatement senti qu'il y avait là matière à cause commune.

Ce n'est au fond un secret pour personne, sauf ceux qui n'en veulent décidément rien savoir, que le *récit du présent* qui constitue le socle de l'action des exterminateurs du 7 janvier est la chose la mieux partagée qui soit parmi cette fraction de la population, notamment jeune, dont le trait commun est d'occuper dans nos sociétés la place du colonisé (du post/néo-colonisé) et de s'éprouver comme excentré et constamment tiré vers le bas. Plus d'un reportage réalisé après les attentats dans « les quartiers » périphériques de grandes villes, après les attentats, témoigne de l'enracinement de ce récit qui entre violemment en conflit avec celui que tentent de faire prévaloir les institutions, à commencer par l'école. C'est un « récit d'en-bas », mais dont le propre, contrairement à d'autres, n'est pas de promouvoir les richesses, les puissances des cultures populaires et des valeurs qui s'y rattacheraient, mais d'être tout entier habité par une plainte : celle qui prend pour cible le mensonge perpétuel du pouvoir et des élites (de « ceux d'en-haut ») dans leurs rapports avec la violence cachée qu'ils exercent sur ces nouveaux damnés de la terre - les post/néo colonisés d'aujourd'hui, singulièrement les musulmans du monde entier. Dans ce récit, les motifs classiques de l'exploitation ouvrière (le musulman des discours xénophobes d'aujourd'hui étant souvent un « ouvrier qui a perdu nom » - *dixit* Rancière, si je ne m'abuse) et de l'oppression coloniale se déplacent ou se redéplient en direction d'une posture soupçonneuse : toute parole d'Etat, toute production discursive des élites sont suspectées d'avoir avant tout pour vocation de voiler cet inavouable secret qui préside à l'ordre du monde – la guerre sournoise et inexpiable que les puissances occidentales, le monde des « Blancs » conduisent contre cette nouvelle figure du plaignant sans recours qu'est le néo-colonisé, singulièrement, le musulman.

Ce récit du monde produit par ceux qui, pour ainsi dire, naissent offensés et se voient en victimes d'un tri social implacable n'est pas une fantasmagorie symétrique à celle dont se nourrit le discours de vomissement de l'étranger qui prospère sur des « impressions » d'envahissement, de menace, de violence que démentent toutes les

approches rationnelles de la vie commune²⁷. C'est la mise en imaginaire collectif d'une situation partagée bien réelle, un « bricolage » à partir de positions, d'expériences, d'épreuves qui, elles, n'ont rien d'imaginaire.

La place prépondérante qu'occupe dans ce récit du présent le motif du mensonge cynique et manipulateur des maîtres du monde découle du sentiment d'impuissance politique de relégation sociale et de rejet culturel qu'éprouvent ces populations. Tous ceux qui s'étonnent, pour la blâmer, de la propension de ces groupes sociaux à penser l'actualité en termes de manipulation et à prêter foi à des fantaisies conspirationnistes feraient mieux de s'interroger sur le lien qui s'établit distinctement, ici, entre impossibilité structurelle de se faire entendre, introjection blessée du discours accusateur de l'« en-trop » et recours à des explications faisant appel à une « logique cachée » qu'il s'agirait d'extraire du mensonge institué et légitimé. Après tout, ils/elles ne délirent pas, ceux/celles qui voient s'établir une relation solide et chronique entre la façon dont les médias leur racontent le présent et la reproduction du partage violent entre le « haut » et le « bas », ici et ailleurs, la reproduction d'un ordre mondial qui fait violence aux sans voix. Le recours aux raccourcis logiques, aux raisonnements par induction approximatifs, aux « est-ce un hasard si... ? », aux « tout se tient... » est ce qui vient occuper la place d'une philosophie de l'histoire présente pour ceux dont le tort subi est *inarticulable*. Il faut bien admettre que le discours du pouvoir sur les événements en cours n'est jamais le dernier à leur tendre des perches – après tout, une nouvelle fois, l'intervention américano-britannique en Irak ne fut-elle pas fondée sur un mensonge de pure facture totalitaire ? Après tout, n'est-ce pas dans la très sérieuse et estimable *London Review of Books* et non pas sur un site islamiste délirant que j'ai lu un article parfaitement documenté révoquant en doute la thèse occidentale officielle à propos de l'utilisation de gaz toxiques contre la population civile dans un quartier de la banlieue de Damas, en août 2013 ? Après tout, est-ce vraiment avoir l'esprit embué par les théories conspirationnistes que de nourrir quelques doutes quant à la version policière de la carte d'identité « oubliée » par l'un des deux tueurs de *Charlie Hebdo* dans l'un des véhicules utilisés pour l'attentat ?

Qu'est-ce qui, donc, fait la différence entre les trois exterminateurs du 7 janvier 2015 et la multitude de ceux qui, ici, parmi nous non moins qu'ailleurs, se sont faits une *religion* de ne plus prêter foi d'aucune manière

²⁷ C'est le « paradigme » de ces vallées vosgiennes (côté Alsace) qui se remplissent chaque week-end de touristes allemands mais se voient envahies par des migrants imaginaires et, pour cette raison, plébiscitent le Front national...

au récit du présent propagé par les gouvernants, les médias, l'école, les élites et qui, pour autant, ne prennent pas les armes pour en finir avec les insulteurs de l'islam et autres provocateurs salariés ? C'est, tout simplement que les premiers ont été saisis par l'un des appareils de la guerre civile mondiale (Carl Schmitt) qui étend son emprise sur le monde actuel. Multipolaire, mobile, en pleine expansion, cet appareil, quelles qu'en soient les dénominations et les emplacements, fait désormais partie de « la situation générale » et ce sont les actions et les discours qui en émanent qui présentent le contrechamp de la « lutte contre le terrorisme » conduite par les puissances hégémoniques. Que cet appareil aspire à l'Etat, à se faire Etat (le Califat comme Etat islamique) suggère qu'il a plus de traits communs avec ce qu'il combat qu'il ne l'imagine (et que ne l'imaginent ses ennemis). Les forces en présence sont sans proportion, mais, désormais, une terreur fait face à une autre. Le régime d'histoire qui monte, aujourd'hui, c'est celui de la terreur et les djihadistes n'en présentent que le visage le plus exposé, dans l'actualité immédiate que l'on sait. Pour le reste, ceux qui leur font face ont pris plusieurs siècles d'avance sur les égorgeurs assoiffés de publicité, en matière de terreur massacrate – à Hiroshima, Nagasaki, Dresde, Sétif et ailleurs.

Nous sommes entrés désormais dans une phase où, comme l'a proclamé Valls, l'Etat est « en guerre » contre le terrorisme. Ce qui va donc s'expérimenter sous nos yeux, à notre corps défendant et peut-être sur notre corps même, c'est la notion d'une « démocratie de guerre » qui est tout autre chose qu'une démocratie entraînée dans une guerre conventionnelle. C'est qu'en effet la « guerre contre le terrorisme », ennemi absolu et sans statut juridique (un « partisan, au sens de Carl Schmitt), se traduit en premier lieu non pas par des opérations militaires, mais par la mise en place d'un état d'exception à géométrie variable. Le trait constitutif de cet état d'exception est de s'exercer en premier lieu au détriment de tous ceux qui sont, dans cette situation, à la place du suspect – les populations d'origine étrangère, singulièrement coloniale ; il est donc d'intensifier, de dramatiser et d'aggraver l'opération de fragmentation qui est à l'origine du tort dont les événements du 7 janvier sont le débouché strident. La boucle se boucle là où le dispositif destiné à « empêcher qu'une telle tragédie se reproduise » est celui-là même qui en a créé les conditions. La guerre déclarée par Valls en est moins une d'ailleurs qu'une chasse dont le terroriste islamiste est le gibier. Une guerre sans prisonniers et sans témoins, donc, mais avec trophées de chasse. Le modèle en est l'exécution de Ben Laden par le commando télécommandé par le *marshall* global Obama.

La prochaine fois qu'un immigré restera sur le carreau, suite à l'une de ces bavures policières qui ont, chez nous, un statut de quasi-institution, ce sera la faute aux terroristes qui, en accroissant le surmenage policier, rendent ce genre d'« accident » inévitable et, du coup, bien excusable.

On ne peut, pour finir, s'empêcher de faire le rapprochement entre l'affaire de l'*Interviewer* et celle de *Charlie Hebdo* : qu'elle soit bouffonne ou tragique (une cyber-attaque attribuée à la Corée du Nord ou un attentat sanglant), *la crise* finit toujours par s'imposer comme ce qui relance les affaires : elle transfigure un navet pathétique et incendiaire en poule aux œufs d'or, elle fait bondir un canard sous perfusion de 50 000 à plus de deux millions de vente. Ce n'est pas seulement la merde que le capital transforme en or (Marx), c'est le sang des hommes.

JE SUIS LARBI

Larbi El Roumi²⁸

- La France : « Arabes, soyez libres d'exprimer *mon* opinion »

Après l'abject attentat contre *Charlie Hebdo*, un brouhaha incessant a assourdi le pays. Entre le charlisme exulté, le charlisme éploré, le charlisme mesuré, et le charlisme hésitant qui ont saturé l'espace médiatique, ainsi que leur vis-à-vis non-charliste plus discret (ou plutôt moins autorisé, il faut le dire), n'avons-nous pas tout entendu ? Une voix est pourtant restée inaudible : celle de ceux que l'on a pointés du doigt et désignés comme les Arabes ou les musulmans puis tour à tour accusés, sommés de se prononcer (dans un sens prédéfini), appelés à l'autocritique ou même, moins souvent, disculpés. Les a-t-on au moins entendus dans la diversité de leurs opinions et à partir de la multiplicité de leurs expériences ? Assurément pas, on a chaque fois parlé pour eux. Eux, c'est la « communauté musulmane » qu'on a dotée d'une même religion, des mêmes intérêts, d'une même inclination abominable à « l'islamo-fascisme » – mot-valise qui envoie valser les nuances – et en même temps, à défaut d'une rationalité, d'une certaine esthétique de « grande civilisation orientale » qui a été muséifiée. Nul besoin de l'entendre puisqu'on pense déjà savoir ce qu'elle a à dire, et aucune nécessité de l'écouter sachant déjà ce qu'on veut lui faire dire. Qu'elle abandonne donc son monde enchanté à tendance fanatique pour le ciel bleu et clair de la raison laïque.

Mais en France, il faut faire bonne figure, il ne faudrait pas laisser penser que l'universalisme laïc fonctionne comme censure de la différence et quand on défend la « liberté d'expression » avec l'hystérie d'une hyène enragée qui croit qu'on veut lui arracher sa charogne, il faut bien se donner l'illusion que les bronzés ont voix au chapitre. On *fournit* alors la parole à certains d'entre eux. Mais qui avons-nous entendu, si l'on excepte l'imam servile de Drancy ? Essentiellement ceux qui s'excusent d'emblée d'être Arabes et/ou musulmans en endossant la posture de l'intellectuel universel, bien plus tolérée en terre républicarde. Écoutons l'éminent Ghaleb Bencheikh – vulgarisateur dominical de la religion de Mahomet – dans une émission de télévision du service public,

²⁸ « Larbi » est un prénom ainsi que la transcription de la prononciation dialectale algérienne d'« el arabi » qui, en arabe littéraire, signifie « l'Arabe ». « El Roumi » est une expression arabe qui littéralement signifie « le romain » et qui sert à désigner l'Européen ou le chrétien en général et le Français en particulier. (N.d.E)

présentée par le brumeux FOG, donner le *la* en la matière : « je ne suis pas monsieur islam pour plaider ici une cause *pro domo* ; c'est d'abord le citoyen attaché viscéralement et doublement à la laïcité du substantif et de l'adjectif [qui parle] »²⁹.

Comme en écho, Mouhamed Kacimi, écrivain et dramaturge, déclare chercher à écrire selon sa « sensibilité d'écrivain » : « c'est-à-dire que j'essaye de transcrire fidèlement le réel *qui tient compte de ma subjectivité* »³⁰. Mais il ajoute immédiatement, pour ne pas prendre le risque de laisser croire à une subjectivité culturellement trop marquée : « Il est vrai aussi que quoi que je fasse ou dise, je resterai à jamais *otage de mon nom dont la consonance arabe couvrira toujours ma voix d'écrivain* ». Que le public se rassure, la voix arabe sera expurgée de cette subjectivité d'écrivain dont le modèle est le détachement quant à la particularité culturelle et l'adoption du point de vue neutre du citoyen – à savoir, disons le, conforme à un point de vue « français ».

Et que dire encore de cet « idiot utile », Abdenour Bidar, qui, au lendemain de la catastrophe, a vu exploser le succès de sa pathétique lettre ouverte à ses « frères » du Maghreb, du Machrek et au-delà - tous confondus dans un homogène « monde musulman » - dans laquelle il s'attribue une position « d'isthme entre les deux mers de l'Orient et de l'Occident » ? De cette bande de terre, on peut tout de suite comprendre qu'elle est moins un entre-deux qu'un poste avancé de *l'ici* Occidental dans *l'ailleurs* Oriental – poste-avancé dont il prétend qu'il est l'unique *sol* de la critique en milieu obscurantiste :

« Cher monde musulman, je suis un de tes fils éloignés *qui te regarde du dehors et de loin – de ce pays de France* où tant de tes enfants vivent aujourd'hui [...]. Et qu'est-ce que je vois ? Qu'est-ce que *je vois mieux que d'autres sans doute parce que justement je te regarde de loin, avec le recul de la distance ?* [...] je te vois en train d'enfanter un monstre qui prétend se nommer État islamique [...]. Mais le pire est que je te vois te perdre – perdre ton temps et ton honneur – dans le refus de reconnaître que ce monstre est né de toi [...] de ton incapacité trop durable à trouver ta place dans la civilisation humaine »³¹.

²⁹ Emission « Les Grandes questions », le 7 janvier 2015 sur France 5.

³⁰ Propos tirés d'une tribune parue dans *Rue 89* le 6 février 2015. [Mes italiques]
<http://rue89.nouvelobs.com/2015/02/06/comment-reel-devient-bidon-les-verites-mohamed-kacimi-257547>

³¹ Abdenour Bidar, « Lettre ouverte au monde musulman », *Marianne*, Lundi 13 Octobre 2014. [Mes italiques] Ecrite trois mois avant l'attentat et passée relativement inaperçue, elle a été exhumée et a connu un succès considérable au lendemain des événements. Depuis elle a été traduite en diverses langues, dont l'anglais et l'arabe et donné lieu à

Pas d'inquiétude donc, M. Bidar n'est pas un musulman égaré, se grattant la barbe hagard en quête du chemin de l'humanité. Il a trouvé la voie. Il est critique, *c'est-à-dire* qu'il n'est pas intégralement Arabe et musulman. Qu'est-il ? Laïc évidemment, *c'est-à-dire* « français ».

Et puis on a pu prendre connaissance de la très courageuse démission anti-obscurantiste de Soufiane Zitouni de son poste au lycée Averroès. Lui s'étonne avec une naïveté confondante que ses collègues et coreligionnaires d'alors aient fort peu goûté sa tentative d'associer le Prophète à l'unanimité charliste³². Tout à son souci farouche de défendre la « liberté d'expression » et avec un sens particulier de l'équité démocratique dans l'expression des opinions, il peut écrire :

« Le 20 janvier, un professeur du lycée, proche des frères Tariq et Hani Ramadan, publia une sorte de “réplique” sur le site “L’Obs Le plus”. Dans cette tribune, il incrimina mon manque de raison, et tira à boulets rouges sur *Charlie Hebdo* en affirmant que ce journal “cultive l’abject” et qu’il “concourt, chaque jour, à la banalisation des actes racistes” (sic). Voilà donc ce que pensait un “représentant” du lycée Averroès d’un journal qui venait d’être attaqué tragiquement par des terroristes au nom d’Al Qaeda ! [...]. Ce texte sera ensuite affiché à côté du mien en salle des professeurs, par souci du “débat démocratique”, a-t-on essayé de me faire croire... ».

Il faut donc bien comprendre : est démocratique, et conforme à la liberté d'expression, la canonisation de *Charlie*. Est antidémocratique et complice d'Al Qaeda « une sorte de “réplique” », apparemment indigne d'être une opinion publique selon Zitouni, qui voit en *Charlie* le média qui a servi de canal, à gauche, à l'expression de l'islamophobie depuis le début des années 2000. Qu'on se le dise.

Quant à moi, je suis philosophe de formation et bien dressé depuis des années par l'Ecole de la République à adopter la posture de l'universel. Mais l'universel a une coloration trop nationale ces jours-ci. Je souhaite par conséquent risquer le chemin inverse. S'il est un effet certain de cet événement sur ma personne (et sur d'autres comme la mienne), c'est de m'avoir épinglé plus vivement et brutalement que jamais comme Arabe et musulman (quoique je sois athée). Cet événement devient abstrait si on l'aborde d'un point de vue « neutre » et ne peut que mener à sa normalisation idéologique. C'est alors en tant qu'Arabe mais aussi en tant qu'issu de la *culture* musulmane que je veux m'exprimer. Plutôt que

une version augmentée parue sous le même titre aux éditions *Les liens qui libèrent* en avril 2015.

³² « Aujourd'hui, le Prophète est aussi “Charlie” », *Libération*, 14 janvier 2015.

http://www.liberation.fr/societe/2015/01/14/aujourd-hui-le-prophete-est-aussi-charlie_1180802

d'ânonner bêtement le *Traité théologico-politique* de Spinoza, de réciter hystériquement l'esprit de la loi de 1905 inculqué dans les *medersas* de la République dont je fus un *talib*, ou d'aboyer, la bave à la gueule, la sacralité de la liberté d'expression, je préfère, non, je ressens le besoin irrépensible *que tous les « Français » avec qui je vis comprennent enfin ce qu'un Arabe vit*. Ah ! J'en entends déjà venir certains : « communautarisme ! » hurlent-ils. Qu'ils se rassurent, je n'écris pas ces lignes en flattant une barbe hirsute dans la sombre succursale d'un Kebab halal, ni dans le sous-sol obscur d'une mosquée djihadiste. Je l'écris tranquillement au pied du feu douillet de l'univers « bobo », bien comme il faut, dans lequel j'évolue. Contrairement à M. Kacimi c'est à partir de ma subjectivité d'Arabe immigré, depuis cette *différence* devenue un stigmate que je me traîne, et dont je ne suis autorisé à parler que pour y renoncer, que j'entends opérer une réflexion critique, *rationnelle*, et ce précisément pour me libérer de la prise d'otage opérée par « la République Française » qui, elle, *effectivement*, « couvrira toujours ma voix ». Que la France se taise pour une fois et que l'Arabe parle.

- Larbi : « Ô France, comme ton hypocrisie m'écœure ! ».

Le mercredi 7 janvier, j'ai le souffle coupé par la nouvelle atroce. Vers midi le texto d'une amie me met au courant. Ma première pensée articulée ? « Marine doit se frotter les mains ». Je lui réponds : « la chasse au musulman va commencer ». En réalité, elle a commencé il y a longtemps. L'islamophobie fait partie du paysage désormais. Mais le discours a gagné un nouveau terrain, celui la « gauche », et pris un nouveau tour sous des dehors civilisés : « justifiez-vous ! », « montrez-vous aux manifestations ! » ; « dites que vous êtes laïcs et progressistes ! » ; « faites la critique de votre religion ! ». Mais que peuvent bien vouloir dire ces injonctions si ce n'est : « vous êtes responsables ! ». Il faudrait donc que les musulmans fassent leur autocritique. Sans doute... mais la France a-t-elle jamais fait la sienne ?

Qu'ai-je vécu comme Arabe ce jour là ? L'effroi bien sûr, mais il ne sert à rien de s'étendre sur l'évidence – à moins qu'on me soupçonne d'une quelconque sympathie pour les trois terroristes de janvier sur la base d'une certaine appartenance ? Ce jour là j'ai aussi ressenti une certaine colère redoublée par le sentiment de n'être pas autorisé à l'exprimer. C'est que ma colère ne portait pas, comme il eut été convenable, uniquement sur les terroristes. Cette colère là est vieille, elle date du début des années 1990, quand les devanciers des Kouachi et Coulibaly ont commencé à charcuter le peuple algérien pendant qu'en

France l'Etat offrait le refuge politique aux islamistes du FIS (les considérant comme des défenseurs de la démocratie), refusait le soutien logistique à l'ALN³³ dépassée, et que nombre de médias accusaient l'Etat Algérien d'être l'auteur des tueries. Pendant ce temps le sang a coulé et avez-vous vu une seule mobilisation significative en mémoire des victimes sur la terre voltairienne de la lutte contre le fanatisme religieux ? Que faisaient ces milliers de gens quand *nous* nous faisons massacrer par les barbus ? Et aujourd'hui où sont-ils quand les étudiants kenyans se font fusiller en masse ? Non, ma colère portait au fond contre tous ces « Français » qui se sont levés comme un/e seul/e homme/femme pour aller manifester leur soutien à la « liberté d'expression » d'un journal qui en a fait un usage des plus douteux, pour en dire le moins, depuis les années 2000. Ce qui me dégoûte c'est de voir comment ces gens avec qui je partage mon existence quotidienne peuvent être à ce point aveugles à la souffrance et à l'humiliation qu'ont engendré le discours et les images de mépris véhiculés par les caricatures de *Charlie* ou par les propos de certains de ses employés dont les Val et les Fourest étaient le fer-de-lance (qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg islamophobe et anti-Arabe en France), discours d'autant plus blessants qu'ils viennent désormais de la « gauche ». Mais comment voulez-vous dire cela le 11 janvier ? Comment voulez-vous exprimer votre irritation légitime contre *Charlie* quand l'émotion est si forte ? Il a alors fallu se taire, ou bien réserver son jugement aux amis proches qui ont écouté d'une oreille compréhensive, mais qui de l'autre entendaient déjà et d'abord les slogans principaux et abstraits de la manifestation aux stylos levés du dimanche 11 janvier. Ils ne pouvaient comprendre que pour certains Arabes et/ou musulmans (certainement pas tous, nous ne sommes pas tous les mêmes, hein ?) manifester ce jour là c'était aussi *absoudre Charlie Hebdo* et accepter le *déni du tort* qui est fait depuis des années.

Certaines réactions dans mon milieu intello m'ont sidéré : « aujourd'hui on ne peut plus critiquer l'islam » ; « ce n'est pas sous prétexte qu'ils ont été colonisés, qu'on ne peut pas les critiquer »... Mais, n'avez-vous donc pas pris la mesure ne serait-ce que des multiples unes de divers journaux qui, depuis des années, déploient leur art de la désignation du différent par des variations autour des thèmes du voile, du hallal et de l'invasion barbare ? Combien mon regard n'en a-t-il pas croisé sur les devantures des tabacs-presse ? Combien de fois je me suis senti pointé du doigt ou insulté ? Comment pouvez-vous songer que dans ce pays on ne peut rien dire aux musulmans ? Ne voyez-vous pas que tout se passe comme si

³³ Armée de Libération Nationale.

l'on pouvait tout dire, y compris les pires saloperies ? Carte blanche est donnée à l'abjection, du dernier des scribouillards « zemmouriens » jusqu'au sommet de l'Etat ! Ce qui gêne peut-être ce sont les réactions excessives d'une minorité de musulmans repliés sur eux-mêmes, qui mettent dans le même sac stigmatisation réelle et critique rationnelle. Mais c'est là une attitude de réaction face à un climat islamophobe qui est premier !

Au fond, notre drame est la *dénégation permanente* du tort : refus de reconnaître l'expérience de l'injustice et responsabilisation de la victime. Nulle autre que Caroline Fourest n'a autant excélé dans ce rôle. Dans un billet paru la veille du massacre, Alain Gresh rappelait que la journaliste considérait le mot « islamophobie » comme une « “invention des mollahs iraniens” pour freiner toute critique de l'islam »³⁴. Et ce n'est qu'en 2013 (!) que la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) a admis l'usage pertinent de ce terme, bien qu'il soit imparfait (tout comme celui d'antisémitisme), alors qu'il est adopté depuis 1998 par la Commission des droits de l'homme des Nations unies et par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes de Vienne. Ce qui prime donc ce n'est pas une impossibilité de critiquer l'islam, c'est le *déni du tort* encore et encore.

Mais ces faits semblent insuffisamment présents à la conscience de ceux que les « jeunes des quartiers » appellent désormais les « bobos », par quoi ils désignent ceux qui se « croient tout propres, tout beaux », selon le mot de Rachid, un jeune homme que j'ai entendu dans un débat de quartier organisé dans ma ville autour de la question de la représentation des musulmans dans les médias. Rachid racontait que les conversations spontanées et de bonne-foi de ses amis « bobos » autour de l'affaire *Charlie* lui donnaient envie de rompre toute amitié (déjà bien mise à mal par des frontières sociales si peu perméables). Ils ne pouvaient, quand ils quittaient le moment de l'effroi face à une violence scélérate, que répéter une vulgate anticléricale transmise par leurs parents soixante-huitards. Mais, pas à un seul moment ne leur venait ne serait-ce qu'un début d'idée au sujet de la mutation néocoloniale de ce vieux discours aux origines pourtant nobles mais dont ils ont oublié qu'il servait alors à lutter contre la *domination, l'oppression, le despotisme, la tyrannie, l'aliénation* historiques exercés par la très puissante Eglise catholique et non à dénigrer une minorité faite de *défavorisés, d'opprimés, de stigmatisés, de tyrannisés, d'assujettis*. Ils ne comprennent pas que la vieille chanson des

³⁴ Alain Gresh, Blog Nouvelles d'Orient, 6 janvier 2015.

<http://blog.mondediplo.net/2015-01-06-Islamophobie-vous-avez-dit-contre-enquete>

incroyants gauchistes a perdu sa cible historique et qu'elle sert désormais un tout autre dessein : la déqualification de la religion bougnoule du pauvre, une ratonnade par les mots pratiquée par des bourgeois « bien intentionnés ». Au fond, j'ai la même expérience que Rachid : *ils ne comprennent pas*. Vivant en vase clos, ces « bobos » ne peuvent même pas soupçonner ce *tort* qui fait pourtant le quotidien de Rachid. Non pas qu'ils soient idiots, mais ils sont dans l'inconscience de la souffrance des autres, lacune due à l'ignorance de qui nous sommes, de ce que nous sommes, nous autres les Arabes et les musulmans, de notre histoire. Ils manquent de sympathie, au sens étymologique de ce mot. Ils ont bonne conscience, une bonne conscience naïve mais de ce fait extrêmement insupportable tant elle est aveugle à la peine de leurs concitoyens. Nous, nous les connaissons bien car nous sommes français, mais eux, ils ne nous connaissent pas car ils ne sont *que* français. Ont-ils la mémoire de la guerre d'Algérie comme nombre d'Arabes en portent le poids intolérable depuis un demi-siècle ? Certainement pas, car cette mémoire est murée dans le silence. Je me souviens qu'à la *medersa* de la République, la guerre d'Algérie avait été proprement expédiée par mon enseignante au collège sous prétexte que le programme était trop gros et qu'on n'avait pas le temps. Les techniques agricoles de l'Égypte ancienne lui avaient probablement paru prioritaires... *Quid* de la civilisation arabo-musulmane et de son histoire ? Le néant ou presque. *Quid* de l'histoire du colonialisme ? Rien, ou si peu. Que devais-je penser, moi le Franco-Algérien qui par la mémoire et l'histoire transmises *ex cursus*, sait les malheurs que la France a fait peser sur mon pays d'origine pendant plus d'un siècle, quand cette dernière a voulu compléter l'enseignement quasi inexistant sur le colonialisme par un chapitre sur ses effets positifs ?

Un jour que je dînais en cordiale compagnie parisienne, j'écoutais les commentaires des uns et des autres sur les élections européennes et la crise ukrainienne qui faisaient l'actualité. Habitué aux évidences, proférées avec un air pénétré et sur un ton grave, qui servent de pensée politique à ce petit milieu – « il faut voter (PS bien sûr) pour bloquer le FN » et « Poutine est un salaud » – je n'en ai d'abord laissé aucune me distraire de mon assiette, jusqu'à l'intervention d'une jeune femme qui m'a tiré de ma réserve : « non, moi, je trouve qu'on diabolise Poutine en Occident et qu'il n'est pas si mal ». Très surpris et enthousiasmé par ce que je croyais être un début d'opinion critique, je l'encourage à développer. Et je fus servi : « on oublie que grâce à l'intervention de Poutine en Tchétchénie, on a évité l'instauration de la charia et la soumission des femmes tchéchènes »... Apparemment, quand la charia menace, les exactions russes en Tchétchénie peuvent se justifier. La

« charia »... Mot épouvantail par excellence dans le petit milieu des progressistes-mais-modérés, il est aussi le lieu d'une méconnaissance sordide. Car, de ceux qui le prononcent pour jeter l'anathème sur des cultures et des peuples et justifier les bombes qui leur pleuvent sur la tête, peu se sont interrogés sur sa signification et sa portée, au-delà de l'imagerie de la lapidation et de la burqa.

Anecdote ? La journaliste Mona Chollet rapporte, assez librement, une scène ahurissante dont Philippe Val, alors son patron à *Charlie Hebdo*, est le héros :

« Lors de l'éclatement de la seconde Intifada, déjà, il avait décrété que *Charlie* devait défendre la politique israélienne, parce qu'Israël était une démocratie et parce que tous les philosophes importants de l'Histoire étaient juifs, alors que quand même, tous ces pays arabes grouillant de dictateurs (moue dégoûtée et geste de répulsion), c'était très loin de nous, tandis que son équipe effarée – il faut dire que sa composition était alors assez différente – tentait d'évaluer en un rapide calcul le nombre d'erreurs grossières, de raccourcis vertigineux et de simplifications imbéciles qu'il était ainsi capable d'opérer dans la même phrase. Pour ma part, abasourdie de devoir en arriver là, je m'étais évertuée à le persuader qu'il existait aussi des "lettrés" dans le monde arabe ; je m'étais heurtée à un mur de scepticisme réprobateur »³⁵.

Même la grande majorité des gens formés de notre pays ignore à peu près tout des Arabes et/ou de l'islam. Leurs seuls contacts réels, ce sont les images choc de la télévision, les discours hystériques de la presse radio et écrite, et les femmes voilées ou les barbus dans la rue. Quoi d'autre ? Comment s'étonner alors qu'Oriana Fallaci puisse affirmer ce qui suit et être adoubée par Robert Misrahi, un des membres de *Charlie* d'alors : « Derrière notre civilisation il y a Homère, il y a Socrate, il y a Platon, il y a Aristote, il y a Phidias. [...] Alors que derrière l'autre culture, la culture des barbus avec la tunique et le turban, qu'est-ce qu'on trouve ?... »³⁶.

Racisme culturel ? *Mépris* culturel à coup sûr qui, sur fond d'ignorance crasse, s'étend doucement des élites médiatiques et politiciennes au peuple de gauche. Mais voilà, le « bobo » a bonne conscience. Au fond, lui, comme ses ancêtres socialistes et républicains d'autrefois, ne ferait que combattre l'obscurantisme religieux pour sauver les femmes du voile et libérer le *muslim* de ses entraves mentales au nom du progrès des Lumières. Les Arabes viennent ici avec leur religion d'arriérés. S'ils

³⁵ Mona Chollet, *Périphéries*, « L'obscurantisme beau. Le tête-à-queue idéologique de *Charlie Hebdo* », le 4 mars 2006.

³⁶ Cf. *La rage et l'orgueil* 2001. Propos cités par Mona Chollet, *ibid.*

veulent être modernes, c'est-à-dire laïcs, c'est-à-dire « français », il leur faut s'intégrer. Et s'ils ne s'intègrent pas la faute leur en revient, eux qui sont incapables de critiquer leur religion comme ceux d'ici ont su le faire il y a deux cents ans. – Non, ce n'est pas là une opinion de droite. C'est celle d'une gauche qui a fait de la laïcité l'instrument politique de sa peur et de son incompréhension, confondant ainsi la lutte parfaitement légitime contre la soumission des femmes dans une culture subalterne qui possède bel et bien en son sein des structures inégalitaires, et l'imposition à cette culture d'un schéma universaliste abstrait niant et stigmatisant de part en part sa différence.

Mais, quittons un instant les polémiques médiatico-intellectuelles du microcosme parisien. L'expérience du mépris tranquille et banal que nombre d'Arabes de culture ou de confession musulmane vivent se retrouve dans la culture la plus répandue. Amateur décomplexé de cinéma populaire, je vais voir à peu près toutes les idioties amusantes dont les Américains d'Hollywood ont le secret. Ainsi, il y a quelques années, j'ai vu *300*, une adaptation filmique d'un Comics de Frank Miller revisitant la bataille des Thermopyles. On y découvre des Persans barbares, parfois dotés de têtes de chèvre. Xerxès, lui, est représenté comme un tyran sanguinaire qui méprise ses sujets plus que ses ennemis. Et il est doté d'une gestuelle efféminée qui ajoute l'homophobie à la caricature de l'Orient despotique. Une touche de magie noire et diabolique est ajoutée à l'ambiance qui règne dans le palais de Babylone pour reproduire un peu de ce mystère oriental si fascinant et effrayant pour l'Occident. Evidemment, les Grecs, eux, incarnent la lumière, la justice, la liberté et la raison – et cela va sans dire qu'on a largement passé sous silence le fait que les Spartiates, héros du film, étaient tout sauf des démocrates convaincus... Des films manichéens et guerrier comme celui-ci sont légion, mais c'est la réaction de mes amis « français » qui m'a marqué. Lors de l'échange traditionnel d'impressions après visionnage, j'ai immédiatement politisé le film, et pour cause : il était clairement politique – d'autant plus que le contexte était celui de la double guerre Afghanistan/Irak qui en était à ses débuts, de la tension autour du nucléaire iranien, sans compter que Frank Miller n'a jamais caché ses orientations néoconservatrices et son soutien à Bush junior. J'affirmais donc que ce film était idéologique et insultait directement les « Orientaux ». On m'a alors reproché de politiser inutilement un film qui s'appréciait avant tout pour ses performances esthétiques (comme si l'art était indépendant de la politique) et que je voyais le mal partout... Qu'auraient-ils dit si le film représentait des juifs à tête de chèvre ? Qu'il fallait apprécier l'audace plastique hybridant l'homme et l'animal ? Il

semble que l'homme se dit en plusieurs sens, et que certains se marient aux animaux mieux que d'autres... De là à ce qu'on dise que les caricatures de *Charlie* ne s'apprécient que pour leur esthétique potache et rigolarde et qu'à ce titre on doit protéger, sans condition, la libre expression de leurs auteurs, le pas est allègrement franchi. Mais l'on se prive du même coup de l'intelligence politique de l'événement pour se contenter d'une indignation moralisante qui ne peut voir en *Charlie* qu'une bande d'enfants terribles, hilares, totalement innocents, puis chez les fanatiques d'en face que des ogres diaboliques bouffeurs de gosses et qui sont ainsi... par nature ? Rien, absolument rien n'excuse les assassins du 7 janvier. Tout les condamne. Mais cela ne dispense pas d'essayer de comprendre.

Je peux énumérer des dizaines de petites anecdotes similaires, mais l'une d'entre elles est tout à fait significative de ce déni de la stigmatisation que l'arabo-musulman vit. Récemment a été diffusée une série télévisée du nom de *Tyrant*, une énième déclinaison du thème séculaire de l'Orient despotique. A cette occasion j'ai visité un blog spécialisé très fréquenté, et dans le lequel le journaliste-blogueur avait posté un billet titré : *Tyrant – collection de clichés sur l'Orient*. Dans la partie « commentaires » j'ai voulu lui faire remarquer que « clichés » était un euphémisme dans ce cas précis. En effet, le scénario, calqué librement sur l'histoire de la famille Al Assad au pouvoir en Syrie, met en scène Bassam, le fils cadet d'un dictateur faisant son retour au pays après un exil volontaire en Occident pour fuir la folie tyrannique de sa famille. C'est le héros. Il a les yeux bleus et le teint clair. Quant à Jamal, l'ainé et l'héritier direct qui est resté au pays, il a les yeux et la peau sombres. C'est un « vrai » Arabe « donc ». Sombre, son âme l'est aussi. Une de ses premières apparitions le présente comme un être foncièrement abject : lors de l'une de ses virées, il s'arrête dans la maison d'une simple famille où, sous la protection de ses hommes – le lâche ! – il s'emploie à violer la mère pendant que le père et le fils attendent terrorisés dans la pièce à côté d'où ils entendent tout. Très vite on nous suggère que ce n'est pas là une visite exceptionnelle, mais une habitude. Le spectateur est alors poussé à souhaiter que ce futur *raï* n'accède jamais au pouvoir, mais que son frère cadet, occidentalisé jusqu'à son accent et son nom³⁷, prenne sa place. Ce qu'il va entreprendre avec la complicité d'un agent de... la CIA ; et en passant, nous sommes aussi alors invités à admettre, vu la

³⁷ Le choix de la langue parlée dans la série est tout à fait caractéristique : personne ne parle arabe bien que la fiction ait lieu dans un pays arabe. Les Arabes parlent anglais, mais avec un accent arabe caricatural. Seul Bassam, rebaptisé Barry durant son volontaire exil américain, parle un anglais avec un accent anglo-saxon impeccable.

« réalité » des régimes arabes, que le sale boulot de l'Agency est quand même bien nécessaire.

Cliché ou stigmatisation caractérisée de l'Arabe ? J'ai opté pour la seconde option et très vite un internaute « bon teint », comme il s'est qualifié lui-même, m'a repris : « Faut pas exagérer non plus [...]. La caricature de *Tyrant* est outrée, et peut être prise comme insultante par un Arabe, ça je peux le comprendre facilement (moi-même occidental bon teint en ai été partiellement choqué). *Mais attention à ne pas voir du racisme partout pour se victimiser* [...]. Bref, à trop crier au loup, on finira par ne plus entendre le loup arriver ». Les bras m'en sont tombés...je me victimiserais donc... – Ce n'est évidemment pas là du tout une opinion d'extrême droite. La personne a l'air sincèrement sensible au discours antiraciste de gauche ! Tel est donc notre lot d'Arabes : quand le stigmate est marqué au fer rouge, il nous faut contenir notre cri. Un peu de décence, merde ! Sans quoi, quand les choses deviendront vraiment sérieuses, on ne nous entendra pas. Mais nous a-t-on seulement déjà entendus ? La situation est proprement incroyable : contrôlé par les flics, discriminé à l'emploi, stigmatisé par les médias, montré du doigt par la classe politique, l'Arabe est pourtant vu comme celui qui n'accepte pas la critique et qui passe son temps en jérémiades pour obtenir les faveurs dont bénéficient les vraies victimes. Qu'en sera-t-il quand le loup se montrera vraiment ?

D'ici là, la stigmatisation fait si bien son petit bonhomme de chemin que les Arabes eux-mêmes commencent à l'intégrer, de sorte qu'ils ne mettent plus simplement leur expérience d'Arabes entre parenthèses pour prendre la posture de l'universel dans laquelle ils diluent leur identité particulière et l'expérience négative qui l'accompagne. Ils intègrent désormais les représentations ambiantes jusque dans leur biographie personnelle. C'est un phénomène colonial bien connu : se nier soi-même pour s'identifier au mieux à son maître et échapper ainsi au stigmate. C'est typiquement le cas de cette bande dessinée qui fait fureur en ce moment : *L'Arabe du futur* du bédéiste franco-syrien Riad Sattouf, ancien de *Charlie Hebdo*. Il s'agit d'une série autobiographique qui raconte ses années d'enfance dans la Lybie de Kadhafi et la Syrie de Hafez Al Assad où son père était affecté en tant que professeur d'université. Il y dénonce, à travers des souvenirs d'enfant – très souvent reconstruits – les méfaits du socialisme arabe des années 1980. Or, comme le dit parfaitement Laurent Bonnefoy : « Derrière un thème qui sied bien à un lectorat qui se conçoit comme progressiste et s'affirme en quête de connaissances sur le Proche-Orient, se révèle un propos stéréotypé, bien souvent en plate adéquation avec les préjugés sur “les

Arabes” qui traversent la société française »³⁸. Car que trouve-t-on dans cette série de planches qui se veulent caustiques ? Une représentation *unilatérale* des sociétés arabes comme malades : « l’Arabe est sale (les rappels d’odeurs sont pléthore ; les hommes y sentent la transpiration et l’urine), violent, arriéré, toujours bête, vulgaire, bigot et bien sûr... antisémite »³⁹. Et laissons Bonnefoy conclure :

« ... il est bien révélateur et ô combien inquiétant de constater qu’aucune critique n’a jusqu’à présent relevé, même allusivement, la centralité de ces stéréotypes dans [ce] récit autobiographique.[...] jouer comme le fait l’auteur sur les stéréotypes à propos des sociétés du Moyen-Orient et du Maghreb revient à faire peu de cas du contexte actuel en Europe et de la perversité d’un discours dominant qui stigmatise les cultures du monde arabe jusque dans les rangs les plus « progressistes », grands consommateurs de romans graphiques. Dans un entretien à *Jeune Afrique*, Riad Sattouf croyait déceler un paradoxe dans le fait de voir son livre en tête des ventes au lendemain de la victoire du Front national aux élections européennes de juin 2014. Cette conjonction est-elle si paradoxale que cela ? N’y aurait-il pas plutôt, tant les stéréotypes véhiculés dans cette bande dessinée pourraient bien s’accommoder de la « lepénisation des esprits » ou de la vulgate « zemmourienne » qui gagne la société française, une pernicieuse convergence ? »⁴⁰.

Ce que vit Larbi c’est cette stigmatisation tranquille, cette mésestime innocente qui se confond avec la critique du fondamentalisme religieux et la dénonciation des tyrannies socialo-nationalistes. Ce qu’a aussi vécu Larbi le dimanche 11 janvier 2015 c’est l’effacement devant l’adhésion inconditionnée, spontanée, inconsciente, involontaire, de milliers de ses concitoyens envers *Charlie*, c’est-à-dire l’adhésion à toute cette nouvelle stigmatisation étrange qui mêle la peur et le dédain du différent avec une sympathie condescendante et un progressisme paternaliste, dont la traduction concrète semble si inoffensive et qui est pourtant si offensante. J’ai appris le succès de *L’Arabe du futur* par mon père qui, membre d’un club de lecture dans la bibliothèque de sa ville, se l’est vue conseillée par un/e « Français/e progressiste » : « elle est vraiment super, très drôle, elle montre bien la réalité là-bas et je crois que toi, Larbi, plus que nous autres, sera plus intimement touché encore ». On ne pensait pas si bien dire.

³⁸ « L’ “Arabe du futur” ou la force des préjugés », *Orient XXI*, 23 janvier 2015. <http://orientxxi.info/lu-vu-entendu/l-arabe-du-futur-ou-la-force-des,0784>

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

Inscris !

Je suis Arabe

Le numéro de ma carte : cinquante mille

Nombre d'enfants : huit

Et le neuvième... arrivera après l'été !

Et te voilà furieux !

[...]

Inscris !

Je suis Arabe

Mes cheveux... couleur de charbon

Mes yeux... couleur de café

Signes particuliers :

Sur la tête un keffiyeh avec son cordon bien serré

Et ma paume est dure comme une pierre

...elle écorche celui qui la serre

La nourriture que je préfère c'est

L'huile d'olive et le thym

[...]

DONC

Inscris !

En tête du premier feuillet

Que je n'ai pas de haine pour les hommes

Que je n'assaille personne mais que

Si j'ai faim

Je mange la chair de mon Usurpateur

Gare ! Gare ! Gare

À ma fureur !

Mahmoud Darwich, *Identité*, 1964.

Raccourcis

Tariq Ali

Ce fut un événement horrible. Cet attentat a fait l'objet de condamnations unanimes, dans le monde entier ou presque, de nombreux dessinateurs satiriques étant nombreux à s'y associer de façon poignante. Ceux qui ont planifié cette action abominable ont choisi leur cible avec soin. Ils savaient que cet attentat susciterait un maximum d'horreur. Ils étaient en quête d'effets qualitatifs, plutôt que quantitatifs. La réaction qui a suivi n'aura été faite ni pour les surprendre ni pour les fâcher. Ils se fichent éperdument du monde des mécréants. Contrairement aux inquisiteurs de la Sorbonne, au Moyen Âge, ils n'ont les moyens ni légaux ni théologiques de tourmenter les libraires et les éditeurs, d'interdire des livres et pas davantage de torturer leurs auteurs. Alors ils font un pas de plus, en commanditant des exécutions.

Que dire des exécutants ? Les circonstances qui attirent de jeunes hommes et femmes vers ces groupes découlent des conditions du monde occidental dont ils proviennent, ce monde ayant lui-même hérité d'un long passé de domination coloniale imposée aux pays où vivaient les ascendants de ces jeunes gens. Nous savons que les deux frères Cherif et Saïd Kouachi, tous deux parisiens, ont été dans leur jeunesse des fumeurs de marijuana (et autres substances) chevelus, ceci (tout comme les poseurs de bombes du 7 juillet, en Grande-Bretagne) jusqu'à ce qu'ils voient les images de la guerre en Irak et en particulier celles des tortures infligées aux prisonniers irakiens à Abu Graïb, et aussi celles de citoyens irakiens assassinés de sang-froid à Falluja.

Ils se sont mis à fréquenter la mosquée, en quête de réconfort. Ils s'y sont radicalisés au contact de ces extrémistes pour lesquels la guerre déclarée par l'Occident au terrorisme est devenue l'occasion rêvée de recruter et d'exercer leur emprise sur des jeunes issus aussi bien de milieux musulmans que des ghettos d'Europe et d'Amérique du Nord. D'abord envoyés en Irak pour tuer des Américains et, plus récemment en Syrie (avec la connivence de l'Etat français ?) dans le but de renverser Assad, ces jeunes ont appris à cette occasion à manier les armes. De retour au pays, ils étaient prêts à mettre en œuvre cette expertise contre ceux qui, pensaient-ils, s'acharnaient contre eux en ces temps difficiles. Ils étaient les persécutés.

Charlie Hebdo incarnait à leurs yeux leurs persécuteurs. L'horreur des attentats ne doit pas nous rendre aveugles à cette réalité.

Charlie Hebdo n'en a pas fait pas mystère : il entend continuer à provoquer les croyants musulmans en prenant le Prophète pour cible. La plupart des Musulmans ont été irrités par ce procédé, mais ils ont préféré ignorer cet outrage. *Charlie Hebdo* a repris les caricatures de Mahomet publiées en 2005 par le quotidien danois *Jyllands-Posten* – celles qui le décrivaient comme un émigré pakistanais. Le journal danois a reconnu qu'il ne publierait jamais rien de comparable à propos de Moïse ou des Juifs (qui sait s'il ne l'a pas déjà fait – il a certainement publié en son temps des articles en faveur du III^e Reich...) ; mais *Charlie Hebdo* se voit comme investi de la mission de défendre les valeurs laïques et républicaines contre toutes les religions. Il a, à l'occasion, attaqué le catholicisme, mais il s'en est pris rarement au judaïsme (en dépit du fait que les nombreuses violences qu'Israël fait subir aux Palestiniens lui en aient, à plus d'une reprise, donné l'occasion), et il concentre, donc, ses railleries sur l'Islam. L'esprit laïc français semble aujourd'hui être le point de ralliement de tout ce qui n'est pas islamique. L'Islam est dénoncé en France aujourd'hui sans discontinuer, la dernière salve ayant été tirée récemment par Michel Houellebecq, avec son dernier roman, *Soumission* (le mot *Islam* veut dire soumission). Il y imagine la France gouvernée par un président issu d'un groupe qu'il baptise la Fraternité musulmane. *Charlie Hebdo*, ne l'oublions pas, est sorti le jour même de l'attentat avec un dessin de couverture brocardant Houellebecq. Défendre la liberté de publication, inconditionnellement, est une chose - sacraliser un journal satirique qui, régulièrement, s'en prend à ceux qui sont les victimes de l'islamophobie rampante est à peu près aussi stupide que justifier les attaques terroristes contre lui. Ces deux attitudes s'alimentent l'une l'autre.

La législation française permet de suspendre certaines libertés s'il existe une menace de trouble ou de violence. Jusqu'à présent, ces dispositions ont été utilisées pour interdire des apparitions publiques du comique Dieudonné (bien connu pour ses blagues antisémites) et pour interdire des manifestations pro-palestiniennes – la France est le seul pays occidental à l'avoir fait. Le fait que de telles décisions ne soient pas perçues comme problématiques par une majorité de gens en France – voilà qui en dit long sur l'état des choses dans ce pays. Mais il n'y a pas que les Français qui soient en cause : nous n'avons pas vu de veillées au flambeaux ou de rassemblement de masse dans les autres pays européens lorsqu'ont été publiées les révélations concernant la façon dont des prisonniers musulmans ont été livrés aux Etats-Unis par plusieurs pays européens (avec en tête, les vaillants Polonais, mais aussi la Grande-Bretagne alors gouvernée par les Travailleurs), pour y être torturés par la

CIA. Il y avait là pourtant un peu plus en jeu que la défense des droits de la satire.

La suffisance de ces libéraux laïques qui parlent de défendre la liberté jusqu'à la mort trouve son pendant du côté de ces musulmans libéraux qui répètent en boucle que ce qui s'est passé le 7 janvier n'a rien à voir avec l'Islam. Il y a différentes versions de l'Islam (l'occupation de l'Irak a été délibérément utilisée pour attiser les guerres entre sunnites et chiïtes, lesquelles ont contribué à la naissance de l'Etat islamique) ; il n'y a aucun sens à prétendre parler au nom du « vrai » Islam. L'histoire de l'Islam regorge, depuis ses origines, de luttes de factions. Les courants fondamentalistes qui traversent l'Islam aussi bien que les invasions ont eu pour effet d'effacer nombre d'avancées culturelles et scientifiques qui avaient eu lieu vers la fin de la période médiévale. Ces différences continuent de traverser l'Islam.

Mais voici que Hollande et Sarkozy annoncent qu'ils vont conduire une marche d'unité nationale (à laquelle s'est rallié Cameron). Comme un ami français me l'écrivait à ce propos : « L'idée même que *Charlie Hebdo* puisse susciter une "union sacrée" est assurément l'une de ces ironies de l'histoire que même le plus cynique des libertaires post-soixantuitards, adversaire endurci *l'establishment*, aurait trouvée aussi hilarante qu'in vraisemblable... ».

Le 9 janvier 2015

Après les attentats : le triomphe du parti de l'ordre⁴¹

Olivier Le Cour Grandmaison

« Qu'est-ce qu'un ministère socialiste ? Nous le savons aujourd'hui : c'est un ministère qui exécute les besognes que le pays ne souffrirait pas d'un gouvernement de droite. »

François Mauriac (1956)

« Notre plume est une arme bien faible – et on ne manque pas de nous le faire cruellement sentir. Mais il est de notre devoir d'en faire usage. Nous sommes peut-être impuissants car notre époque déroule son terrible ordre du jour sans tenir compte de notre colère et de nos plaintes. [...] On pourra donc plus tard nous reprocher d'avoir été impuissants, mais pas de nous être déshonorés »⁴² par notre silence ou notre abstention mêmes. Écrire donc, envers et contre tout, sans illusion aucune sur les pouvoirs de ces mots. Écrire pour témoigner et résister, autant que faire se peut, au triomphe du parti de l'ordre.

Au lendemain du massacre des journalistes de *Charlie Hebdo* par les frères Kouachi et avant même l'attaque du supermarché kasher de la porte de Vincennes par Amedy Coulibaly, le quotidien *Le Monde* titrait : « Le 11 septembre français ». Pour faire bonne mesure, le spécialiste de l'Islam, Gilles Kepel, évoquait lui « un 11 septembre culturel » et n'hésitait pas à saluer, de façon hyperbolique, le « réarmement moral, au sens noble du terme » et le « nouveau consensus sur les valeurs » établis aux États-Unis peu après les terribles attentats de New-York et de Washington. Un modèle pour la France. Sans doute cet universitaire concède-t-il quelques « dérives » mais l'essentiel est ailleurs. Admirable, ce vocable de « dérive » employé par quelqu'un qui devrait savoir ce que les mots veulent dire. Depuis longtemps, nous savons que les dispositions d'exception adoptées par l'administration Bush, la décision de recourir à la torture, aux enlèvements et aux prisons secrètes ont été arrêtées au plus haut niveau, défendues et soutenues par des spécialistes

⁴¹ Une première version de ce texte a été publiée par *Mediapart* le 24 janvier 2014. Elle a été profondément remaniée pour la présente publication.

⁴² Klaus Mann, « Pen Club », *Contre la barbarie 1925-1948*, préface de Michel Crépu, Paris, Phébus, 2009, p. 107.

du renseignement auxquels des médecins, des psychologues et des juristes, formés dans les meilleures universités des Etats-Unis, ont apporté de précieux conseils⁴³. Sursaut moral comme le prétend cet universitaire qui ignore manifestement ou euphémise à dessein des réalités pourtant bien connues ? Effondrement plutôt qui a justifié, au nom de la lutte contre Al-Qaïda, les pires pratiques et des atteintes sans précédent à l'Etat de droit, aux principes élémentaires de la justice et du respect de la personne humaine. De là ces « lois expéditives et mal conçues [...] votées pour accorder des pouvoirs excessifs à l'exécutif, qui limitent » les « libertés individuel[le]s au-delà des exigences de la situation ». Et le même de conclure par ce constat inquiétant mais fondé sur l'expérience et confirmé par l'actualité : « souvent, cette perte de liberté est permanente »⁴⁴. Qui est l'auteur de ces lignes ? Un naïf défenseur des droits humains que son militantisme rendrait aveugle aux dures réalités des temps présents ? Non, le britannique Lord Johan Steyn qui exerce les fonctions de juge à la Cour d'appel de la Chambre des Lords.

Si penser, c'est distinguer, ce n'est pas beaucoup penser que de rabattre les actes terroristes commis à Paris sur ce qu'il s'est passé Outre-Atlantique. D'un côté, trois citoyens français, fanatisés et antisémites qui conjuguent, dans un mélange qui ne laisse pas de surprendre, une sorte d'amateurisme à une détermination criminelle sans faille puisqu'ils étaient résolus à mourir après avoir perpétré leurs forfaits, et 17 victimes. De l'autre, une longue et minutieuse préparation par Al-Qaïda, qui disposait de moyens financiers et humains importants, 19 terroristes en action, 4 avions détournés, près de 3000 morts et plus de 6000 blessés. L'assimilation inepte de ces deux événements témoigne de la puissance des réflexes qui sont, par définition, en-deçà de toute réflexion. Remarquable faillite de la pensée qui interdit de penser véritablement ce qui a lieu aux Etats-Unis et en France. Triomphe de la sidération et de l'indignation, cette passion réactive jugée mauvaise par Spinoza parce

⁴³ Cf. *Techniques d'interrogatoire à l'usage de la CIA*, préface de J-P. Perrin, Paris, Editions des Equateurs, 2009. Ce volume réunit quatre mémorandums rédigés entre 2002 et 2005 par de hauts fonctionnaires du département de la Justice à l'attention de John Rizzo, conseiller général adjoint de la CIA. En des termes remarquablement précis, ils détaillent les techniques d'interrogatoire, les tortures donc, auxquelles les membres d'Al-Qaïda, ou supposés tels, doivent être soumis. Ils ont été rendus publics par Barack Obama le 16 avril 2009 et vivement condamnés par Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, et l'historien Philip Zelikow qui est aussi directeur de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre.

⁴⁴ Lord Johan Steyn, « Le trou noir juridique de Guantanamo », *Le Monde*, 10 décembre 2003, p. 14.

qu'elle nuit gravement au libre exercice de la raison⁴⁵ et qu'elle conduit à des jugements hâtifs, et pour cela partiels et partiaux. Ces derniers sont prononcés de façon d'autant plus péremptoires que leurs auteurs sont convaincus d'agir au nom de principes supérieurs et nobles dont les enjeux sont la défense du « Bien » et la lutte contre le « Mal ». Au lendemain des attentats perpétrés à Paris, de nombreuses prises de position en témoignent, sinistrement.

Autrement plus grave sur le plan politique, une telle assimilation et indignation légitimement par avance le recours toujours plus important à des dispositions extraordinaires, le renforcement des pouvoirs de la police, de la gendarmerie, des douanes et des services de renseignements relativement aux écoutes téléphoniques et à la surveillance d'Internet. En ces matières, le gouvernement semble vouloir s'inspirer de la National Security Agency américaine qui dispose de prérogatives immenses. Immenses, elles le sont en effet mais elles n'ont pas empêché les frères Tsarnaïev de commettre le sanglant attentat de Boston le 15 avril 2013. Un tel constat devrait inciter journalistes, chroniqueurs, intellectuels médiatiques et responsables de ce pays à penser, mais l'heure est à la surenchère sécuritaire.

L'essentiel est ailleurs, en effet. De l'extrême droite au Parti socialiste en passant par l'UMP et quelques essayistes en vue, il s'agit d'exploiter la peur et de faire croire que l'on défend « l'esprit du 11 janvier », susceptible de soutenir toutes les causes même les pires, et la sécurité des Français. Celle-là même qui, dans les conceptions policières de Manuel Valls, est une « liberté », comme il a osé le déclarer en confondant cette dernière avec un droit. Singulier lapsus ou confusion délibérée destinée à donner des gages à l'opposition pour éviter un procès en laxisme et à rassurer sa faible majorité en faisant croire que les libertés individuelles et publiques seraient respectées. Pas de *Patriot Act* à la française a-t-il aussi précisé mais comme le constate la juriste du Collège de France, Mireille Delmas-Marty, « il y a d'autres façons de porter atteinte à l'Etat de droit que par la guerre ou l'état d'exception. Au nom de la prévention du terrorisme », la législation de ce pays « utilise » déjà « des pratiques dérogatoires d'évitement du juge judiciaire au profit de pouvoirs de plus en plus larges confiés à l'administration ou à la police, constituant *un véritable régime de police qui ne dit pas son nom* ». Telle était la situation avant les attentats, nul doute qu'elle va s'aggraver maintenant puisque

⁴⁵ « Une affection n'est mauvaise ou nuisible qu'en tant qu'elle empêche l'Ame de penser... » B. Spinoza, *Ethique*, traduction et notes de Ch. Appuhn, Paris, GF, 1993, V, IX, Démonstration, p. 313.

l'important est beaucoup moins l'efficacité véritable des nouvelles mesures annoncées que leur mise en scène politico-médiatique. Puissance supposée de la communication, qu'il serait plus juste de nommer propagande.

A cela s'ajoutent, faut-il le rappeler, plusieurs dispositions exorbitantes du droit commun déjà en vigueur. La loi du 25 février 2008 qui instaure une « rétention de sûreté », laquelle permet, au nom de la dangerosité d'un individu, de s'opposer à sa libération quand bien même il a purgé sa peine. Des mesures similaires existent en Allemagne depuis 1933 et leurs origines, cette date et les recherches le prouvent, se trouvent dans la « période hitlérienne ». Tombées en désuétude, elles ont été « ranimées [...] en 2004 après les attentats du 11 septembre donc... »⁴⁶, puis condamnées par la Cour Européenne des Droits de l'homme en décembre 2009, rappelle M. Delmas-Marty. Mais nos vaillants républicains, à droite comme à gauche, n'en ont cure ; plus que jamais, la sécurité est devenue l'alpha et l'oméga de leur politique et, pour les seconds, de leurs multiples renoncements. Dans les jours qui ont suivi les attentats, le président de la République comme le premier ministre se sont vus grands, et les médias principaux n'ont cessé de leur renvoyer cette image positive. Ils ne sont que des habiles prompts à tirer avantage de la situation pour se forger ce qu'ils pensent être une stature d'hommes d'Etat. Enfin ils étaient populaires et reconnus à leur juste valeur. Ephémère embellie que leur politique économique et sociale a rapidement dissipée en les laissant fort dépourvus à la veille d'élections départementales qui s'annoncent catastrophiques pour la majorité et le parti qui les soutiennent.

Quant à la loi du 4 mars 2010 sur « les bandes », la dix-neuvième sur la sécurité votée depuis 2001, elle repose, ainsi que l'a reconnu son auteur Christian Estrosi, sur le principe de la responsabilité collective. Aussi est-il possible de condamner des hommes et des femmes à trois ans de prison et à 45000 euros d'amende non pour ce qu'ils ont fait mais pour leur seule appartenance à « un groupement » dont le but est de commettre des « violences volontaires ». A l'époque, Robert Badinter avait dénoncé « une période sombre pour la justice » et le candidat Hollande s'était prononcé pour l'abrogation de la première. C'était avant les attentats. Depuis, les passions sécuritaires ont balayé toute ambition

⁴⁶ « De l'exception en droit. Entretien avec Mireille Delmas-Marty » in *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°20, « Politiques de l'exception. », 2011/1, p. 201-202. (Souligné par nous.)

progressiste et poussé l'ensemble des partis de gouvernement toujours plus vers la droite.

Pendant ce temps des élus de l'UMP font leurs des propositions du Front National en ce qui concerne la déchéance de la nationalité, par exemple. Quant à l'essayiste Pascal Bruckner, qui se croit démocrate, il déclare au *Figaro* : « le seul moyen de combattre ce genre de menace » terroriste « est d'étendre les pouvoirs de la police » et de lutter contre « l'immigrationnisme qui agite un certain nombre de nos élites ». Et le même de réhabiliter l'improbable notion de « seuil de tolérance » qui relève, selon lui, du « bon sens ». A la suite de ces amalgames grossiers auxquels l'extrême-droite a plus que jamais recours, il ajoute, soucieux d'illustrer son propos par un exemple précis : contre l'OAS, de Gaulle « n'a pas hésité en 1961 à utiliser ses barbouzes ». Si l'on comprend bien cette fine allusion historique, P. Bruckner plaide donc pour le recours à des exécutions extrajudiciaires. Stupéfiante défaite de la pensée et sinistre triomphe de la réaction, dans tous les sens du terme. N'oublions pas le très socialiste Malek Boutih qui, après avoir présidé aux destinées de SOS-Racisme, milite désormais pour « le retour d'un ordre politique et social strict » dans les quartiers populaires et, dans certains cas, pour leur « mise sous tutelle de l'Etat » au motif que le « système démocratique » n'est plus en mesure de « gérer » certaines zones. Autrement dit, il s'agit d'imposer un état d'exception aux citoyens et aux habitants de ces zones.

Triomphe du parti de l'ordre sur le plan judiciaire aussi par la grâce de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, qui se fait le chantre d'une politique pénale particulièrement répressive. Celle qu'une certaine presse présentait comme l'icône d'une gauche rebelle à la politique économique et sociale conduite par le premier ministre est désormais rentrée dans le rang. Avec cet air martial qui sied aux circonstances, elle défend aujourd'hui ce qu'elle aurait dénoncé hier. En témoignent les récentes et parfois très lourdes condamnations pour apologie de terrorisme prononcées contre plusieurs personnes jugées en comparution immédiate alors que certaines d'entre elles étaient sous l'emprise de l'alcool et que d'autres souffraient de troubles psychologiques. Sans oublier la procédure engagée contre une mineure de 14 ans. De là les mises en garde du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et d'Amnesty International qui dénoncent une justice expéditive et liberticide rendue possible par la loi du 13 novembre 2014 présentée par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Triomphe du parti de l'ordre dans les écoles toujours. Du député UMP Robert Debré au maire frontiste de Béziers, tous deux adeptes du port l'uniforme ou de la blouse, du drapeau tricolore et de la Marseillaise, que

les enfants devront chanter, ils sont rejoints sur ce dernier point par la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem. Après avoir réuni pas moins de sept anciens responsables politiques ayant exercé des responsabilités semblables aux siennes et quelques intellectuels, elle a formulé cette proposition où l'originalité réformatrice le dispute au courage et à l'ambition : rétablir « des rites et de l'autorité ». Le sénateur écologiste, Jean-Vincent Placé, n'est pas en reste. Lui qui se pousse du col, avec une constance remarquable en espérant que sa servilité sera un jour récompensée par son entrée au gouvernement, complète ce vaste programme d'union nationale par une suggestion dont l'audace laisse pantois : instaurer des cours de « politesse ! ». Quant à la ministre, elle annonce avec fierté les mesures suivantes : « revalorisation des rites républicains », une heure d'enseignement moral et civique et, pour les récalcitrants, « leur signalement systématique au directeur » et des heures de travaux d'intérêt général. Peu de temps après, N. Vallaud-Belkacem a eu l'occasion de passer de la « théorie » à la pratique en apportant un soutien appuyé à « l'équipe » de l'école *Flore 1* de Nice dont le directeur avait signalé – dénoncé est plus juste – à la police un enfant de 8 ans pour apologie de terrorisme. Belle action assurément que la ministre a salué en louant le « travail [...] pédagogique et social » mené par le directeur de cet établissement qui, ajoute-t-elle, a fait « œuvre utile ». Dans la douce France post-attentat, c'est ainsi que progressent l'instruction et l'éducation⁴⁷. Admirable.

N'oublions pas enfin le grandiose projet du député socialiste Yves Blein, chargé de rédiger une proposition de loi sur la création d'un Service national républicain obligatoire d'une durée de 6 mois. Tout d'abord regroupés dans des internats pour une période de quinze jours, les jeunes garçons et filles y seront encadrés par des « réservistes de l'armée » - bien connus pour leurs méthodes pédagogiques modernes, innovantes et efficaces, ceux qui ont fait leur service militaire le savent et tous en gardent des souvenirs impérissables – « ou des professionnels de l'éducation populaire ». Ces deux semaines passées ensemble seront « rythmées par des rites civiques, tel le salut des couleurs » pour renforcer « l'appartenance à une même nation »⁴⁸. Nul doute que la réhabilitation de ce vieux brouet national-républicain et ces recettes d'un autre âge

⁴⁷ « Le système est devenu fou. Est-ce ainsi qu'on enseigne la morale citoyenne ? Nous sommes opposés à toute réponse judiciaire aux propos d'un enfant » a déclaré la présidente de la FCPE des Alpes-Maritimes peu après cet événement. *Le Monde*, 31 janvier 2015.

⁴⁸ Y. Blein, « Plaidoyer pour un Service national républicain obligatoire. » *Le Monde*, 30 janvier 2015. <http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/30/creons-un-service-n>

permettront de résoudre la crise de l'institution scolaire et les multiples « fractures sociales » que tous jugent profondes et inquiétantes. Ou comment le crétinisme parlementaire et ministériel, le jeu dérisoire des ambitions personnelles et de la mise en scène de soi comme réformateur prétendu tiennent lieu de politique cependant que se révèlent des convergences partisans inédites.

Triomphe du parti de l'ordre enfin dans les quartiers populaires où vivent, selon les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui les nouvelles classes pauvres et dangereuses du XXI^{ème} siècle ; celles que tous condamnent à des degrés divers parce qu'elles sont réputées incarner une menace sociale, religieuse, ethnique et politique. Au prix d'un retournement discursif classique, celles et ceux qui sont victimes de discriminations graves, multiples et cumulatives, car systémiques, deviennent autant de périls qu'il faut conjurer par des contrôles policiers et une répression renforcés. Plus encore, la figure du « jeune des banlieues d'origine immigrée » ; soit trois stigmates ajoutés les uns aux autres, fait office de nouvel ennemi intérieur. Contre lui, nos modernes Cavaignac n'hésiteront pas à employer des mesures d'exception pour rétablir ce qu'ils nomment « l'ordre républicain » dans les quartiers si des émeutes y éclatent. En novembre 2005, Dominique de Villepin, alors premier ministre, a eu recours à la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence. Votée en pleine guerre d'Algérie, cette loi coloniale a ainsi été appliquée pour la première fois sur le territoire national et en ces circonstances. Après avoir rappelé que ni en mai 1968, ni « au moment » des mobilisations des « autonomes » en 1979, de telles mesures n'avaient été mises en œuvre, le professeur de droit Frédéric Rolin estime qu'il s'agit d'un « précédent particulièrement dangereux »⁴⁹ pour les libertés publiques. De leur côté, le Syndicat de la magistrature a dénoncé un « choix politique guerrier » attentatoire « à la liberté d'aller et de venir », et l'Union syndicale des magistrats, une « mesure symbolique »⁵⁰ inefficace sur le plan pénal. Nul doute que Manuels Valls fera de même si, comme son prédécesseur à Matignon, il est confronté à une situation similaire. Sa récente déclaration sur l'apartheid français ne change rien car elle conjugue l'apparente radicalité du constat avec la pusillanimité des propositions concrètes destinées à combattre ce qu'il condamne de façon purement rhétorique. Aux grands maux qu'il feint de découvrir, depuis longtemps connus par tous ceux qui travaillent sur et dans les quartiers populaires, il n'oppose que des remèdes

⁴⁹ <http://frederic-rolin.blogspot.com/archives/2005/11/10/un-coup-d-etat-d-urgence.html>.

⁵⁰ <http://fr.news.yahoo.com/0811205/5/etat-d-urgence-la-profession-judiciaire-sceptique.html>.

cosmétiques. Jour après jour, la politique conduite par son gouvernement le confirme jusqu'à la caricature. A preuve, notamment, la déclaration stupéfiante du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ce Guizot contemporain qui ose déclarer aux jeunes générations de ce pays affectées par un chômage de masse : « n'ayez pas peur de devenir milliardaires ». L'ordre d'un côté, l'enrichissement de l'autre : sont-ce là les « nouveaux » principes du socialisme prétendument moderne cher au chef de l'Etat et au premier ministre ?

Concluons. Le racisme et l'antisémitisme, grande cause nationale pour l'année 2015 ? Assurément, c'est nécessaire mais insuffisant face à la multiplication des actes antimusulmans – 116 en 15 jours soit une hausse de 110 % par rapport au mois de janvier 2014 – . Il faut donc y ajouter la lutte indispensable et urgente contre l'islamophobie élitair et populaire qui depuis longtemps prospère et risque de déboucher sur des incidents graves voire sur des drames si rien n'est fait.

Politique belliciste et ethnocratie constitutionnelle au Danemark

ou

Le parti de la liberté d'expression comme parti pris contre l'islam

Carsten Juhl

Les années 2001-2009 furent notoirement la période des politiques voyous, méta- et contre-voyous. Nous en avons vécu cet hiver un après-coup important, avec d'un côté le rapport sénatorial sur la torture de la CIA et de l'autre l'affaire *Charlie Hebdo* à Paris. Dans cette période, un certain nombre de gouvernements européens ont choisi de participer activement à la politique de guerre de l'administration George Walker Bush. Ainsi, jeudi 30 janvier 2003, on lisait dans le quotidien conservateur de Copenhague, le *Berlingske Tidende*, l'appel à soutenir la politique américaine après le 11 Septembre, dit appel « of the willing ». Les « willing » étaient une coalition de sept Premiers Ministres européens - Silvio Berlusconi (Italie), Tony Blair (UK), José Maria Aznar (Espagne), José-Manuel Barroso (Portugal), Peter Medgyessy (Hongrie), Leszek Miller (Pologne, un des pays qui a par la suite abrité les centres de torture de la CIA) et Anders Fogh Rasmussen, le premier ministre du Danemark de 2001 à 2009 et futur secrétaire général de l'OTAN. Il faut avoir ce contexte en tête si l'on veut comprendre le sens politique de l'affaire des caricatures de 2005 publiées par le quotidien d'extrême droite *Jyllands-Posten*, deuxième quotidien danois après *Politiken*, et par ailleurs très proche dudit Fogh Rasmussen.

I – Le *Jyllands-Posten* et son histoire

Pour saisir la politique du *Jyllands-Posten*, il faut remonter à l'entre-deux-guerres. À l'époque, il est rédigé par son copropriétaire, Hans Hansen (1879-1956), le rédacteur en chef le plus antisémite de la presse danoise en dehors des journaux ouvertement affiliés au Parti National-Socialiste Ouvrier du Danemark. C'était donc dans les articles de fond du *Jyllands-posten* que l'on proposait le genre de « solutions au problème juif » typiques d'une partie de la presse européenne des années 1930, de la simple stigmatisation jusqu'à l'expulsion pure et simple. Pendant la première phase de l'occupation allemande du Danemark – à savoir du 9

avril 1940 jusqu'à la fin du mois de novembre de la même année – le *Jyllands-Posten* se fit le champion d'une option nationaliste et autoritaire de type pétainiste au Danemark. Ce fut la période plutôt brève, où Hitler et les Japonais envisageaient d'inclure Staline dans leur alliance, avant qu'il ne soit clair que les intérêts russes et allemands ne concordent absolument pas quant au futur des Balkans. Puis vint le temps de « l'exception danoise » (1942-1943) avec le maintien d'une démocratie parlementaire collaborant économiquement avec le Reich, et de l'organisation officielle et légale de la part de ce même pays du Frikorps Danmark, le corps franc danois qui combattit aux côtés des Allemands sur le front russe. À l'approche de la défaite de l'Axe, il en advint du *Jyllands-Posten* comme de tout le reste de la Collaboration : elle se réorienta en 1944 et passa d'une politique philofasciste à une politique bien-pensante, puis de Guerre Froide.

En bref : si *Charlie Hebdo* en France ou *Il Male* (1977-1982) en Italie ont eu un temps partie liée, du côté de la satire radicale, avec l'esprit de Mai ou celui de l'Autonomia, le *Jyllands-Posten* se trouve absolument à leur antipode.

II – La guerre

Mais revenons à la guerre, celle qui conduisit une coalition d'États à envahir sous bannière américaine l'Irak le 20 mars 2003. La décision de participation danoise, votée au parlement le 21 mars par 61 voix contre 50, avec 68 députés s'abstenant courageusement par leur absence, a été précédée par deux campagnes anti-arabes de la part du *Jyllands-Posten* : la première visait, à la suite du 11 Septembre, les immigrés venant du Moyen-Orient et vivant au Danemark, campagne qui les montrait du doigt comme parasites et déloyaux ; la seconde fut une campagne « guerrière » et fanatiquement anti-Bagdad, faite pour appuyer la politique belliciste de Fogh Rasmussen. En effet, pour la première fois dans son histoire de membre des Nations Unies, le Danemark alla contre l'avis du Conseil de sécurité en appuyant la politique de George Walker Bush et en adoptant les mêmes motivations : la présence d'Al-Qaïda et d'armes chimiques en Irak. Le *Jyllands-Posten* était alors le porte-parole médiatique de cet engagement, de concert avec les entreprises ayant des vues intéressées sur les richesses pétrolières irakiennes. Au fur et à mesure que la guerre avançait, il devint évident non seulement qu'il n'y avait en Irak ni armes chimiques ni agents d'Al-Qaïda, mais que les partenaires militaires de l'administration Bush, notamment le Royaume-

Uni, l'Italie ou le Danemark, ne seraient pas invités au banquet de la spoliation générale des richesses du pays conquis. Après les élections danoises de février 2005, qui donnèrent à nouveau une majorité au gouvernement sortant de Fogh Rasmussen, il fallait renoncer à la participation danoise à cette guerre, retirer les soldats d'Irak et reformuler les raisons de cet engagement désormais clairement destructeur pour l'opinion publique ; et ce, pas seulement sur le continent européen, mais même au Danemark.

Le *Jyllands-Posten* refit son numéro de 1944-1945 : de guerrier et agressif, il redevint bien-pensant, disant en substance : « En fait, même s'il n'y avait pas d'armes chimiques ou d'agents de Ben Laden en Irak, et même si les partisans de Saddam Hussein sont vaincus depuis belle lurette, il faut bien reconnaître que ces musulmans sont fort fermés sur eux-mêmes. Ils n'aiment pas les dessins qui représentent le Prophète et surtout pas les dessins satiriques... En vérité, nous avons envahi l'Irak pour cela : pour leur ouvrir l'esprit, leur faire comprendre le sens de la dérision, de l'auto-ironie quitte à aller jusqu'au blasphème. Mais chose plus inquiétante encore : paraîtrait-il qu'il serait difficile de trouver des dessinateurs au Danemark prêts à se moquer des croyances des musulmans... » Et cela était vrai : au milieu d'une guerre néfaste, rapace et destructrice, aucun des dessinateurs des grands quotidiens de Copenhague n'avait le cœur à participer au travail de propagande en livrant des caricatures de guerre, jugeant qu'il n'était pas opportun de se moquer des habitants des villes bombardés, ni même de leurs croyances.

Pour comprendre quelle était l'ambiance politique d'alors au Danemark, il faut préciser que le gouvernement de Fogh Rasmussen, réélu encore pour un troisième mandat en novembre 2007, était composé de deux partis : le parti de Fogh Rasmussen, *Venstre*, le parti libéral du Danemark, et le parti conservateur, *Det konservative Folkeparti*, en perte de vitesse depuis plus de 20 ans, mais le parti « bourgeois » dominant dans les années 1980 (dans les gouvernements de Fogh Rasmussen, ce parti n'a jamais été qu'une succursale de *Venstre*). Mais pendant tout son règne, Fogh Rasmussen et son gouvernement eurent le constant soutien parlementaire du Parti du peuple danois, le *Dansk Folkeparti*. Un accord très simple les a unis pendant ces huit ans : *Venstre* menait la politique économique et militaire, alors que le *Dansk Folkeparti* devenait le garant quasi-officiel de la « cohésion » (*sammenhangskraft*) ethnocratique du pays, une « cohésion » toute en négatif : il fallait arrêter l'immigration, réduire drastiquement le nombre des demandeurs d'asile en assurant leur prompt éviction du territoire et rendre pratiquement impossible l'obtention de la nationalité danoise.

III – Les dessins satiriques

Mais un des rédacteurs du *Jyllands-Posten*, Flemming Rose, persistait : si les dessinateurs s'abstenaient sur l'Islam, c'est qu'ils étaient intimidés par lui et pratiquaient l'autocensure. Il parvint finalement à se faire fabriquer douze dessins « satiriques », que le *Jyllands-Posten* publia fin septembre 2005. Les dessins étaient bien sûr très mauvais, sans idée ni originalité dans le geste artistique et avec des lignes et des figures d'une pauvreté ahurissante. Mais côté discours, ils y allaient fort, tellement fort que cela pouvait la manipulation et l'hypocrisie de tous côtés. D'autant que le *Jyllands-Posten* n'avait jamais dans toute son histoire publié une seule caricature visant la monarchie danoise ou l'Eglise luthérienne. Sa politique a toujours relevé du fondamentalisme ethnocratique propre à la théocratie locale. Je m'en expliquerai plus loin.

Cette dimension d'hypocrisie n'a malheureusement pas dépassé les frontières du royaume. En revanche, les dessins du *Jyllands-Posten* sont arrivés, eux, jusqu'au Moyen-Orient en moins d'un an. Le reste est bien connu, je pense : les ambassadeurs des pays arabes à Copenhague ont demandé à s'en entretenir avec le premier ministre Fogh Rasmussen, qui le leur refusa, puisque un tel entretien pouvait faire de l'ombre à la « liberté de la presse ». La presse danoise sembla alors d'une grande faiblesse : quand il faut qu'elle s'occupe vraiment des questions du Moyen-Orient, apparemment il lui suffit d'un rien pour qu'elle s'efface...

IV -Une réduction éthique

Il faut une connaissance intime du Danemark pour saisir de quoi il retourne au fond dans cette affaire : *un conflit infrathéocratique*, dans lequel la constitution danoise joue un rôle capital. En effet, la dernière version de celle-ci, qui abolissait en 1953 le bicamérisme du Parlement danois, se fait fort de séparer les pouvoirs répartis classiquement en trois : législatif, exécutif et judiciaire. Le pouvoir législatif revient au Parlement et au roi réunis, le pouvoir exécutif revient au roi seul et le pouvoir judiciaire aux tribunaux. Cependant, il faut à tout cela une courroie de transmission : ce sera l'église « du peuple », la *folkekirke*. Selon la constitution, la *folkekirke* doit être évangélique et luthérienne. Le §4 de la constitution affirme : « L'Eglise évangélique-luthérienne est la *folkekirke* danoise, et en tant que telle elle est soutenue par l'État ». Ainsi l'église doit être danoise et du peuple selon cette constitution, ce qui veut tout simplement dire *ethnique*. Le §66 affirme en une seule phrase que « La constitution de la *folkekirke*

est organisée/ordonnée (ordnes) par la loi ». C'est donc l'État qui « soutient » et « ordonne » l'église, et pas le contraire comme dans les théocraties fusionnelles (le Vatican, l'Iran ou Israël). La *folkekirke* n'a pas d'archevêque. C'est le ministre de l'église qui en est le chef politique. Les évêques sont seulement des guides en matière de foi. Le Vatican et le monde entier ont pu vérifier récemment où se trouve le pouvoir dans cette église : à l'occasion des funérailles du pape Wojtyła, le Vatican avait demandé à l'État danois d'envoyer une représentation de trois personnes. L'État se fit représenter par la reine, le prince consort et le premier ministre Fogh Rasmussen : pas d'évêque ni même de ministre de l'église ! Quelques évêques ont mollement protesté, mais au fond ils acceptent leur rôle subalterne dans la théocratie danoise. Cela dit, selon le §6 : « Le roi doit appartenir à l'Eglise évangélique-luthérienne ». Ainsi, une certaine circularité entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif est assurée ; et ce qui circule est la religion luthérienne, danoise et populaire, espèce de colle ethno-politique se confirmant toute seule dans son autorité théocratique. Le §2 de la constitution danoise résume cette construction de la façon suivante : « La forme de gouvernement est monarchique limitée », « *indskrænket-monarkisk* » - la constitution danoise ne se privant pas de traits d'union. Ce qui y est « limité » ou réduit, c'est évidemment toute idée « républicaine », ce dont les Français de l'après-*Charlie* n'ont pas semblé prompts à s'offusquer.

V – Petite note sur la Réforme

Il y a deux courants importants dans le protestantisme historique, les deux se basant sur un déterminisme théologique des conditions fatales : la prédestination. Mais l'un est économique et accumulateur, donc aussi classiste et bourgeois avec tout ce que cela implique de républicanisme possible, c'est celui qui s'inspire de Calvin. L'autre est plus politique, étatiste et ethnocentrique, c'est celui qui s'inspire de Luther.

Et la place de l'image et de la caricature dans tout cela ? Elle est de nos jours « libre », « ouverte », « expressionniste » à plaisir, et volontiers *gemütlich* dans ses connotations discursives. Mais cela n'a pas toujours été le cas, et il faudrait en écrire une histoire critique et une histoire qui pourrait être longue depuis la Réforme. En effet, il y a une tension dans la Réforme entre caricature et iconoclastie, et dans cette histoire il faudrait aussi ajouter plusieurs éléments concernant le développement de la technique d'imprimerie et l'impact des conflits politiques armés pour

bien comprendre le déroulement de la Réforme du côté des questions « iconiques »⁵¹.

Pour faire bref : la Réforme chante volontiers, mais ne se représente pas la vérité divine. Cela est frappant dans le film *Max Havelaar of de koffieveilingen der Nederlandsche Handelmaatschappij* de Fons Rademakers (Indonésie et Pays-Bas, 1976), dans les scènes où la communauté des croyants calvinistes chante de façon sombre, menaçante et pleine d'auto-indulgence religieuse pendant que ses marchands et ses soldats saccagent le monde. Le « pouvoir double » sur terre (c'est la formule de Luther), celui politique du prince et celui spirituel de la communauté des croyants, ne constitue pas l'incarnation, même indirecte, ou la préfiguration, d'un ordre divin. Nous sommes donc très loin des représentations en miroir des formes d'autorité absolutiste chez Hobbes⁵². Dans un premier temps, celui de la première moitié du siècle 1500, un vaste mouvement de contestation et de révolte embrase toute la partie du continent située au nord des Alpes, de Zürich à Malmö. Ce mouvement agraire et urbain est surtout anti-institutionnel et donc dirigé contre l'Eglise catholique et contre l'empire habsbourgeois. S'il y a une aspiration de type unitaire dans ce mouvement, c'est celui de créer des communautés de croyants. La grande période de ce mouvement est constituée par la « guerre des paysans » et culmine avec la défaite des révolutionnaires autour de Thomas Münzer en 1525. Soutenue par les princes allemands et prototype d'un instrument idéologique, la Réforme luthérienne fonctionne finalement comme une contre-révolution, qui culmine à son tour avec les réformes protestantes en Scandinavie introduites par le haut de la part du roi Gustav Vasa de Suède (en 1527) et de Christian III du

⁵¹ Il y a beaucoup d'exemples de la caricature théologico-politique pendant les guerres et les conflits religieux liés à la Réforme dans le livre de A. G. Dickens, *Reformation and Society in Sixteenth-Century Europe*, Thames and Hudson, London, 1966 (Dickens est cependant féroce contre les protestants révolutionnaires). Pour le différend iconique pendant ces conflits voir le magnifique livre de Norbert Schnitzler, *Ikonoklasmus – Bildersturm. Theologischer Bilderstreit und ikonoklastisches Handeln während des 15. und 16. Jahrhunderts*, Wilhelm Fink Verlag, München, 1996. Pour les enjeux philosophiques et la portée révolutionnaire des paysans en révolte voir le *Thomas Münzer* de Ernst Bloch, 10/18, Paris 1975. Traduction française de Maurice de Gandillac. - Et bien sûr le livre classique de Engels sur la guerre des paysans.

⁵² Pour cette reconstruction baroque du pouvoir absolu sur terre comme représentation de la part de ses subalternes et comme miroir institutionnel de la trinité, voir mon article « La communauté artificielle », in Else Marie Bukdahl et Carsten Juhl (éd.), *Puissance du baroque – Les forces, les formes, les rationalités*, Galilée, Paris 1996, pp. 77-90, surtout les deux schémas p. 82 et p. 88.

Danemark (en 1536, après une guerre civile contre Copenhague et Malmö et une guerre paysanne au Jutland).

VI - Qui sème le vent récolte...

Les rédacteurs du *Jyllands-Posten* l'ont échappé belle. Il faut dire que pendant la séquence de janvier-février 2015, le nouveau rédacteur en chef de ce journal, Jørn Mikkelsen, n'a rien fait pour vanter les « mérites » de 2005, bien au contraire. Le 9 janvier 2015, à une question d'un journaliste de *Information* (un important quotidien de Copenhague, issu de la Résistance) sur les raisons de tant de discrétion maintenant, Jørn Mikkelsen a candidement répondu : « C'est très important que le débat sur le droit à l'expression libre ait pu être mis en scène (*blevet sat i scene*). Et nous y avons apporté notre contribution ». Sous-entendu : « à l'époque » ; et depuis le « débat » marche tout seul. Mais ce débat-alibi, qu'a-t-il été au juste ? Quelles sont les positions en présence ?

1) La plus importante est la position anti-musulmane, déclinée de façon différente selon le degré d'autocélébration ethnocratique. Cette position postule que la culture et la société danoises ont besoin d'un droit à l'expression sans limites et de type agressif contre l'immigrant venant des pays musulmans ; quand bien même cette culture et cette société feraient montre d'une docilité extrême face à leurs propres autorités, de la monarchie au reste de la théocratie locale.

2) La seconde position se veut séculariste et militante. À l'occasion de l'attentat du 14 février 2015 contre la rencontre à Krudttønden, elle a exigé un accroissement de l'État d'exception avec la revendication suivante : « élargissement de l'attribution des moyens requis pour un état concret de type exceptionnel ». J'ai l'impression que la presse française a surtout traduit et publié les « expressionnistes » danois modérés. En voici donc un des radicaux, l'écrivain Jens-Martin Eriksen. Je viens de citer son article « On doit banaliser le tabou » dans *Information* du 18 février 2015. C'est lui qui appelle à développer « les appareils de violence de l'État » (*statens voldsapparater*) pour « faire disparaître les menaces contre la liberté d'expression ». Et le « tabou » du titre de l'article est évidemment l'image du Prophète des musulmans, qu'il faut « banaliser » par le biais d'une reproduction constante dans les journaux. Cette position est formulée seulement deux mois après le « Noël des tortures » dans la presse scandinave et allemande. Voir le numéro 51 du 15 décembre 2014 de *Der Spiegel* ayant pour thème « Die dunkle Seite der Macht – Wie Amerika

seine Werte verlor » [La face obscure du pouvoir – Comment l'Amérique a perdu ses valeurs]. Et l'hebdomadaire allemand comme le reste de la presse critique ne se sont pas privés de souligner le lien étroit entre Etat d'exception instauré de façon démocratique et emploi « élargi » de la torture... Alors que la droite libérale et l'extrême droite sont très à l'écoute de la première position – appelons-la « il faut humilier l'immigrant pour l'intégrer correctement dans la société » –, la seconde position convient fort bien au gouvernement social-démocrate travaillant à augmenter ses moyens de contrôle sur les communications téléphoniques. Le premier résultat concret de ces positionnements a été une limitation draconienne du nombre des réfugiés acceptés venant de la Syrie. Rien à voir donc avec l'affaire *Charlie Hebdo* ou avec Krudttønden, mais tout à fait conforme à la logique du débat danois.

3) La troisième position est très minoritaire, mais défendue par des personnalités d'une haute valeur morale comme l'ancien directeur du PEN danois, Niels Barfoed, dont l'activité date des discussions autour des accords d'Helsinki. Il a en effet été très mal vu par les partisans des positions 1 et 2 que le PEN danois ne considère pas leur campagne pour la défense de la « liberté d'expression » comme une initiative de bonne foi. La question que Niels Barfoed a posée aux partisans de la liberté d'expression à outrance est très simple : puisqu'il n'y a pas de pouvoir totalitaire au Danemark ou dans ses parages, et puisque tous les partis du Parlement danois soutiennent l'idéologie d'une liberté d'expression politique sans limite, quel est le but de cette campagne de dessins anti-musulmans ?

Selon une hypothèse simple, on peut considérer cette campagne comme un expédient politique pour augmenter la possibilité d'instrumentaliser et donc de diriger le consensus conformiste et démocratique en place. Mais il y a aussi une hypothèse plus complexe, ou plus biopolitique, selon laquelle la campagne contre une certaine iconophobie religieuse doit être considérée comme un discours d'exclusion ; l'exclusion permanente étant le seul moyen de maintenir et stabiliser une ethnocratie sans programme positif universel : l'ethnocratie danoise a simplement besoin d'ennemis pour se maintenir. La première hypothèse recouvrirait donc un projet machiavélique, et la seconde un projet schmittien. Le premier projet est politiquement classique et vise le pouvoir; le second projet prépare l'opinion à une option d'anthropologie négative : l'extermination de l'ennemi-migrant.

Fin de partie

Réflexions sur les attaques du 7 janvier 2015

Philippe Hauser

Pour D.

*Le pire attentat, c'est l'attentat à l'âme.
Peu important le corps et la faim du corps.
Il faut des bases pour ce qu'on appelle une vie d'homme.
Et, quand ces bases viennent à manquer, quand vous les voyez là,
à vos pieds, vieilles et pourries alors qu'on les croyait d'acier,
je vous jure que vous êtes prêt à n'importe quel meurtre.*

Driss Chraïbi, *Succession ouverte*

On peut parier qu'on parlera bientôt du 7 janvier 2015 comme on parle depuis quinze ans du 11 septembre. 7 janvier : cette date ne signifie pas seulement une césure dans l'écoulement du temps, un point de la durée vers lequel devraient tendre les souvenirs compassés des « charlies » du monde entier. Cette date n'est pas qu'un marqueur temporel de la terreur. Elle semble plutôt indiquer un moment nouveau dans l'ordonnement du présent, à partir duquel — comme on l'entend déjà dire par les fonctionnaires zélés de l'ordre policier : politiques, journalistes, experts en terrorisme, etc. —, « rien ne sera plus comme avant ». En même temps, ce moment singulier de l'histoire risque de n'être que la répétition de son jumeau, l'événement matrice, celui qui a ouvert une séquence inédite dans l'histoire contemporaine sous la forme d'une lutte à mort des États dits « de droit » contre le djihadisme mondialisé. La liste est longue des endroits de la terre où cette lutte est menée, soit directement par les Américains et leurs alliés, soit par les gouvernements despotiques soutenus par les premiers pour la « bonne cause », celle de la *guerre juste*, sans qu'il soit utile d'en dresser ici la liste. L'Irak, la Syrie et l'Afghanistan sont évidemment les terrains les plus visibles où cette lutte opère.

« Rien ne sera comme avant » : cela ne signifie qu'une chose, capitale : le renforcement des mesures d'exception — nécessairement hostiles à l'idéal de liberté clamé, réclamé et proclamé *ad nauseam* dans les récentes manifestations des charliens — contre la fraction *culpable* du peuple français, c'est-à-dire les musulmans, confondus au nom de la cause sécuritaire avec tous ceux qui portent sur leur peau les stigmates de l'histoire coloniale. Régime d'exception qui aura — qui a déjà, qui a

toujours eu depuis la fin de la guerre d'Algérie — pour fonction de diviser le peuple français entre ceux qui, parce qu'ils peuvent être la cible des attaques djihadistes, sont nécessairement exceptés de l'état d'exception, et les autres, Arabes, Noirs, tous fantasmés en terroristes en puissance. De ce point de vue, c'est sans doute moins l'état d'exception post-11 septembre qui sera réactivé (un *Patriot act* à la française) que celui qui avait cours au moment du 17 octobre 1961 et dont Papon a été le promoteur. C'est d'ailleurs clairement dans ces termes que s'exprimait Pascal Bruckner au lendemain des attentats, en réclamant l'extension des pouvoirs de la police et l'usage des barbouzes contre les poseurs de bombes⁵³.

La « thèse » que je défendais en 2002, un an après la destruction des deux tours de New York, c'était que l'événement n'était pas là où on l'avait placé ni dans ce qui avait été montré. Qu'il ne fallait par conséquent pas confondre l'événement et le drame. Je soutenais l'idée que, contrairement aux apparences et à la mobilisation mondiale (la « croisade », selon le mot de Bush) contre le « terrorisme », il ne s'était rien produit d'exceptionnel à New York. Je n'entendais pas par là que, dans une perspective comparatiste et relativiste, les 3000 morts américains ne pesaient guère dans la balance des oubliés de la guerre mondiale, mais que, pour qu'il y ait événement, il faut qu'il y ait rupture dans le cours historique régulier, donc bouleversement en profondeur de la structure historique. En termes foucauldien, c'était dire que l'événement politique est lié à un basculement de l'*épistémè*. Le propre de l'événement, c'est qu'il inaugure quelque chose, qu'il est surgissement, l'*Entstehung* de Nietzsche.

Or, ce qui s'était passé à New York montrait tout le contraire d'un basculement : bien sûr les « méthodes » terroristes avaient franchi un ou plusieurs degrés, bien sûr l'Amérique était atteinte en son cœur, dans l'une des formes les plus manifestes de son architecture de la domination, bien sûr le sentiment d'insécurité des Américains, dans un monde qu'ils contribuent très largement à insécuriser, ne renvoyait plus désormais aux endroits de la terre où l'étendard de l'impérialisme a été et continue d'être combattu. C'est le pays lui-même, ce *home sweet home* mythique de tout Américain normal, qui était soudainement ramené aux conditions d'une jungle sauvage, c'est-à-dire d'un monde encore inconnu des Américains contemporains. Et pourtant on peut continuer de dire, avec le recul, que les attaques simultanées du 11 septembre ne constituent

⁵³Le *Figaro* du 8 janvier 2015.

pas un événement, mais la continuation, par des moyens inédits il est vrai et d'une exceptionnelle violence, d'une guerre entreprise par l'Amérique depuis août 1945, c'est-à-dire depuis que, ayant montré à tous qu'elle détenait l'arme souveraine et qu'elle était prête à l'utiliser ailleurs qu'au Japon, elle a déclaré la guerre à tous les peuples qui ne se rangeraient pas sous sa conduite et prétendraient ne compter que sur leurs propres forces pour inventer les moyens de leur libération⁵⁴. En termes plus abstraits, on peut dire que, le monde des États n'étant qu'un « composé de forces » (Deleuze) qui toutes recherchent leur stabilisation dans des formes (la forme État, la forme République, toutes les formes qui se prétendent, comme les formes platoniciennes, des manifestations de l'Un, par opposition au multiple), et la guerre étant par ailleurs l'une des modalités possibles de la relation interétatique, le 11 septembre n'était rien d'autre qu'une translation de rapports de forces à l'intérieur d'un espace encore vierge, du moins non affecté par ces rapports-là. Il n'y eut que déplacement des forces, puis recomposition des forces en d'autres espaces : Afghanistan, Irak, etc. Rien de fondamentalement nouveau donc. Non pas événement, mais *péripétie*.

Dans cet article, que j'avais intitulé *L'Amérique déformée ou la fin du vertige métaphysique*⁵⁵, je péchais pourtant par optimisme. Ce que je voulais dire, à travers cette expression : « vertige métaphysique », c'est que ce n'étaient pas seulement des tours de verre et d'acier qui s'étaient écroulées, mais la forme, la substance qui en est le support, le *substratum*. « Ce qui s'est effondré, le 11 septembre 2001, écrivais-je, — et là, sans aucun doute possible, on peut dire qu'il y a *événement* — c'est la croyance de l'Amérique en sa propre *substance*, en sa propre forme. La déformation de New York, c'est la fin du vertige métaphysique de l'Occident. » Que toute forme ne soit, comme le dit Deleuze, qu'un composé de forces, que toute forme tende donc nécessairement à la *déformation*, à une recomposition permanente qui rende le concept de forme philosophiquement suspect, il n'empêche : les grandes formes États (l'Amérique par exemple) ont suffisamment de force pour perdurer, pour survivre à tous les *accidents* de l'histoire. Et depuis presque quinze ans, la mesure a été donnée — dans la forme itérative de la démesure

⁵⁴ Dans *La Chine de Mao*, K.S. Karol relate que la revue américaine *Life* fit le compte, en 1965, de la quantité de mégatonnes d'uranium qui serait nécessaire pour « détruire tous les Chinois ». La guerre atomique contre la Chine, alors que commençaient les bombardements américains du Nord Vietnam, n'était donc pas qu'un fantasme des Chinois. Voir K.S. Karol, *La Chine de Mao, L'autre communisme*, Robert Laffont, 1966, p. 368.

⁵⁵ Paru dans la revue *Drôle d'Époque*, n° 11, automne 2002.

yankee. L'Amérique et ses séides européens ont décuplé leur puissance et leur force de frappe dans ce nouvel épisode de la lutte des peuples, avec les effets désastreux que l'on peut voir dans une partie du monde qui va des montagnes afghanes aux grandes steppes d'Afrique subsaharienne. Cette partie du monde constitue depuis lors le terrain d'opération privilégié pour l'expérimentation de toutes les nouvelles technologies des guerres contre-insurrectionnelles ou contre-révolutionnaires. Car, en l'occurrence, il s'agit bien de guerres contre-insurrectionnelles, donc de guerres d'extermination. Qu'on le veuille ou non, et quel que soit le peu de sympathie que nous inspirent les mouvements dits islamistes, qu'ils aient nom Al-Qaïda ou Daech, ces mouvements sont en effet des mouvements anti-impérialistes auxquels on applique les méthodes de la guerre antiguérilla⁵⁶. Quant à savoir si, dans ce genre de guerres, les hommes sont, comme le disait Mao, plus importants que les armes, il est sans doute encore bien tôt pour pouvoir l'affirmer. Il est certain en tout cas que le drame new yorkais de 2001 a été très vite surmonté, que les forces guerrières se sont reconstituées à une vitesse qui donne une idée du déséquilibre des forces en présence. Et que de cette reconstitution dépendait la foi religieuse des Occidentaux en leurs dirigeants et leurs États. Si vertige il y a eu, il aura été de très courte durée. À peine un étourdissement.

Les attaques du 7 janvier 2015 contre les journalistes de *Charlie Hebdo* peuvent être analysées selon cette grille de lecture. D'une part, elles ne sont pas constitutives d'un quelconque événement ; d'autre part, malgré l'émotion qui a déferlé à travers le monde et qui a transformé des millions d'hommes de ce globe en charliens compassés — compassion décrétée et organisée par les différentes instances de pouvoir de l'État de droit contemporain (les gouvernements, la presse, les partis politiques, les réseaux sociaux, etc.) —, la puissance des formes et la croyance en leur éternité n'ont été en rien affectées.

Pas d'événement donc. Car, comme l'ont rappelé un certain nombre d'historiens, le terrorisme n'est pas une invention de la France du XXI^{ème} siècle. Sadi Carnot, cinquième président de la III^{ème} République a été assassiné par le jeune anarchiste italien Sante Geronimo Caserio, De Gaulle a failli mourir sous les balles de l'POAS, Ben Barka a été liquidé en France par les services secrets marocains aidés de leurs collègues israéliens et sans doute français. L'extrême gauche (Action directe) a eu

⁵⁶ Sur ce point, je renvoie à mon article : *Malheur du soldat civilisé. Remarques sur les guerres d'extermination*, revue *Outis!*, n° 4, février 2013.

ses heures de gloire au début des années 1980, l'extrême droite (le groupe Charles Martel par exemple) a donné une seconde jeunesse à l'OAS à la même époque, l'islamisme djihadiste a emboîté le pas, sur le sol français, aux GIA algériens dans les années 1990, Iparretarrak et le FLNC n'ont renoncé à la lutte armée qu'au début des années 2000...

De sorte que, qu'ils s'appellent Merah, Kouachi ou Coulibaly, les djihadistes d'aujourd'hui sont d'une certaine manière les héritiers d'une vieille tradition française et européenne, cette tradition que nous avons découverte sur les bancs de l'école primaire lorsque l'instituteur nous parlait de l'horreur du crime de Ravayllac, et que l'on nous montrait les images du supplice du fanatique... Disons que chaque acte de cette nature, qu'il soit ou non, comme le dit Alain Badiou, « de type fasciste », nous rappelle que ni la politique ni la République ne peuvent se prémunir de la violence, ni de son idée d'ailleurs, en un mot que la terreur reste un *possible* de la politique. Bref que la « pacification » est une fiction. Les Français l'ont d'ailleurs appris à leurs dépens en Algérie et au Maroc aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Dans ce dernier pays, les quarante-deux années de protectorat n'ont jamais empêché ni les rébellions ni les crimes dits terroristes. La guerre sainte (djihad) a toujours été en puissance, même si les oulémas de Fès, de 1860 à la fin du protectorat, ne l'ont jamais décrétée, vu le rapport de forces défavorable⁵⁷. Les atteintes aux personnes et aux biens, avant et après la guerre du Rif — où la France et l'Espagne ont pu montrer ce qu'il en serait de ceux qui mettraient en cause leur souveraineté⁵⁸ —, finalement la résistance à l'oppression par tous les moyens, y compris la violence, dans le strict respect du principe léniniste de l'autodétermination des peuples, et ce dans une perspective islamique et djihadiste ou non, ont constitué la seule réponse possible à l'occupation coloniale, d'Abd el-Kader à AbdelKrim al-Khattabi, de Messali Hadj aux nationalistes de l'Istiqlal marocain.

On me pardonnera j'espère ce raccourci historique : mais il n'est pas insensé de penser que ceux qui, en Europe et en France particulièrement, pour nombre d'entre eux descendants de colonisés, prennent les armes jusqu'au sacrifice d'eux-mêmes⁵⁹, ne recherchent rien tant que montrer

⁵⁷ Cf. Michel Abitbol, *Histoire du Maroc*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 2009.

⁵⁸ 100 000 morts civils d'après l'historien Daniel Rivet.

⁵⁹ On notera au passage la perte totale du sens des mots chez ceux qui, le soir du 7 janvier, responsables politiques ou simples passants égarés, ont parlé de la « lâcheté des terroristes ». Sacrifier sa vie pour une cause ne peut objectivement être qualifié de lâcheté. Alors que, *a contrario*, caricaturer le prophète de l'islam au risque de l'embrasement généralisé de la *Oumma*, dans le confort des bureaux d'un arrondissement central de Paris, rappellerait plutôt le « courage » de ceux qui pilotent

aux vainqueurs que la guerre anticoloniale n'est pas achevée. Et qu'elle ne s'achèvera que lorsque la France aura mis un terme à cette séquence historique — le colonialisme ou le néocolonialisme, comme on voudra — enclenchée... il y a cinq siècles. À ce propos, il est frappant de constater que la plupart des analyses concernant les attaques du 7 janvier insistent sur les causes sociologiques, voire psychologiques, plutôt que sur les racines historiques et politiques du phénomène djihadiste : ségrégation sociale, racisme ordinaire quotidien, contrôles policiers permanents, échec scolaire, chômage, islamophobie de plus en plus manifeste (Zemmour, Onfray et consorts)... Non que ces causes ne constituent à l'évidence des déterminations possibles du phénomène ; mais ce qui est occulté, avec bonne ou mauvaise foi, ce sont les situations politiques et militaires réelles, c'est-à-dire l'engagement militaire de la France au Mali, en Libye, en Syrie, hier en Irak, en Afghanistan, son soutien constant et absolu à Israël, ses accointances avec le régime Ben Ali au commencement de la révolution tunisienne, son acceptation plus que tacite du coup d'État du général al-Sissi et la liquidation des frères musulmans et de Mohammed Morsi, sa lutte contre le Hamas, etc. *Exit* donc les formes nouvelles de son impérialisme, qui n'a rien à envier pourtant à celui des Américains ou des Anglais. Ce qui est mis entre parenthèses par ailleurs, c'est l'histoire coloniale, en Afrique et en Asie, ses humiliations et ses crimes impunis, dans les colonies et sur le territoire de la République, ce sanctuaire de la paix sociale et de l'égalité comme se plaisent à le rappeler ses zéloteurs. C'est cette histoire-stigmate qui colle à la peau de milliers de jeunes des banlieues, et plus encore en ces temps où tous les experts ès identité nationale, ceux du gouvernement comme ceux des médias et de l'opinion, s'interrogent sur la compatibilité ou la non compatibilité de l'islam et de la République⁶⁰, sans que cette interrogation ne soit suspectée du moindre relent d'islamophobie ! Alors que les meilleurs cerveaux de ce pays de grande tolérance qu'est la France se préparent à célébrer les 100 ans de Barthes, il serait temps que l'on se souvienne de sa définition du mythe : une parole dépolitisée et déshistoricisée.

D'une certaine manière, il me semble que l'on devrait considérer ces attentats comme « normaux », terme que j'emploie ici en un sens durkheimien, c'est-à-dire axiologiquement neutre. L'auteur des *Règles de la*

les drones depuis leurs bases américaines ou européennes hyper sécurisées, et déciment par centaines des civils *a priori* innocents.

⁶⁰ Voir le journal *Le Monde* du 28 janvier 2015.

méthode sociologique appelle « normale » une violence sociale qui n'excède pas une certaine moyenne statistique. Il en conclut que la violence sociale n'a rien de pathologique en soi, qu'elle ne devient anormale qu'à partir du moment où elle excède les limites de son cadre statistique et représente dès lors une menace mortelle pour la société, n'étant plus ni compréhensible ni surtout prévisible. Il est certain que les responsables policiers et le gouvernement lui-même pourraient en convenir : ces attentats sont « normaux », explicables, ils étaient prévisibles. Ils sont la réalisation d'avertissements tous azimuts venant de toutes les officines d'Al-Qaïda (AQMI, AQPA, Front Al-Nosra), d'Ansar Dine, du Mujao, de Daech... J'en oublie sans doute. Depuis vingt ans la France a eu ses islamistes terroristes — à partir du moment où pour des raisons de *Realpolitik* elle a décidé de soutenir le FLN algérien dans son coup d'État contre le FIS. Il aurait donc été surprenant que, au plus fort de son engagement contre le djihadisme mondial, conséquence de la jurisprudence du 11 septembre, la France n'ait pas à s'acquitter d'une partie de sa dette, ce qu'elle a effectivement commencé à faire depuis l'affaire Mohammed Merah. Savoir si l'État avait pris la mesure des menaces et s'il a mis tous les moyens pour empêcher la tuerie à *Charlie*, c'est à Cazeneuve et à Valls de nous le dire ! Répondre par l'affirmative ce serait rendre incompréhensible le succès des frères Kouachi. Affirmer le contraire, ce serait confesser que la croyance démesurée de l'État en son invincibilité a eu raison de tout réalisme et du fameux « principe de précaution ». Parions donc que, sur ce point, nous n'apprendrons rien.

En vérité, ce qui, dans cette courte séquence historique nous séparant des événements parisiens du 7 janvier, m'aura finalement le plus surpris, ce sont moins les attentats eux-mêmes que cette sorte de levée en masse qui les a prolongés, et qu'ont rendue visible les millions de manifestants du 11 janvier. Un million de personnes unies comme un seul homme dans les rues parisiennes sur sommation du président de la République : Éric Hazan a raison de rappeler que l'événement est comparable à la foule du 28 avril 1944 qui acclame le Maréchal Pétain sur la place de l'Hôtel de ville après les bombardements anglais et américains. À l'évidence, ce qui compose ce type de foule, c'est une psychologie de masse élémentaire déterminée par la peur et le ressentiment d'une part, mais aussi par l'orgueil blessé par la « lâcheté » d'un ennemi méprisable.

Il n'est pas de bon ton de citer Gustave Le Bon aujourd'hui, j'en conviens. Mais relisant très récemment *Psychologie collective et analyse du moi* de Freud, je suis tombé sur ces phrases de Le Bon, commentées par

Freud, qui ne pouvaient pas ne pas évoquer en moi ces images vues et revues sur internet de la masse charlisée du 11 janvier :

« Le fait le plus frappant présenté par une foule psychologique est le suivant : quels que soient les individus qui la composent, quelque semblable ou dissemblable que puisse être leur genre de vie, leurs occupations, leur caractère ou leur intelligence, le seul fait qu'ils soient transformés en foule, les dote d'une sorte d'âme collective. Cette âme les fait sentir, penser et agir d'une façon tout à fait différente de celle dont sentirait et agirait chacun d'eux isolément. Certaines idées, certains sentiments ne surgissent et ne se transforment en actes que chez les individus en foule. La foule psychologique est un être provisoire, composé d'éléments hétérogènes, pour un instant soudés, absolument comme les cellules d'un corps vivant forment par leur réunion un être nouveau manifestant des caractères fort différents de ceux que chacune de ces cellules possède »⁶¹.

Éléments hétérogènes unifiés par la foule et qui sentent, pensent et agissent d'une manière unique et indépendante de leur propre personnalité psychologique : on ne peut mieux définir une foule totalitaire. Celle du 28 avril 1944 l'est à l'évidence, mais pas seulement en raison de la personnalité de celui qu'elle acclame. Il ne me semble pas illégitime de définir ainsi celle du 11 janvier, comme d'ailleurs celles qui se sont rassemblées à Karachi ou Alger pour exiger la décapitation du caricaturiste impie du nouveau *Charlie*. Non que les hommes et les femmes qui la composent soient eux-mêmes totalitaires — de même que tout Allemand n'était pas le clone d'un SS de la division *das Reich* — ; mais une foule de cette sorte, dans la composition de laquelle entrent aussi bien des enseignants laïques qui adhèrent depuis trente ans à la MGEN et soutiennent sans faillir le PS, que des nervis d'extrême droite rassemblés pour casser de l'Arabe, leur carte du GUD ou de ce qu'il en reste en poche, ou les milices hyper-violentes du BETAR et de ses avatars (la Ligue de défense juive par exemple), détruit toute compréhension politique de l'événement.

Aussi bien, à supposer que les frères Kouachi s'en soient pris à *Minute*, à *Présent* ou à *Rivarol*, dont les lignes éditoriales n'ont jamais fait mystère de leur racisme islamophobe structurel, une telle foule se serait retrouvée à quelques variations près côte à côte pour défendre la « liberté d'expression ». De sorte que la question de savoir de la défense de quelle liberté d'expression on parle à propos de ceux qui ont défilé dans les

⁶¹Cité par Sigmund Freud, in *Essais de psychanalyse. Psychologie collective et analyse du moi*, Payot, trad. Jankélévitch, 1977, p. 87. L'édition de Le Bon utilisée par Freud est celle parue en 1921 chez Félix Alcan.

rues de France le 11 janvier 2015 n'est pas une question sans importance. Elle est même à bien des égards la question essentielle, dans la mesure où, on ne saurait l'oublier, il s'agissait bien, pour tous ceux qui ont répondu à l'appel de la France incarnée en l'occurrence par le chef d'État, de manifester leur soutien sans condition à un journal satirique qui n'a pas hésité à publier des caricatures fabriquées à l'origine pour le journal danois hyper-conservateur *Jyllands-Posten* (profasciste pendant la guerre), ces caricatures du prophète Muhammad étant elles-mêmes la réponse des caricaturistes à l'assassinat de leur compatriote Théo van Gogh — réalisateur antisémite et islamophobe de premier ordre — par un jeune islamiste exalté.

De sorte également qu'il n'y a pas plus grande supercherie que l'attitude de la foule qui s'est placée au lendemain des attentats sous le patronage de Voltaire, au nom de la « tolérance » : car, dans l'affaire Calas, c'est bien la liberté de croyance et de foi que défendait l'écrivain des lumières, en instruisant le procès du catholicisme d'État qui tirait encore, en 1762, les meilleurs profits idéologiques de la révocation de l'Édit de Nantes au siècle précédent. Au lieu que, à *Charlie* comme dans la tête de tous ceux qui ont affûté leurs crayons et leurs plumes pour rendre à Charb et sa bande de joyeux blasphémateurs l'hommage qu'exigeait la situation, c'est bien d'intolérance qu'il s'agissait : intolérance à la foi ostensible et ostentatoire, intolérance à tout signe vestimentaire d'identité musulmane (voile, hijab, burqa...), intolérance aux musulmans priant dans les rues de Paris faute de mosquées, intolérance aux mosquées, intolérance au Coran, le livre de guerre des musulmans selon le spécialiste ès islam autoproclamé Onfray, intolérance aux vocables : *Allah*, *akbar*, intolérance qui confine au délire si d'aventure ces deux vocables viennent à être articulés et perçus par les délicats tympanes d'un Français « progressiste »... Intolérance à la religion autre ou à la religion de l'Autre, c'est une seule et même chose. Et ce qui gît au cœur de cette intolérance, ce sont les vieux archétypes européens, des vieilleries de mille ans, et d'autres plus contemporaines : des croisades aux guerres de libération nationale, d'humiliations en humiliations donc, les Européens et singulièrement les Français n'en finissent pas de jouer et rejouer sur la scène de leur théâtre pitoyable ce drame de l'altérité à la fois menaçante et fascinante. Car c'est bien comme « civilisation » que l'islam est quotidiennement perçu, par l'opinion comme par la presse et le pouvoir. C'est-à-dire comme puissance temporelle et spirituelle qui met en cause ce qu'il reste d'éléments de civilisation dans l'Europe d'aujourd'hui. À ce compte-là, il ne manquait aux manifestants du 11 janvier qu'une seule pièce pour que soit parfaite leur panoplie de chevaliers de la liberté :

qu'en plus du crayon — la marque de reconnaissance des charliens — qu'ils tenaient bien haut, ils brandissent les œuvres complètes de Samuel Huntington, le chantre du « choc des civilisations ».

Ce que la France et les Français attendent n'est que trop clair : c'est que les Arabes présents sur le sol national deviennent enfin de « bons Arabes », sur le modèle du « bon Nègre » que fustigeaient jadis, au temps des luttes anticoloniales, un Césaire ou un Fanon. C'est-à-dire un Arabe bien « intégré » — s'exprimant dans la langue sublime de Molière ou de Proust, et candidat potentiel à Normale Sup ou Sciences Po. Tout le contraire, par conséquent, de ceux qui peuplent nos banlieues, ceux-là mêmes qui ont mis les quartiers en ébullition en 2005, donnant des sueurs froides aux Républicains comme autrefois les bourgeois frémissaient d'entendre gronder les gueux. 2005, on s'en souvient, avait des allures de guerre civile. La population des banlieues, c'est une évidence, est devenue la nouvelle « classe dangereuse », d'autant plus d'ailleurs qu'en proie aux affres du chômage et aux fléaux sociaux de toutes sortes, elle n'a rien à attendre de la République.

La propagande étatique ne désarme pas cependant : la République intègre tous ses enfants méritants, elle donne à chacun la chance d'un avenir radieux. La preuve au sommet de l'État : Najate Vallaud-Belkacem, l'enfant du Rif qui devient, vingt ans à peine après sa naturalisation, titulaire d'un maroquin prestigieux. Le bon Arabe sera acculturé ou ne sera pas. On ne lui demande pas d'abjurer, la République n'est pas l'Inquisition. Qu'il croie si bon lui semble, qu'il prie aussi, et cinq fois par jour si le temps ne lui manque pas. La République tolère toutes les religions, la ministre est socialiste et musulmane. Peut-on imaginer tolérance plus grande ? Mais que tout cela reste dans l'ombre, pas d'ostentation, pas de publicité, l'espace public doit être protégé des intrusions dogmatiques. Que l'Arabe comprenne enfin que la République transcende toutes les valeurs, qu'elles ne deviennent universelles qu'en elle et par elle. Qu'il fasse dès lors la preuve de son intégration réussie à la communauté nationale. Par exemple en battant sa coulpe aussi souvent qu'on lui en intimera l'ordre, en rémission de tous les péchés de ses frères. Par exemple encore : en fraternisant, quand la morale universelle le commande, avec celui qui blasphème à sa barbe et traîne son prophète dans la fange. Qu'il prenne en exemple la petite rifaine du gouvernement : elle était là le 11 janvier, si bien imprégnée des idées de tolérance qu'elle tolère l'intolérance jusqu'à l'intolérable !⁶²

⁶² Le film d'Abd Al Malik, *Qu'Allah bénisse la France*, est sous ce point de vue un chef d'œuvre de propagande intégrationniste. Basé sur la vie du rappeur, le film montre un

Mais après le 7 janvier, les Français retiendront que, finalement, tout angélisme enfin dépassé, l'islam est un problème, que la République avait sans doute sous-estimé. Or s'il y a un problème de l'islam, c'est que l'islam a été constitué en problème, en enjeu discursif qui, depuis plus de trente ans, a formé le nœud gordien de la politique française, toutes tendances confondues. On se souviendra par exemple de la manière dont le maire PCF (Robert Hue) de Montigny-lès-Cormeilles avait stigmatisé, au début des années 1980, une partie de la communauté marocaine pour son implication supposée dans le trafic de drogue local. Ou comment le gouvernement Mauroy, en 1984, avait désigné à la vindicte nationale les grévistes maghrébins des usines Talbot de Poissy comme fauteurs de troubles⁶³, en arguant que leurs revendications étaient étrangères à la France. On peut penser que si les gouvernements de droite comme de gauche ont toujours capitulé devant la question du « droit de vote des étrangers », c'est dans la mesure où cet enjeu discursif autour du statut de l'immigré maghrébin et de l'islam dans la société française est un enjeu politique essentiel et déterminant. Essentiel parce que c'est lui qui dessine les contours des programmes politiques « identitaristes » — avec comme référents le sang, la race, la nation ou la République — et oriente l'action des partis qui revendiquent le gouvernement de la France.

La conséquence, c'est l'extension depuis vingt ans de ce que l'on peut appeler des conflits asymétriques. Il y a conflit asymétrique lorsque, par exemple, quelques jeunes Françaises voilées refusent de pratiquer l'éducation physique au lycée, et déclenchent sans l'avoir voulu la violence réactive des ayatollahs de la laïcité, tous défenseurs devant la juridiction des droits de la femme de la dignité des jeunes ignorantes. Il y a conflit asymétrique lorsque les Beurs des cités que leur origine rend hypersensibles à l'extermination de leurs frères palestiniens se voient interdire de descendre dans la rue par le gouvernement de Valls, au motif qu'il n'est pas légitime de porter la moindre atteinte à l'image d'Israël. Dans ces deux cas, l'opinion publique ou l'État⁶⁴ produisent un conflit qui ne vient à l'existence que par la violence réactive contre ce qui

jeune Congolais de la cité du Neuhof à Strasbourg, écartelé entre déterminisme social et liberté, soit entre dérive délinquante et djihadiste d'une part, et réalisation de soi à travers le rap, la philosophie et le soufisme d'autre part. Allah a béni Abd Al Malik. Les mauvais démons sont tous écartés, la sagesse triomphe et le film se termine en apothéose dans les salons de l'hôtel de ville de Strasbourg, par un beau mariage « interracial ».

⁶³ Cf. Étienne Balibar, *Les frontières de la démocratie*, La Découverte, 1999.

⁶⁴ Qui est, quoi qu'on en dise, son représentant éminent : il suffit de voir jusqu'à quel point les événements du 7 janvier ont soudé l'un à l'autre l'opinion et l'État, fusion lourde de conséquences pour qui voudrait penser l'autonomie de la subjectivité !

n'est de prime abord qu'une revendication de droit : droit de porter des signes religieux, droit d'exprimer sa réprobation contre un État guerrier et raciste.

Autrement dit, il n'y a conflit qu'après-coup, et ce par la réaction disproportionnée, *démesurée*, qui vaut comme réponse sans appel à un problème qui n'aurait pas à être posé. L'asymétrie réside donc dans le fait que l'un des termes du conflit se voit purement et simplement interdit de faire valoir ses droits et est contraint d'en refouler l'expression, quand l'autre est légitimé par toutes les institutions d'État (les tribunaux, la presse, l'opinion, etc.) à imposer sans dialogue son point de vue de vainqueur. Il y a litige, ou dans les termes de Lyotard, « différend ». Les conflits asymétriques sont par nature très différents des conflits classiques : dans celui-ci, deux partis, qui peuvent être de forces différentes — conflit dissymétrique — luttent avec tous les moyens possibles pour un objet qui est l'enjeu du conflit, une personne, une vérité, un territoire. Dans un conflit asymétrique au contraire, il n'y a pas, *a priori*, d'enjeu de conflit. L'enjeu est une production *post factum*, une construction à visée polémique. Il n'existe qu'*a posteriori*, et le différend est d'autant plus insupportable que celui qui en paie le prix, par le silence qui lui est imposé, est hors de cause, étranger à un conflit qu'il ne vit qu'à son corps défendant, avec toutes les conséquences que cela implique. Le caractère massif des attaques des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly efface d'un coup de baguette magique ces asymétries qui font la trame de l'histoire hyper-contemporaine des banlieues. Elles rendent invisibles l'ensemble des dispositifs discursifs savamment constitués pour problématiser l'islam et la présence des fils et filles de colonisés sur le sol français. Oubliées les « odeurs » de Chirac et la bêtise crasse d'un Zemmour, la haine pathologique d'un Finkielkraut et le racisme décomplexé d'une bonne partie de l'intelligentsia française. Il ne reste que la violence des attaques terroristes, à partir de quoi il serait légitime d'avoir peur de l'islam⁶⁵. Et donc de ceux qui en sont les représentants. Les Kouachi, les Coulibaly, les Merah et ceux qui leur emboîteront le pas dans l'avenir sont au fond les meilleurs défenseurs du fantasme de l'identité nationale : c'est par leurs actions qu'ils redonnent sens et goût à l'idée de nation, c'est grâce à eux que la France se réunit enfin et qu'elle ouvre les yeux sur la réalité de l'islam et des musulmans. Il ne serait finalement pas impensable qu'on leur décerne, à titre posthume, la légion

⁶⁵ Le 18 janvier 2015, dans l'émission « 18h politique » de la chaîne I-télé, Finkielkraut déclare : « La peur de l'islam, c'est la moindre des choses ».

d'honneur ! La nation a besoin d'ennemis, et au besoin il lui faut en fabriquer.

Ce que révèlent finalement ces attentats, six semaines après les faits, outre le massacre de dix-sept personnes, outre cette espèce d'épiphanie du désespoir du djihadisme délirant, c'est ce que nous pourrions tous savoir pour peu que nous le voulions : l'union sacrée de toutes les forces politiques de l'extrême droite à Mélenchon, à l'identique de celle qui a cristallisé à la fin de la IV^{ème} République lorsque le FLN a commencé à poser des bombes dans les lieux paisibles que fréquentaient les colons d'Alger ; le déploiement de dispositif sécuritaires (88000 policiers et gendarmes mobilisés pour la chasse à l'homme) qui nous ramènent au temps du préfet Papon ; la généralisation de l'état d'exception qui laisse augurer d'un devenir fasciste de la France, et ce sous un gouvernement socialiste — ce qui ne devrait guère étonner ; l'extension des procédures expéditives en matière de justice, qui donnent une idée de ce qu'est un Guantanamo en petit au cœur du territoire national ; l'aggravation enfin de la distance entre le *centre* et la *périphérie*, tant au niveau local que global, et ce malgré les collaborations apparentes en matière de lutte contre le terrorisme entre les pays riches et les autres — ceux qui appartiennent à ce que l'on se refuse désormais de nommer par son nom : le tiers-monde. Mais au-delà de ces éléments somme toute prévisibles — puisque il est désormais avéré que chaque attaque terroriste ajoute une pièce supplémentaire au dispositif mondial de division entre inclus et exclus par le renforcement de législations exceptionnelles qui suspendent en partie le droit ordinaire —, il me semble pourtant que c'est en termes de civilisation qu'il faudrait penser l'événement, ou ce qui en tient lieu. Et sous ce point de vue, il faut rendre hommage à *Charlie Hebdo* et à ses journalistes, pour leurs coups d'éclats d'avant et d'après le 7 janvier. Grâce à eux en effet nous avons appris deux choses : non seulement que nos banlieues sont pleines de djihadistes capables de passer à l'acte, mais aussi que le monde musulman, un milliard et demi d'hommes et de femmes sur cette terre, forme une sorte d'antimonde hostile à toute idée de progrès, hermétique à toute intelligence, surtout quand elle manie la caricature grimée en « ironie ». Un monde en-deçà de la modernité par conséquent, lieu des obscurantismes récurrents où le djihad couve toujours, au nom d'irréductibles d'arrière-garde. La preuve : les musulmans du monde entier n'ont rien tiré des leçons du 7 janvier. Ils étaient dans la rue le vendredi — jour sacré de l'islam — qui a suivi la renaissance de *Charlie*, et lançaient déjà leurs anathèmes contre les nouveaux blasphémateurs. Leur sauvagerie les pousse au sacrifice : au

Niger dix musulmans sont morts pour leur prophète et pour quelques misérables dessins. Ne croyons pas pour autant que *Charlie* a du sang sur les mains. *Charlie* c'est l'humour, la liberté d'expression. Quant aux musulmans, ils manquent tous de cet humour qui fait l'homme moderne libéré des préjugés. Peut-on être à ce point barbare ?

Le sacrifice sanglant de *Charlie* nous aura surtout appris à mieux voir le peuple de France, toutes classes confondues, riches et pauvres, intellectuels et manuels, bourgeois et prolétaires, élus de la République ou citoyens anonymes. Ici, ce n'est pas tant la fusion pathologique des classes sociales et leur réunion spontanée en un grand être collectif qui intrigue, que le motif qui les unit. Et qui dépasse de beaucoup l'émotion post-traumatique qui en a été le catalyseur. Car ce que défendait chacun des particuliers qui ont composé cette foule, c'était la civilisation. La civilisation occidentale peut-être ; mais la civilisation avant tout, la civilisation sans épithète, l'autre de la « barbarie », ce qui fait par conséquent l'essence de l'humanité. Chacun de ceux qui pour toute arme tendaient un crayon signifiait *urbi et orbi* que la civilisation est du côté de la plume, la barbarie du côté de la kalachnikov. C'est donc vers le plus haut degré de la civilisation que tend à l'évidence l'âme française contemporaine, et ce, aussi bien quand les foules délirantes acclament pendant de longues minutes les fourgons héroïques de CRS — comme les colons acclamaient le 8 janvier 1957 à Alger l'arrivée des parachutistes de Massu, et la proclamation de la loi martiale. L'affaire est entendue : « on a voulu tuer Voltaire », c'est Glucksmann qui l'a dit. Donc les lumières.

Et pourtant cette question qui m'obsède : de quelle civilisation, de quelle culture ces crayons tendus étaient-ils l'emblème ? Certainement pas celle des lumières en tout cas, dont, soit dit en passant, le motif premier était la contestation de l'ordre établi par les puissants et les princes. Qu'on s'en convainque si c'est nécessaire en relisant le *Contrat social* de Rousseau ! Il est à craindre au contraire que ce que la France du 11 janvier aura réussi à démontrer, c'est que la culture n'est pour elle que l'expression de nouvelles formes de barbarie, lisibles jusqu'à la nausée dans les dessins du plus mauvais cru des pseudo-représentants de l'Esprit français et occidental. Qu'un journal comme *Charlie Hebdo* soit devenu si soudainement le symbole de la culture française, voilà ce qui devrait nous vacciner, si ce n'était déjà fait, et contre la culture, et contre la France. Quand Hegel théorisait, avec toutes les illusions qui étaient celles d'un idéaliste du début du XIX^{ème} siècle, le concept d'Esprit, il entendait que celui-ci se réalisait dialectiquement et historiquement à travers trois formes essentielles : l'art, la religion, la philosophie, cette dernière

constituant la forme définitive et absolue de l'idée universelle. Lorsqu'en 2001 les Talibans ont commencé à dynamiter des monuments bouddhistes, le monde indigné a réagi d'une manière très hégélienne, au motif que l'on détruisait dans cette partie du monde des manifestations ancestrales de l'Esprit, encore englué dans la matière. L'indignation, quel que soit par ailleurs le cynisme des Occidentaux qui avaient pour des raisons stratégiques soutenu les futurs maîtres de Kaboul (dans les années 1994-1996), n'était pas infondée. Car, aussi réaliste ou matérialiste que l'on prétende être, on ne peut refuser d'admettre que ce que l'on appelle civilisation, et qui a fini par se confondre avec l'histoire nationale des États, est la manifestation de ce quelque chose d'intangible, qui ne saurait se réduire au monde de la marchandise et de l'argent, et que Hegel nommait *Geist*, Esprit.

Il y a un monde de l'Esprit : on en approche, physiquement et spirituellement, devant un temple shinto ou en rêvant dans les pas et les promenades de Rousseau, en lisant les hadiths du prophète ou en regardant *L'Evangile selon Matthieu* de Pasolini⁶⁶...Le blasphème, l'insulte au prophète de l'islam ou de quelque autre religion — qu'on ne voie ici aucune allégeance — c'est, dans ces conditions, la liberté d'expression d'un monde sans expression, l'injure à la foi de la part de ceux qui ont perdu toute foi, la bassesse et le ressentiment contre l'Esprit d'un monde sans esprit — et qui se retourne contre ceux qui ont encore quelque espérance en ce qu'il y a de sublime en l'homme. C'est à Marx que j'emprunte ces tournures stylistiques. C'est lui qui écrivait en 1843 que « la religion est le soupir de la créature tourmentée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit de situations dépourvues d'esprit »⁶⁷. Il n'est pas impossible de retourner aujourd'hui le sens de ces phrases. Non que la religion soit désormais la source d'une émancipation possible ; mais quand il ne reste rien à un peuple, sauf *Charlie* et la sacro-sainte « liberté d'expression » — en fait le devoir de penser selon les instincts du troupeau ! —, la répétition sans fin des mêmes politiques sans esprit et sans cœur, la réalisation des buts mesquins des « élites » et l'adhésion de tous aux conditions de l'ordre capitaliste, quand il ne lui est plus loisible de ne s'en prendre qu'à la religion des vaincus et des

⁶⁶ De ce point de vue, il est remarquable que le pourfendeur de l'ordre moral et politique de l'Italie contemporaine, celui qui a miné toutes les institutions par ses livres et ses films dont le dernier est un hommage à Sade, ait eu cette force superbe de rendre au Christ ce qui lui appartient. *Il vangelo secondo Matteo* a même été récompensé du grand prix de l'Office catholique du cinéma !

⁶⁷Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, trad. François Châtelet, Aubier, 1971, p. 53.

humiliés, bref, quand il ne lui reste plus qu'à assumer sans complexe de « vivre et penser comme des porcs »⁶⁸, alors la question d'un obscurantisme supposé qu'il faudrait imputer aux seules religions est une joyeuse plaisanterie. Vues d'ailleurs, la France comme l'Europe forment une étonnante « exception culturelle », au sens de ce qui s'excepte de la culture et de la civilisation. Lévi-Strauss nous avait prévenus : le barbare, c'est celui qui croit à la barbarie. Celle-ci a gagné la France, c'est un fait : elle est au cœur de ce qui se nomme « culture », et qui représente assez bien le dernier « soupir de la créature tourmentée ». Ou, en termes plus nietzschéens, les vagissements ultimes du « dernier homme ». Culture du « spectacle » sans doute, pour reprendre le mot de Debord, c'est-à-dire de ce qui se construit sur les ruines de la civilisation. Il est à craindre que, en guise de civilisation et de culture, la France ne réussisse plus désormais qu'à montrer leur cadavre. Fin de partie.

Driss Chraïbi :

« *Ab ! vous êtes de ces gens qui font comme ça ?* Cette phrase, je l'ai entendue il y a des années. Ma mémoire me survivra. Oui, j'étais de ces gens qui font comme ça, qui lèvent les bras au ciel et se prosternent en direction de La Mecque. J'ai regardé la femme qui me questionnait ainsi, le jour même de mon entrée en France, dans un vestibule d'hôtel. Je l'ai regardée comme on regarderait une mère. Je voulais bien qu'on me protège, qu'on me colonise, me civilise, me donne un brevet d'existence, mais ça ? Un visage carré et plat comme une tête de veau à l'étal, et qui riait, avec des yeux de veau ? Ce pauvre type pas plus haut que le comptoir et qui trempait sa moustache dans son verre de vin blanc à six heures du matin, ça ? Ces bourgeois, ces marchands, ces fonctionnaires de la vie noyés dans la tourmente de leur propre existence et qui, à plus forte raison, n'avaient que faire de s'intéresser à des gens qui n'étaient pas faits comme eux, qui ne parlaient pas leur langue, n'avaient pas leur mentalité, leur religion, leur peau ? Je suis allé d'année en année, de département en village, les bras tendus en avant, une sorte de nomade sans bâton et sans Bible et criant par tous mes pores, par tous mes cheveux : "J'ai tourné le dos à une famille de bourgeois et de seigneurs et quelle famille, quel monde vais-je trouver ici ? J'ai claqué toutes les portes de mon passé parce que je me dirige vers l'Europe et vers la civilisation occidentale et où donc est cette civilisation montrez-la-moi, montrez-m'en un seul gramme je suis prêt à croire je croirai n'importe quoi. Montrez-vous, vous les civilisateurs en qui vos livres m'ont fait croire. Vous avez colonisé mon pays, et vous dites et je vous crois que vous êtes allés y apporter la lumière, le

⁶⁸Cf. Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Exil, 1998.

relèvement du niveau de vie, le progrès, tous missionnaires ou presque. Me voici : je suis venu vous voir dans vos foyers. Sortez. Sortez de vos demeures et de vous-mêmes afin que je vous voie” »⁶⁹.

Abdellatif Laâbi :

« Nous méditons. Analphabètes, licenciés-ès-Occident, souteneurs, plâtriers, chômeurs assermentés. Douze paires de faciès mornes, qui bruns, plus bruns, noirs, négroïdes ou sémites. Tous dans la même cage et le zoo a proclamé faillite depuis que le vétérinaire en chef a décidé de mettre un dentier aux lions. Ya Mustapha, Ya Mustapha. Nous en sommes à cette ascèse de l’oubli. Manger d’abord comme dirait l’autre, et travailler, les ordures ne nous répugnent pas. Rats, descendants de conquérants, parias. Qu’importe. La partie est belle pour l’ethnologue. Nous, on n’analyse pas encore »⁷⁰.

Il y avait des révoltes que nous pouvions entendre. Les porte-voix des colonisés étaient peu nombreux, mais ils parlaient notre langue, et leur critique de la « civilisation » et de l’Occident était un signe qu’ils nous adressaient : ils nous mettaient en garde, nous protégeaient contre nous-mêmes, ou contre l’État et ses pseudopodes qui nous phagocytent. Nous les avons ignorés. Quand il fallait entendre le sud, il y avait Enrico Macias, ou, pour les plus instruits, Tahar Ben Jelloun. Aujourd’hui les sans-voix n’ont plus de porte-voix. Donc : les caillasses contre les cars de flics que les Français acclament. Intifada en petit. De temps à autre, c’est regrettable, des coups de kalachnikovs sans foi ni loi. Fin de partie.

La ville où je vis a été construite en deux temps : elle est le double produit de l’histoire flamboyante des débuts de la dynastie alaouite et de l’histoire coloniale. En fait, deux villes et deux histoires sont face à face, bâties sur deux plateaux que sépare la « vallée » de l’oued Boufekrane. D’un côté la médina, la ville de Moulay Ismaïl, qui fit de Meknès la capitale de l’empire au XVII^{ème} siècle. De l’autre la « ville nouvelle » construite sur les hauteurs d’Hamriya par les urbanistes de la Résidence aux ordres de Lyautey et de ses successeurs. À l’entrée de la ville nouvelle, ce qui reste des maisons des militaires français est occupé par des familles des soldats des Forces armées royales marocaines. Dans les années 1930, sur 57 000 habitants, la ville comptait 36 500 musulmans, 7700 juifs et 12 800 européens, soit plus de 20% de la population totale. Un épisode singulier de l’histoire locale donne une idée assez juste de ce

⁶⁹Driss Chraïbi, *Succession ouverte*, Denoël, 1962, réédition Folio, 1999, pp. 33-35.

⁷⁰Abdellatif Laâbi, *L’œil et la nuit*, Casablanca, Atlantes, 1969, réédition La différence, 2003.

que signifiait pour les Français le concept de protectorat. En 1936 un arrêté de l'administration coloniale décide du détournement des eaux du Boufekrane qui alimente la ville arabe, pour assurer l'approvisionnement en eau des exploitations agricoles des colons de la région. Les habitants pétitionnent pour faire renoncer l'administration. En vain. « Excédés, ils fermèrent leurs boutiques et sortirent dans les rues le 2 septembre 1937 aux cris de "L'eau ou la mort" et "Pas une goutte d'eau aux colons". Policiers, gendarmes et militaires furent envoyés sur les lieux. Bilan "officiel" : 20 morts et 100 blessés graves du côté marocain, 52 blessés parmi les membres du service d'ordre⁷¹. » Cette histoire, mon guide me l'a racontée à mon arrivée au Maroc. Ici, la « bataille de l'eau douce » est commémorée chaque année. En septembre 2014, le journal *Le matin* lui consacrait un article sous le titre : « *La bataille de Boufekrane. Un événement saillant dans l'histoire de la lutte pour l'indépendance et la liberté* »⁷². De vieux meknassis m'ont raconté ce qu'étaient, dans les années 1950, un peu avant l'indépendance, les difficultés d'un jeune Marocain pour « sortir » de la médina et « monter » jusqu'à la ville française. D'Alger à Tunis, de Casablanca à Meknès, l'histoire coloniale est l'histoire de la ségrégation, d'un apartheid d'avant l'apartheid. C'est ici que la France a expérimenté les politiques ségrégationnistes qu'elle applique sans discontinuer en France, depuis l'indépendance de ses ex-colonies, à l'encontre des immigrés, devenus français ou pas.

Dans son *Discours sur l'Afrique* du 18 mai 1879, l'ami de Louis-Philippe et de Cavaignac, Victor Hugo, écrivait :

« Allez peuples ! Emparez-vous de cette terre ! [...] Dieu offre cette terre aux hommes. Dieu offre l'Afrique à l'Europe [...] Versez votre trop-plein dans cette Afrique et du même coup, résolvez vos questions sociales : changez vos prolétaires en propriétaires »⁷³.

Presque un siècle et demi après que fut composée cette ode superbe à la « civilisation », les héritiers de Hugo, tous thuriféraires de notre « modèle républicain », voudraient pouvoir reprendre ses mots et les adresser à cette masse⁷⁴ *indésirée* de postcoloniaux dont l'existence est une atteinte permanente à leur identité. « Peuples, résolvez vos questions sociales, offrez à vos nouveaux prolétaires cette Afrique qui leur tend les bras, et à laquelle ils manquent si cruellement ! » S'il y a, pour reprendre

⁷¹ Michel Abitbol, *Histoire du Maroc*, op. cit. p. 547.

⁷² *Le Matin*, 2 septembre 2014.

⁷³ Cité par Christelle Taraud, in *La prostitution coloniale. Algérie, Tunisie, Maroc*, Payot, 2003, p. 86.

⁷⁴ Le « nombre ! » dit Finkielkraut, plus horrifié encore qu'à l'accoutumée !

l'expression d'Alain Brossat, « changement de régime d'histoire »⁷⁵, il est là : pour la France et ses prochains gouvernements, la question du « retour », avec ou sans aide, est désormais posée.

On me dira que cela a bien peu à voir avec le massacre des gens de *Charlie*. On me dira surtout qu'il faut en finir avec le « sanglot de l'homme blanc ». Depuis trente ans les révisionnistes de l'histoire — de celle en tout cas qui ne sert pas leurs dogmes — le réclament. Telle que la conçoivent toujours les restaurations, l'histoire doit effacer les blessures et fortifier le lien national. À en croire les restaurateurs d'aujourd'hui, crypto-fascistes grimés en humanistes lecteurs de Montaigne, ou en anarchistes décatés qui croient pouvoir concurrencer Céline, le 11 janvier 2015 a été ce grand moment de communion que la France attendait depuis 1968. Mais, à la différence de la grande mascarade de juillet 1998 où la « France black-blanc-beur » fêtait son titre de champion du monde de foot, une bonne partie du corps national manquait à l'appel. Les blacks et les beurs sont restés dans leurs cités. C'est qu'ils savent trop bien ce que signifie pour eux l'union nationale. N'est-ce pas Pasqua qui réclamait, au lendemain de la victoire française, la régularisation de tous les sans-papiers ? On entend dire que leur absence est un aveu. Un aveu en effet : la *règle du jeu* est truquée depuis trop longtemps pour que les éternels perdants aient encore envie de participer. L'enjeu et la mise sont immenses. Le jeu n'est plus possible. Fin de partie, donc.

⁷⁵Alain Brossat, *Lettre de loin*, à lire sur le site internet de l'association « Ici & ailleurs » : <http://ici-et-ailleurs.org/spip.php?article457>.

La République mise à nue par sa satire, même

Luca Salza

*Quand viendra l'heure de marcher,
Beaucoup ne sauront pas
Que leur ennemi marche à leur tête.
Cette voix qui les commande
Est la voix de leur ennemi
Celui qui parle, là, d'ennemi
Est lui-même l'ennemi.*

B. Brecht

Paris, 11 janvier 2015

Dimanche. Un cortège impressionnant d'hommes, de femmes, d'enfants s'empare de la partie orientale de la ville. Liberté d'expression, crie-t-on. Liberté, tout court. Pouvoir continuer à rire de tout. Parbleu, ici Voltaire est né. Le peuple est massivement dans la rue. Et cela dans toutes les villes françaises. Le peuple se manifeste enfin. Une situation renversante, on dirait. Carnavalesque, puisque le droit au rire en est la principale revendication. Néanmoins, le 11 janvier, ce n'est pas un défilé de chars qui se moquent des puissants, des va-t-en-guerre, « des clercs, des basauchiens, des mangeurs du populaire, des officiaux, scribes & pharisiens, des juges anciens, qui les bons parroiciens ainsi que chiens mettent au capulaire », pour reprendre les mots de Rabelais, ce grand maître ès rire. Le 11 janvier, ces figures rabelaisiennes ne sont pas tournées en ridicule, elles sont à la tête du cortège, elles l'ont organisé... Peuple de France, de quoi as-tu envie de rire ? Avec qui veux-tu rire ? Qui es-tu ?

Le peuple descendu dans la rue le 11 janvier n'est pas le peuple de France. Il en est peut-être la partie majoritaire, sans aucun doute celle qui compte le plus, dans et pour l'opinion publique. Celle qui jouit d'une représentation politique, sociale et symbolique. Celle qui habite dans les villes ou dans des zones pavillonnaires proprettes. Non pas celle des grands ensembles, des périphéries, des lieux du ban. Peu colorée, elle pense, avec les beaux mots de certaines Lumières, qu'il est révolutionnaire de se moquer des pauvres, des musulmans. Ces Français, paladins de la satire, défendent, en réalité, derrière les Robocops, leur train de vie, les séparations sociales dont ils sont (jusqu'à quand ?) les bénéficiaires et qui excluent tant de monde (les pauvres, par exemple) de tant de choses (la « culture », la qualité d'une vie urbaine et bucolique, un

salaires décentes, par exemple). La défense de la satire, qu'est-ce que c'est ? L'illustration de cette vie, de notre vie actuelle ? Peut-on réduire la satire à la conservation de l'existant (la « démocratie ») ? Laissons la parole à Dario Fo :

« Daniele Luttazzi : Quelqu'un a affirmé que la satire, confirmant le statu quo, peut finalement être réactionnaire.

Dario Fo : Pas du tout. La partie réactionnaire du discours comique est la raillerie. Il y a une grande différence entre le théâtre qui raille et le théâtre de satire. Le théâtre de satire est toujours moral. Ce n'est pas par hasard si on appelait ces pièces « moralia ». [...]

Daniele Luttazzi : Quels conseils donnes-tu aux nouveaux talents de la satire ?

Dario Fo : Je parlais tout à l'heure de la différence qui existe entre satire et raillerie. Je peux donc dire aux jeunes qui veulent faire de la satire : faites gaffe. Si vous jouez exclusivement sur la caricature d'un personnage, même d'un homme politique, qui est gras, petit, mince, a peut-être une bosse, qui peut-être bégaye, vous ne réalisez rien. Vous faites probablement rire un peu, mais ce rire reste une fin en soi. S'il n'y a pas de dimension morale, si vous n'arrivez pas, à travers la satire, à faire comprendre aux gens ce qui est le contraire de la banalité, de l'évidence, de l'hypocrisie, et surtout de la violence que tout pouvoir exprime et qu'il porte sur les plus pauvres, alors votre rire est vide, il est le gros rire du ventre et non celui de l'estomac et des poumons »⁷⁶.

La satire n'est jamais contre le plus pauvre ou le plus bête ou le plus moche, beau ou croyant ou puissant qu'il soit. Cela ne serait que de la paillardise, le « sfttò », comme le dit Fo, à savoir la raillerie ou moquerie, qui sont des choses différentes. L'enjeu de la satire est justement la mise en question des relations de pouvoir. Le 11 janvier, on ne voulait ni dénuder les rois ni vêtir les malheureux. Un nouveau théâtre a vu le jour : pour que tout reste comme avant, il faut rire de tout (et de rien). L'écroulement de la satire sous les rires (républicains) de l'assistance. La déification de l'Etat par un faux rire, ou par des larmes, ce qui revient au même.

Milan, 12 décembre 1969

Vendredi. Une bombe explose dans le siège milanais de la Banca Nazionale dell'Agricoltura, place Fontana, juste derrière la cathédrale de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge (le Duomo), en plein centre ville. Dix-sept morts. C'est le début de la stratégie de la tension en Italie. Des secteurs des services secrets italiens, avec l'appui présumé des Etats-Unis, ont

⁷⁶ Entretien complet (en italien) à cette adresse :

<https://raf89.wordpress.com/2007/07/13/intervista-a-dario-fo-che-cose-la-satira/>

suscité un climat de violence politique, de peur, dans le but de favoriser l'émergence d'un État autoritaire et pour contrer le mouvement social, politique et culturel des années 1960. Les fascistes sont les exécuteurs matériels des attentats. La police, en revanche, désigne ses coupables : les anarchistes. La nuit suivant l'explosion de la bombe, sont arrêtés plus de cinquante anarchistes. Parmi eux, le cheminot Giuseppe Pinelli, qui ne sortira pas vivant du commissariat central de Milan. Apparemment il serait tombé d'une fenêtre. C'est la version officielle, il n'aurait pas résisté à sa culpabilité.

Si les occupations des usines et des facs des années 1960 n'étaient pas à l'ordre du jour, la mort de Pinelli aurait clos l'affaire : on aurait marché et pleuré avec le président de la République italienne, avec le chef de l'OTAN, et on serait rentré à la maison, poster des commentaires sur Facebook (on aurait plutôt écrit sur son cahier intime public) avec des phrases contre la barbarie anarchiste, et affiché fièrement un autocollant « Je suis Calabresi »⁷⁷.

Or, mai 68 était aujourd'hui. Les gens des mouvements ne se sont pas contentés de la version officielle. Commence une vaste campagne de « désinformation » pour disculper les anarchistes, pointer les vrais coupables et dénoncer les agissements violents de la police, notamment du commissaire Calabresi. La satire jouera un rôle important dans cette campagne. Dès 1970, Dario Fo écrit et met en scène une comédie sur la « mort accidentelle » de l'anarchiste Pinelli. Le personnage clé qui fera surgir des bribes de vérité est un fou. Fo n'accuse pas seulement le massacre d'Etat, mais aussi la manipulation émotionnelle toujours orchestrée par l'Etat, l'indignation télécommandée.

Il fallait faire du bruit, avec tous les moyens : afin que les gens, qui sont toujours distraits, qui lisent peu et mal et seulement ce qui leur est prêché, sachent comment l'Etat organise un massacre et gère les larmes, l'indignation, les médailles aux veuves et aux orphelins, et les funérailles avec les carabiniers au garde-à-vous qui crient « Présentez... armes »⁷⁸.

Il n'y a eu aucun complot en France. Les frères Kouachi et Coulibaly ont agi de manière autonome. Il est possible d'instituer un parallèle avec l'attentat de Milan dans l'usage que les gouvernements font de la terreur. Pourquoi, en 2015, malgré tout, choisit-on de se protéger encore sous le

⁷⁷ Luigi Calabresi est le commissaire de police qui mène l'enquête contre les anarchistes. Accusé par les mouvements d'être le principal responsable de la mort de Pinelli, il sera assassiné par des inconnus en 1972. Des dirigeants de « Lotta Continua » sont jugés comme étant les commanditaires et exécutants de ce crime, après un procès qui a suscité un grand nombre de polémiques.

⁷⁸ Dario Fo, *Morte accidentale di un anarchico*, prologue.

Léviathan ? Pourquoi, comme en août 1914, ou comme le 28 avril 1944, quand la foule acclamait à l'Hôtel de Ville le maréchal Pétain venu assister au service funèbre de victimes des bombardements, les gens se massent-ils autour de leur Etat en cas de danger ? On ne pouvait rien découvrir de caché derrière les tueries de janvier, mais en échappant à la tutelle de l'Etat, on aurait au moins pu commencer une discussion active, au lieu de se contenter de pleurer. La fin de la politique coïncide justement en Occident avec la fermeture d'espaces de confrontation et de conflit ouverts à tous à la faveur de la manifestation exclusive de sentiments individuels. La place ne rouvre qu'au nom de ces expressions. Ainsi la douleur devient, par exemple, le ciment des républiques. Autour de la mémoire de cette douleur on bâtit même une nouvelle religion civile. Les communautés se soudent grâce aux larmes. Au-delà de la *pietas* pour les gens de « Charlie » et les Juifs frappés dans une banale activité quotidienne, il faut tenter de penser ce qui se passe. La séance de deuil national aurait pu être utilement remplacée par un travail autonome et démocratique de réflexion sur les conditions de vie et d'existence aujourd'hui en France et dans le monde.

Rome, 1 novembre 1975

Après les massacres de janvier 2015, l'école revient au centre du bavardage médiatique. C'est elle – le seul lieu aujourd'hui où l'Etat peut parler aux enfants condamnés à une vie précaire – qui doit diffuser le nouveau catéchisme de la liberté. Parler ? Traquer plutôt. Une grande chasse à l'islamiste en puissance est commencée sur les bancs des écoles. Instituteurs, enseignants, directeurs et proviseurs d'école sont les prêtres bien évidemment laïcs de cette opération de santé publique : empêcher la production de nouveaux terroristes. Filles et femmes voilées, petites barbichettes : tout ce monde doit dégager de l'horizon lumineux de l'école. Même hors les murs sacrés de l'enceinte scolaire, qu'un voile ne gêne pas la vue d'un fonctionnaire. Une chasse au terroriste qui se solde, en réalité, par une chasse au divers. Le rôle de l'école sans fard : proscrire de l'espace public les différences au nom de l'universalisme républicain, dont le nom, ou mieux, l'arme, est la laïcité. Don Lorenzo Milani, éducateur catholique italien, dénonce le caractère de classe de l'école dans les années 1960 : l'école est cet endroit où un enfant, fils d'agriculteurs, habitué à monter dans les arbres, doit apprendre à jouer au basket. La capacité de grimper dans les arbres n'a aucune importance. Il faut savoir jouer au basket. Il faut parler proprement et élégamment français. Le petit Spartacus, protagoniste d'un film récent, enfant Rom, qui se bat pour un avenir meilleur, a eu zéro en français et en anglais...

Les pauvres sont toujours les perdants sur le terrain de l'école. Ils ne sont pas bêtes, mais la culture scolastique n'est pas leur culture. Or, l'école aujourd'hui semble encore moins qu'auparavant disposée à accepter d'autres cultures et d'autres manières de vivre. Ou plus précisément : les élèves non européens doivent aimer cette école républicaine et avoir honte de leur culture. C'est le pacte républicain.

Samedi, premier novembre 1975, Pier Paolo Pasolini reçoit chez lui le journaliste Furio Colombo pour un entretien. Ce sera son dernier entretien, quelques heures plus tard le poète sera assassiné à Ostie. Dans cette conversation, Pasolini réaffirme et résume quelques-uns de ses propos les plus scandaleux. Nous sommes tous en danger. Nous ne voulons pas regarder en face la tragédie que nous vivons. De peur de croiser le visage de la Méduse, nous préférons consulter l'horaire des trains de l'année passée. Mais, à quoi se réfère au juste Pasolini ? L'écrivain voit la propagation dans toutes les strates de la société d'un désir de tuer. La situation que décrit Pasolini est celle que nous avons vécue nous tous entre le 7 et le 9 janvier 2015. L'enfer remonte à la surface, la mort sous les yeux, la fin de l'interdit du meurtre dans les rues d'une des grandes capitales occidentales. On peut probablement parler de fascisme. Mais les anciennes grilles du politique nous permettent-elles de comprendre la situation ? Pasolini polémique contre ses amis antifascistes, qui, face à la violence, au besoin d'agression et de meurtre que l'on voit dans cette société, sont braqués sur leur lutte contre la « bête immonde » :

« C'est pour cette raison que je te parlais de l'horaire des trains de l'année passée. Tu as déjà vu ces marionnettes qui font tellement rire les enfants parce qu'elles ont le corps tourné d'un côté, et la tête de l'autre ? Il me semble que Totò parvenait à faire un tour de ce genre. Voilà comment je vois la belle troupe d'intellectuels, sociologues, experts et journalistes pourvus des intentions les plus nobles : les choses se passent d'un côté et leur tête regarde de l'autre côté. Je ne dis pas que le fascisme n'existe pas. Je dis : arrêtez de me parler de la mer alors que nous sommes à la montagne »⁷⁹.

Nous nous sentons un peu comme Pasolini aujourd'hui. Nous avons assisté à des scènes de violence horrible si bien que nous n'avons même plus la force d'allumer nos écrans de peur que des images de mort y apparaissent. Comme lui, nous entendons alors parler de fascisme, de barbarie contre la civilisation, d'obscurantisme contre les Lumières. Nous pouvons être d'accord, nous sommes d'accord avec quelques-unes

⁷⁹ F. Colombo & G. C. Ferretti, *L'Ultima intervista di Pasolini*, traduit de l'italien par H. Frappat, Paris, Allia, 2014, p. 14.

de ces thèses, mais nous sentons que cela n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant d'imposer nos « devoirs » classiques : la lutte pour le progrès, la libéralisation, la tolérance. Il n'est pas suffisant de prôner la force et la puissance de l'éducation pour ramener les brebis galeuses sur le droit chemin⁸⁰. C'est un monde mort, un monde de mort, plein de sang, que l'on nous dit de ranimer, de faire bouger. Fixer Méduse dans les yeux, rester sur la montagne et parler de la montagne et non pas de la mer, bref être à la hauteur du présent, signifie aussi reprendre un discours profond et critique sur l'émancipation. Le travail de carottage de Pasolini dans la situation de son temps le conduit à accuser l'école, la télévision, les journaux, la culture en tant que responsables de l'ordre terrible en vigueur (« c'est vous les grands conservateurs de cet ordre horrible fondé sur l'idée de posséder et l'idée de détruire »). Une reprise aujourd'hui de Pasolini implique alors la position suivante : il est nécessaire d'éprouver du dégoût pour cette culture, notre culture, qui, comme le dit Benjamin, n'est qu'une série de documents de barbarie, il faut affirmer que l'école n'est pas le lieu de l'émancipation, elle annihile plutôt toute singularité. C'est un constat banal face à la situation d'exclusion de classe qui se produit dans et grâce à l'école. Cependant, l'école n'est pas uniquement la forteresse du maintien du statu quo. Elle pense traquer les terroristes, elle en produit des nouveaux chaque jour. « La fameuse école obligatoire fabrique nécessairement des gladiateurs désespérés ». Fondée sur l'idée d'avoir, de gagner, l'école prépare sinistrement à la vie. Mais les enfants qui ne font pas partie de l'équipe qui domine le terrain de jeu n'ont littéralement pas les moyens psychiques de vivre quand ils grandissent – pas d'individuation, des angoisses massives, des douleurs massives. Leur restent : la haine et l'adhésion à une secte.

Lecce, 21 octobre 1975

Où se cachent-ils pour pleurer ces démocrates quand les migrants meurent en Europe ? Eh oui, c'était un crime de brûler les gymnases et les médiathèques, mais à part cela, qu'ont-ils dit, ces démocrates, quand les jeunes de banlieue se sont manifestés en novembre 2005 ? Et après la mort de Mohamed Bouazizi et le déclenchement du « Printemps arabe », quels ponts ont-ils créés entre « eux » et « nous » ? Qui s'est mis à parler arabe ? La destruction totale de la Libye (après l'Irak) ne représente-t-elle pas le vrai visage de nos valeurs classiques ? Le désert.

⁸⁰ P. P. Pasolini, « Deux modestes propositions pour éliminer la criminalité en Italie », in *Lettres luthériennes, petit traité pédagogique*, Paris, Seuil, 2000.

Les positions et les déclarations du dernier Pasolini posent un grand nombre de problèmes et de questions. Notamment : si nous acceptons son constat, comment pouvons-nous encore imaginer une brèche dans ce monde en ruines ? La fin de la nuit avec la disparition des lucioles est l'image poétique que Pasolini offre de la progressive consommation de la possibilité de résistance⁸¹. Quelle émancipation envisager quand l'on pense que l'anéantissement de l'humanité est presque complet. En dépit de Didi-Huberman, le désespoir de Pasolini n'est toutefois pas inerte. Jusqu'à la fin de ses jours, Pasolini se bat, rencontre des gens, discute dans les journaux, dans des congrès politiques, continue de vivre. Dans le dialogue, apparemment surprenant, avec un public d'enseignants et d'étudiants à Lecce, sa dernière apparition publique, le 21 octobre 1975, Pasolini semble trouver même quelques formules pour briser le « nouveau fascisme qui est la centralisation linguistique et comportementale du consumérisme »⁸². Il ne s'agit surtout pas du retour aux dialectes. Il est question plutôt de l'insertion de quelques survivances du dialecte, celui parlé par les immigrés calabrais à Turin, par exemple, dans la langue majeure. Multipliées à l'infini, ces survivances peuvent infléchir la standardisation du comportement et du langage. En effet, elles incarnent une mémoire du passé liée aux états de minorités des langues-corps, [...] l'agent potentiel, toujours en transformation, qui ne vaut que s'il est capable de déclencher des mouvements incontrôlables, inconnus, s'exerçant sur le monde et le langage standardisé tel qu'il est⁸³. Pasolini met en mouvement une « tradition des opprimés ». Comme Benjamin, il n'envisage pas seulement de s'emparer de cette tradition, mais de l'instituer. En l'occurrence, ce sont les migrants qui sillonnent les mers, franchissent les frontières, voyagent, qui rompent l'uniformisation linguistique et politique en inventant une nouvelle langue post-babélique. Totò, acteur napolitain ambulante, a sans aucun doute œuvré beaucoup plus que tant d'universitaires et d'écrivains à la création d'une langue « commune » entre les Italiens, après la deuxième guerre mondiale. Dans une phase historique où les Italiens ne parlent pas encore la même langue, empêtrés dans leurs langues maternelles, les mille dialectes des mille clochers, cette marionnette invente une langue, fruit du métissage

⁸¹ Voir notamment l'article sur les lucioles de Pasolini (Corriere della Sera, 1^o février 1975) et le commentaire récent de G. Didi-Huberman, *Survivances des lucioles*, Paris, Minuit, 2009.

⁸² P. P. Pasolini, *La langue vulgaire (Volgar eloquio)*, traduit de l'italien par Felicetti Ricci, Paris, La Lenteur, 2013. Ce texte éclaire le côté swiftien des deux réformes proposées par Pasolini dans l'article cité.

⁸³ G. Passerone, *Passages pasoliniens* (avec R. Schérer), Lille, Septentrion, 2006, p. 282.

entre les différentes langues italiennes et surtout de son extraordinaire capacité de création, qui fait rire et réfléchir tout le monde, du Piémont à la Sicile. Ce n'est pas simplement l'insertion du dialecte dans la langue majeure, c'est le secouement de celle-ci, la « minorisation » de la langue imposée, sa création continuelle. Totò est napolitain, mais on ne saurait le réduire à son origine. Il est tout aussi italien, méditerranéen (turc, algérien, égyptien) ou français « noblesse oblige, la nobiltà è obbligatoria », bref un vrai cosmopolite. Totò fait rire beaucoup, il se dit Prince, mais il demeure le garçon fauché des quartiers populaires de Naples. Le malin qui parvient à se défilier lors de la première guerre mondiale. Son rire est, en effet, toujours une désertion. Personne ne peut imaginer Totò défilier avec un drapeau tricolore. Son corps, sa mimique, sa parole ridiculisent les relations de domination. Dans un film, *Totò a colori* (1952), Totò se retrouve à partager le même compartiment à couchette qu'un député de la République. Il met alors en acte toute une panoplie de gestes, d'attouchements, de moqueries, de mots déformés qui exaspèrent l'homme politique au point de l'obliger à quitter la cabine. L'homme du peuple triomphe par un travail inépuisable d'abaissement et de dégradation de l'autorité. Ses films, pour cette raison, ne sont jamais « faciles », « commerciaux », contrairement à ce que l'on dit. Il y a toujours *du* pouvoir en jeu. D'autre part, son rire n'évite pas la vraie question qui se cache derrière tout comique : l'humiliation. On peut jouer sur et avec ce sentiment, en faire la ritournelle de chansons de caserne, ou bien le prendre au sérieux, tout en riant de manière rabelaisienne, dramatique, désacralisante. Totò est un acteur satirique, comme Charlie Chaplin, parce qu'il a connu la pauvreté et la faim, la honte. Plébéien, il ne se moque jamais des siens, ou bien s'il le fait c'est pour les secouer, son rire est toujours un acte d'amour envers le monde. La satire a une place privilégiée, depuis toujours, dans l'institution de la « tradition des opprimés ». Elle sort de l'ombre ce que le passé et le pouvoir ont enseveli (Dario Fo, avec Saint François, le bouffon de Dieu, par exemple, ou avec les soldats errants, et contre la guerre, de la Renaissance ; certains apologues de Brecht). Pot-pourri, salade, éloge de l'hybridité, la satire ne connaît ni l'identité, fût-elle soi-disant universelle, ni l'histoire majeure.

Une grande ville de la Seine-Saint-Denis, le « 93 », février 2015

Un jour de la semaine. La cantine d'une école élémentaire. Lazzis, ricanements, cris, comme d'habitude. Un enfant dit un peu plus fort, en riant : « Amedy Coulibaly ! ». Il ne sera pas entendu par la police, comme l'écolier de huit ans de Nice. Il finit quand même dans le bureau du

directeur. Il écopera d'une peine mitigée : « Recopie cinquante fois dans ton cahier la phrase suivante : “On ne rit pas de choses sérieuses” ». Sans transition, comme dirait PPDA.

L'impensé barbare

Cécile Canut & Alain Hobé

« C'est sa propre horreur que l'Occident cherche à faire disparaître. »
Philippe LACOUE-LABARTHE, *La Réponse d'Ulysse et autres textes sur l'Occident*

Le mot de barbare est de ceux qui se seront imposés dans le sillage des crimes de janvier. Il est de ceux qui seront restés, et d'autant plus que, d'évidence, sur lui converge une unanimité de rejet. On l'aura entendu par la bouche de nos dirigeants, par celle des commentateurs comme par celle de nos proches et amis. Sitôt qu'est évoqué le barbare, la puissance de l'image l'emporte : tout conduit avec elle à l'effroi que le mot dénonce et condamne. À tel point qu'avec cette dénonciation même, il est fait recours à la terreur qui en est la cause : c'est d'un même mouvement que le barbare est réprouvé et convoqué, ce qui en fait une hantise — une hantise espérée par le barbare et, avec lui, par tous ceux qui visent à tirer parti de l'effroi qu'il suscite.

Par ce rejet, qui est celui d'une étrangeté absolue, ne peut qu'avoir lieu le congédiement de la signification qui peut être la sienne et de la pensée dont s'entoure la figure honnie. Car c'est dans un espace d'immédiateté pure qu'évolue le barbare, hors histoire(s), un espace saturé de sa présence et du ressentiment qui en naît. Le barbare est l'étranger/l'étrangeté dans sa négativité absolue, parce qu'il se dit du déni de toute assimilation et même de tout échange avec la communauté pénétrée : une figure vierge de ce qu'elle pénètre, et qui cependant la hante, une figure à la virginité retournée en épouvante.

Mais il se révèle également en tant que présence soudaine, non moins absolue, en ce qu'il hante tout lieu par l'effroi rétrospectif de sa latence ou sa virtualité, donc de sa possibilité perpétuelle ou sa perpétuité possible. Le barbare, dès lors qu'il fait irruption, qu'il bouleverse l'ordre habituel des choses, est celui qui ne surgit maintenant qu'à la faveur de son indistinction d'avant : le barbare est barbare en tant qu'il se détache violemment d'un ordre auquel on a cru le voir appartenir — un barbare dont il est vite établi, *ex ante*, qu'il agit en dehors de toute volonté de se faire admettre.

Le voilà donc indécidable non moins que décidé, irrésolu non moins que résolu, méconnaissable non moins que reconnu, courant dans sa rétrospectivité qui, tout autant qu'elle le bannit du monde, l'y inclut par l'actualité de sa figure : passant de l'extériorité à l'intériorité, y retournant,

allant de l'une à l'autre en un va-et-vient propre à désorienter, désenrayer. L'innommable archi-nommé qu'il est, fait de lui l'être *ramené* sans cesse, ou *remonté* sans pouvoir déterminer ni origine ni fin, ni même appartenance à mieux qu'à son néant de violence : qu'il parle la langue commune relève de l'inconcevable en ceci qu'il s'agirait de convenir du rattachement, par la langue, du barbare à ce qui se veut et se dit communauté singulière.

Qu'il ne permette pas de se déterminer quant à sa présence ou son absence, invite, afin de s'en protéger, à en passer par l'anticipation de sa forme : à l'anticipation de l'irruption qui ne manquera pas d'être la sienne, ou à son effraction, tant le barbare rompt le fil des jours non par incidence, mais parce que le pouvoir de fracture lui est consubstantiel. Lui, le séparé qui ne l'est pas, est réductible à sa séparation : il est partout personne. Ou encore : il est ici-lointain, et maintenant-archaïque. Il a la parfaite étrangeté de celui qu'il faut d'autant plus inscrire dans le temps qu'il est *hors-lieux*, et qu'on voit, dans l'autre sens, habiter d'autant plus les lieux qu'il est toujours à venir.

Il se produit dès lors un effet spéculatif dont chacun est l'enjeu, qui fait de chacun le barbare possible (dans le regard de son semblable autant que dans son regard à soi). Chacun est mis en balance : sans cesse soumis au jugement sur soi par les autres et soi-même, autant que prompt à soumettre chacun au jugement par soi de ses paroles et ses actes. Un jugement lui-même incessant que ne clôt nul verdict, et dont la dénonciation même est une continuation. Appelons cela *le régime de présomption*.

Le régime de présomption possède cette vertu qu'il ne se connaît pas de visibilité. Nul n'en est indemne, qu'il s'y soumette ou le fasse subir. Nul ne s'en affranchit sans douter qu'il le puisse sans dommages. Nul n'est à même de savoir ce qu'il doit espérer de la détection qu'il permet. C'est de la même manière qu'il sélectionne et chasse. C'est d'un même élan qu'il anathémise ou gratifie. C'est d'un même mouvement qu'il isole et rallie, par le biais de l'opinion collaborante. Il organise alors le participatif policier. Le panoptique foucaldien, démultiplié chez chacun dans le regard de tous, est mué en vigilance. Une vigilance d'autant plus affirmée qu'elle est citoyenne, et voulue comme généralisée : c'est au rapport sur soi et sur tous à quoi conduit cette intendance, à la délation commune et partagée, propice et bienvenue, qui voue le social à sa domination propre.

Il n'y a pas de mots comme il n'y a pas de faits qui n'auront dû passer au crible de la présomption recommencée. Le doute appelle le doute, la récidive est son commun : ne se connaissant pas de freins, le régime de

présomption ne se connaît pas de contours, donc pas de forme. Il est total de n'être rien. Rien qui commence et rien qui finit. Rien qui ait commencé, et rien qui finira. Rien qui n'en vienne ainsi à régir ce qui se dit selon le mode de *la parole indéfinie*. Non pour dire n'importe quoi, mais pour dire ce que n'importe qui peut croire. Et ce qu'après lui n'importe qui croit penser, pour la raison que ce qui est dit est précisément formulé pour ce motif : que n'importe qui l'ayant entendu aura cru l'avoir pensé (par) lui-même ; que n'importe qui ayant cru le penser aura cru bon de le dire ; et que n'importe qui l'ayant dit pourra le penser partagé. Le régime de présomption fait de ce qui se dit, ou *ce qui s'entend dire*, l'énoncé de sa condition d'obsolescence.

Le *ce-qui-s'entend-dire* aura rejoint le fond commun de la parole indistincte : le petit commentaire, la rumeur et le bruit. Le bruit du clavardage et des qu'en dira-t-on. Le bruit d'une parole d'en bas, de la rue, des campagnes et plus loin des écrans qui les mettent toutes ensemble. Le *ce-qui-s'entend-dire* aura rejoint la pénombre d'une parole atteinte par l'exposition au démenti qu'elle est pour elle-même — occupée qu'elle paraît par de petits jeux d'intérêts qui la démonétisent. C'est ce que la publicité omniprésente aux consciences aura fait entendre : il n'y a pas de parole au bout, au fond, au revers de laquelle il ne faille entrevoir ce qui ne s'y voit pas d'emblée. Pas de parole qu'il ne faille écouter pour ce qu'elle escamote, occulte, ajourne d'avantages à tirer. Pas de parole qui ne soit vénale ou intéressée. Pas de parole qui ne se perde en calculs, en conjectures, en supputations. Pas de parole qui ne se perde en faux-semblants. Pas de parole qui ne se perde tout court. Ou pas de parole qui n'en soit le spectre.

C'est la parole perdue, le *ce-qui-s'entend-dire* obsolescent que les gouvernés auront eu en partage. C'est cette parole improbable à laquelle il leur aura été donné d'avoir affaire. Ils auront pu parler, parler les aura fait douter de la parole. La leur autant que celle des autres, ici, demain, hier, ailleurs. « Qui croire ? » Là est la question qui se sera posée autour d'eux, quand bonimentent les commerçants, quand lantiponnent les petits chefs, quand affabulent les internautes, quand cacophonent les publicités, quand cabotent les stars, quand psittacisent les éditorialistes, quand flattent et palinodient les politiciens. « Qui croire ? », quand tous communiquent à tour de bras. « Qui croire ? », quand n'importe qui vend n'importe quoi, quand n'importe qui se vend, s'en vante et s'en réjouit. « Qui croire ? », quand il y a jusqu'à l'art à se vouloir et se penser comme marché. « Qui croire ? », quand la présomption vient miner tout autant le discours que sa réfutation. « Qui croire ? », quand frappe l'obsolescence ou la futilité de *ce-qui-s'entend-dire*.

« Qui croire ? » L'interrogation revient de même sous la forme détournée de la plainte ou de l'exaspération. Cette interrogation *insiste*, serait-il plus juste de dire, sur fond de flux télévisuel et radiophonique continu — de saturation d'images et de sons. Une interrogation qui, comment ne pas l'entendre, en recouvre une autre : « Que comprendre ? », dont le sens est autant celui de la recherche d'une cause à cette interrogation que d'un moyen d'y parvenir. Comme si la volonté de comprendre, en somme, précédait son objet.

La volonté de comprendre, c'est ce dont les gouvernants, les décideurs, les mandataires, auront voulu capter la force. C'est ceux qui se seront voulus tels, et ceux qui le seront devenus, qui l'auront convoitée. C'est la parole perdue dont ils auront voulu qu'elle ne soit pas la leur, dès lors qu'ils auraient tout à perdre à voir remise en cause son autorité, dès lors que cette autorité leur garantit toute maîtrise. C'est à la préservation de cette autorité de leur parole, à chaque intervention, qu'ils auront œuvré pour se maintenir et ne pas trop voir contestée leur place. C'est du mode de la parole indéfinie dont ils auront voulu que leur discours soit sauf. Car c'est à la perte de cette autorité qu'auront dû de rester ou de passer à l'état de dominés, de gouvernés, de décidés ceux qui n'auront pas su quelle parole inaudible est désormais la leur. Quelle rumeur du monde ils sont devenus. Quel bruit ils ont fini par faire, quand la parole habile des élites audiovisuelles, se sera vue ramenée au *ce-qui-s'entend-dire* : à l'affabulation, à la palabre, au vent. Au vent de la rhétorique huilée des clercs qui disent entendre les autres.

Il se sera de la sorte agi de détourner la parole au-delà de la simple mystification : de la capitaliser. Capitaliser la parole, c'est à ce dernier degré d'instrumentalisation de la parole que seront parvenus la logique en cours et le régime de présomption. C'est sous ce mode de désactivation de la parole que le slogan (publicitaire) aura pris valeur de principe (autoritaire), de mot d'ordre (unitaire), de devise (communautaire), de signe de reconnaissance (identitaire), etc. C'est sous ce mode de neutralisation de la parole que le sens vide du slogan, repris partout, affiché, arboré, (et dont, à la fin, il aura fallu qu'il soit arboré pour que parler fût possible) se sera vu investi de significations profuses, auxquelles il aura dû son appropriation par beaucoup — non moins que son rejet par d'autres. C'est sous ce mode de désarmement de la parole que certains pouvoirs, en retour, auront voulu se ressaisir de la parole à leurs fins, cherchant à ménager la canalisation de celle-ci pour s'assurer de leur perpétuation. Par l'appel à l'unité face au pire. Par la résipiscence attendue devant le pire, à la faveur d'un rappel et d'un retour au *normal politique*. Par l'univocité compassionnelle, propitiatoire, en forme

d'injonction éthique à laquelle tout manquement signale une inquiétude. Ou une menace.

C'est sous l'aspect de cette menace, en mode de désamorçage généralisé de la parole, que l'impensé barbare aura pu opérer. Refluant dans sa figuration sans figure, son incorporation sans corps, sa communication sans parole, le barbare est l'impensé dont les pensées sont hantées. Car comme tout impensé, il n'est pas ce dont la pensée ne fait pas cas, mais ce devant quoi la pensée s'arrête. Il est ce devant quoi la pensée se dérobe au prix d'un renoncement dont c'est tout ce qu'elle n'est pas qui profite. Indifférence. Oubli. Fantasme et mystification. Plus souvent pour le pire.

L'impensé barbare dispense le barbare de tout entendement. Il l'en retire. Il n'est rien du barbare qui s'entende : rien qui ne se puisse écouter, rien qui ne se puisse élucider. C'est comme un mur. Il est l'indéchiffrable, et il est l'inaudible. Il est l'inintelligible. Et ce n'est pas par défaut. Si le barbare est l'inintelligible, il ne l'est pas par manque d'intelligence. Il ne l'est pas en raison de la mauvaise mesure entrée dans cette appréciation. Il l'est de ne pouvoir que l'être, il est celui qui est l'inintelligible : une révélation renversée. Sur laquelle le nom mis en appelle à la domination sans mesure, à la mainmise, au châtement de ce qu'il désigne. Au-delà même : à l'abolition. Au-delà même : à l'anéantissement. C'est-à-dire à l'effacement même de sa mémoire ou de la possibilité qu'il ait pu quelque part, un jour, avoir lieu.

Le barbare, effet d'un impensé, ressort d'une extrémité de la relégation qui en détermine la séparation voulue comme absolue. Rien à voir avec lui. Il est un accident de la conscience. C'est dans sa forme en creux qu'il prend réalité : sa présence est dans son rapport à lui, ce singulier rapport d'une effraction dans la continuité des choses. Or quelle est-elle, cette discontinuité de lui aux autres ? Quelle est-elle cette relégation du barbare ? Est-il bien dans sa nuit, lui dont nos jours sont hantés de la présence ? Il faut que le barbare soit parmi nous pour qu'il affole autant. Comme si, en même temps qu'il affirme la discontinuité de lui à nous, il affirmait la parfaite continuité de son insertion dans nos foules.

Le bref rapport établi avec lui l'est par la trivialité d'un questionnement immédiat : Qui ? Qui est le barbare ? Qui est-il ? Telle est la question qui se pose, et qui se pose et s'impose autant qu'est avéré son crime. Elle se pose assez spontanément pour constituer un moyen d'affirmer, en miroir, le *nous* auquel le barbare est hétérogène. Le *qui*, par définition, n'est pas *nous*. Tant et si bien qu'à la question posée, le nom qui s'impose, aussi rabâché soit-il, ne suffit pas à répondre. Il est comme une suspension de la figure impensable, autant qu'elle est puissante, du

barbare. Au point que la question ne vient pas chercher une identification nécessairement décevante, mais performer la présence entêtée du barbare refluant d'un non-monde. Au point qu'il semble que chaque conscience vient buter contre lui, contre le nom comme contre l'image face à laquelle on est.

Le nom présentifie le barbare, mais il ne s'incorpore pas. Ainsi nommé, il est de lui-même un spectre. Un spectre dont il est craint, justement, qu'il ne s'incorpore. Qu'il devienne ce corps jetant l'effroi dans la population. Et dont il faut que la manifestation soit non pas seulement repoussée mais ramenée à rien. Dont il faut même que les restes ne soient plus accessibles. Plus possibles, ou pensables. Il est alors anéanti par la voie des armes, exclu de tout réel : voué à la mort par décision tacite. Une délibération muette, intériorisée, fait de lui l'individu dont l'inconduite est le procès : sa comparution, son verdict, et sa sentence. Le jugement est inclus dans sa traque. L'exécution est inscrite en son être.

Or qu'il ne soit pas jugé, qu'il demeure à tout jamais le barbare nommé tel, empêche qu'il devienne autre chose que l'être au milieu des foules et des consciences. Qu'il ne soit pas jugé au sein des hommes empêche qu'il ne s'érige en tout cela qu'il est : tout ce qu'est son être réduit à rien, mais terrassé dans sa force ou sa mort devenue puissance. Ces affects négatifs dont il était l'objet n'en sont pas moins hostiles, mais il n'en est pas moins resté l'objet : il n'en est pas moins là. Le monstre à repousser, celui qui doit disparaître au moment même où il apparaît, apparaît au moment de le faire disparaître. Et l'on conçoit quelle contradiction, pour ne pas dire quelle aberration, est à l'œuvre sitôt qu'il s'agit de rompre avec ce qui est à la fois cause et produit de tant d'effrois.

Car le barbare fait horreur. Mieux : il *fait terreur*. Il a pour rôle celui d'épouvantail, de repoussoir, de monstre hantant les profondeurs de la conscience et s'éveillant au reflux des passions louches. L'archaïsme auquel il doit de se manifester est l'archaïsme auquel il en appelle chez ceux auxquels il fait terreur. Tant et si bien que se font peur pour eux-mêmes ceux qu'il alerte : il les avise autant d'un archaïsme à eux qu'il leur rappelle le sien. C'est par là qu'il accable : à ceux auxquels il fait terreur, il dit leur honte et leur manquement, leur faute et leur échec. Il dit quelle part ils prennent de lui jusque dans leur condamnation de ses méfaits. Jusque dans leur volonté de ne plus le voir être.

C'est d'un inassumable alors qu'il est question. Dès lors qu'il en est appelé à l'élimination de son être, à l'éradication de son souvenir, il est requis un surcroît de cruauté qui lui emprunte beaucoup. Qui le tient face à soi, qui le rappelle à la conscience sous l'aspect d'une âme noire, et fait que quelque chose en soi n'est pas si différent. Nul ne peut en sortir

indemne, même à voir dans son sang versé le châtement final. Les crimes enfin punis. La neutralisation du barbare, ainsi qu'on euphémise son élimination, ne neutralise en rien la contradiction œuvrant dans le rapport forcé au messager de la mort qu'il est, dans le petit partage, le secret partage, de sa conscience hallucinée.

Même à vouloir s'aveugler sur la complète extériorité du barbare. Même à se satisfaire de sa parfaite innocence à soi. Même à faire porter tous les torts à l'exutoire qu'il devient. Même à creuser un abîme entre lui et soi, élever une muraille, attester une entière étrangeté. Même à exciper d'une hétérogénéité sans failles ici, ailleurs, hier et demain. Même à le reléguer dans l'impensé qui en scelle le sort, le barbare revient, fût-ce sous le rapport d'une aversion, d'un rejet, d'une neutralisation. Fût-ce sous le rapport d'une séparation, d'un non-partage avec lui de quoi que ce soit. Fût-ce sous le rapport d'un non-rapport. Surtout, faudrait-il dire, sous le rapport d'un non-rapport. Tant ce non-rapport est le sien. Tant ce non-rapport est celui-là même dont il est fait une incrimination à son égard, et le moyen pour soi de se prémunir de sa barbarie à lui. Le rapport d'un non-rapport qui fait de soi le dupe de cette histoire.

Aussi bien, désigner le barbare dans l'étendue de cet impensé dont *le nous face à lui* est heureux de se suffire, et par là même le repousser dans l'impensé de cette étendue, c'est n'aller vers rien qui ne ramène à lui. Désigner le barbare dans la nuit de son impensé, c'est désigner l'impensé de cette désignation qui ne permet pas d'en réchapper. C'est reconduire le barbare dans sa présence/absence et la passion de son élimination sans issue.

C'est ce qui fait penser que le barbare est appelé à prospérer. Parce qu'on comprend bien qu'on n'en aura jamais fini avec ce barbare-là. Plus il sera réprouvé, plus il reviendra hanter les esprits. Plus il sera rejeté dans sa nuit, plus l'impression viendra qu'il partage nos jours. Le barbare impensé est appelé à prospérer, parce qu'il est ne peut manquer de pousser à l'incompréhension du barbare qu'il incarne. Impensé, le barbare aura fait de cet arrêt de la pensée la barbarie de sa perpétuation. Quelque guerre qu'on mène contre lui.

Je préférerais être quelconque

Laurent Bernard & Juliette Thomas

Cette guerre civile n'est pas une lutte intestine à l'intérieur de l'homogénéité sociale, ni le conflit entre diverses identités, mais la preuve effective du caractère fictif de toute unité : une fiction derrière laquelle on cherche à cacher la constante et unilatérale offensive du capital contre tous les exploités, marginalisés, émigrés, exclus ; en somme, contre tous les damnés de la terre.

Un ami

L'heure semble grave, cette minute tremble, demain devient un postulat. L'armée est dans les rues, l'humanisme renaît de ses cendres, le racisme connaît une extension historique. « L'acte terroriste parisien » sert une campagne médiatique d'une bêtise exceptionnelle, c'est contre elle qu'il s'agit de lutter, que ce texte apparaît. Dix membres d'un magazine tués à la kalach, en 48 heures un nouveau signe de ralliement, *Je suis Charlie*. *Charlie Hebdo* a certes été assassiné, les républicains parlent de scandale du siècle, plus grand attentat en France depuis plus de cinquante ans, ils découvrent pour mieux oublier le quotidien du Yémen (37 morts « le jour de Charlie »). « Cela n'a rien à voir, Paris c'est Paris ! » Certes dans la comptabilité cadavérique occidentale, un citoyen blanc assassiné vaut cent Asiatiques ou Africains bombardés, et un journaliste vaut dix citoyens. Une première évidence apparaît : tout être sensible désirant être *solidaire linguistiquement* et connaissant un centième de l'histoire récente est plus « afghan » que « Charlie ». Il ne s'agit pas d'avoir honte d'être européen, seulement de se rappeler que nos États sont les plus criminels, avec pour seule concurrence notre enfant le mieux éduqué, les Etats-Unis.

Plus grave que ce slogan, un appel à l'unité nationale, la messe impériale des clercs de la laïcité tous les soirs, la gauche et la droite, oubliant leurs fausses différences, jouent la compassion et se recueillent sous la bannière démocrate-républicaine-droit-de-l'homme. Qu'évoque pour vous un appel à l'unité nationale ? Sommes-nous occupés par autre chose que l'état d'exception capital ?

Plus grave que l'appel à l'unité nationale et comme son corollaire, une propagande sans précédent contre les musulmans, finissant sur un autocollant en face de chez moi, « Musulmans, respectez notre démocratie ». Le mouvement *Pegida* prenait déjà de l'ampleur avant les récents attentats, ces derniers jours des dizaines de mosquées ont été

attaquées, plusieurs incendiées ; une mosquée a été attaquée à la grenade au Mans, des coups de feu ont été tirés contre une salle de prière à Port la Nouvelle. De Stockholm à Nice, les gestes de quelques barbares civilisés se délient, la bêtise médiatique inspire quelques citoyens « en manque de guerre d'Algérie ». Un « snack-kebab » est l'objet d'une explosion à Villefranche-sur-Saône, un lycéen d'origine maghrébine de 17 ans est molesté lors d'une minute de silence à Bourgoin-Jallieu en Isère, et enfin, le prix de l'acte le plus épocal de janvier 2015, une Femen brûle et piétine le Coran, sans oublier de transmettre son art, autrement dit en se filmant. Voilà pour certains des « crimes normaux » qui remplissent les colonnes des journaux.

Autrement graves sont les conséquences de cette propagande contre les musulmans dans le quotidien des dizaines de millions de Français, Belges, Allemands, Européens « d'origine » maghrébine. Obsession collective, stigmatisation d'une population, fanatisme pacifiste de l'humanisme athée. La présomption de culpabilité est au désordre du jour, les contrôles au faciès, déjà pléthores, vont se multiplier. Tout musulman ou assimilé subit un référendum mobile « pour ou contre les attentats », tout musulman ou assimilé doit se justifier et assurer sans cesse son désir d'intégration à une civilisation qui se désintègre, à des valeurs sans chair. Qu'on ne se trompe pas : qu'Hollande aille voir Merkel le jeudi 15 janvier, après une semaine d'intense propagande, pour attirer l'attention contre l'amalgame musulman-terroriste n'est qu'une feinte et ne nous fera pas oublier qui tire profit de cette confusion, ceux-là même qui l'ont inventée. C'est pourquoi Lassana Bathily, le prétendu héros de l'épicerie casher de Vincennes, a obtenu sa *nationalisation* le même jour. « Entendez, chers concitoyens, que même si “les musulmans” sont dangereux et en puissance tous terroristes, certains peuvent malgré tout s'intégrer. Chers concitoyens, chacun d'entre vous a droit à son ami arabe. » De même quand n'importe quel expert en terrorisme répète dix fois par émission ou par article qu'il ne faut pas se laisser aller à la haine, il ne dévoile qu'une évidence : la haine est déjà là et doit être contenue, « Français, encore un effort pour rester civilisés ». Lundi 19 janvier, même procédé que quatre jours plus tôt ; Valls, chef du gouvernement, autrement dit ministre de la discrimination, fait la une du *Monde*, se la joue militant LCR et ose parler d'apartheid territorial, social et ethnique en France. Le pléonasma n'est là que pour augmenter la confusion. Interview où il précise que le mot « intégration » ne signifie plus rien, qu'il s'agit de devenir citoyen. Il resitue par là le contrat social : même si vous êtes séparés de tout et de tous, vous pouvez réussir (entendez « travailler ») et, non pas obtenir le droit de vote, mais ne pas le perdre, comme la

nationalité française. L'union prétendue et quémandée n'est centrée sur aucune valeur, elle est vulgairement économique-politique. Ce processus enfante une logique implacable : diviser ceux qui auraient tout intérêt à s'unir, « les plus pauvres », unir ceux qui sont toujours déjà séparés, « les plus riches ».

« Cherchant les vrais athées parmi les croyants (toujours nécessairement idolâtres) et les vrais croyants parmi ceux qui sont radicalement athées, nous serons peut-être conduits, échangeant les uns contre les autres, à perdre heureusement les deux figures qu'ils perpétuent⁸⁴. »

Je ne suis pas *Charlie* parce que je méprise tous les médias dominants, équitablement. Non pas parce qu'ils nous mentent sur les enjeux réels de la politique internationale, pas spécialement parce qu'ils sont les gardiens du capital ou parce qu'ils ont collaboré et collaborent encore au massacre du quotidien et des quartiers, non seulement parce qu'ils nous ont dépossédés du langage, mais avant tout parce qu'ils diffusent la confusion entre musulman, fondamentaliste, intégriste et terroriste, et que par là même ils participent pleinement à la croissance de l'islamophobie, et, plus insidieusement, à la peur de l'inconnu, cet autre qui nous permet parfois de nous transformer.

Je ne suis pas *Charlie* parce que je ne suis pas d'accord avec ce *moi* si bien façonné par la propagande thérapeutique occidentale. Quand Pessoa dit *je suis plusieurs*, il ne dit pas que *je* suis une ou une somme d'identités, il rappelle que *je* suis composé de goûts, d'affections, de sons, d'idées, d'hymnes à la joie et de poèmes mélancoliques. Je ne suis pas ce qui arrive ou n'arrive pas, simplement l'agencement irrégulier de toutes les intensités qui m'ont bouleversé et permis d'opérer un décalage par rapport à ce que je devais être, ce que les dispositifs dominants attendent de tout un chacun ; un moi responsable, un *homo œconomicus* conscient de ses limites, un indigné cynique, un démocrate réifié réificateur, un concurrent atomisé dans la guerre de tous contre tous. Je ne suis pas *Charlie* parce que toute première personne est un mensonge, qu'il y a très peu d'êtres singuliers en ce monde, assurément aucun auprès de cet énoncé.

Je ne suis pas *Charlie* parce qu'il n'y a aucun sujet où je puis être simultanément en accord avec Hollande, Sarkozy et l'imam en bas de ma rue. Quête du dénominateur commun le plus large, le plus pauvre. Là où il y a consensus il y a apparence de civilisation, et la nôtre, ayant éradiqué toutes les autres, me fait pleurer. Je ne suis pas *Charlie* parce que je

⁸⁴ Maurice Blanchot, *L'entretien infini*, Gallimard, 2004, p. 379.

considère toutes les formes de colonisation comme le terrorisme réel, des Croisades à l'occupation militaire actuelle de la planète. Je ne suis pas *Charlie* parce que je vomis cette soi-disant gauche plus à droite que la droite des années 50. La démocratie est avant tout le signe d'un « confort économique » destiné à une minorité d'enfants de colons, ceux-là même capables de répéter toute leur vie et coûte que coûte qu'il s'agit du *pire des systèmes à l'exception de tous les autres*⁸⁵. Mais quels autres ? Avez-vous déjà entendu parler des formes de vie des dernières « sociétés primitives » ? Des modes d'organisation des marins de Kronstadt ? Je ne suis pas *Charlie* parce qu'une polythéocratie n'est pas pour me déplaire, pour peu que Hölderlin, Borges, Khayyam, Char et Lao-Tseu puissent cohabiter en nos âmes.

Il n'y a pas d'abord le choc des civilisations, il y a avant tout une propagande anti-arabe, des armes à vendre et des ennemis à acheter.

Un ami écrivait ces mots quelques mois après le 11 septembre. Certes il ne peut y avoir de choc des civilisations s'il n'existe plus qu'une civilisation. Mais à force de propagande et de bombardements, d'attentats et de représailles, la face brillante de la guerre civile se précise. Que les services secrets américains arment ou paient certains djihadistes n'empêche pas la multiplication d'enfants dans le dos, l'augmentation d'une force. Ailleurs au même endroit, tout politologue sait qu'un empire a besoin d'un ennemi, qui plus est un empire ne croyant qu'en son nihilisme : la figure de l'ennemi permet de se définir par la négation de celui-ci, et s'il n'existe pas il s'agit de le créer. Après 1989 un vide s'est ouvert, s'est vite refermé. « L'Arabe » est cette figure ennemie au niveau de la politique intérieure des États-nations européens, « le terroriste musulman » est la figure ennemie de la politique internationale occidentale. Que l'État islamique ait pour but de détruire l'Occident ou qu'il désire établir un territoire purifié du colonialisme blanc, en vue d'instaurer un colonialisme « indigène », il n'en est pas moins un produit de l'Occident. Le complexe militaro-industriel n'est pas une blague, l'axe du mal est le concept-clé de la stratégie géopolitique internationale. Et quand l'économie se porte mal, autrement dit tous les jours depuis 1973, les profits des lobbies de l'armement (ainsi que de toutes leurs filiales) permettent la survie du système. S'il est évident que le réseau de pouvoirs soumet et isole par la création de peurs, il s'agit d'entendre qu'il gouverne

⁸⁵ « Democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time. » Punchline d'un discours prononcé par Churchill le 11 novembre 1947 à la Chambre des Communes.

aussi par la crise. La guerre civile mondiale est avant tout un climat de guerre généralisé à l'échelle de toute la planète et découle de la disparition progressive des frontières entre le public et le privé, le capital et l'État, la politique intérieure et extérieure, la loi et l'exception.

*Ce dont il est question, ce n'est pas tant de la crise du statut des jeunes dans les banlieues en France ou en Europe, mais bien la crise de l'Europe et de la France, posée d'abord parmi les jeunes des banlieues*⁸⁶.

Le plus étonnant dans cette affaire, quand on lit la presse « mainstream », c'est qu'on a l'impression que ces attentats sont dépourvus de causes : la France serait une démocratie modèle, un gentil ex-colonisateur parmi d'autres. Comme l'a dit avec justesse un alcoolique du XX^{ème} siècle, *le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu*⁸⁷. Et pourtant les causes de ce drame semblent difficiles à ignorer : elles se situent dans tous les effets de la propagande occidentale contre l'ennemi qu'elle ne cesse de produire. N'est-ce pas en France que plusieurs manifestations pro-palestiniennes ont été interdites l'été dernier ? « Pour la liberté d'expression ! » N'est-ce pas en France que les émeutes des banlieues ont défrayé la chronique durant l'hiver 2005-2006 ? « Toutes les racailles sont capricieuses et se divertissent en détruisant ! » N'est-ce pas en France que le racisme est le plus institutionnalisé ? « En tant que patron, je suis bien entendu contre la discrimination à l'embauche. Mais il faut avoir l'intelligence de déceler ces fainéants de barbus. » Au niveau international, la plupart feint encore de l'ignorer, la France participe à de nombreuses guerres en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient elle collabore avec les Etats-Unis, autrement dit elle a participé aux dévastations de Kaboul, de Bagdad et de la Lybie, non pas, comme nous l'indiquent les médias dominants, pour mettre fin à des dictatures sanglantes et propager la démocratie, « la guerre pour la paix », mais bien pour contrôler économiquement ces régions. Une chose est assurément à retenir de l'attentat : ceux qui ont frappé ne sont pas tant des persécuteurs que des persécutés. Ils sont perdus dans ce monde (qui ne l'est pas ?) mais ils le savent. Leurs « frères » recommenceront parce qu'ils perçoivent le désert que nous formons, que nous faisons semblant d'habiter. Ils recommenceront parce qu'ils n'ont plus rien à perdre, tout étant déjà perdu pour eux dans ce monde-ci. Il ne leur sert à rien de revendiquer, ils

⁸⁶ Détournement d'une phrase de Guy Debord dans « Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande » (publié dans le numéro 10 de la revue *Internationale situationniste*).

⁸⁷ Guy Debord, *Commentaires sur la Société du Spectacle*, Gallimard, Paris, 1992, p. 25.

se battent sur le terrain de l'adversaire mais sans respecter ses règles. Ils se foutent du dialogue social comme des psychologues, des sociologues, des élections ou des assistants sociaux. *Charlie Hebdo* était une cible adéquate, même si pour le blanc occidental que je suis, les moyens demeurent indéfendables. (Pour ceux qui ont peur en lisant ce passage, il s'agit de rappeler qu'en 2012, désolé pour ces chiffres, 120 personnes sont mortes en Occident à cause du « terrorisme islamique » alors que 148 femmes ont été tuées en France par leur conjoint...)

Permettons-nous un léger saut. On a peut-être oublié que le Cambodge et le sud-Laos (routes essentielles pour le ravitaillement en armes du Vietnam) furent bombardés de 1973 à 1975, autrement dit après la soi-disant fin de la guerre du Vietnam, les accords de paix ayant été signés en 1973. On a peut-être oublié que cette même année 1973 (le 11 septembre !) Allende fut assassiné par la CIA (officiellement suicidé) et que Kissinger est allé chercher son Prix Nobel de la paix tout seul. Le Duc Tho refusa en effet ce titre de gloire parce que, selon ses mots, « la paix n'a pas été réellement établie ». On a sans doute oublié, par la même occasion, que quelques centaines de milliers de civils laotiens et cambodgiens ont ainsi perdu la vie, que les Khmers rouges sont cambodgiens, et que, comme par hasard, ils ont pris le pouvoir en 1975, donnant cours à l'un des plus importants génocides de tous les temps. On oublie en outre que les chefs des Khmers rouges ont tous étudié dans des grandes écoles à Paris, qu'ils sont tous sortis avec une grande distinction et les remerciements du jury. Ne pouvant oublier ce qu'on ne sait, il s'agit de penser, suivant un des plus grands philosophes du vingtième siècle, que le ressentiment de la volonté est la caractéristique principale des derniers hommes, autrement appelée esprit de vengeance. Si l'on récolte ce que l'on sème et si l'on considère qu'une civilisation a depuis longtemps triomphé, une évidence apparaît : les derniers hommes sont majoritaires sur tous les continents, ou plutôt, toute barbarie *nous* est familière.

Si je suis *Charlie*, c'est seulement en tant qu'homme dépossédé de son milieu, de son imaginaire, de l'expérience, du langage, en tant que désastre donc, non pas libre et joyeux de s'exprimer, mais qui ne peut plus que s'exprimer sur des fragments de la dévastation en cours. Et pourtant j'ai peur, non pas de subir un attentat à l'épicerie du coin ou de la bombe atomique, mais bien de vivre dans un système-monde dont le carburant idéologique est le « choc racial ». Abdelilah, Haroun, Youssef, j'ai peur pour vous les gars, et pourtant je ne suis pas vous, ne me rends pas compte de la violence de tous ces regards, ne me rends pas compte de ce que cela fait d'être la cible d'une permanente suspicion. Si le commun est

l'éparpillement des valeurs individuelles, certes omniprésentes même si toujours déjà défaillantes, une valeur partagée par deux êtres suffirait à faire trembler le monde. S'il y a équivalence entre la foudre et le dieu de la foudre, chez les Yoruba, il s'agit d'apprendre à croire en ce qui arrive, soi-même comme un autre.

Bartleby Bazlen, secrétaire intempestif du front de libération des mousses sans emploi.

Bruxelles, le 30 janvier 2015

Deux guerres en guerre

Philippe Roy

Ce qui est frappant tout d'abord lors de ces journées du 7 au 11 janvier est que ceux qui sont descendus dans la rue avaient comme point commun de s'être sentis *attaqués*. C'est pourquoi les rassemblements dans la rue ont donné lieu à des marches de victimes par compassion : des marches *blanches* (signifiant aussi qu'y était représenté l'étalon majoritaire : les Blancs). L'intensité d'identification affective fut assez élevée puisqu'on a entendu dire que c'était la France ou le cœur de la démocratie ou plus largement nos valeurs (dont la liberté d'expression et la laïcité devenaient les représentantes suprêmes) qui étaient attaqués. L'intensité de l'identification fut proportionnelle à son extension (*un grand nombre* de personnes s'y reconnaissaient). Tout cela culmina avec le fameux « je suis Charlie ». Cet énoncé recouvrant deux composantes de cette identification compassionnelle. Celle-ci supposait en effet que chair soit donnée à une identité commune : chacun s'est vu *comme* ces individus de *Charlie Hebdo* et par sérialité comme les autres victimes (dont celles de l'hyper-cacher) ou alors, plus minoritairement, on s'identifia aux dessinateurs car on appréciait ce qu'ils sont et font. Et, deuxième composante, « Charlie » donnait un nom propre à ce qu'est fondamentalement cette identité, intensifiant l'identification : c'est *notre* liberté d'expression qui a été attaquée. « Charlie » apportait la chair et le nom propre aux concepts de liberté d'expression, de France, de démocratie, de laïcité etc. Les idées prenaient corps, de pures et belles idées montées sur pattes. Enfin, comme les logiciens le savent, un concept à grande extension est faible en compréhension. On ne s'étonnera pas alors que la liberté d'expression veuille seulement dire s'exprimer librement, la France être français, la démocratie voter, la laïcité ne pas être fanatique etc. Je m'exprime librement, je suis français, je vote, je ne suis pas fanatique donc je suis *Charlie*. Pur est *Charlie* comme blanche est la marche.

Dois-je être montré du doigt si je dis que je ne me suis pas senti attaqué ? (Ce qui ne signifie pas que je n'ai pas trouvé ces attentats abominables) Car il n'allait pas de soi pour moi de m'identifier affectivement à des personnes simplement parce que je me vois en partie comme eux et je n'avais aucune affection particulière pour les dessinateurs de *Charlie Hebdo* et leurs combats (journal que je n'ai jamais achetée). J'ai toujours en tête l'idée de Hobbes que la compassion est égoïste (je dirais plutôt qu'elle *peut* l'être) : je suis affecté car je me dis que

cela pourrait m'arriver, je ne me mets pas à la place de la victime, je *prends* sa place⁸⁸. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est plus rare pour un grand nombre d'Européens d'avoir de la compassion pour les migrants qui traversent au risque de leur vie la Méditerranée (ou simplement au regard de leurs conditions de vie) étant donné que cela ne peut pas leur arriver. Compassion plus rare aussi en lien avec des actes autrement plus sanglants (2000 morts) qui se sont passés au même moment, début janvier, au Nigéria, perpétrés par le groupe islamiste plus radical Boko Haram. Car les Nigériens ne vivent pas comme nous, contrairement aux Américains du 11 septembre (à ce moment là nous étions tous des Américains, on ne peut pas mieux dire).

Je trouvais par ailleurs que dire que notre liberté d'expression, ou même la liberté, avaient été attaquées était un raccourci suspect pour qualifier ce qui s'était passé. Je voudrais bien en effet que l'on m'explique ce que veut dire, pris au pied de la lettre, « attaquer la liberté d'expression » ? Les frères Kouachi n'ont pas attaqué la liberté d'expression *en général*, d'autant plus que la liberté d'expression n'est jamais totale, toujours encadrée par des lois. C'est donc plus un problème d'Etat car il peut plus ou moins la réduire ou en faire des usages différenciés (écoutons M.Valls s'exprimer librement sur les Roms...). Ce pourquoi il faut poser ces questions dans le cadre d'un Etat (qu'il soit le nôtre ou islamique) et entendre alors aussi qu'il peut y avoir des problèmes quand certains dépassent les limites (comme lorsqu'on se fait insulter). Les frères Kouachi ont attaqué ceux qui exprimaient certaines idées symbolisées par des dessins qui offensaient ce qu'ils sont (des musulmans). A ce titre, ils sont donc animés de la même volonté que ceux qui les attaqueraient en justice. Le chef d'accusation se faisant dans notre droit au nom d'une incitation à la haine ou d'un possible trouble à l'ordre public (c'est ce qu'ont d'ailleurs prouvé ces événements...). C'est ce qu'avaient fait des associations musulmanes, qui n'ont pas eu gain de cause. Je cite un extrait du jugement de la chambre de la presse et des libertés :

« attendu qu'ainsi, en dépit du caractère choquant, voire blessant, de cette caricature pour la sensibilité des musulmans, le contexte et les circonstances de sa publication dans le journal *Charlie Hebdo*, apparaissent exclusifs de toute volonté délibérée d'offenser directement et gratuitement l'ensemble des musulmans ; que les limites admissibles de la liberté d'expression n'ont donc pas été dépassées ».

⁸⁸ « La *douleur* éprouvée face au malheur d'autrui est la pitié ; elle vient de ce que l'on imagine qu'un malheur semblable pourrait nous arriver. » Thomas Hobbes, *Léviathan*, Editions Gallimard, 2000, p. 135.

Le jugement peut paraître oblique, voire tordu, car les journalistes de *Charlie Hebdo* se présentent bien comme des combattants contre les religions. Il est suggéré ailleurs dans ce jugement que si les caricatures avaient été exposées sous forme d'affiches ou si le journal avait été lu par un très grand nombre de gens, le jugement aurait été autre car la visibilité accrue aurait été une offense et une menace pour l'ordre public. On peut alors s'étonner que le tirage à plusieurs millions d'exemplaires du numéro de *Charlie Hebdo* post-attentats, montrant le Prophète dans une posture des plus ambiguës (Le Prophète porte une pancarte « Je suis Charlie », et au-dessus de lui est écrit « tout est pardonné »), ait été autorisé...

Préciser que la liberté d'expression est ici celle du droit au blasphème ne change rien à l'affaire, on n'a pas le droit de blasphémer outrageusement. On peut imaginer l'outrage que serait une gigantesque affiche sur le parvis de Notre-Dame de Paris montrant le Christ ou le pape en train d'enculer un enfant⁸⁹ (au moment où les affaires de pédophilie se multiplient dans le clergé), peut-être même y aurait-il scandale en couverture de *Charlie Hebdo*⁹⁰. Dire que notre liberté d'expression (en général...) a été attaquée, a au fond pour principale fonction de rallier sous *un* signifiant maître et pur (la liberté...) ceux qui se sont sentis attaqués par d'impurs musulmans (la hâte qu'il y a eu à demander aux musulmans français de montrer patte blanche, « dites-nous que vous êtes *Charlie* », en dit long sur l'impureté présumée...). Ce fut donc un enjeu d'effet de signifiant et non de signifié puisque la liberté d'expression fut refusée à ceux qui voulaient exprimer autre chose, mais tout autant librement, sur ces événements (pensons à la minute de silence *obligatoire*...). Il aurait été plus juste de condamner les tueurs pour la raison qu'ils se sont faits justice eux-mêmes (n'acceptant pas *cette* expression *là*), en ne respectant pas la justice française qui avait autorisé la publication des caricatures de Mahomet. Mais cela aurait été moins porteur.

La sanglante et sidérante attaque des frères Kouachi n'était donc pas dirigée contre la liberté d'expression en tant que telle, d'autant plus qu'elle fut délibérément conjointe à celle d'Amédy Coulibaly qui ne visait pas des journalistes. Coulibaly, en s'en prenant à des Juifs, a manifesté la charge *politique* des attentats (en tant que représentants d'Israël), qu'il

⁸⁹ Pardons pour la vulgarité de la scène mais c'est la loi du genre.

⁹⁰ Rappels ici l'outrage qu'a été pour les chrétiens, le film blasphématoire de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation du Christ*, donnant lieu à un attentat à l'Espace Saint-Michel de Paris en 1988 et à une annulation par Jack Lang des subventions du film. Attentat qui, on le soulignera en passant, n'a pas fait descendre des millions de personnes dans la rue.

affirme dans sa vidéo et dans son entretien avec BFM TV. Les trois se revendiquent du réseau Al-Qaïda (AQPA) ou de l'Etat islamique (Coulibaly)⁹¹ et donc d'une guerre qui dépasse le cadre national. Mais les trois sont aussi français. Une question se pose donc : qu'est-ce qui a rendu possible que trois Français commettent ce genre d'acte contre leurs compatriotes au nom d'un réseau qui s'oppose à la France et plus largement à la communauté internationale ? Est-ce que leur haine de la politique extérieure de la France est en rapport avec celle de sa politique intérieure ? Beaucoup de réponses à cette question tendent à distendre ce rapport, prétextant que leur exclusion sociale (délinquance, prison) a été le terreau pour la manipulation mentale par des idéologues islamistes comme elle pourrait l'être par n'importe qui d'autre, par exemple des gourous de sectes ou des mafias. C'est leur faiblesse, voire même selon certains, leur bêtise, leur connerie qui les ont amenés à ces dérives. Ou selon une version plus soft, sociologisante, c'est la société qui en les excluant les a rendu fragiles. Là encore, le rapport n'est pas marqué entre les haines, sinon pour dire que c'est la haine intérieure qui nourrit celle de la politique extérieure de la France. Ce pourquoi on omet souvent de rappeler que ces attentats sont tournés contre une France vue à et de l'extérieur, problème de politique étrangère et non intérieure.

Je voudrais donc poser le problème autrement. Il ne s'agirait pas de penser qu'une haine est cause de l'autre, mais penser l'indiscernabilité des objets qui les causent, en tant qu'ils le font sous un même rapport (d'où des haines d'une même espèce). Pour cela, je voudrais montrer qu'un certain rapport entre Al-Qaïda (au nom des nations islamiques maltraitées) et la France (en tant qu'appartenant à la communauté internationale) est du même ordre que celui de ces trois Français avec et dans leur pays. Je ne dis pas qu'il n'y a qu'un *seul* rapport mais un rapport *commun*. Comme la définit Spinoza, une haine est un affect lié au *rapport* entre deux corps qui ne se composent pas (et veulent même se détruire) accompagné de l'idée d'une cause extérieure (son objet)⁹². Elle pourra

⁹¹ Par contre l'Etat islamique n'a pas revendiqué les attentats de Coulibaly. Le procureur de Paris a seulement révélé que Coulibaly avait reçu des instructions de l'étranger, sans préciser de quel pays. Chérif Kouachi et Amédy Coulibaly ont en commun d'avoir appartenu à la filière « des Buttes-Chaumont » dépendant de la branche irakienne d'Al-Qaïda. Coulibaly ne semble donc pas donner de préférence à l'Etat islamique ou à Al-Qaïda alors que ces deux groupes s'opposent. Le point important étant pour lui qu'ils sont en guerre contre la communauté internationale (alors que l'Etat islamique l'est aussi contre les Chiïtes).

⁹² « La Haine n'est rien d'autre qu'une *Tristesse accompagnée de l'idée d'une cause extérieure*. » Spinoza, *Ethique*, Editions de l'Eclat, 2007, traduction Robert Misrahi, III, scolie de la proposition 13, p. 168. Précisons qu'il y a tristesse quand notre puissance d'agir

être retrouvée chez un autre corps qui est non-composé sous le même rapport avec le même objet. Ces haines ont donc en commun d'être associées à un même objet, sous un même rapport. Ce ne sont pas exactement les mêmes haines du point de vue de l'affect⁹³ mais ce sont les mêmes du point de vue de l'idée-objet qui les cause sous un certain rapport (ce pourquoi elles sont d'une même espèce)⁹⁴. Disons-le tout de suite, la France est cause d'une haine commune car elle est vue sous un même rapport militaro-policiier.

Plaçons-nous tout d'abord du côté de la politique extérieure. Ce n'est pas vraiment à une guerre que nous avons affaire de la part de la communauté internationale mais aux opérations d'une police mondiale. Il faudrait faire toute l'histoire de la mise en œuvre de cette police qui a succédé à la colonisation (celle-ci l'enveloppait déjà) mais il m'importe surtout de souligner que l'islamisme dit radical s'est développé par opposition à cette police néo-colonisatrice. Cette néo-colonisation ne passant plus par la conquête de territoires (et encore, pensons à Israël ou à la Russie) mais par celle de services, de marchés (tels l'armement, le pétrole, le gaz). Or cela supposait aussi une colonisation des conduites, un « vivre à l'occidentale » pour assurer un milieu de conduction économique. C'est « ce qui fera craindre au jeune Oussama Ben Laden, et à d'autres la réalisation effective d'une dissolution de la société traditionnelle »⁹⁵. La police mondiale a pour but de permettre, d'interdire, de gérer la circulation de flux financiers, de biens et de services. L'exemple patent est la guerre du Golfe (du Koweït), pour permettre une certaine circulation du pétrole, et l'embargo qui a suivi pour interdire l'arrivée de certains flux de biens et financiers en Irak (et aussi en faire arriver de nouveaux). Cette police gère aussi la circulation des hommes (pensons à Frontex) et elle favorise au maximum la mise en place de *processus démocratiques*, dont l'organisation des élections est le rouage essentiel, pour que ces pays soient plus perméables à la gestion de circulation des flux susnommés. Les « ennemis » de la démocratie sont donc moins les autocrates que les pouvoirs nationalistes ou théocratiques

diminue, quand on rencontre un corps qui ne se compose pas avec nous, voire qui nous décompose sous un certain rapport.

⁹³ « Un affect quelconque, chez un individu donné, se distingue autant de l'affect d'un autre individu que l'essence de l'un diffère de l'essence de l'autre. », Spinoza, *Ibid.*, III, Proposition 57, p. 203.

⁹⁴ « Puisque l'Amour est une Joie qu'accompagne l'idée d'une cause extérieure, et la Haine une Tristesse qu'accompagne aussi l'idée d'une cause extérieure, cette Joie et cette Tristesse seront une espèce d'Amour et *une espèce de Haine*. » Spinoza, *Ibid.*, III, scolie de la proposition 30, p. 180. Je souligne.

⁹⁵ Gilles Kepel, *Al-Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2008, p. 15.

(qui cherchent à tabler sur les lois révélées de Dieu), ces deux types de pouvoir pouvant ne faire qu'un. Faut-il rappeler la relative bonne entente de la communauté internationale avec la Tunisie de Ben Ali, l'Égypte de Moubarak (et maintenant du maréchal al-Sissi), la Libye de Kadhafi, la famille royale d'Arabie saoudite⁹⁶, etc. ? Il est toujours possible de négocier avec quelqu'un qui veut garder le pouvoir (on l'aide à le conserver en échange d'arrangements pour que circulent certains flux), moins avec celui qui refuse l'internationalisation et encore moins de négocier avec Dieu....C'est pourquoi les autocrates s'opposent avec la communauté internationale aux islamistes (pas seulement Al-Qaïda, mais aussi le Front islamique du salut (FIS), les Frères musulmans, le Hamas, l'État islamique etc.). Quand et comme ils le peuvent, ils leur refusent d'avoir une force politique légale et contribuent alors à la radicalisation de l'islamisme (créditant ainsi l'opposition de celui-ci au démocratisme). Comme l'écrit François Burgat :

« Les partis privés d'existence ou d'accès à la scène politique légale représentent dans leur immense majorité le tronc central du courant islamiste. Les régimes leur substituent des "partenaires" oppositionnels préfabriqués pour les besoins de la mise en scène d'un "pluralisme" destiné avant tout à crédibiliser à l'étranger une démocratie de façade. Refusant de payer le prix de l'existence de véritables mécanismes de représentation, c'est à la répression que recourent ces régimes pour affronter les tensions nées inévitablement de cette profonde dichotomie entre le réel et l'institutionnel »⁹⁷.

Les régimes autocratiques allant même parfois jusqu'à criminaliser certains mouvements islamistes en montant eux-mêmes des actions terroristes qu'ils leur imputeront. Exemple a été pour François Burgat le cas algérien. En janvier 1992 ont été annulées les élections gagnées par le Front islamique du salut (FIS). Cette annulation donnera suite, lors de la dizaine d'années qui suivra (et plus), à la multiplication d'actes terroristes ignobles attribués au FIS (à l'PAIS, son bras armé) puis aux GIA (Groupes islamiques armés) dont tous les médias et chefs d'État de la communauté internationale ont parlé. Or il est apparu en 2004 une autre version, bien moins médiatisée. François Burgat écrit :

⁹⁶ C'est cette bonne entente contraire à une véritable théocratie que Ben Laden reproche au pouvoir en Arabie saoudite : « En raison de la soumission du régime saoudien envers les États-Unis et de son alliance avec eux, un grand péché contre l'islam est commis puisque le gouvernement des hommes a remplacé celui de Dieu, alors que l'on devrait gouverner uniquement selon la loi révélée ». Gilles Kepel, *Al-Qaïda dans le texte, op.cit.*, p. 59.

⁹⁷ François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda*, Paris, Editions La Découverte, 2005, p. 57.

« Et lorsque, en 2004, dans *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats* les journalistes Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, au terme d'une collecte particulièrement riche, ont étalé les preuves de l'implication massive et systématique de l'armée, confirmant à quel point, insoupçonné jusqu'alors, la stigmatisation unilatérale des "terroristes islamistes" était éloignée de la réalité, le silence médiatique et politique est devenu particulièrement troublant »⁹⁸.

A l'islamisme participent donc aussi ceux qui le dénoncent :

« A mesure que les régimes autoritaires arabes vont se rapprocher du "camp occidental" pour assurer leur survie, ils vont durcir leur répression de "leurs" mouvements islamistes nationaux. [...] Et ils vont ainsi contribuer à nourrir, à l'échelle mondiale, une diaspora qui sera l'un des viviers de la dérive radicale de la "génération Al-Qaida" »⁹⁹.

Cette diaspora fortifiant le projet de fonder un Etat islamique¹⁰⁰. Au fond, les islamistes ne sont pas des ennemis mais plutôt des éléments *nuisibles* pour la communauté internationale. Ce pourquoi celle-ci se réclame plus de la justice ou de la morale, tant Nietzsche nous a appris que derrière le Bien et le Mal se profile ce qui est bon ou mauvais pour le corps communautaire, ce qui est *assimilable* ou non. C'est pourquoi j'ai proposé ailleurs de parler de membrane sélective pour ce corps communautaire¹⁰¹. On sait quel usage l'administration Bush a fait de cette catégorie du Mal avec ses airs de shérif du monde. Et c'est bien à la police qu'est conférée la fonction du maintien de l'ordre, de veiller à l'élimination des nuisances, des Etats-*voyous*... Veiller signifiant sur-veiller. La police se doit d'anticiper tout ce qui pourrait donner lieu à un événement nuisible, elle est préventive. On ne s'étonnera pas de l'apparition du syntagme de guerre préventive. Or ce type de guerre est aussi mené par la police nationale dans les banlieues où la proportion d'individus dangereux, de voyous, de racaille inassimilables serait la plus importante. D'où une présence disproportionnée de la police en ces lieux, une sur-veillance qui se redouble par une sur-médiatisation. Dans son enquête de terrain sur la police française, Didier Fassin note au sujet d'un événement parmi tant d'autres :

« La disproportion des moyens utilisés au regard des interpellations à mener et leur exhibition spectaculaire dans les médias avaient à l'évidence moins pour objet de protéger la police que de produire un

⁹⁸ *Ibid.*, p. 175. On peut aussi se reporter au rapport bien documenté de Salima Mellah : http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_2_massacres.pdf

⁹⁹ *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaida, op.cit.*, p. 89.

¹⁰⁰ Ce projet n'est pas nouveau, il a germé *en prison*, en Egypte, chez Ayman al-Zawahiri, le penseur des attentats du 11 septembre 2001.

¹⁰¹ *Trouer la membrane. Penser et vivre la politique par des gestes*. L'Harmattan, 2012.

double effet : d'une part, terroriser les habitants de ces quartiers, vis-à-vis desquels on faisait une démonstration de force en les plaçant spectaculairement en état de siège, même si ce n'était que pour quelques heures ; d'autre part, impressionner la population du pays, à laquelle on laissait penser que seule une expédition quasi militaire pouvait rétablir l'autorité de l'Etat sur des territoires menaçant de lui échapper¹⁰². »

On constate ici l'indiscernabilité suggérée par Didier Fassin entre police et expédition militaire. Or, qui n'a pas vu lors de ces événements de début janvier 2015 que la police nationale était une *armée* policière ? : 88 000 policiers furent dépêchés pour traquer les frères Kouachi.

L'armée est policière à l'échelle du monde comme la police est une armée à l'échelle d'un pays, d'un quartier. La guerre est policière et la police guerrière. Didier Fassin toujours, attire notre attention sur tout ce lexique de la guerre dans le champ policier depuis les années 2000 : guerre contre la délinquance, guerre sans merci contre la criminalité, guerre contre les trafiquants, guerre aux bandes violentes. Il conclut : « La question sociale se transforme en question martiale. La politique des cités devient une politique de la guerre »¹⁰³. Cela culmine alors avec la guerre contre le terrorisme qui est moins une guerre contre des ennemis, c'est une lutte contre le *fait* de pouvoir mourir, n'importe quand, n'importe où, alors même que nous sommes *entre nous* et normalement immunisés : lutte avec un virus *invisible*. Ce virus terroriste ayant comme spécificité d'être suicidaire, kamikaze, martyr... puisque, s'il est islamiste, sa vie n'est que la coque mortelle de l'immortalité de Dieu. Il ressemble plus à un virus informatique qui détruit l'ordinateur en se détruisant lui-même. Or, si l'intrusion du terroriste ne doit pas être vue, il importe, pour lui, qu'à l'inverse ses effets soient bien visibles. L'acte terroriste fait surgir ce qu'on ne voit pas arriver. Terrible chose dans un monde où on veut tout voir, tout anticiper. Et on a pu s'en rendre compte après les attentats dont je parle : un des objectifs de la retransmission télé-visée de la chasse aux terroristes fut de restaurer au plus vite le pouvoir de la visibilité et atténuer la panique.

Le rapprochement des haines contre la France à l'échelle nationale et internationale se comprend donc par cette identité du rapport militaro-policier de corps immunisés appartenant à la membrane mondiale avec des corps inassimilables. D'autant plus que les individus qui sont policiers en France sont souvent issus de familles venant de pays colonisés ou

¹⁰² Didier Fassin, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Editions du Seuil, 2015, pp. 72-73.

¹⁰³ *Ibid.*, *op.cit.*, pp. 70-71.

néo-colonisés, policés par l'Occident. Ils sont en grande partie de religion musulmane (d'où la stigmatisation dont cette religion est victime en France et le racisme). Si les *Charlie* se sont sentis attaqués, si la membrane est descendue dans la rue, il faut donc dire que, depuis plus longtemps, c'est aussi le cas des trois terroristes. Leur attaque est une contre-attaque. Contre-attaque de Coulibaly qui tue une femme, Clarissa Jean-Philippe, qui a ses yeux représente la police (n'oublions pas que le 20 décembre 2014 il y eu un attentat commis par un jeune islamiste français, Bertrand Nzoahabonayo, contre le commissariat de police de Joué-lès-Tours). Ce pourquoi, en retour, on a bien entendu dire, ce qui était plutôt inavouable jusqu'à présent : je suis, nous sommes la police... allant dans le sens de leur contre-attaque. Il faut enfin insister sur un autre point identifiant les rapports militaro-policiers à l'échelle du pays et à l'échelle mondiale. Les camps de prisonniers de la guerre policière mondiale comme les prisons nationales sont des lieux qui amplifient voire produisent les haines (d'où la récidive en France). L'Etat islamique a pris consistance dans le camp américain de Bucca en Irak. Au point qu'on serait tenté de reprendre pour les camps la théorie de Foucault au sujet des prisons. Celles-ci en produisant de la délinquance justifient les interventions et la présence policières, les camps n'ont-ils pas pour fonction de préparer les opérations de police mondiale en produisant de l'islamisme ? Enfin, notons que les prisons nationales sont aussi des lieux où se croisent les exclus de chaque échelle, rapprochant encore plus leur haine, l'amplifiant. Chérif Kouachi et Amédy Coulibaly ont fait la rencontre décisive d'un islamiste (Djamel Beghal¹⁰⁴) à Fleury-Mérogis...

On ne manquera pas de m'objecter que si ce sont ces haines qui ont rendu possibles ces gestes hyper-violents, il n'y a que trois individus parmi tous qui sont passés à l'acte, ce qui prouve que le facteur essentiel réside plutôt dans leur personnalité. Je répondrais alors que c'est mal entendre ce que veut dire « rendre possible ». Cela ne pose pas de problème à quiconque, de dire qu'il est normal de limiter la vitesse sur la route car une grande vitesse rend possible un accident, alors même qu'une grande partie de ceux qui font des excès de vitesse n'ont pas d'accident. Il importe plutôt de se dire que nous sommes à présent dans une situation politique qui rend possible ce type d'attentat, en quoi elle est désastreuse. Par ailleurs, je ne veux pas dire non plus que tout attentat islamiste relève de cette condition de possibilité, de même que tout

¹⁰⁴ Celui-ci ayant été condamné pour un projet d'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis en France, en quoi on retrouve ici une figure de la transposition d'une guerre extérieure à l'intérieur.

accident ne provient pas d'un excès de vitesse. Les analyses de risque de facture biopolitique, constamment produites pour la classe moyenne de la population lui seraient-elles réservées ? Le tri biopolitique est-il aussi tri des méthodes d'analyse ? Dira-t-on alors que l'analyse des conditions de possibilité ne doit pas nous faire oublier l'horreur des actes ? Que des attentats tuent est malheureusement normal et je préférerais que tout cela ne soit pas arrivé. C'est la raison pour laquelle je m'efforce de comprendre ce qui arrive et comment nous en sommes arrivés là, pourquoi cette guerre ? Mais qu'on ne compte pas sur moi pour m'écrier : cela n'aurait jamais dû arriver ! Pourquoi la police n'a-t-elle pas davantage surveillé ces individus dangereux ! Il ne devrait rien nous arriver, à nous, si purs, si innocents ! Nous sommes comme ces enfants victimes de pédophiles. Il paraît d'ailleurs que les premières marches blanches ont commencé avec l'affaire Dutroux en Belgique. Avec leurs crayons en main, les dessinateurs de *Charlie Hebdo* n'étaient-ils pas comme des enfants ? Mais à prendre l'innocence comme modèle on se condamne à penser comme des Bisounours. C'est loin d'être une blague. Regardez-bien sur les images des défilés de janvier, on y brandissait des pancartes : Bisounours vaincra ! J'ai été assez stupéfait par la puérité de beaucoup de manifestants, du bas degré de réflexion politique. Car telle est la loi des marches blanches : tu marches, tu es blême, tu as peur, parfois tu pleures ou tu cries ta colère mais tu fermes ta gueule, puisque de tout façon il n'y a rien à en dire.

J'estime donc que les grands cortèges de janvier ont déroulé derrière eux un tapis rouge pour les hommes de gouvernement, puisque faits du même bois. Les marches blanches sont des ré-actions gouvernementales, elles réactivent. La peur appelant la protection, le gouvernement a donc déclaré partir en guerre contre le terrorisme. Le problème est qu'il ne fait que rajouter une couche policière à celle qui a rendu possibles les attentats. Il en rajoute une couche. N'est-ce pas déjà ce qu'avait fait l'administration Bush après le 11 septembre 2001 ? Et n'est-ce pas ce qui a rendu encore plus possibles des attentats, comme celui qui vient d'arriver ? Faut-il se mettre en rang derrière le gouvernement pour combattre ensemble le terrorisme sous la bannière d'une belle unité nationale ou d'un beau sursaut républicain ? Le dernier du genre étant celui du 21 avril 2002. Résultat : on annonce maintenant une Le Pen au pouvoir...Faut-il attendre que la communauté internationale change son fusil d'épaule et s'oppose avec autant de virulence aux attaques d'Israël qu'elle le fait avec les islamistes ? (Rappelons sa non condamnation d'Israël lors des attaques de 2014 à Gaza en été puis en hiver.) On en appelle aussi à la culture, au service civique, aux enseignants qui devront

encore plus inculquer les valeurs républicaines (même les imams devront le faire...), sous forme de discussions unilatérales... Les récalcitrants seront alors repérés. Les fichiers scolaires feront cause commune avec les fichiers de police et la liberté d'expression n'aura que la place que lui laissera la loi sur le renseignement. Et gare à ceux qui ne disent pas qu'ils aiment la France !

En face du militaro-policié se dressent les soldats de Dieu. A la différence des premiers ils ont déclaré la guerre à des ennemis bien identifiés et non à un virus (terrorisme). Il faut ici revenir à la distinction foucauldienne : à la gouvernementalité mondiale s'opposent des pouvoirs de souveraineté (ici divine) qui *identifient* les ennemis auxquels ils sont hostiles (Carl Schmitt). Les islamistes déclarent la guerre à « l'alliance judéo-croisée menée par les Etats-Unis »¹⁰⁵. Le terme d'ennemi et la désignation de leurs noms sont constamment employés. Al-Zawahiri l'affirme ouvertement : « Pour se mettre en branle, les masses ont besoin [...] d'un ennemi bien défini envers lequel diriger leurs coups »¹⁰⁶. Et on note chez eux des pratiques de mise au ban comme dans toute souveraineté (Agamben) : le *takfiri* est l'*homo sacer* des islamistes. Il s'agit moins de cerner l'inassimilable pour le tenir à distance (voire en le laissant mourir) que de supprimer celui qui se désassimile du corps identitaire, celui qui n'est pas assez identique pour donner corps à Dieu. C'est sûrement cette composante identitaire forte qui peut attirer ceux qui ne sont que des différences négligeables dans la membrane. Par ailleurs, l'acte monstrueux fait aussi la différence entre police et souveraineté, d'un côté on cache, on minimise toujours la violence, de l'autre on exhibe des actes monstrueux (égorgements, massacres « spectaculaires » par leur horreur) pour montrer *qui* est le souverain et faire peur à ceux qui voudraient s'y opposer.

Guerre contre le terrorisme d'un côté, guerre contre l'alliance judéo-croisée de l'autre, faut-il choisir sa guerre ? Mais ce sont des guerres qui se rendent possibles mutuellement, faire le choix d'une guerre c'est continuer l'autre. Ce ne sont pas deux camps mais deux gestes (de gouvernementalité et de souveraineté) qui veulent persévérer dans leur être en persévérant chez ceux qui en sont les porteurs. Au regard du désastre, il s'agirait alors de s'en détourner en soutenant ou produisant tout nouveau geste politique émancipateur. Ils existent déjà. Ils ont alors en commun de n'être compatibles ni avec la gouvernementalité, ni avec

¹⁰⁵ C'est ainsi que s'exprime Ayman al-Zawahiri. Gilles Kepel, *Al-Qaïda dans le texte*, *op.cit.*, p. 303.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 307.

la souveraineté. Du côté de Kobané dans la région du Rojava il a été montré que l'on peut à la fois ne pas être subordonné à la gouvernamentalité mondiale et combattre les islamistes, tout en déployant une politique émancipatrice¹⁰⁷. On ne sortira pas des deux guerres, cette mauvaise guerre, sans produire en nous ce qui n'y répond pas. Il est de bonne guerre de vouloir repartir du bon pied pour se remettre en marche. Mais cela suppose de faire attention à la marche quand on descend dans la rue : ça peut être casse-gueule.

¹⁰⁷ « La région autonome du Rojava, telle qu'elle existe aujourd'hui, est l'un des rares points lumineux — même très lumineux — issus de la tragédie de la révolution syrienne. Après avoir chassé les agents du régime d'Assad en 2011 et malgré l'hostilité de la quasi-totalité de ses voisins, le Rojava a non seulement maintenu son indépendance mais développe une expérience démocratique remarquable. Des assemblées populaires ont été créées comme organe absolu de prise de décisions, des conseils ont été choisis soigneusement en tenant compte de l'équilibre ethnique (dans chaque commune, par exemple, les trois responsables principaux doivent inclure un Kurde, un Arabe et un chrétien assyrien ou arménien, et au moins un des trois doit être une femme), il y a des conseils de femmes et de jeunes, et, en écho remarquable au mouvement *Mujeres Libres* (Femmes libres) d'Espagne, la milice « YJA Star » (l'Union des femmes libres, *star* fait ici référence à la déesse mésopotamienne Ishtar), une armée de femmes qui a effectué une grande partie des opérations de combat contre les forces de l'État islamique. » David Graeber, *Pourquoi le monde ignore-t-il les Kurdes révolutionnaires en Syrie ?* publié dans *The Guardian*, 8 octobre 2004.

Du chaos et des certitudes

Miguel Benasayag & Angélique del Rey

Dans la pièce bien connue de Bertolt Brecht, *La vie de Galilée*, un passage met en scène un petit moine qui accuse Galilée d'avoir aboli les raisons pour lesquelles ses parents s'étaient tués à la tâche tous les jours de leur vie. En effet, si la terre n'est plus au centre de l'univers, regardée avec amour paternel par Dieu, si elle est un petit caillou perdu dans l'infini, il n'y a plus de haut ni de bas, de droite ni de gauche... c'est le chaos, le non-sens.

En bonne partie, nous sommes tous aujourd'hui dans la situation de ce petit moine mis en scène par Brecht : nous sortons d'un monde où tout avait du sens, tout était ordonné. À chaque guerre, à chaque catastrophe, une lecture « sensée » nous était offerte. D'un côté, il y avait les forces de la réaction, et en face – bien en face –, les forces du progrès. On avançait. Le présent était le temps de la lutte, le futur nous appartenait. Or ce temps là, les moins de vingt ans ne peuvent pas le connaître...

Heureusement, l'histoire se répète, comme l'a dit un philosophe allemand : la première fois comme tragédie, la seconde fois « comme farce ». C'est ainsi que, pour prendre un exemple, en France il y eut un très joli Premier Mai, il y a déjà un bon bout de temps, où nous sommes tous, presque tous, sortis en manif : Le Pen allait au deuxième tour des élections, et nous on allait marcher, brûler des graisses, papoter avec des copains, sans oublier de... faire front au fascisme. NO PASARAN ! Ce premier de mai là, avec la distance, a confirmé ce que nous savions déjà tous : à chaque fois que nous disons « no pasaran »... eh bien, ils passent... et repassent autant de fois qu'ils veulent. Cette fois-là n'a pas fait exception.

Récemment, le fâcheux chaos a paru reculer une fois encore, pour laisser place à une belle et pure clarté. Le 7 janvier 2015, un commando d'assassins fanatiques attaquait la rédaction de *Charlie Hebdo*, et, quelques jours plus tard, prolongeait le massacre dans l'attentat antisémite de l'Hyper Cacher. Cette fois encore, l'horreur et la barbarie des attentats semblaient offrir une lecture simple : méchants et bons, blanc et noir se distinguaient clairement, reléguant au passé toute la douloureuse complexité du monde.

Sur les faits en soi, il n'est pas utile de revenir ; le choix de nos amis de *Charlie* était connu – connu et discuté : dans leur logique anticléricale et « bouffe-curé », les membres de l'équipe de *Charlie* voyaient dans les caricatures du Prophète la continuation de leur ligne historique, libertaire

et contestataire, iconoclaste et transgressive. La critique avait pourtant été dure : on leur reprochait de ne pas avoir vu que les changements intervenus dans la société allaient dans une large mesure, altérer le sens, la *lecture* de leurs actes. Par delà leurs intentions – libertaires et contestataires –, ils allaient heurter des gens qui, en se tournant vers la religion, recherchaient un peu de dignité, une boussole dans le chaos, un ordre à opposer au « tout est possible » de la postmodernité. Le danger était – et demeure, bien sûr – qu'en provoquant la communauté musulmane, on fabrique de toutes pièces cette « unité islamique » qui, dans la réalité, n'existe pas – il s'en faut de beaucoup –, et on prend le risque que cette unité se fasse en faveur de ces fanatiques que les amis de *Charlie* souhaitaient justement combattre.

La discussion portait donc sur un sujet complexe, ni blanc ni noir, mais au contraire très nuancé, tout en clairs obscurs. Une bonne partie des gens engagés dans les luttes qu'on pourrait, à gros trait, regrouper sous le nom de « justice sociale » – contre les extrémismes, les formes du rejet de l'autre, la désagrégation du lien social, l'idéologie néolibérale etc. –, pense en effet qu'il serait souhaitable de voir émerger dans l'islam ce qui existe déjà dans d'autres cultures religieuses, à savoir une « théologie de la libération ». L'expérience historique montre, du reste, que cela n'est pas une chimère. Au contraire : dans toute l'Amérique latine, les luttes pour la justice sociale, pour la justice historique et même, maintenant, pour la justice écologique, sont menées, ou du moins accompagnées, par des gens qui, de près ou de loin, se revendiquent de « la théologie de la libération », ce courant de l'Église latino-américaine qui fait le pari des pauvres, des laissés-pour-compte. L'hypothèse est que, au cœur de la population, une lecture progressiste et solidaire du catholicisme pouvait devenir une voie pour ces luttes, et la réalité confirme cette hypothèse : la religion a certainement pu jouer le rôle d'opium du peuple ou être la cause de massacres, mais elle a aussi pu, dans certaines situations historiques, devenir un axe de solidarité. De ce point de vue, se contenter de moquer le Prophète nous semblait une mauvaise idée, qui allait unifier, sur la base d'une sorte de « fausse conscience », les « petits », ceux de la base – à la recherche d'un peu de cohérence – avec les émirs millionnaires et les chefs terroristes, toujours liés à des puissances et des accords aux enjeux multiples et insaisissables.

Or, l'assassinat des journalistes et l'attentat antisémite ont, très malheureusement, confirmé nos craintes. Une énorme manifestation-exorcisme, où le drapeau israélien flottait aux côtés de chefs de gouvernement notoirement antisémites, où l'unité des « gentils » se donnait comme un front anti-barbarie, une manifestation qu'on a

présentée comme un véritable test d'humanité (« si vous n'y allez pas, vous êtes un ennemi de l'humanité et de la civilisation ») a donné l'image d'une unité, d'une clarté qu'on ne voit que dans les souleries générales ou dans les tribunes de matchs de football. Tous unis « contre ». Oui, mais contre qui ? Contre les assassins-terroristes ? Difficile à avaler, car, pour ces terroristes – et surtout pour leurs commanditaires millionnaires –, cette manifestation venait couronner toute l'entreprise. Contre qui alors ? Nombre de nos contemporains, membres de ce que j'appellerais « le club des gens qui refusent de devenir adultes », passent le plus clair de leurs journées à décortiquer les images diffusées sur leurs écrans, à la recherche de « la vérité vraie », celle que nous cachent les « méchants ». Leur lucidité n'est rien moins qu'un délire. D'autres discutent, en apparence très sérieusement, de la liberté d'expression et du « sacré » de ces choses. En France, où tout le monde se *croit* cartésien – et donc paradoxalement libéré de toute croyance –, on débat un peu partout des attaques contre la rationalité dont se rendrait coupable « l'islam ». Il est drôle de constater que, ne serait-ce qu'en Italie (pays où la religion est très suivie, le Pape lui-même - ce cher Francisco - a déclaré que si quelqu'un insultait sa mère, il lui casserait la gueule à ce « profanateur des mamas »), les choses sont très différentes. Or, ces français-à-la-généalogie cartésienne déclarent à qui veut bien l'entendre que « la liberté d'expression » est chose « sacrée » ; et quand, en Iran, on se toque de caricaturer la Shoah, les critiques pleuvent. C'est « sacré » contre « sacré ».

« Les faits ne pénètrent jamais le monde où vivent nos croyances », écrit Proust quelque part dans *La recherche*. Nous autres, humains, habitons des mondes et des existences structurés par les croyances. L'opposition qu'on essaye de nous vendre entre rationalité et obscurantisme est donc de la sombre camelote, de la camelote « va-t-en-guerre ». Une guerre qui ne peut être la nôtre. Car cette camelote nous fait entrer dans une société disloquée, tribalisée, dans laquelle chaque tribu, y compris la tribu « humaniste », peut désormais tout se permettre, puisque, en face, tout n'est que barbarie, non-humain.

La complexité contemporaine rend notre monde, notre réalité, nos sociétés très peu lisibles : tout paraît menaçant, angoissant ; or cette peur est, justement, la principale alliée des va-t-en-guerre, car elle invite à la jouissance malsaine du repli identitaire. Tout invite à se dire : « Ça y est, le temps de l'extrême clarté est arrivé ; c'est désormais moi ou l'autre ». Et on sait à quel point le « jeu » de la guerre est un jeu euphorisant, cathartique, et surtout, divertissant. Divertissant au sens pascalien : il détourne des préoccupations et des chemins véritables.

La tentation est de plus en plus forte, aujourd'hui, d'ignorer la complexité, cet état des sociétés où l'intrication de logiques multiples et souvent contradictoires interdit tout point de vue simple et tranché. Les pouvoirs institués ne sont que « bruit et fureur » ; leur impuissance face aux désirs de changement social, de justice, de solidarité... est immense – pour ne rien dire de leur indifférence vis-à-vis de ces aspirations. La conspiration contre les pouvoirs, tout comme la fascination à leur égard, sont vaines et dangereuses : la première tâche est de s'affranchir de la capacité des pouvoirs à capter – et donc à détourner –, notre attention et notre énergie. Le seul rapport sain face aux pouvoirs est d'entretenir la multiplicité conflictuelle de la société en refusant les amalgames, les antagonismes et les alliances imaginaires.

Seule la multiplicité des situations conflictuelles de base, chacune produisant, dans sa lutte particulière, des significations et des *agir* qui concernent tout le monde sans avoir à développer un discours *sur* tout le monde¹⁰⁸, seule cette multiplicité, donc, peut permettre de construire les liens dont les pouvoirs contemplent et orchestrent chaque jour la dissolution totale. Sous cette lunette, les formes d'assignation et de confusionnisme telles que l'islamophobie, qui assimile l'ensemble des musulmans aux cheikhs milliardaires et à leurs séides fanatisés, ou l'antisémitisme, qui prend l'ensemble des Juifs en otage de l'impérialisme de la droite israélienne, doivent être immédiatement disqualifiés. Notre préoccupation doit être de construire, dans une conflictualité productrice de sens, de nouveaux liens, de résister à la destruction néolibérale du monde, de comprendre et de réorienter l'archi technologisation de nos vies qui, en les faisant reposer sur des artefacts, réintroduit, sous couvert de « rationalité », la plus redoutable des pensées magiques. Tâches autrement plus complexes, il est vrai, que de céder à la peur et à l'envie d'une bonne petite guerre, chacun derrière sa tribu.

¹⁰⁸ Les sourds, par exemple, qui luttent pour leur reconnaissance et disent que, contre toute « évidence », entendre ne leur manque pas, dénoncent par là même toute réduction de l'identité à une forme de manque (handicap, anormalité, *dis-* de tous ordres)

Dé- démos- des mots -cratie si

Marie-Dominique Garnier

« Bonne herbe, male herbe qui ne sert à rien, sinon à disjoindre les pierres, sinon à perpétuer l'herbe : c'est évidemment la meilleure. »

Francis Ponge, *Pour un Malherbe*¹⁰⁹

Certains assemblages de « mots » en démocratie agissent en tant que xénobiotiques : étrangers au corps qui les transporte, pathogènes et toxiques pour le vivant : pesticides du langage, toxines de la parole. Si « liberté d'expression », par exemple, semble opérer de façon indolore pour la pensée, sans doute l'est-elle autant que la « castration indolore » par anesthésie, car l'expression relève des appareils discursifs d'une langue automatique, d'un langage-réflexe. Comment concilier « liberté » et « expression », si, comme ce mot le laisse entendre dans son acception courante, il s'agit de « faire sortir », d'exprimer une parole envisagée comme contenue, à l'abri d'un corps-contenant, d'une intériorité ou d'une conscience individuelle, dotée d'un « for » intérieur ? Comment concilier une liberté et une subjectivité assujettie à des concepts hégéliens ? Comment ne pas entendre ici le mariage forcé du « libre » et de ce qui est soumis à « (ex)pression » ? Il en va de même, autre exemple d'une langue chargée d'additifs non alimentaires, des deux mots appelés à se côtoyer dans le titre *L'avènement de la démocratie*¹¹⁰, composé lexical dont l'euphonie masque la toxicité. Comment ne pas entendre dans les syllabes d'avènement le bruit de fond parasite, le murmure liturgique d'un chant d'avènement ? Comment ne pas voir un choix cult/uel autant que cult/urel dans le projet de désigner désormais le 9 décembre jour de la laïcité et du « vivre-ensemble » en mémoire de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905 ? Décembre, et sa montée en puissance vers la fête la plus « consommée » du calendrier chrétien ? Si, comme l'explique le député Jacques Myard dépositaire de cette

¹⁰⁹ Francis Ponge, *Pour un Malherbe*, Paris, Gallimard, 1965, pp. 12-13.

¹¹⁰ Marcel Gauchet, *L'avènement de la démocratie, A l'épreuve du totalitarisme*, Paris, Gallimard, 2010.

proposition de loi, « l'expérience montre que l'éducation est fondamentale afin que les jeunes générations intègrent le principe de laïcité comme le premier garant de la liberté de conscience de chacun »¹¹¹, une autre forme d'éducation est « fondamentale » : celle de l'apprentissage de la lecture et des langues. Certains mots de cette citation provoquent chez qui la lit l'impression d'être moins lisant(e) que gisant(e) au contact de ces deux mots-toxines : « fondamental ? » « intègrent ? ». Mauvais choix lexical. Coupez.

Comment couper ? Repartir d'avènement, le mettre en métamorphose, changer la rengaine en ritournelle, élider ou tailler, remplacer avènement par évènement ou par à venir – le « livre à venir », la « démocratie à venir ». Une coupure y entame l'expression « à venir », connecte le syntagme à un dehors, le rejette dans un infinitif non conjugable et sans sujet, à bonne distance de tout substantif. Une démocratie infinitive en forme d'« à-venir » ne promet ni avènement ni « avenir » substantivé. Mais pourquoi garder encore le vieux mot de « démocratie », dont les six cents et quelques pages du gros volume *La démocratie à venir, Autour de Jacques Derrida*¹¹² s'accordent à dire que le concept est déconstruit ou déconstructible ? Comment ne pas voir là aussi (à même le titre) un effet possible de rassemblement « autour » d'une figure centrale révéralée (malgré elle) de façon théo-philosophique ? Cet « autour » demanderait à son tour à être déconstruit ou décentré¹¹³. Dans *Politiques de l'amitié*, Jacques Derrida interroge le bienfondé du « paléonyme » de démocratie, terme toxique, dit-il, car il est « lié à une pensée abstraite et potentiellement indifférente du nombre et de l'égalité », pensée qui « peut imposer la calculabilité homogénéisante tout en exaltant le sol et le sang »¹¹⁴. Il en souligne les rapports avec le « génie de la filiation » :

Est-ce encore au *nom de la démocratie* qu'on tentera de critiquer telle ou telle détermination de la démocratie ou de l'aristodémocratie ? ou, plus radicalement, [...] est-ce encore au nom de la démocratie, d'une démocratie à venir, qu'on tentera de déconstruire un concept, tous les prédicats associés dans un concept largement dominant de la

¹¹¹ <http://www.politique-actu.com/clu/declarer-decembre-journee-nationale-laiccite-depute-myard/81590/>

¹¹² *La démocratie à venir, Autour de Jacques Derrida*, sous la direction de Maire-Louise Mallet, Paris, Galilée, 2004. Y sont rassemblées les présentations de la décade de Cerisy-la-salle consacrées à cette thématique en juillet 2002, dans l'après 11 septembre 2001.

¹¹³ Hélène Cixous, « Vols d'aveugle autour d'une librairie », *Etudes françaises, Derrida Lecteur*, Sous la direction de Ginette Michaud et Georges Leroux, vol. 38, numéro 1-2, 2002, p. 263-275. Un « autour » est un oiseau de proie : « l'autour c'est lui en train de lire » p. 268.

¹¹⁴ Jacques Derrida, *Politiques de l'amitié*, Paris, Gallimard, 1994, p. 129.

démocratie, celui dans l'héritage duquel on retrouve immanquablement la loi de la naissance, la loi naturelle ou « nationale » [...] ? Y aura-t-il encore du sens à parler de démocratie là où il ne serait plus question [...] de pays, de nation, d'État même et de citoyen, autrement dit, si du moins *l'on tient encore à l'acception reçue de ce mot*, où il ne serait plus question de politique ?¹¹⁵

Déconstruire ? A coups de dé-, de démo, avec « des mots », des coups de « -tie » ? Si le mot démocratie semble être un mot en pièces, prédécoupé selon des pointillés, livrable en petites coupures, peut-être est-ce une invitation à en articuler autrement les « parties », après y avoir ménagé des fentes, des « places vides », comme la « place vide où les gens peuvent s'assembler » dans laquelle Michelet voyait l'unique possibilité de monument à la gloire d'une démocratie¹¹⁶. Pas de démocratie sans « dés », sans « coup de dés », sans « des » mots, pas de démocratie sans virage « démocritique », pour citer la lecture que fait Geoffrey Bennington d'une démocratie en dispersion, inspirée de l'atomisme de Démocrite¹¹⁷.

Dé

C'est sous le signe d'un « dé- », d'un certain dé-sintérêt pour la démocratie, qu'a pris corps la pensée de Michel Foucault, telle que la cartographie l'index des notions de la fin du volume IV des *Dits et Ecrits*, désintérêt souligné et analysé par Alain Brossat dans *l'Abécédaire Michel Foucault*¹¹⁸. Foucault, explique Alain Brossat, n'est pas passé par la « case » démocratie – peut-être, précisément, parce qu'il s'agit d'une case, alors que l'intérêt généalogique de Foucault se déplace vers ce qui prend toute « case » par le travers, vers le pouvoir comme force traversière-traversante. « Indifférence du locuteur », ajoute Alain Brossat, à « ce qui, pour nous, est devenu “le mot puissant” par excellence dès lors qu'il s'agit de diagnostiquer le présent et de définir une position politique ».

Comment renommer, comment couper à travers langue et riposter aux « conditions du tout démocratique et du droit de l'hommisme contemporains » ?¹¹⁹ En lisant avec les doigts, en tâtant les reliefs, en lançant le « dé » de dé-mocratie, en collant l'oreille au mot pour y entendre, par exemple, un certain « sacré » s'agiter sous forme de

¹¹⁵*Ibid.*, pp. 126-127.

¹¹⁶ Cité par Jean-Luc Nancy, « La voix qui a manqué » *Libération*, 30 avril 2002, p. 21.

¹¹⁷ Geoffrey Bennington, « La démocratie à venir », *La démocratie à venir*, *op. cit.*, pp. 599-613.

¹¹⁸ Alain Brossat, *Abécédaire Michel Foucault*, Paris, Editions Démopolis, 2014, pp. 73-76.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 75.

chiasme inexact dans « -cratie ». Prendre la mesure du pouvoir « typiquement magique » des mots, pour citer Pierre Bourdieu, qui dans un entretien avec Didier Eribon invitait à « se demander où réside le principe de [leur] action, ou plus exactement “quelles sont les conditions sociales qui rendent possibles l’efficacité magique des mots” »¹²⁰. Ce pouvoir quasi magique des mots, comme le souligne Bourdieu dans un autre texte, « permet d’obtenir l’équivalent de ce qui est obtenu par la force (physique et économique) et ne n’exerce que s’il est *reconnu*, c’est-à-dire *méconnu* comme arbitraire »¹²¹. Ce qui signifie que le pouvoir des mots et des mots d’ordre implique une « croyance », la « croyance dans la légitimité des mots et de celui qui les prononce ».

Charles attend

Le récent slogan « Je suis Charlie » est l’un de ces vecteurs de croyance, support par lequel a transité un pouvoir traversier, une relation fondée sur la croyance en la légitimité de ces mots. Slogan. Mais qu’est-ce qu’un slogan, mot qui lui-même est « reconnu », et donc « méconnu » ? Sa logique, décrite en quelques lignes lumineuses par Elias Canetti au début de *Masse et puissance*, implique un détour mortifère. « Slogan » est analysé dans le chapitre que Canetti consacre aux « masses invisibles », celle des morts, « la plus ancienne représentation de l’humanité », car il n’y a « pas un peuple dont la pensée n’ait été largement préoccupée par ses morts »¹²²:

« Certains peuples imaginent leurs morts [...] comme des armées au combat. Chez les Celtes des hauts plateaux d’Ecosse, l’armée des morts est désignée d’un mot spécial, *sluagh* [...]. On peut les entendre par les claires nuits de gel et voir leurs armées s’avancer l’une contre l’autre et se retirer, se retirer et s’avancer de nouveau. Après une bataille, rochers et pierres sont rougis par leur sang. Le mot *gairm* signifie cri, appel, et *sluagh-ghairm* était le cri de bataille des morts. Le mot “slogan” vient de là : les cris de ralliement de nos masses modernes tirent leur nom des armées des morts de la haute Écosse »¹²³.

Le « slogan » de ralliement « démocratique » entendu à partir du 7 janvier 2015 a rassemblé sous sa bannière des armées en apparence bien vivantes. Mais, relu à la lumière des lignes qui précèdent, sous le slogan

¹²⁰ Pierre Bourdieu, *Libération*, Entretien avec Didier Eribon, 19 octobre 1982.

¹²¹ Pierre Bourdieu, *Annales ESC*, 32e année, mai-juin 1977, n°3, pp. 410-411. Texte extrait du recueil dirigé par Alain Accardo et Philippe Corcuff, *La sociologie de Bourdieu. Textes choisis et commentés*, Le Mascaret, 2e édition, 1989.

¹²² Elias Canetti, *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, 1966, p. 41.

¹²³ *Ibid.*, p. 43.

ou « *shuagh-ghairm* » de « Je suis Charlie », ce qui a parlé, au delà du mouvement de deuil collectif ainsi manifesté (entre autres), ce qui a parlé relève aussi d'une conduite sous bannière, par slogan interposé, c'est-à-dire par l'entremise de la langue des morts ou des « masses modernes » décrites plus haut. Lorsque Canetti ajoute que « l'on dirait que les religions commencent par ces masses invisibles », ce « JesusCharlisme » (en forme d'alter-J.C.) sonne comme l'un des noms d'une nouvelle religion. Laïcité ? Collons l'oreille, pour entendre, sous ce mot « reconnu », c'est-à-dire méconnu, un homophone singulier : haïe ? cité ? Haïr la ou les cités ? Haïe cité ?

Autour du nom propre-commun « Charlie » s'est assemblée une « masse invisible », faite de plusieurs composantes ayant eu en partage ce que Canetti décrit au début de *Masse et puissance* comme un processus de « décharge » – « instant où tous ceux qui en font partie se défont de leurs différences et se sentent égaux », avant que ne s'achève l'illusion de la proximité, et que les uns et les autres « retournent dans leurs maisons séparées, se couchent dans leur lit », « conservent leur biens, ne renoncent pas à leur nom »¹²⁴. La décharge intervient en tant que suspension de la phobie du « contact de l'inconnu ». Si la « masse » libère de la phobie du contact, n'est-elle pas une forme de protection très mince contre d'autres « phobies » ? Il faudrait interroger plus longuement cet emploi du mot « phobie » – en quoi diffère-t-il d'un « anti- » ? Pourquoi le terme « islamophobie » s'est-il imposé à côté de « anti-sémitisme » ? Une phobie serait-elle de l'ordre du pathologique, donc moins « évitable » qu'un antagonisme ?

Pouvoir des noms. Des deux prénoms ayant influé sur le choix de « Charlie » pour renommer le journal *Hara-Kiri*, ce n'est pas tant le premier, Charlie Brown, le personnage des *Peanuts* créée par Charles Schultz auquel faisait allusion la première version de l'hebdomadaire, que le second, qui a été donné en « partage » à la masse du dimanche 11 janvier 2015. Un *demos* indirectement renommé peuple « de Gau(l)le », alias Charles, s'est mis en marche, rassemblé sous ce nom donné au moment où *Charlie Hebdo* est réédité par la SARL Kalachnikov¹²⁵. Etrange co-élaboration onomastique, dont on trouverait une proto-analyse (découplée, antidatée, décontextualisée) à la fin de *Surveiller et punir*. Dans ces pages s'écrit un des noms de la « démocratie » qui puise ses forces dans la fabrique de réseaux de délinquance après détention,

¹²⁴ *Ibid.*, p. 15.

¹²⁵http://www.liberation.fr/medias/1995/04/10/charlie-hebdo-publie-un-guide-du-collabo_130736

telle que l'analyse Michel Foucault : « la pénalité de détention fabriquerait – de là sans doute sa longévité – un illégalisme fermé, séparé et utile ». Utile, ajoute Foucault, car la prison est appelée à « jouer de la fabrication d'une délinquance qu'elle est censée combattre »¹²⁶. Sa description de ce qu'il nommera « une économie générale des illégalismes », demeure audible de manière plus acérée encore quarante ans plus tard : « la délinquance, illégalisme maîtrisé, est un agent pour l'illégalisme des groupes dominants [...] prison et police forment un dispositif jumelé ; à elles deux elles assurent dans tout le champ des illégalismes la différenciation, l'isolement et l'utilisation d'une délinquance »¹²⁷. Au versant pénal de la détention s'ajoute le versant journalistique du « fait divers », revisitable comme une entreprise visant à « présenter les délinquants comme tout proches, partout présents et partout redoutables »¹²⁸.

-Cratie

Difficile de ne pas lire-entendre dans le *kratos* de démocratie un effet de chassé-croisé, un chiasme imparfait (*cratie/sacre*) occupant des coins en apparence opposés. Si, comme l'écrit Jacques Derrida dans « Parti pris pour l'Algérie », « notre idée de la démocratie implique une séparation de l'Etat et du pouvoir religieux », le mot semble opposer une force contraire, libérer un murmure de « sacre » sous la voix du « *kratos* ». Ce murmure est audible dans le titre du *Sacre de la démocratie* d'Alain Brossat. Au delà d'une lecture phono/graphique de surface, c'est aussi d'une structure d'inversion dont il est question dans cet essai :

« [...] le totalitarisme et la démocratie s'opposent comme la crainte et la liberté, le droit de la force et la force du droit, la plénitude et la vacuité ; mais s'il est vrai qu'ils peuvent s'entrechoquer, ils peuvent aussi "se" piller mutuellement : telle est l'une des grandes leçons de ce livre. Par suite, il est possible de dire que, si le totalitarisme est la négation de la liberté politique (et en particulier des libertés individuelles), la démocratie la promeut et encourage l'esprit critique. Mais est-il utile de rappeler que ce qui se joue, souvent, sous la notion d'esprit critique, en démocratie, n'est pas autre chose que la répétition des opinions courantes, même plus : la fondation des pensées et des

¹²⁶ Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, p. 324.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 326 ; p. 329.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 334.

conduites sur l'opinion générale aboutissant à une illusion de liberté »¹²⁹.

On trouvera dans nombre de formules et d'idiomes du langage « courant » la manifestation des « opinions courantes » dont parle ce texte, sous forme de juxtapositions contradictoires comme celle-ci, par exemple : « c'est la liberté d'expression, c'est sacré, donc *Charlie Hebdo* fait ce qu'il veut »¹³⁰.

La logique retorse d'un processus de désacralisation qui comporte malgré tout un réinvestissement « sacré » dans sa « -cratie » a été décrite par Derrida dans un texte consacré au livre – « le livre à venir », commentaire du *Livre à venir* de Blanchot. L'analyse porte sur la « religiosité, la quasi-sacralité » avec laquelle est traité le livre, le support d'impression, depuis les Lumières jusqu'à *Papier Machines* en passant par Mallarmé. Toute transformation technique propre à « désacraliser, à démocratiser, à séculariser, à défétichiser tout au long d'une interminable histoire des Lumières ou de la Raison » semble s'accompagner, commente Derrida « d'un réinvestissement sacré ou religieux »¹³¹. Lorsque, dans le même volume, Derrida déclare « prendre parti pour la dissociation effective du théologique et du politique », le texte mérite une lecture de près (en commençant par remarquer que Derrida ne dit pas « islamophobie » mais bien « anti-islamisme ») :

« Notre idée de la démocratie implique une séparation de l'Etat et du pouvoir religieux, c'est-à-dire une laïcité radicale et une tolérance sans faille qui non seulement mettent les appartenances religieuses, culturelles, et donc aussi culturelles et linguistiques, à l'abri de toute terreur – qu'elle soit d'Etat ou non – mais protègent aussi l'exercice de la foi et, en l'occurrence, la liberté de discussion et d'interprétation à l'intérieur de chaque religion. Par exemple et ici en premier lieu dans l'Islam dont les différentes lectures, à la fois exégétiques et politiques, doivent se développer librement et non seulement en Algérie. C'est d'ailleurs la meilleure réponse à l'anti-islamisme teinté de racisme que peuvent faire naître des violences dites islamistes ou qui oseraient encore se réclamer de l'Islam ».

Beau texte, traversé cependant de contradictions, offrant une liberté « intérieure », à l'intérieur de chaque religion : mais où passent les murs de

¹²⁹ Tony Ferri, « Le Sacre de la démocratie d'Alain Brossat », *Appareil* [En ligne], *Comptes-rendus*, mis en ligne le 14 avril 2008, consulté le 17 février 2015. URL : <http://appareil.revues.org/370>, p. 2.

¹³⁰ Olivier Deleuze, en ligne, http://www.rtbf.be/info/belgique/detail_olivier-deleuze-est-l-acteur-de-matin-premiere?id=8771593

¹³¹ Jacques Derrida, *Papier Machine*, Paris, Galilée, 2010, p. 24.

cet « intérieur » ? Dès son protocole initial, c'est-à-dire dès le contrat prosodique établi dans la première phrase, ce texte intègre dans sa bande-son certains bâillements ou zones d'entrée en relation avec le dehors, opérant comme infra-seuils de « crise », de déconstruction de l'intérieur. Ces effets sont repérables par exemple dans la rime « intérieure » ménagée dans l'assonance qui ouvre et ferme l'énoncé de la double condition de principe: « laïcité radicale » et « tolérance sans faille ». Comment ne pas entendre affleurer ici le double bâillement d'une diphtongue, faille ou béance phonétique venant brouiller les bords du discours de séparation, ayant pour effet immédiat de rendre problématique (via, entre autres, l'ouverture de la bouche), le concept et la possibilité de l'« intériorité »¹³² ?

Demos/des mots

De multiples tensions traversent le mot de « peuple », du *demos*, « oxymore polymorphe dans lequel se joignent le tout et la partie, le haut et le bas, l'exclu et l'inclus, la droite et la gauche, la subjectivité et la sujétion [...] », comme le souligne Jean-Luc Nancy, qui voit dans le concept de démocratie « l'idée spéculative de la relève de ces oxymores », relève qui « ne cesse de toucher à sa propre impossibilité dans la mesure où le troisième terme de son opération ne cesse de lui manquer »¹³³. Retour hégélien sur une dialectique inaboutie. Il faut un peuple, conclut Nancy, qui puisse « se » dire, un « *soi-disant peuple* »¹³⁴, jouant sur l'écart de sens audible en français dans l'expression « soi-disant ». Mais comment « se » dire (pronom dans lequel revient la langue hégélienne, celle de l'intériorité et de l'expression), comment « parler » (dans) une langue où des mots manquent, où d'autres sont empoisonnés – comme « laïque » l'est par les sens de *laos* qui infléchit ou parasite le champ de « *demos* » (*laos* : foule indifférenciée réagissant « collectivement et de manière émotionnelle »¹³⁵) ? En réduisant, en faisant moins que dire : lire ?

¹³²*Ibid.*, p. 226.

¹³³Jean-Luc Nancy, « Ré-fa-mi-ré-do-si-do-ré-si-sol-sol », *La démocratie à venir*, *op. cit.*, p. 342.

¹³⁴*Ibid.*, p. 344.

¹³⁵ Evelyne Scheid-Tissinier Evelyne, « Laos et démos, le peuple de l'épopée », *L'antiquité classique*, Tome 71, 2002, pp. 1-26, p. 19.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/antiq_0770-2817_2002_num_71_1_2475

Si

Dans un texte intitulé *Si près*, au titre composé de (si) petits mots (car, dit une des voix du livre, « les mots les plus petits sont les plus gros de possibilités »¹³⁶), Hélène Cixous donne à la langue française (qui n'est pas exactement celle du pays qu'elle renomme l'Affrance¹³⁷) une puissance paradoxale, obtenue par « décroissance » ou par découpage et réduction, non pas à des racines mais à des poussées adventices, rhizomes de langue, fonds de cuisine recyclables. Une économie du peu affecte cette écriture, dont la fonction « auteur » est répartie entre un nom propre (Cixous), un lectorat (qui a fort à faire), plus « la » langue et les multitudes propres (ou impropres) à chaque mot. Il ne s'agit pas tant dans cette écriture de « révoltes logiques », d'affrontements dialectiques, que de « voltes », de mises en voisinage de termes dont les possibilités sont redéployées, les virages amorcés, les déports vers l'étranger rendus possibles, les blancs (les « places publiques » de Michelet) aménagés. Un « je » capable de s'atomiser (« *laos* » plutôt que *dèmos*) y parle : « si le monde est carré je suis des quatre côtés [...] imaginez un cœur coupé en quatre quartiers dans un corps qui est bien obligé de s'asseoir comme un seul être. J'avance par quatre, inégalement, j'ai quatre bouches à dire je en même temps, sans compter l'inconscient [...] qui extérieurement ne se distingue pas de ma peau, cette colle mortelle de mots pilés, mêlés, étalés en poison sur ma vie psychique, tous pour la plupart recensés autour du mot pire, le mot juif, le motjuif le maujuif [...] ». La « complication originelle » du mot « juif » collé à la peau conduit au récit de « l'affaire des croissants » qui illustre la façon extraordinaire dont [elle est] persécutée politiquement¹³⁸. Dans ce récit d'un rêve, le « sujet » affronte des « dames à hostilité » qui s'en prennent à son nom, Cixous. Cause des hostilités, les croissants. Le paragraphe qui suit met en place via l'écriture une révolte-en-rêve qui n'a rien de « logique » bien que touchant au « logos », un logos luxé par l'étrangeté du vrai/en/rêve :

« Je le reconnais j'aime les croissants. [...] Ces dames ont l'air bien français. Coupable de croissants bien français, me dis-je, je n'y avais jamais pensé. Je mangeais des croissants sans y penser, alors que nous vivons dans le monde le plus méfiant de l'Histoire, le plus policier, le plus nationaliste, je mangeais des croissants croissants croyais-je, absorbée dans le beurre et le feuilleté. Que dis-je ! Ai-je même imaginé

¹³⁶Hélène Cixous, *Si près*, Paris, Galilée, 2007, p. 70.

¹³⁷ Hélène Cixous, « L'Affrance », *C'était leur France, En Algérie, avant l'indépendance*, Textes inédits recueillis par Leïla Sebbar, Gallimard, 2007, p. 89.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 102 ; p. 103.

un instant qu'une personne sans croix est malvenue à dévorer des croixsang ? Je mangeais des pâtisseries, croyais-je ! [...] toutes les cinq minutes le sang coule dans le monde pour un problème de croissant ou de sans-croix qui touche par un bout au ridicule par un bout au tragique [...] Les problèmes de croissant de petit déjeuner c'est une chose. Le croissant de l'islam c'est autre chose. Un croissant accroît l'autre. Coupable de *croissant* et coupable de *sans-croix*, les deux à la fois. L'innocence n'est pas ce qu'on croit »¹³⁹.

Une pâte en forme de texte a levé, pâte feuilletée sans « *Aufhebung* » hégélienne, sans dépassement ni « surcroît » si ce n'est pas par émiettement et réduction, déploiement des mêmes syllabes, recyclage. Pas de « croissance », mais une croissant-ce, l'aliment devenant immangeable, changé en plat carné, sanglant, émietté en quatre « croix » (gâteau, islam, croire, et croître). Le feuilletage s'y réduit à une feuille de papier rassemblant des mi-mots mis en miettes à la surface d'une page infra-mince. Pas de « dé-mot » ici qui n'aille au plus « près » de ses voisins exo-intérieurs, qui n'en tente l'approche, non pas au moyen de « l'expression » mais par le biais d'une langue « accrue » par diminutions.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 108.

Notes écrites en marge de l'événement du 7 janvier 2015 (et de ses suites)

Alain Brossat

1- On ne prendra pas grand risque à imaginer qu'une fraction substantielle des manifestants du 11 janvier 2015, rassemblés sous le slogan « Je suis Charlie ! » était composée de ceux qui, en 2010 et les années suivantes, assurèrent l'immense succès du bref pamphlet de Stéphane Hessel, *Indignez-vous !* (950 000 exemplaires vendus en dix mois). Dans les deux cas, c'est bien l'indignation qui était au poste de commande.

Mais que de chemin parcouru en si peu d'années ! Avec Hessel, les lecteurs de sa brochure s'indignaient de la mise en coupe réglée de la planète par un capitalisme auquel les élites mondiales ont lâché la bride, de la financiarisation de l'économie, du saccage des retraites et, *last but not least*, de la transformation de Gaza en un vaste camp à ciel ouvert, du fait du blocus imposé par l'Etat d'Israël. Avec lui, ils se faisaient les avocats d'un retour aux valeurs proclamées fondatrices, à la Libération, par le Conseil national de la Résistance. Ils se ralliaient à la notion d'une résistance dans le présent à la xénophobie ambiante incarnée, à l'époque, par Sarkozy et Fillon.

Avec la manifestation *Charlie*, changement de tableau : l'indignation a pivoté sur elle-même : ce ne sont plus les importants, les puissants, les maîtres de la planète qui sont mis en accusation - ils sont en tête de cortège. Ce n'est plus l'abus de pouvoir et les discriminations contre les étrangers qui sont mis en cause - la police est acclamée et l'ennemi, ce n'est plus la xénophobie, c'est l'islamisme. Hessel jetait son pavé dans la mare afin que chacun se sente sommé d'avoir à prendre position et de choisir son camp dans le grand affrontement entre les destructeurs de la planète, les vainqueurs arrogants - et les peuples. En remobilisant le nom et l'image de la Résistance, il suggérait bien que c'est le joug d'une tyrannie qu'il s'agit à nouveau de secouer dans le présent. L'union sacrée sans faille du 11 janvier, elle, ne se contente pas d'inclure les tyrans - elle les place en tête de la « lutte contre le terrorisme ». Les lecteurs de Hessel ne résistent plus dans le présent au nom des peuples à vivre libres, ils placent leur indignation au service d'une notion de la liberté d'expression qui se résume dans les *Fatwas de Charb* : « Je lis ce que je veux, quand je veux » et surtout, pour aller au fond des choses, je proclame comme le plus précieux de mes droits celui de me divertir de ce qui se destine à

outrager et humilier une partie de la population de ce pays - les plus faibles, les moins bien considérés.

Et moi, je dis : ce basculement de Hessel à *Charlie*, d'une indignation à l'autre, est, dans l'histoire politique de ce pays, un tournant qui n'en a pas fini d'exercer ses effets. Il fait époque. Il manifeste, non pas le ralliement explicite, mais un déplacement fatal, de la fraction de la population qui constitue le pivot de l'opinion dans cet espace anémique où se conjuguent les forces vouées à faire émerger les conditions du *pire qui vient*. Il s'est bien passé quelque chose le 11 janvier (bien davantage que le 7 janvier), dont les « promesses » sont encore bien loin d'être toutes écloses.

2- L'Islam avec lequel, nous disent les sondages, un grand nombre d'habitants de ce pays a « un problème », cet Islam-là *n'existe pas*. Je veux dire qu'il n'est qu'une construction discursive, au sens où Foucault entend le mot « discours », c'est-à-dire un ensemble hétéroclite d'énoncés, de pratiques, d'images, de fantasmagories qui, malaxés dans la centrifugeuse du présent, en viennent en former cette pâte du « problème Islam » et, à ce titre seulement, devenir une réalité ou un élément du tableau dans la mesure seulement où cette prolifération discursive produit, en effet, toutes sortes d'effets distincts : des effets d'incrimination, de séparation, d'opposition, de hiérarchisation, de rejet, etc.

A ce titre, cet Islam-là est tout sauf une réalité naturelle, une substance religieuse, culturelle ou historique : il est une subjectivité partagée ou plutôt un mode de subjectivation du présent aux conditions d'une certaine horreur de l'altérité, d'une allergie partagée à cet « autre » dont l'unité se compose d'un bric-à-brac d'images propres à peupler les imaginaires – femmes voilées, terroristes décapiteurs, kamikazes équipés de leur ceinture d'explosifs, prêcheurs de guerre sainte embusqués, filières de djihadistes, etc. Ce matériau des pratiques discursives (au sens où Freud parle de matériau du rêve) est ce qui donne corps à des objets dans le présent et des récits du présent dont le coefficient de réalité est exactement le même que celui d'un rêve d'angoisse ou de grandeur nourri des rencontres et parcours de la veille. Cet Islam qui constitue le cœur de cible de *Charlie Hebdo* comme de tous ceux qui, dans tous les milieux sociaux, associent cette religion à la notion d'un danger et qui s'alarment de son *inquiétante étrangeté* (*Unheimlichkeit*), cet Islam est une construction fantasmatique nourrie par les conditions délétères du présent. L'immense majorité de ceux qui se trouvent « embarqués » dans cette dynamique discursive n'ont pas lu une ligne du Coran, ne savent

rien des différents courants de l'islam, n'ont jamais entendu parler de la civilisation arabo-andalouse. L'islam dont ils parlent pour le rejeter ou l'incriminer est une silhouette s'agitant sur le théâtre d'ombres qu'est leur angoisse du présent.

La faute impardonnable d'un journal comme *Charlie hebdo*, comme de tant d'autres apprentis-sorciers, est d'agir comme un intensificateur de ces fantasmagories et de leurs effets pratiques. Tout ceci n'entretient que des rapports ténus, pour le moins, avec la « liberté d'expression ».

Quand un régime discursif s'installe, il fait apparaître un *pli* dans l'expression collective, de telle sorte que se forme un *horizon de vérité* irrécusable des énoncés qui s'articulent à ses conditions. La seule façon de rompre ce sortilège du discours est de se souvenir de sa condition de mortalité, c'est-à-dire de relativité à d'autres régimes de discours. Il y a un peu plus d'une décennie, un film plein de bons sentiments intitulé *Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran* (François Dupeyron, 2003), inspiré d'un roman écrit par un romancier tout aussi mainstream, Eric-Emmanuel Schmitt, s'était taillé un beau succès en présentant un épicier turc (un immigré, donc) incarné par Omar Sharif en maître de sagesse. Cet homme simple et fraternel, tirant toute sa philosophie de la vie du Coran, prenait sous son aile un enfant juif abandonné par sa famille dans le Barbès des années 1960.

Tout au long de ce film étaient exaltées la coexistence des « communautés », des religions et des coutumes, la tolérance et l'acceptation tranquille de la « différence » de l'autre. On y voyait des choses impensables, informulables aux conditions de la discursivité qui impose sa législation aujourd'hui : un enfant juif reniant son appartenance communautaire et religieuse, adopté par un vieux sage musulman qui l'initie à la lecture du Coran, prétendant s'appeler « Momo » pour Mohammed et non pas Moïse, etc. A l'évidence, ce film populaire, comme le roman gentillet qui l'inspire, est tout entier circonscrit dans un régime discursif aujourd'hui oublié – ou plutôt rejeté et exécré.

A qui la faute ?

Et moi je dis : ceux qui s'acharnent jour après jour à faire de l'islam un épouvantail aujourd'hui ne travaillent pas seulement à instiller le poison de la haine communautaire dans les relations sociales et à empuantir l'atmosphère de ce pays : ils sont les fourriers d'une guerre civile que n'endigueront que la brutalité décuplée de l'Etat, exercée, bien sûr, au détriment des plus exposés, des plus faibles.

3- La classe moyenne protoplasmique, « les gens qui votent encore », dirait mon camarade Alex Costanzo, bref cette *espèce de peuple* qui est descendu dans la rue le 11 janvier, tous et toutes se rassemblaient pour défendre la plus noble des causes – la liberté d’expression.

Et ce qu’ils ont eu, c’est la censure, radio Moscou aux meilleures heures du stalinisme, et un tour de vis sécuritaire en prime.

Le blog *Entre les lignes et les mots* relaie, début mars 2015, ce texte et ce dessin repérés dans une publication confidentielle intitulée COUAC (c’est ainsi que se passent désormais les choses, l’information libre vit dans les catacombes de la tant célébrée « liberté d’expression ») : « *Charlie Hebdo*, c’est reparti ! Après plus de quinze ans de dessin satirique, un “grand” média qui m’avait demandé un interview et des dessins sur la “liberté d’expression” vient de me censurer (et oui, encore !). Résultat : l’interview et les dessins “pourraient poser problème” (les rédacteurs en chef). Rien ne passera donc : ni dessin, ni le moindre mot ! Alors que tout est publié à l’étranger, en France, absolument rien. Un silence de mort... Bref, vive l’unité nationale ! » (suit l’un des dessins incriminés « *Charlie Hebdo*, c’est reparti ! »).



L’auteur de ce texte qui décrit avec précision le régime de censure qui s’est établi *au nom de la liberté d’expression* après les attentats du 7 janvier est un dessinateur connu, SNIF (Halim Mahmoudi).

Pour le reste, Halim a parfaitement raison d'incriminer le *bocal* franco-français : vu de pays lointains, pas particulièrement sensibles à la question de l'Islam (Taïwan, le Japon, la Chine...), cela donnait au fil des jours, dans la presse anglophone, des titres du genre : « Arab Muslims criticize West over *Charlie* » (*The Japan Times*, 22/01/15) ; « No comfort found in *Charlie* and the anti-muslim media factory » (*The Taipei Times*, 22/01/15) ; « “Charlie” draws Mohammed, more ire » (*Taipei Times*, 15/01/15), etc. Manquent à cette revue de presse les titres de journaux des pays à majorité musulmane de la région – l'Indonésie, la Malaisie – mais qui se soucie de ce qui se pense et dit de nous en cet étranger lointain ?

...Et un tour de vis sécuritaire supplémentaire, disais-je : à Nice, rapporte la feuille de chou locale (*Nice-matin*, 19/02/15), trois manifestants qui avaient participé à un rassemblement anti-islamophobie en centre ville ont été condamnés à des peines de prison ferme pour le seul et unique délit d'avoir crié « Allahou Akbar ! » - Dieu est grand. Les magistrats n'ont pas fait dans la dentelle : « “Dieu est grand”... Elle est belle cette phrase, lorsqu'elle est dite dans la communion, à la sortie de la mosquée ou d'une fête. Mais dans ce contexte, ce n'est plus un cri de paix, c'est un cri de guerre ! », a dit le procureur. « Comprenez-vous que dans le contexte actuel, dire « Allahou Akhbar » devant la foule face à un mur de CRS peut être pris comme une provocation ? », a renchéri le président. Au bout de cette défense et illustration de la liberté d'expression « contextuelle », des peines allant de *deux ans de prison dont un ferme* pour l'un des prévenus, douze mois dont trois fermes pour deux autres, six mois avec sursis pour le dernier.

Le pasteur antifasciste allemand Martin Niemöller a écrit en 1942 un poème universellement connu (souvent attribué, à tort, à Bertolt Brecht) dont il suffit de changer peu de mots pour commenter au plus près cette chronique judiciaire emblématique. Cela commencerait à peu près comme ceci :

Lorsque les juges de Nice
Ont matraqué les islamistes,
Je n'ai rien dit -
Je n'étais pas islamiste
(...)
Lorsque les juges de (...)
Ont matraqué les *sympathisants des islamistes*,
Je n'ai rien dit -
Je n'étais pas un *sympathisant des islamistes*.

Lorsque les juges ont matraqué
Les démocrates qui défendaient les sympathisants des islamistes,
Je n'ai rien dit -
J'avais la tête ailleurs.

Et cela finirait comme ça :

Lorsque les juges ont entrepris de *me* matraquer,
Il ne restait plus personne
Pour protester .

Et moi, je dis que le Front national « premier parti de France » et que la manifestation du 11 janvier 2015 sont inscrits dans le même diagramme politique et que cela se verra à l'œil nu avant qu'il soit longtemps.

4- On ne peut pas emboîter le pas à ceux qui déplorent et incriminent la montée d'un communautarisme sectaire et violent - celui dont les attentats du 7 janvier constitueraient le paroxysme - en faisant mine d'oublier que ce sont pour l'essentiel les mêmes qui travaillent depuis toujours et avec une intensité particulière depuis les années 1980 (les années Reagan-Thatcher) à discréditer la lutte des classes. A ridiculiser tous ces « archaïsmes » consistant à évoquer le conflit irréductible qui oppose le salariat au capital, à placer le conflit social sous le signe de l'exploitation de la force de travail. A pratiquer la dénégation de la division à coup de notions comme « le dialogue social », « les partenaires sociaux », à effacer « la classe ouvrière » au profit des « salariés » et à établir « la classe moyenne » au cœur de tous les dispositifs discursifs de la politique. A faire de « la bourgeoisie » un gros mot de la politique. A faire de termes comme « les banlieues », « les cités » puis, par association « la racaille » des mots puissants et empoisonnés de la politique, destinés à désigner toute l'inquiétante altérité de cette « classe moyenne » qui lit *Télérama*, apprécie Calvi et Taddei, trouve que Houellebecq exagère un peu mais ne manque pas de talent et vote alternativement pour Sarkozy et Hollande. A transformer le peuple politique en public et en consommateurs.

Ceux qui, inlassablement, se sont attachés, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir notamment, à ce travail de sape visant à délier totalement la vie politique de la lutte des classes, à transformer l'ouvrier d'origine étrangère, l'ancien colonisé, en immigré puis en musulman, ceux-là sont mal placés pour s'indigner de la « montée du communautarisme » et de la progressive substitution de l'idiome empoisonné de l'affrontement des races et des religions à la lutte des classes. Ce sont eux qui ont mis en

circulation la langue corrompue de l'affrontement des civilisations et rendu informulable, méconnaissable la division entre bourgeois et prolétaires, riches et pauvres, patriciat et plèbe.

Ce communautarisme empoisonné qui prospère aujourd'hui n'est jamais que le produit dérivé de cette entreprise de reconditionnement de l'intelligibilité de la politique aux conditions nouvelles du gouvernement néo-libéral : plus de lutte des classes, tous unis pour la compétitivité, face à la crise sans fin ; plus de solidarité entre travailleurs, redéploiement de la division aux conditions du partage ethnique - « vrais » Français contre immigrés.

L'apparition des nouvelles subjectivités politiques, du nouvel idiome de la politique, des nouveaux modes de subjectivation de la politique fondés sur la substitution du rassemblement de ceux qui contribuent à l'effort national à la division fondée sur la lutte des classes, tout ceci résulte d'une politique, d'une stratégie et non pas de fatalités sociales ou économiques. C'est un choix de « gouvernement » des populations. Il s'est bien agi, pendant ces décennies de reconquête du monde par les puissances financières et impériales, de détruire l'intelligibilité politique fondée sur une expérience collective de la lutte et de l'affrontement, construite pendant plus d'un siècle. La tache de sang intellectuelle sur *Charlie Hebdo* comme sur tant d'autres, c'est ce qui consiste à surfer sans scrupules sur les partages fondés sur la nouvelle règle discursive – celle qui, entre autres choses, fait du musulman une incarnation politique de la mauvaise altérité, comme elle fait de l'ouvrier une figure oubliée de la conflictualité politique.

L'hystérie communautaire qui soutient l'action des djihadistes du 7 janvier est le retour de boomerang de cette entreprise conduite de longue date pour « débrancher » la lutte des classes. Le déni de la division, de la conflictualité inhérente aux rapports sociaux et économiques, la construction des mythes consensualistes, tout ceci arme le ressort de ce retour en force strident de l'obscurantisme communautaire.

5- C'est à l'occasion de la condamnation du roman de Salman Rushdie (*Les Versets sataniques*) par les autorités religieuses iraniennes, en 1988, que l'Occident a appris le sens du mot *fatwa*. La menace suspendue au dessus de la tête de Rushdie par les mollah, levée en 1998 seulement, a été, assurément inaugurale d'un certain régime d'exécration réciproque entre monde musulman et Occident et dont les attentats du 7 janvier sont l'un des (désormais incomptables) rebondissements.

A l'occasion d'une conférence prononcée mi-janvier 2015 à l'Université du Vermont, aux Etats-Unis, Rushdie a été interrogé sur les récents

attentats de Paris. Pour les raisons qui viennent d'être rappelées, sa voix est de celles qui comptent, à propos d'une telle actualité.

Son point de vue sur la question est clair et sans ambages : « la liberté d'expression est absolue, faute de quoi il ne s'agit pas d'une vraie liberté ». Il développe sa pensée dans les termes suivants :

« Aussi bien John F. Kennedy que Nelson Mandela emploient la même phrase qui tient en quatre mots – “ la liberté est indivisible ”. Vous ne pouvez pas la couper en tranches, car si vous le faites, cela cesse d'être la liberté. Vous pouvez ne pas aimer *Charlie Hebdo* [...] Mais le fait que vous ne l'aimez pas n'a rien à voir avec son droit de s'exprimer comme il l'entend ».

La position prise par Rushdie fait écho, avec toute l'autorité qui lui revient, au sens commun le mieux partagé, sa puissance rhétorique est considérable – mais moi, je dis qu'elle ne résiste pas à l'examen. La question de la liberté d'expression n'est, dans aucune situation pratique, dans aucun Etat de droit, un pur et simple enjeu de principes universels et intangibles, une question morale ou philosophique exclusivement, elle est toujours *encadrée par la loi*. La question de la liberté d'expression, comme question pratique, est une question juridique, elle n'est pas une pure et simple « valeur » suspendue au dessus de nos têtes dans le ciel des Idéaux, mais un enjeu normatif. Il n'existe aucune société, aucun régime politique, le plus démocratique qui soit, qui ne pose des limites à la liberté d'expression, ceci selon des règles que fixe la décence d'un côté, la loi de l'autre.

Et cette réalité vérifiable sous toutes les latitudes s'impose pour le pire souvent, il est vrai, mais pour le meilleur aussi – elle est une condition de la vie en commun. Ainsi, dans un pays comme le nôtre, ni pire ni meilleur que la moyenne sur ces questions :

- Vous ne pouvez pas traiter impunément votre voisin de nazi, de violeur et d'assassin pour la seule raison que vous êtes mécontent que son chien ait pissé sur votre paillason.
- Vous ne pouvez pas diffamer impunément vos adversaires politiques.
- Vous ne pouvez pas réécrire impunément à votre guise certains faits et événements du passé.
- Vous ne pouvez pas proclamer que telle ou telle « race » humaine est proche du singe, que telle autre est intrinsèquement imbécile.
- Etc.

Pour la plupart, ces restrictions apportées par la loi à la liberté d'expression sont vitales. Rushdie, bon écrivain et mauvais philosophe, fait un contresens sur l'expression « la liberté est indivisible » - cette expression prend son sens dans l'horizon de la souveraineté populaire,

par de l'organisation de la vie commune qui, naturellement, a pour condition toutes sortes de restrictions de la « liberté individuelle ». La maxime « Je dis ce que je veux, quand je veux, où je veux » n'est qu'une expression infantile des présomptions de l'individualisme libéral le plus gâteux. La question que posent les caricatures de *Charlie Hebdo* est d'une tout autre espèce : celle de la « double comptabilité » tenue de manière retorse et partielle par les trois pouvoirs (l'exécutif, le législatif et le judiciaire) ainsi que, plus généralement, les élites faiseuses d'opinion, à propos des usages de la liberté d'expression dans ses rapports avec différentes communautés (religieuses, culturelles...) ou groupes sociaux dans notre pays. A l'évidence, le deux poids deux mesures qui est ici en vigueur dément toute notion d'un « principe universel » et épouse les lignes de forces d'une histoire où le tort infligé aux colonisés et à leurs descendants persiste à être placé sous un régime d'invisibilité. Ce qui ne se divise pas, dans son principe, c'est la souveraineté – sur ce point, les théoriciens de la monarchie absolue peuvent s'accorder avec ceux de la souveraineté populaire. La liberté d'expression (de parole, de presse, de publication...), elle, doit bien, en revanche constamment *composer* avec d'autres libertés, comme celles qui s'attachent à l'intégrité de la personne humaine (faute de quoi, tout individu est exposé à faire les frais d'une campagne de haine orchestrée par plus puissant que lui). A défaut de se rappeler le caractère vital de ce type de jeu et d'équilibre entre des exigences de liberté qui sans cesse se heurtent, la « liberté d'expression » n'est qu'une question de rapports de force. Ce qu'oublie, de la manière la plus inquiétante qui soit, tous ceux qui se sont rangés, après les attentats, sous la bannière du puéril « J'ai bien le droit... » qui constitue l'alpha et l'oméga de la « démocratie » selon *Charlie Hebdo*.

Les possédés : de la fièvre-Charlie aux zombies de Daech

Joachim Daniel Dupuis

A Abdel Aouacheria

Que s'est-il passé vraiment ce 7 janvier ? On a vu des gens descendre dans la rue, hébétés, pancartes en mains, avec le même slogan : « je suis Charlie », on a vu marcher des quidams silencieux, en procession ou dispersés, on les a vu déposer des gerbes devant le lieu de l'attentat. Beaucoup d'entre eux ne lisaient pas *Charlie Hebdo*, mais partout on a vu un corps social emporté par une vraie frénésie, de vraies convulsions, accompagnées de crises de larmes, de postures inédites¹⁴⁰. Pourquoi donc les gens ne sont-ils pas restés chez eux ? Pourquoi, cette fois-ci, et pas lors de l'affaire des caricatures de Mahomet, les gens ont-ils littéralement pris parti pour ce journal, devenu avec les années aussi tapageur qu'insupportable et raciste – au nom de la liberté d'expression ? Que s'est-il vraiment passé ce jour-là ? Pourquoi cet attentat contre *Charlie Hebdo* a-t-il provoqué une telle onde de choc dans le corps social et politique au point qu'il fera date dans notre société ? Beaucoup l'ont fait remarquer, cette journée fut « *notre 11 septembre* » et l'attaque de *Charlie Hebdo* une atteinte à la dignité de notre pays et à ses valeurs ; mais c'est là se voiler la face : jamais la satire ne s'en prend aux plus faibles, aux vaincus, jamais la caricature ne s'en prend au peuple ! Une certitude s'impose alors : n'avons-nous pas été le jouet de nos affects ? Ce qui s'est emparé de tout le corps social, n'était-ce pas une possession mise en place par les puissants de ce monde (pouvoir, médias) ? Encore faut-il, bien sûr, s'entendre sur ce qu'on met sous ce mot.

Dans la possession traditionnelle, telle que par exemple Michel de Certeau en fait le récit dans son célèbre livre¹⁴¹, la possession est

¹⁴⁰ Certains par exemple ont imité la posture du tableau de Delacroix (*La liberté guidant le peuple*) ; d'autres ont illustré le vieil adage que « la plume est plus forte que l'épée », en tenant entre le bras et le torse, un stylo plus grand que nature pointé devant eux.

¹⁴¹ Michel De Certeau, *La possession de Loudun*, Folio Histoire, 2005. Voir aussi le livre de Robert Mandrou : *Possession et sorcellerie au XVII^e siècle*, Hachette, Pluriel Histoire, 2005, où on trouve la défense du curé. Pour mesurer complètement l'ampleur de ce phénomène aux Etats-Unis, je renvoie au livre de Chadwick Hansen, *Witchcraft at Salem*, Hutchinson of London, 1969. En Europe, la sorcellerie et la possession sont distinguées : la première, liée au monde paysan, relève d'une dimension biologique (tarissement des vaches, stérilité féminine, etc.), et la seconde, plutôt liée à une « classe lettrée », est religieuse et se manifeste par des crises soudaines de femmes en général, où

précédée d'un moment de peste (1632). Il évoque des faits étranges : des apparitions de fantômes, des obsessions se manifestent chez certaines religieuses, un prêtre est accusé d'avoir pactisé avec le Diable. Cela tourne vite à l'affaire d'État. Cependant, déjà à cette époque, on n'en était plus tout à fait à rechercher le Diable, à espérer sa venue lors de grands sabbats organisés ou à ruiner les destinées des sorcières de Salem. L'État pourtant s'en mêle, clairement pour en arrêter la course folle : l'affaire déchaîne les foules. On a donc brûlé le curé Urbain Grandier. Il le fallait bien : on donnait une cause ou un responsable à cette peste qui avait eu lieu et on endiguait une autre maladie, la folie de la foule. La possession moderne est tout autre, plus subtile¹⁴². Malgré les apparences, elle n'est pas au fond religieuse. Ce ne sont plus les âmes qui causent le mal, qui sont possédées, ce qui est possédé, c'est maintenant le corps social – une membrane sociale¹⁴³. Il ne s'agit plus

prédominant l'obscénité et le sacrilège. En Nouvelle-Angleterre, on ne fait usage que du terme de sorcellerie qui n'est pas distinguée de la possession. Dans le *Procès de Loudun*, le sorcier est jugé pour son pacte de sang avec les démons, et sera exécuté. Dans le cas des sorcières de Salem, la possession est rendue « visible », car le démon s'incarne dans une personne que l'on peut identifier. L'issue dans les deux cas est l'exorcisme : l'aveu ne suffit pas en Europe, il faut la mort. Cinématographiquement, je renvoie à *L'Exorciste*, Friedkin, 1973, pour le modèle américain, et à *Suspiria*, Argento, 1977, pour le modèle européen.

¹⁴² Le pouvoir moderne que Foucault a bien décrit est une des pièces d'une conception de la mort-vivantitude de notre modernité, dont nous avons développé, ailleurs, certaines figures : les « zombies ». Cf. *Romero et les zombies, autopsie d'un mort-vivant*, L'Harmattan, 2014 et qui seront plus loin mises à contribution.

¹⁴³ On parlera ici de membrane - concept emprunté à la biologie – plutôt que de simple corps social, qui renvoie à une conception de l'organisme. La société se tisse à un niveau plus cellulaire, voire moléculaire. Le concept de membrane a déjà une longue tradition derrière lui (G.Simondon, G.Deleuze ou plus récemment le philosophe Philippe Roy). Disons essentiellement que notre concept de membrane ne concerne pas simplement le vivant (Simondon dit : « c'est la membrane qui fait que le vivant est à chaque instant vivant », in *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Editions Jérôme Million, 2005, p. 225), elle résonne pour nous parfaitement comme une certaine articulation de la vie et de la mort. Ce n'est pas tant la question de l'information qui compte au niveau des cellules du corps social, c'est aussi une certaine privation de signaux qui vont porter par exemple les cellules au suicide (apoptose). Si la membrane a « un appareil perceptif de discernement », comme le suggère très profondément Philippe Roy (*Trouver la membrane*, L'Harmattan, 2012, p. 109), qui lui permet de constituer des zones, des domaines d'intériorité et d'extériorité, si elle est bien un « diagramme » qui concerne « l'articulation du diagramme disciplinaire et du diagramme de la gouvernementalité libérale » (*Idem*, p. 107), alors mon propos ici est plutôt de montrer comment la membrane peut parfois se durcir, entrer dans un corps spasmodique, celui d'une possession par exemple, qui modifie autant notre compréhension des régimes de normalisation des vivants – notamment étudiés par

de brûler le démon ou celui en qui *il* parle, il s'agit d'irradier le corps social d'un même affect, d'un sentiment de deuil, de perte, autour d'un totem (un symbole). La forme de cette possession est plus *psychanalytique que religieuse*. Elle relève aussi davantage d'un discours biologique et médical : on peut même dire que le 7 janvier, c'est tout le corps social qui s'est embrasé, a été pris d'une fièvre, a eu une réaction pyrogène¹⁴⁴. Se rejouent, avec *Charlie*, les éléments d'une stratégie faustienne : un pacte, un démon, des convulsés. Mais cette stratégie ne vise plus une discipline *locale* (au sens foucaldien), dont l'objectif est de maintenir le mal dans un champ donné (quitte à en chercher les causes dans un seul corps et une seule âme), mais bien une gestion *biopolitique*. La démocratie doit déployer ses dispositifs pour que la fonction immunitaire, dans sa dualité¹⁴⁵, soit préservée. Sans des dispositifs, elle ne peut garantir l'intégrité des vivants – le corps social – et la stigmatisation des parasites. A cet égard, la possession moderne s'inscrit dans cette fonction immunitaire comme un moyen de renforcer le corps social et comme un moyen de rendre la stigmatisation plus intensive car plus ciblée autour d'un ennemi, un « démon » menaçant *tout* le corps social. Elle le fait cependant en modifiant considérablement l'exercice de cette fonction immunitaire, puisqu'elle intensifie l'opposition entre les deux pôles de cette dualité, au point qu'elle exacerbe les tensions, les énergies affectives, connectant les vivants davantage entre eux, au point de suspendre le *noli me tangere* : l'anesthésie ne fonctionne plus pendant un temps, elle est remplacée par une souffrance psychique extrême, un accablement physique sans précédent. La fièvre du corps social modifie les paramètres de son

Philippe Roy – que notre compréhension des stigmatisés. Le devenir de la membrane qui va m'intéresser c'est donc celui qui va secouer le corps social dans son entier, comme s'il entraînait dans une fièvre, mais c'est aussi celui qui va porter des exclus de la société à devenir des plébéiens qui par leur actes vont appeler une réponse de la vitalité membranique.

¹⁴⁴ Pour reprendre un vocabulaire biologique. Je remercie mon ami Abdel Aouacheria (biologiste au CNRS) d'avoir attiré mon attention, après relecture des épreuves de cet article, sur le fait que mon idée de possession implique, si on la pousse jusqu'au bout, une dimension biologique qui s'apparente littéralement à une « fièvre » du corps social, de Charlie.

¹⁴⁵ Sur cette fonction immunitaire, je renvoie à *La démocratie immunitaire* d'Alain Brossat, la Dispute, 2003, qui distingue remarquablement deux « idéaux » ou deux « tendances » de la démocratie : « une démocratie qui fonctionne au retrait, d'un côté, et une autre à l'exposition » p. 7. La démocratie implique une anesthésie du corps social - *qui s'accompagne d'une sorte de refus du contact (noli me tangere)* - et une exposition des autres, de ceux qui ne peuvent accéder à cette immunité. Ces derniers, les plébéiens, sont exposés (comme les Roms, aujourd'hui par exemple) au regard des autres, montrés du doigt.

immunité, mais, comme on le verra, la possession est elle-même ambivalente : elle peut aussi bien jouer sur le corps des vivants qui animent la membrane que sur les stigmatisés, qui sont à sa marge, selon que les apprentis-sorciers suivent ou non le pacte médiatico-politique démocratique.

LA DÉMOCRATIE POSSÉDÉE

Pour qu'il y ait embrasement d'une société, au sens d'une possession *fiévreuse*, il faut plus qu'une rumeur¹⁴⁶, il faut une mèche qui embrase toute une population : un fait marquant, par exemple, ne suffit pas, s'il n'est pas (re)lié à un symbole. Mon hypothèse ici est que les médias, puis les politiques ont joué aux apprentis-sorciers d'un nouveau genre, en portant le symbole de la liberté (existant) à son point limite ou à son plein régime, ce qui l'a rendu incandescent. Le symbole de la liberté d'expression a subi, dans cette opération, un arrangement multiple pour devenir comme l'horizon de toute chose. En ce sens, on peut parler de *l'événement* du 7 janvier, et ce qui est en jeu, dans celui-ci, c'est la fabrique d'une possession qui fait convulser la population et affirme la mainmise du pacte médiatico-politique sur nous.

Mythologie

L'attaque de *Charlie Hebdo* a touché moins un *organe* de presse qu'un symbole¹⁴⁷. Pour ses lecteurs, ce journal est dans l'esprit des Lumières, des caricaturistes de l'époque. Mais la vérité est plus triviale : l'esprit de *Charlie Hebdo* c'est la bonne blague, lourde, grossière et bien raciste : un gros pavé dans la mare, car ce qui compte, c'est de bien rigoler ! Les caricaturistes (comme Daumier), eux, ne s'en prennent jamais au peuple, les satiristes visent toujours les puissants (ainsi que le rappelle Kraus). Le symbole d'humanisme, de défense de la liberté qu'on attribue à *Charlie* a beau perdurer depuis des décennies, il n'est pourtant qu'un mythe.

¹⁴⁶ On se souvient que Georges Perec fait ainsi commencer son *Avant-propos* de *La Disparition* par une rumeur qui enflamme tout le corps social.

¹⁴⁷ En effet, l'histoire du journal et de ses collaborateurs repose sur une sorte de belle histoire : *Charlie Hebdo* serait l'incarnation de certaines valeurs de la liberté d'expression (issues du XVIII^{ème} siècle) comme la provocation, la polémique, la caricature ; un journal attaché à la défense des valeurs de l'expression d'un individu vis-à-vis de ce qui se passe dans la société. L'esprit de Voltaire aurait perduré de nos jours et se serait incarné dans le corps de *Charlie*.

Or depuis le 11 septembre, le journal a commencé lui-même à montrer son *vrai* visage, un visage dur, haineux, virulent tourné contre l'Islam et tout le monde musulman. Il présente l'Islam comme une religion de fondamentalistes, en prônant un amour de la laïcité - qui n'est qu'une forme de religion conçue par l'Etat, pour éviter la préséance de toute autre forme de souveraineté. Dans ce journal, les musulmans sont décriés dans leur identité visible : le voile, les barbus. Ils sont décrits comme des êtres archaïques, qui n'ont pas accédé à la civilisation. Quand ce n'est pas la racaille que l'on vilipende ! Les Cabu, Wolinski n'ont jamais eu l'esprit plébéien mais surtout n'ont jamais eu qu'un rire moralisateur.

Le 11 septembre fut l'occasion pour le journal de libérer la vague de ressentiment et de haine dont la société était porteuse ; et peu importe que cela augmente encore plus le mépris pour les fils d'immigrés issus de la colonisation ! Le climax fut atteint avec les caricatures de Mahomet, moment où le Prophète fut honni, ridiculisé, et avec l'issue du procès qui s'ensuivit, qui marquait un aveuglement de la société française (à travers la décision des juges) : à partir de là, *Charlie* allait constamment salir la sensibilité des musulmans et ôter tout respect vis-à-vis de cette communauté ! La stigmatisation du prophète devenait le filon de la haine de l'autre.

La fièvre de *Charlie*

Toucher *Charlie Hebdo* est devenu d'un coup une atteinte à la liberté d'expression dans sa globalité, sous toutes ses formes. Pourquoi toute la presse s'est-elle mise à vouloir s'identifier à ce journal, au point de mobiliser des fonds, de prêter ses locaux, et de proposer de subventionner la parution du numéro prévu avant l'attaque du 7 janvier ? Pourquoi d'un coup ce journal en perdition (finances, lectorat) s'est-il retrouvé envahi par une foule de lecteurs, qui se sont arrachés le numéro posthume ? La réponse à ces questions est simple et même triviale : la presse, les médias y ont vu un moyen de se renforcer eux-mêmes, d'accroître leur vitalité - comme un vampire qui se fait tout un festin des jeunes victimes qu'on lui présente. Il est peu d'occasions, comme celui de l'événement du 7 janvier, où la presse peut s'affirmer comme un pouvoir tout-puissant.

Mais l'événement-*Charlie* est quelque chose de plus qu'un fait divers, il a valeur de symbole, un symbole capable de porter les gens, de les posséder. La possession cependant qui s'est imposée au corps et à l'âme des Français n'est pas réductible à une simple dépendance : elle est différente par exemple d'une addiction, elle relève en effet davantage

d'une sorte de *storytelling*, où la liberté d'expression est devenue le seul élément de discours qu'on veuille entendre. Être possédé, c'est avoir une autre manière de penser et d'agir que la sienne : le symbole *Charlie*, comme attaque des stigmatisés, est devenu la norme. Plus de place pour la critique, pour autre chose que la liberté d'expression : possédés, les gens n'arrivaient plus à dormir, ils sentaient la fièvre leur monter dans tout le corps, ou la folie s'emparer de leurs âmes. Ils étaient désespérés. C'était vraiment triste à voir. J'ai vu des gens pleurer (parfois dans mon entourage), se tenir la main, s'embrasser, faire des processions bougies en mains. On avait vraiment un moment intense de religiosité instituée par les médias. La possession (du corps et des esprits d'une population) s'est renforcée d'elle-même jusqu'à atteindre un certain seuil d'électrification qui a suivi divers régimes affectifs : plus la population s'enfiévrerait plus la presse se renforçait. Parce que les gens ne sont pas juste dans la réception d'un message (principe de communication qu'on appelle l'information), ils deviennent littéralement les relais, les antennes de cette presse, de ces médias.

A cet égard, la scansion répétitive, lancinante de « Je suis Charlie », durant ces quelques jours, a joué un rôle décisif et inédit : à tel point qu'à force de l'entendre, on se prenait parfois tous pour des *Charlie*, pour des frères : des rapprochements de corps inattendus ont même eu lieu, comme par exemple, ce professeur qui a donné une bise à un policier (cela a d'ailleurs été longuement repris d'une chaîne à une autre). « Je suis Charlie »¹⁴⁸ a même été le commutateur dans cette affaire, ce qui a libéré la frénésie. Comme tout logo, il n'était pas fait pour durer, mais il devait avoir une grande efficacité¹⁴⁹, celle de porter les individus. Un symbole (publicitaire au final) comme celui de *Je suis Charlie* implique clairement une fabrique de l'identité exceptionnelle, pensée en profondeur. Mais à la différence des logotypes habituels, cette fois « le produit », c'était nous : nous étions malaxés *pour devenir Charlie*. D'un point de vue publicitaire, ce Joachim Roncin a joué un vrai coup de maître : le fond noir n'était-il pas celui de la marque du deuil, deuil qui emporte toute la France, dans l'affliction et la posture de l'affligé ? Ce symbole n'était plus seulement *Charlie Hebdo*, ce journal de presse satirique, mais n'importe qui. Le logotype « Je suis Charlie » implique

¹⁴⁸ Ce logotype a été créé par Joachim Roncin.

¹⁴⁹ Personne n'a par exemple créé le badge « Je suis Charlie » comme on avait pu créer celui de « Touche pas à mon pote ». Je tiens encore cette idée d'Alain Brossat qui confirme que la possession a aussi *une durée* et que tout événement sur lequel elle s'exerce fait l'objet d'un travail de récupération et de transformation pour en augmenter et en contrôler son impact.

aussi une forme de conduite : je *suis* (au sens de suivre) *Charlie*. Il est devenu un symbole unitaire, d'adhésion, rassemblant les corps secoués et les âmes déboussolées de nos compatriotes et ceux des autres nations, formant un même corps pour agir. Ce qui nous conduit à voir cette possession *comme* une crise intense mais passagère de notre démocratie, *comme* il y a des crises économiques du capitalisme – qui sont endémiques à son système. La fièvre du corps social *ne pouvait durer*, elle devait atteindre un pic et redescendre progressivement. Mais pendant un temps, le symbole a fait ce pour quoi il avait été fait : rassembler les individus autour d'une idée commune.

Sans ce symbole mêlant une idée médiatique à une fabrique publicitaire, nous serions-nous vraiment émus, serions-nous sortis dans la rue ? La bulle anesthésiante dans laquelle nous vivons d'ordinaire a bien été percée en cette journée du 7 et a libéré toute la décharge d'énergie retenue, arrêtée depuis longtemps.

Liberté républicaine

La possession a pris un nouveau tour : elle est devenue plus politicienne. Les médias ont ouvert la voie à ce déplacement. Ils ont refusé de montrer les corps des victimes, mais ont exhibé, à coups de projecteurs, ceux des méchants pris dans l'exacerbation de la violence. *C'est ici que joue la dimension de surexposition de l'événement*. Les moyens de diffusion (internet, télévision, journaux) que les médias ont mobilisés pour faire circuler ces images ont été un élément d'émoi profond : l'effroi devant une exécution et la peur que la police soit impuissante. A ces images repassées en boucle, sont ajoutées de nouvelles, plus directes, qui vont viser les auteurs du crime, les médias ont établi le profil des suspects comme le ferait la police, en s'appuyant d'ailleurs sur ce qu'elles pouvaient leur dire¹⁵⁰. C'est une façon d'exacerber la colère et la peur, de lever l'anesthésie de l'immunité démocratique pour créer chez les spectateurs une réaction politique de revanche. L'âme de la société s'est donc mise à chercher un démon, un monstre à abattre. Lutter contre les frères Kouachi, ce n'est plus seulement tenter d'arrêter disciplinairement des individus dangereux pour la société, il n'est même pas question de les juger, il s'agit d'empêcher que le mal se propage.

¹⁵⁰ A la manière d'un feuilleton policier, on a raconté la traque. L'orchestration médiatique s'est orientée sur la chasse à l'homme, une chasse aux sorciers, aux démons islamistes, avec des visages d'Arabes étalés sur les écrans, présentés comme des portraits criminels (à la manière du *Wanted* des westerns).

L'événement *Charlie* a pris une dimension politique avec les cérémonies d'hommage¹⁵¹ en présence d'élus, puis, le 9 janvier, avec la grande marche dans Paris. La possession a fait l'objet d'une réappropriation politique : elle s'est mise au service de l'Etat et a servi à activer un mécanisme de défense pour éradiquer le mal. Chaque citoyen devenant une vigie. Les politiques n'ont fait que relayer cette mise en place de la possession par toute une série de mesures normalisatrices (renforcement du plan Vigipirate, renforcement à l'étranger sur les territoires occupés des vigies de l'armée). L'impact de l'événement a été tel que l'on a vu les partis pratiquer l'union sacrée et enterrer les conflits (politico-politiciens). Tous les politiques ont rangé la hache de guerre, et ont voulu, un temps du moins, jouer la grande réconciliation. Ce qui était en jeu n'était pas seulement le symbole de la liberté d'expression qui résonne avec une partie de la devise de notre République, ce qui était en jeu, c'est tout l'appareillage même de la démocratie.

Dispositif hypnotique

Cette poussée de fièvre que nous avons tous ressentie n'a fait que renforcer un état de fait, un système immunitaire propre à la démocratie. Mais a-t-elle un caractère structurel ? Ces poussées du corps social ne résultent pas d'un simple accident, la possession est un moyen de réaffirmer le pacte démocratique. La phase de possession montre que le « quatrième pouvoir » et le pouvoir politique sont enveloppés dans un même dispositif. Celui-ci n'est qu'un appareil devant servir à redynamiser le corps social, qui vit le plus constamment sur les différends (principe même de l'opinion au sein de la démocratie, l'*agôn*), et qui par conséquent en vient à se relâcher, se distendre (au lieu d'une unité on a des tensions multiples). La possession est *convulsion*, elle permet une décharge libidinale qui irradie le corps social, et tire les tissus flasques, distendus de la parole démocratique. La fièvre qui l'accompagne permet de porter les esprits et les corps dans des hoquets d'énergie et d'abattement : cyclothymie. Si la possession dure trop longtemps, elle est aussi un moyen d'affaiblir toute une population, en renforçant son inertie et en consolidant un devenir-de-masse qui ne peut produire aucun changement, aucune révolution véritable.

¹⁵¹ A la manière élégiaque, on a brossé le portrait des victimes (Wolinski, Cabu) ; et à la manière épique on a salué les héros par des hommages et un prix a même été créé. C'était le temps aussi des enterrements, des pleurs et du recueillement. On a eu des portraits élogieux gommant les affreux relents de racisme qu'on pouvait lire dans *Charlie Hebdo* ces dernières années.

Il ne faudrait donc pas croire qu'un renouveau de la démocratie soit possible par un tel événement, c'est plutôt le contraire qui est vrai : la société confirme, avec cette possession, son pacte avec la membrane médiatico-politique (immunité). Elle n'est d'ailleurs plus en état d'agir, elle ne fait que réagir. C'est un *dispositif hypnotique* sans précédent qui a été mis en œuvre : la population française a été portée par une aimantation, un magnétisme incroyable. On peut dire sans métaphore que les corps des individus étaient semblables alors à ceux de « zombies » (de type *N'zumbé*) soumis à un geste de possession¹⁵². Il fallait cette fièvre, cette potion du diable, mise en place par le geste de possession du pouvoir, pour défaire toute velléité d'opposition supplémentaire au système et pour remobiliser les corps et les âmes dans la direction d'une opposition aux parasites du corps démocratique. Ainsi paradoxalement, la démocratie immunitaire dont le régime habituel est d'anesthésier, comme l'a montré Alain Brossat, peut dans certaines circonstances, tendre à aimer les âmes et enfiévrer les corps pour les ressouder, les faire lutter ensemble contre les parasites : c'est alors un système d'attaque, et non de simple protection. La membrane médiatico-politique produit une sorte d'hypnose du corps social. Elle focalise toute l'attention des vivants sur les principaux plébéiens à éliminer. La possession s'attache avant tout au corps démocratique pour lui faire retrouver une nouvelle jeunesse à ce moment-là : sentiment d'union intense entre les citoyens, renforcement de l'idée du Soi. C'est aussi une forme de mort, ou d'oubli, on efface les tensions, on réinitialise. Gabriel Tarde avait déjà compris le caractère « somnambulique » de notre société, dans son livre *Les Lois sociales* (publié en 1898), mais il n'a pas montré que cette possession n'existe que par crises qui réaffirment le pacte, et la survie des dispositifs de pouvoir : ce n'est pas un processus continu au sein de la démocratie. La possession est une manière de réinitialiser (au sens informatique) les membres d'une société, en faisant renaître en nous un programme de base : le pacte démocratique qui s'appuie sur un jeu de passes (selon le vocabulaire du magnétisme, des phases de crises) et qui joue perpétuellement de petites scènes de diabolisation (le « ni ni », le jeu du méchant parti, le jeu du chat et de la souris, etc.) qui constituent la « matière » de l'opinion¹⁵³.

¹⁵² Je renvoie à mon livre *Romero et les zombies, autopsie d'un mort-vivant, op.cit.* : le *N'zumbé* est le zombie traditionnel du vaudou, qui est hypnotisé et drogué par un sorcier.

¹⁵³ C'est le jeu habituel des politiciens : on parle d'ailleurs de « l'opposition », pour ceux qui ne sont pas au gouvernement mais dans le jeu politique. De même on continue à parler d'échiquier politique, de droite, de gauche, de centre, mais toute cette géométrie

On pourrait même dire que la possession démocratique a un revers, elle ne fait pas qu'unir dans la fièvre les vivants, elle veut agir sur ces « cellules » qui lui résistent et les *faire mourir*. On pourrait donc parler avec Abdel Aouacheria d'une sorte d'*effet apoptotique*¹⁵⁴ d'une infime partie du corps social. La possession institue une défense (autour des vivants) et une attaque sous la forme d'un processus de mort cellulaire *locale* du corps social. Tous ces stigmatisés qui ne le sont pas encore, il faut les empêcher de virer complètement du mauvais côté (*spin off*). Car si on ne peut pas les ramener à la membrane, en leur promettant l'intégration dans le corps vivant (autrement dit une élection au statut de vivant, un oubli de leur condition de stigmatisé), alors il faut opérer une fragmentation plus forte encore qui conduise ces stigmatisés *rebelle*s à la mort (cellulaire) dans l'organisme social : ils devront être bannis (envoyés par avion ailleurs) ou éradiqués (commando, opérations spéciales), ou ils devront être placés en isolement (prison), coupé des autres détenus. Cette « apoptose » porte la stigmatisation à un niveau supérieur, à un second degré, car elle en fait la stigmatisation par excellence (entre un Rom et un terroriste, la société fait un certain partage). Il s'agit d'infiltrer les filières et de les faire éclater, de les réduire à un *devenir-imperceptible*.

Ainsi ce pacte des patriciens, des gouvernants va tout faire pour garantir l'immunité de la démocratie, selon la cible choisie - vivants ou plébéiens -, et doser sa réponse aux attaques. *Charlie* a nécessité deux réponses très fortes de la part des pouvoirs : 1°) la possession, c'est-à-dire une sorte d'électrification du système nerveux et physique du corps social pour réanimer en lui la « vie », c'est-à-dire la reconduction des normes et leur survie au sein de l'organisme social ; 2°) un grand *moment apoptotique* qui a consisté à instituer des lois et des normes nouvelles pour agir contre tout devenir-terroriste (système d'écoutes, confiscation

politique est un simple discours qui vise toujours et encore à maintenir des logiques d'opposition. C'est aussi le jeu des citoyens qui l'effectue à un autre niveau dans le choix des joueurs, le choix des partis, le choix des opinions.

¹⁵⁴ Ce terme d'apoptose, que j'emprunte à la biologie cellulaire, exprime la décision prise par une cellule de se suicider. Le suicide est ici la résultante des interactions que la cellule n'entretient plus avec la collectivité des autres cellules : autrement dit, transposé dans le domaine social des individus, c'est la membrane politique (patriciens) qui pousse les individus à se couper d'elle-même. Comme le souligne Abdel Aouacheria, chercheur spécialiste de la mort cellulaire, dans un article en préparation, l'apoptose peut être « vue comme un phénomène au cours duquel la cellule se fragmente en vésicules avant d'être "digérée" par l'extérieur ». (Cf. « Du duel au pluriel : réflexions sur les protéines régulatrices d'apoptose de la famille BCL-2 et sur la mort cellulaire » p. 15).

des passeports, etc.) et neutraliser les « terroristes » (Coulibaly, les frères Kouachi).

Ce pacte que nous avons vu entre médias et politiques apparaît comme une manière de trier dans la membrane démocratique *entre deux types d'humanité* : il y aurait les bons citoyens et il y aurait la racaille fondamentaliste, incurable, perdue. La possession apparaît, elle, comme un moyen de renforcer cette stigmatisation des plébéiens et de renforcer l'immunité des vivants. Plus fondamentalement la possession est une manière de figer structurellement la démocratie, lui conserver un caractère *fini* (comme dirait Etienne Balibar¹⁵⁵), puisque le pacte aura toujours avec elle sa réponse ultime à une menace portant sur l'intégrité du corps démocratique¹⁵⁶.

FAIRE MOURIR TOUS CES PAUVRES DIABLES

Mais jusqu'à présent, nous n'avons considéré qu'un seul type de possession. Or ce concept peut aussi nous permettre de mieux comprendre le fonctionnement de ces plébéiens que l'on identifie à des terroristes (selon un discours patricien¹⁵⁷). De fait, les « assaillants » peuvent venir d'ici *ou* d'ailleurs (d'un autre pays), il nous semble qu'ils ne sont pas si extérieurs que cela à la membrane, mais ils n'ont pas le même objectif que les gouvernants. Pour eux, les patriciens (gouvernants) sont des maîtres qui les oppriment, sous une forme ou une autre, et qui ne favorisent qu'une portion du corps social, pour mieux rejeter ceux qui sont à sa marge. Ces assaillants plébéiens sont décidés à sortir de leur condition, même s'ils doivent pour cela y perdre

¹⁵⁵ Voir E. Balibar, « Qu'est-ce qu'une politique des droits de l'homme ? » in *Les frontières de la démocratie*, La Découverte, Paris, 1992, p. 246 : dans ce texte, il soutient l'idée d'une « certaine illimitation essentielle de la démocratie ».

¹⁵⁶ Une démocratie enserme par des gestes politiques de possession les individus qu'elle reconnaît (les « vivants ») en excluant ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas suivre ses normes (et qui sont donc comme « morts » pour elle). Dans cette logique-là, elle semble garantir son caractère fini. Car il s'agit de repositionner autour d'un ennemi commun tous ceux qui sont dans le jeu social et qui s'échangent des balles avec la volonté de gagner. Sans ces moments de *réinitialisation* (possession) qui unissent les citoyens contre les autres la société ne pourrait pas rester sur un régime d'opinions (liberté d'expression). La fièvre en quelque sorte rééquilibre affectivement la société, elle est donc loin de la mettre en danger.

¹⁵⁷ Je tiens ce *motif* du plébéien d'Alain Brossat qui a su, dans son immense œuvre philosophique, lui donner toute la place qui lui convient (cf. *Le serviteur et son maître : essai sur le sentiment plébéien*, Léo Scheer, 2003).

la vie, et même si l'issue du combat ne permettra pas de recréer un corps vivable pour tous.

Stigmatisation

D'où viennent-ils ? Les plébéiens sont issus des rangs des exclus du système (démocratie) et pour une part d'entre eux de ceux qui sont touchés par la stigmatisation dont certaines communautés font l'objet (nouveaux convertis). Cela est connu, et c'est pourquoi quelques jours après le 7 janvier, les stigmatisés de la société, essentiellement incarnés à l'intérieur¹⁵⁸ de la France par la communauté musulmane, ont été sommés de venir composer avec cette nouvelle membrane médiatico-politique : l'œil rivé des charlistes sur le musulman pour qu'il prenne parti pour la République, alors même que l'Islam était justement mis en exergue comme une religion *problématique*. L'issue de ce combat contre ces démons modernes est connue. L'Islam est devenu encore plus problématique aux yeux de la société.

Or on ne peut ignorer que si l'État français d'hier (colonisateur) et l'État d'aujourd'hui (conciliateur) ont su et savent encore traiter les Arabes (et les musulmans) avec un si grand mépris, c'est parce que l'État français est encore embarrassé par ce qu'a produit la colonisation, et qu'il n'a pas établi avec les ex-colonisés la même logique d'intégration qu'avec d'autres (Polonais, Italiens, etc.). Si l'État préfère reconnaître les Arabes « morts pour la France », avec ses médailles, les politiciens, eux, dans leur jeu quotidien, stigmatisent les banlieues, *symbole* de pauvreté sociale et *stigmat* de la colonisation (y vivent les descendants d'immigrés provenant des anciennes colonies) : pour les gouvernants, les Arabes et les musulmans sont les rebus de la République – même une politique de gauche ne vise au mieux, dans ses programmes, qu'à vouloir y créer des lieux de remédiation de la parole, et propose une politique de l'égalité des chances par le sacro-saint système éducatif, sans réfléchir une seconde aux conditions de la stigmatisation.

L'ambiguïté politique se manifeste aussi plus globalement, sur le plan international, notamment sur la question palestinienne. On affirme sans cesse que le « peuple » palestinien est menacé de l'intérieur par des mouvements islamistes radicaux, qui, à l'extérieur des territoires, menacent également le peuple d'Israël. Le mal est identifié aux factions fondamentalistes. En France, on réprovoque les réactions de l'État d'Israël,

¹⁵⁸ Les autres stigmatisés sont les sans-papiers, les migrants, les Roms, mais viennent d'ailleurs : ils ne sont pas perçus de la même façon – jusqu'à présent (sauf pour les partis extrémistes).

on le met en garde, mais les instances nationales ou internationales (autres puissances) ne font rien pour agir contre les colonisations par exemple qu'il laisse faire sur les territoires palestiniens et même encourage (et tout particulièrement Netanyahu, d'ailleurs invité lui aussi au grand rassemblement républicain quelques jours après l'événement *Charlie*). Tous s'accordent à dire que le fondamentalisme est le nerf de la guerre, mais il ne vient jamais à l'idée de personne ou presque de se demander comment le fondamentalisme peut entraîner avec lui des jeunes qui sont pourtant nés et ont été éduqués dans les démocraties.

S'en prendre à la religion pour expliquer que des jeunes Français vont en Syrie se battre et éventuellement reviennent pour tuer sur leur sol national, n'est pas sérieux. Dans cette perspective, on les considère comme des « terroristes », des ennemis de l'Etat, dont le maître mot est *la laïcité*. Mais on peut les envisager autrement. De fait, on peut se demander s'ils ne sont pas eux aussi l'objet d'une possession – toute autre que celle qu'exerce l'Etat. Car autant *le geste de possession démocratique* qu'on vient de voir et qui est exceptionnel ne fonctionne pas sur eux, autant ils n'adhèrent d'ordinaire que difficilement à la membrane et sont même portés à s'en décrocher¹⁵⁹. Si en revanche, ils sont sensibles au fondamentalisme, c'est que celui-ci leur parle, et qu'il a su mettre en œuvre un *autre geste de possession*, qui agit constamment sur eux, en les enveloppant.

Le dispositif de commotion

Il faudrait faire une nouvelle distinction entre les stigmatisés qui vont jouer les martyrs et ceux qui, stigmatisés aussi, vont s'en servir. Les chefs terroristes se mettent à jouer sur différents éléments de symbole pour défragmenter les liens des stigmatisés à la membrane - liens qui passent notamment par la famille, l'école – et qui sont ténus. On pourrait parler de leur part de la mise en œuvre d'un système *spin off* (un système dérivé de la membrane¹⁶⁰) qui joue sur la possibilité de

¹⁵⁹ Rien ne pouvait plus les y faire adhérer vraiment (ils sont ainsi comme des bulles sur une surface hydrophobe).

¹⁶⁰ On ne peut raisonnablement penser que les stigmatisés *sortent* de la membrane pour s'opposer à elle par des contre-conduites : ils restent soumis à la membrane (ils sont plus que jamais soumis à son geste de tri), mais ils s'appuient sur cette stigmatisation pour en faire quelque chose de libérateur. Mais inversement, ce déplacement de fonctionnalité va maintenant servir le fondamentalisme qui s'appuie *localement* sur la membrane pour en faire le centre de son fonctionnement. En conséquence, la membrane se déchire, est comme « digérée » de l'intérieur.

rassembler, d'unir des stigmatisés, et de faire d'eux des forces délétères contre le fonctionnement actuel de la démocratie.

Le terme *spin off* désigne en général une série télévisée qui est produite à partir d'un film, mettant en œuvre un univers *différent* (du film d'origine). Dire que le fonctionnement fondamentaliste est un système *spin off*, cela implique : 1) qu'il opère un *geste* au sein de la membrane démocratique qui vise à en changer l'« univers » (autrement dit : ruiner le monde des patriciens) ; 2) que ce geste n'est pas extérieur à la membrane puisqu'il s'appuie sur les stigmatisés et qu'il leur donne une autre consistance. Ainsi, au lieu de continuer à occuper la même position de rejetés, les stigmatisés reviennent au-devant de la scène pour contaminer les vivants, les « digérer » de l'intérieur, en impulsant en eux un affect (choc) qui les modifie, et leur enlève leur chère immunité qui les maintient dans une position patricienne (fonction-levier qu'on nommera « autophage ») ; 3) que le dispositif mis en place par les fondamentalistes agit, cependant, comme une *possession locale* sur ceux qui peuvent être concernés – les stigmatisés.

Les stigmatisés sont les cellules d'un organisme politique et social qui les pousse au « suicide » (et qui sont donc coupées des autres cellules, puisque la société les met de côté) et qui vont pousser encore plus loin ce suicide pour cette fois entamer l'organisme, le faire dériver vers le chaos. Il faut donc que ces cellules reçoivent de nouveaux « signaux » qui les activent sans activer les autres.

D'une manière générale, la possession démocratique - qui est le levier de défense des vivants dans l'organisme social - s'appuiera de manière exceptionnelle sur un *dispositif hypnotique*, qui implique un processus affectif propre à générer une transe, une fièvre du corps social, alors que la possession fondamentaliste, elle, suivra un fonctionnement de type série télévisée couplé avec le média jeu vidéo. Pour les tenants de la démocratie, le dispositif hypnotique joue sur l'émoi et le suspense, notamment on l'a vu avec la chasse à l'homme des frères Kouachi et les retours incessants du symbole de la liberté ; à l'inverse chaque scénario des fondamentalistes cherche à « impacter » la membrane par des « coups » terribles : cela peut être une bombe, la destruction d'un symbole fort d'un pays, une décapitation – elles feront de toute façon l'objet d'une mise en scène.

Dans la possession fondamentaliste, il s'agit d'en passer par des cellules (épisodes), présentées sous forme de vidéos et mises sur le net : elles mettent en jeu les mêmes héros (djihadistes), mais pris dans des situations toujours différentes, pour créer différents impacts sur le stigmatisé (afin de le métamorphoser). Une fois recrutés et formés, ces

stigmatisés forment les rangs des armées djihadistes et vont continuer à suivre ce développement « sérial » en postant des vidéos qui montrent leurs agissements : ils portent ainsi des coups, toujours par surprise, à l'espace démocratique qu'ils cherchent à fendre ; ce pourquoi ce système *spin off* relève d'un *dispositif de commotion*. D'où le fait que les fondamentalistes montrent des vidéos usant d'effets spéciaux tirés tout droit des jeux-vidéos. Le *système spin off*, qui fait dériver le système vers un chaos, cherche à renverser la logique pacifique du héros démocratique, plongé dans univers qui anesthésie : il nous plonge dans le chaos, dans un vrai monde de zombies (virus).

Le génie diabolique de Daech, par exemple, c'est de passer par les mêmes outils que la membrane démocratique, et de ne pas jouer avec le même symbole. On pense souvent que les possédés de Daech, les *human bombs*, sont des fous de Dieu. Certains en sont, mais ce qui les pousse à agir suppose davantage qu'un symbole souverain divin qui guiderait leurs pas, d'autres aspects entrent en compte, notamment l'appareillage médiatico-politique fondamentaliste. Or cet appareillage, ce dispositif exploite le discours religieux mais surtout la stigmatisation. Les chefs de Daech exploitent avec la plus grande intensité le sentiment de mépris et aussi de surexposition dont les stigmatisés font l'objet. Dans l'enveloppement fondamentaliste, le stigmatisé, devenu *une cible du pouvoir*, cherche à marquer la membrane, à souiller avec l'éclat de sa chair explosée la belle immunité démocratique. C'est donc l'un des pôles de la membrane immunitaire qui doit jouer contre l'autre et la contaminer pour la faire disparaître. Le religieux n'est qu'un élément du symbole, un moyen parmi d'autres de renforcer la possession des stigmatisés, puisque la démocratie ne veut plus de Dieu, en tous cas lui a assigné une certaine place – régie par la laïcité.

Aussi plutôt que de se limiter à une explication par la foi, qui est l'argument cliché de la République (son côté « anti-clérical »), il semble plus avantageux de montrer comment un geste en vient à habiter ces jeunes et les couper du corps social, auquel ils refusent d'adhérer, pour en faire des forces vives capables de parasiter le système (membrane). Les sorciers fondamentalistes ont compris que le meilleur moyen de combattre l'apathie des stigmatisés¹⁶¹, en France, par exemple, c'est de

¹⁶¹ Notons ici que cette apathie des stigmatisés est plus physique, dans les conduites, que mentale, dans l'esprit, et qu'il suffit d'un excès de violence pour que la protestation, la colère s'expriment. Le seuil d'apathie est plus bas, car à cette accumulation de la violence qui leur est faite, il y a le sentiment de rejet de la population. Le reste de la population est lui, d'ordinaire, sous « anesthésie générale », comme dit Brossat (cf. *La démocratie immunitaire*). Il faut bien voir qu'il y a des paliers d'affectivité, des régimes

les faire entrer dans un *geste de possession*, le leur, où la démocratie deviendrait le corps démoniaque à abattre. Pour le stigmatisé, agir dans la société est fondamentalement compliqué, car il est justement celui qui n'a pas les mêmes droits ou à qui on ne reconnaît pas de légitimité (migrants, Roms, jeunes des cités). Il n'en va pas de même s'il peut dépasser sa condition de *stigmatisé* et devenir *un autre*.

Les possédés du djihad

Les sorciers fondamentalistes récupèrent l'affect de ces stigmatisés en le modifiant pour qu'il puisse répondre à leur propre logique de conquête. Les stigmatisés sont vus par les Occidentaux comme des *terroristes* et des *barbares*, alors qu'ils sont dans un *devenir-parasite*, un devenir animal (le bélier) et sont porteurs du geste de « *trouiller* » la *membrane*¹⁶² : ils veulent l'ouvrir vers un dehors, en créant un *pôle négatif* aux points où elle va se déchirer, se déliter (ils veulent vivre autrement, être considérés différemment). Ce n'est pas Dieu qui *exige* la mort, ce sont les chefs sorciers fondamentalistes qui s'appuient sur de multiples fragments de souffrance et d'héroïsme pour décomposer la capacité synthétique (dirait Norbert Elias) d'une communauté de parasites libérateurs.

différents d'affects dans notre société : ce n'est pas un tout homogène, fait d'individus tous semblables.

¹⁶² *Trouiller* : ce néologisme désigne la modalité de peur, de terreur qui s'articule à ce qui parasite la membrane. C'est le geste qui porte au *déphasage* de la membrane. On ne le confondra pas avec le geste de trouer la membrane - ce geste émancipateur que pense Philippe Roy dans son grand livre *Trouer la membrane*. Car il ne s'agit pas de trouer la membrane pour en défaire les mailles qui nous enveloppent, autrement dit de faire un « trou », il s'agit plutôt de considérer la membrane dans ses états-limites – ce qui porte donc ce que nous appelons : « le dôme » dans notre livre *L'âge de cristal* (co-écrit avec Abdel Aouacheria), à entrer en crise. Le *geste de trouiller* prend sa place en effet dans un déphasage de la membrane en passant dans un *régime spasmodique, épileptique*. Il est le fruit d'une possession des stigmatisés, devenus par celle-ci des plébéiens. Le *geste de faire-peur* (« trouiller ») va se propager parmi les vivants (autant ceux qui adhèrent bien à la membrane que ceux qui y adhèrent trop bien : les malades de l'auto-immunité) et appeler une réponse « possessive » de la membrane des vivants pour lui résister. Cette double possession porte donc la membrane biopolitique à une affectologie complexe. Une partie de la membrane entre dans un régime du « faire-peur » qui amplifie la peur qui se meut en terreur. La membrane *se déphase à un moment donné*, c'est-à-dire que ses fonctionnements diagrammatiques vont opérer entre les « vivants » et les « stigmatisés plébéiens » une sorte d'opposition, de polarisation : une lutte s'engage, un système de coups/contrecoups. Plus le corps social va se tordre de peur, plus il va être porté à anéantir ses parasites. Le geste de « trouiller » est comme ce qui dédouble la membrane de l'intérieur, l'autopsie pour mettre sa chair à nu.

La plupart ne vont même pas prier (comme Coulibaly), et quand ils le font, c'est déjà selon l'enveloppement fondamentaliste : les imams des mosquées extrémistes sont des porte-paroles et ils diffusent une parole politique, souvent par des vidéos postées sur internet (dispositif de commotion). Les fondamentalistes exploitent le *sentiment plébéien*¹⁶³ de ces jeunes (présent sous la forme d'une haine contre les patriciens qui dirigent le monde et les méprisent). Cela passe par une mise en scène travestie de la conception même du « Jihad » : le sens du mot en arabe veut dire « ascèse », « effort sur soi » (proche de la *Lekh lekha* judaïque, « va vers toi »¹⁶⁴) et se transforme en « guerre sainte » chez les fondamentalistes et les journalistes. On passe d'un *travail sur soi* à un affect de Némésis, un affect de vengeance. Vengeance et héros que l'on voit et entend surtout dans ces vidéos, avec le drapeau¹⁶⁵ omniprésent de Daech, qui n'est tout au plus qu'une organisation mafieuse, et qui est devenu un Etat, ayant redécoupé les frontières entre Syrie et Irak. Daech fait éprouver à celui qui se tuera un corps de martyr, un corps *convulsé par la souffrance* qui l'apparente à ceux qu'il veut venger (les stigmatisés du monde musulman) : le corps entre dans une sémantique religieuse qui est bien plus l'image christique que l'image d'Allah (dont la religion refuse toute image et refuse les images) - ce qui explique la facilité avec laquelle des personnes de confession chrétienne peuvent vouloir rentrer dans les rangs djihadistes.

Leur libération passe par le fait de retourner les armes contre eux, comme une façon de montrer la souffrance, et en un sens une façon de rompre avec l'image identitaire qui leur colle à la peau, image négative qui leur vient de la membrane. Avec leurs corps de souffrance, ils font des « trous » dans la membrane, ils la découpent en petits paquets (bombes), lui enlèvent de sa force. On pourrait à nouveau convoquer un autre objet de la biologie cellulaire, l'autophagie¹⁶⁶. Il s'agirait en

¹⁶³Je reprends ce concept du livre d'A. Brossat, *Le sentiment plébéien*, Léo Scheer, 2013.

¹⁶⁴Cf. Torah, *Beresbit*, passage avec Abraham avant la naissance d'Isaac.

¹⁶⁵Notons aussi que ce drapeau est noir et typographié en blanc, comme le logo de *Je suis Charlie*.

¹⁶⁶L'autophagie est un autre processus de mort cellulaire (il y en a beaucoup d'autres). Dans son article, Abdel Aouacheria explique que l'autophagie implique « lui aussi une libération de ressources faisant appel à la formation de vésicules », comme l'apoptose, mais « au cours de l'autophagie, les constituants cellulaires sont digérés cette fois-ci de "l'intérieur", le matériel à dégrader est "empaqueté" dans des autophagosomes (des vésicules à double membrane) qui fusionnent ensuite avec les lysosomes, des vacuoles digestives riches en enzymes hydrolytiques. Le processus autophagique permet à partir des constituants ainsi digérés de générer des précurseurs (acides aminés, acides gras,...) qui entreront dans la fabrication de nouvelles macromolécules » (cf. « Du duel au

somme d'un processus miroir à celui de l'apoptose qui est le mode d'agir des patriciens pour défendre l'organisme social. Ici le processus autophagique serait un moyen de constituer de nouveaux possédés.

Les stigmatisés ont une fonctionnalité *autophage*. Ils sont comme possédés par des dibbouks, ou si l'on préfère user d'une terminologie plus adaptée (car plus biologique), ce sont comme des zombies (au sens viral), ceux que l'on rencontre au cinéma aujourd'hui¹⁶⁷. Ils sont capables de se nourrir des vivants (de l'intérieur, puisqu'ils appartiennent à la même membrane) et de les contaminer affectivement. Les zombies de Daech font autant de victimes par les dévorations qu'ils font que par l'émoi qu'ils provoquent. Il s'agit surtout de stigmatiser par la violence affective. Il s'agit de digérer leur « vivanisme », à l'intérieur d'eux-mêmes, pour qu'ils doutent de l'immunité dont ils sont porteurs, et aussi de les porter à se défaire des normes qui les entourent et qui tissent leurs vies. On pourrait dire que le zombie veut « toucher » (au double sens du terme) à tout prix ceux qui sont dans son rayon d'action. En ce sens, les djihadistes sont le stigmate d'une singularisation de la membrane, ils marquent une inflexion, un processus **vitaferre** original : car toujours liés à la membrane, ils visent simplement à suspendre le fonctionnement du pacte démocratique.

Ce pourquoi, le fonctionnement de ces zombies d'un nouveau genre est en miroir de la possession démocratique – zombies plus classiques. Leur but est de déstabiliser la démocratie, de digérer certains de ses

pluriel », p. 15). Notons que les biologistes distinguent l'autophagie comme réponse de survie à l'agression d'une cellule et l'autophagie qui concerne une cellule dérégulée et qu'ils nomment « mort par autophagie ». Ainsi dans le premier sens, la religion pourrait être vue comme la réponse au mal qui touche les stigmatisés (leur mise à l'écart) : le salut religieux à la place du salut social (normes, etc.) ; dans le second sens, les stigmatisés trouvent en eux-mêmes (via la possession fondamentaliste) la possibilité d'agir dans et sur la membrane pour ne plus être des simples « rebus » de la société. Sur le plan biologique, si la mort par autophagie correspond à un mécanisme de digestion vacuolaire par les lysosomes, qui sont précisément les « poubelles » de la cellule, alors ces derniers se mettent à ingérer du matériel cellulaire, qu'ils trouvent dans le cytosol (le milieu intracellulaire). A un niveau biopolitique, c'est dans le système mis en place par les patriciens, la membrane, que les stigmatisés trouvent la matière à « assimiler ».

¹⁶⁷ Un dibbouk est justement un démon à l'intérieur d'un vivant qui se nourrit de lui (cf. le film *La possédée*, Ole Bornedal, 2012). Le zombie (viral), quant à lui, est cannibale mais il a surtout une capacité à contaminer « les vivants », et les transforme de l'intérieur. Quel que soit le discours cinématographique ou biologique utilisé ici, on retrouve une même dimension gestuelle à l'œuvre dans l'organisme (film ou société).

matériaux, les différents vecteurs du vivantisme (culture, etc..¹⁶⁸) en créant l'effroi. Et ce qui réussit à être digéré deviendra un élément qui ne sera plus contre le système *spin off*, mais qui en sera une pièce nouvelle. La membrane démocratique est donc le lieu, le « champ de bataille » d'un double fonctionnement : l'un qui vise le renforcement de son immunité (possession des vivants et apoptose des plébéiens dangereux) et l'autre qui vise l'émancipation de ceux qu'elle stigmatise (possession fanatique et autophagie de la membrane, qui se met à se digérer pour venir composer de nouvelles cellules). Les patriciens de la démocratie n'ont pas les mêmes objectifs : les uns veulent garder, préserver un certain monde, et les autres veulent sa destruction.

D'où le fait que la religion et l'héroïsme sont des aspects du discours fondamentaliste, car ils n'entrent plus dans le discours vivanique. Ainsi certains groupes fondamentalistes vont jouer davantage sur l'après-vie et sur la purification du mal, d'autres, font jouer davantage le côté héroïque qui est privilégié (Daech). Le pacte que noue le fraîchement converti (ce sont toujours des *incroyants* qui sont convertis ou des ignorants) avec ces fondamentalistes, c'est un pacte de transformation en guerrier pour libérer la souffrance dont ils sont porteurs (exactions ou laisser-faire d'un État) et pour se libérer en la montrant (martyrs). *C'est une véritable catharsis* de la communauté et de soi-même qu'ils recherchent. Ils tuent pour se libérer de la stigmatisation de certains patriciens, ils se vengent en jouant littéralement le rôle du parasite qu'on leur donne pour infiltrer la membrane, la contaminer et la nécroser.

Dans le cas de Daech, les stigmatisés des autres pays en viennent à former les rangs d'un *cosmopolitisme parasitaire* complètement inédit qui ne passe plus par une conscription, par un engagement patriotique. Une autre composante est en jeu, c'est d'intégrer les rangs d'une horde, où chacun peut être le chef, en vertu de son courage. Ces hordes déferlent sur les Etats existants, par exemple la Syrie et l'Irak, et détruisent les œuvres d'art, pillent, enlèvent ceux qui sont les représentants de la membrane. Ce sont des êtres monstrueux pour l'Occidental qui comprend les pratiques de décapitation comme un retour à la barbarie, alors qu'il s'agit peut-être de quelque chose d'incommensurable, quelque chose destiné à montrer l'horreur, créer quelque chose comme un déchirement intérieur du spectateur occidental qui suit la

¹⁶⁸ Cf. *L'Abécédaire Foucault*, Demopolis, 2014, où Alain Brossat pointe les différents vecteurs qui alimentent la démocratie (art, culture, etc.) et qui sont autant de lieux utopiques où elle façonne le sentiment républicain et le goût du marché.

décapitation sur son écran vidéo (internet, puisque la censure médiatique cherche à la cacher à tout prix).

Peut-être au fond les stigmatisés ne sont-ils que des plébéiens, qui choisissent un autre destin que celui assigné par la membrane, qui cherche à nous prémunir de tout et secrète de l'inégalité constamment ? La politique française, ayant besoin d'exclure une partie de sa population pour maintenir l'homéostasie de tout l'organisme, va réduire ces plébéiens à des barbares, des terroristes. C'est très commode, elle refuse de comprendre que ces derniers ne font que répondre à leur logique « apoptotique » qui est une logique d'exclusion hors de l'organisme.

Daech en a fait des produits singuliers, capables de répondre à la membrane qui les agresse, il les a taillés pour accomplir un soulèvement qui témoignera de leur capacité à inverser l'image du simple stigmatisé en martyr. Certes, on ne peut pas dire que les stigmatisés soient libres, car ils ne sont pas complètement débarrassés des maîtres. Mais ces « nouveaux maîtres » - qui sont eux-mêmes rejetés par la membrane politique occidentale – leur donnent une valeur, une identité : en ce sens, ils effacent le mépris des patriciens, en exploitant le « potentiel » de révolte plébéien.

Il y a donc une autre possession, un autre geste qui vient envelopper les stigmatisés pour les transformer, mais la possession n'est pas la même entre la membrane et sa version *spin off* : les stigmatisés convertis ne restent pas assis dans leur fauteuil, ils agissent avec une violence extrême, même s'ils sont instrumentalisés : ils sont devenus en fait des êtres dotés d'un autre corps, d'un potentiel bien plus grand ; ils sont ainsi plus singuliers que la plupart d'entre nous, puisqu'ils sont capables de se révolter, de se soulever et d'agir, alors que nous sommes des endormis, des anesthésiés, des zombies (*N'zumbé*). Comme si en eux, s'était développée la capacité de mordre et de déchiqueter la membrane, comme s'ils avaient été transformés en virus contagieux, destructeur. Pour les stigmatisés, il s'agit de franchir toujours un pas et d'effacer progressivement la membrane, la consumer pour revenir à un autre corps, plus souverain. Mais s'ils répandent la mort, cherchant à déchiqueter, dévorer les âmes, comme des « zombies » fanatiques, des êtres transformés en « virus », mais s'ils ont retrouvé un peu de singularité, que nous avons pour la plupart perdue, ne sont-ils pas tout de même, pour la plupart, les produits de programmes conçus par les fondamentalistes ?

Les sorciers fondamentalistes

Le pacte djihadiste par définition implique justement un refus du pacte démocratique : ils sont exclusifs l'un de l'autre, car celui-là s'appuie directement sur ceux que celui-ci rejette. La possession va donner *un salut* aux stigmatisés que la société française ne leur promet pas et qu'elle ne promet qu'à ceux qui atteindront une certaine norme de vie¹⁶⁹. Certes tout pacte implique une possession (et non une soumission à un groupe), mais cette possession est vécue, on l'a dit, comme un moyen de se libérer de la membrane. Le geste plébéien de Daech vise par la destruction et le spectacle de la peur à tenter de nous réveiller de notre corps anesthésié – pour parler comme A. Brossat -, de tout ce que la civilisation européenne, occidentale veut façonner comme étant la seule vision possible. La civilisation cherche par tous les moyens à préserver des sites précieux, à enfermer dans ses musées la culture comme dans un bocal, à l'abri du temps : c'est là une certaine vision de l'humanité, marquée par le progrès. Briser une statue dans un musée, par exemple, est un des multiples moyens de martyriser aussi la scène filmée. Il s'agit toujours de jouer sur une mise en scène.

Les sorciers sont eux-mêmes stigmatisés (même si la plupart du temps, cette stigmatisation vise plus leur communauté ou leur religion qu'eux-mêmes), même si la plupart ont fait des études en Europe ou aux USA, ont eu une autre expérience de l'éducation. Pour eux, briser la membrane implique plutôt de détacher certains individus de sa stigmatisation pour en faire un usage qui consiste à déchirer, à détendre le plus possible l'attachement aux valeurs de liberté, ils sont le plus souvent dans une « opposition-miroir » processuelle avec la membrane que l'on a marquée plus haut avec la distinction biologique pointée par Abdel Aouacheria entre processus apoptotique et processus autophagie ou avec la distinction cinématographique *N'zumbé et zombies viraux* que nous avons développée dans notre livre sur Romero¹⁷⁰. La conquête de Daech est une stratégie souveraine de suppression de la membrane, mais à la base, ce qui guide son action et qui la rend possible, c'est un régime processuel *en opposition à la stratégie patricienne de la démocratie*¹⁷¹.

¹⁶⁹ Pour ces points sur les vivatismes « actuels » de la démocratie, je renvoie au livre d'Alain Brossat *Droit à la vie ?*, Seuil, 2010.

¹⁷⁰ Lire la partie « Cartographie » de notre livre, *Romero et les zombies*, *op.cit.*

¹⁷¹ Daech certes est un Etat mais il fonctionne négativement par rapport aux démocraties modernes : il s'appuie comme elles sur des dispositifs, joue avec les sujets stigmatisés, mais cherche par tous les moyens à les court-circuiter : l'action de détruire un musée *appelle* une réaction de l'Unesco (crime contre l'humanité), qui *appelle*, à son tour, une réaction des fanatiques (tuer dans un musée), pour signifier que le musée est

C'est pourquoi la possession peut elle-même passer du statut de mécanisme de défense (démocratie) à celui de mécanisme d'attaque (parasitisme). Qui plus est, si la possession est *exceptionnelle* dans nos sociétés, elle est au contraire un processus *continu* au niveau des réseaux fondamentalistes : il faut sans cesse conditionner le stigmatisé pour qu'il puisse devenir un martyr. Une fois que les stigmatisés deviennent une bombe humaine, alors, les sorciers n'ont plus qu'à les utiliser, les placer dans leurs stratégies : montrer la souffrance et la force. Mais on l'a vu avec *Charlie*, ou le 11 septembre, il est difficile en jouant avec les symboles de ne pas réveiller une défense du corps démocratique. Le 11 septembre était une croisade : Bush a joué l'exposition en envoyant ses troupes sur les sols de l'Afghanistan. Le 7 janvier, le pouvoir démocratique a su inventer, construire un autre *anti-virus*, la possession, une fièvre pour contrôler la situation (attentat). Le poids des Daech, Al-Qaïda tient surtout son pouvoir de l'exploitation médiatique de la stigmatisation pour créer une perturbation dans l'ordre social démocratique.

Si la possession démocratique crée un lien autour d'un symbole (liberté, pouvoir), et permet d'abolir les oppositions, momentanément, en ciblant un ennemi commun, celui de la démocratie, c'est parce qu'elle est une possession *sui generis*, elle est l'activation du dispositif hypnotique sur un ennemi précis, à un moment donné, avec une visée claire : elle ne cherche qu'à marquer avec la plus grande force l'écart entre les vivants et les stigmatisés, c'est une dualité qui se radicalise. La possession fondamentaliste, elle, exploite la stigmatisation, elle cherche à lui donner un corps plus fort : celui du martyr, car c'est dans l'exposition que les stigmatisés peuvent atteindre la membrane démocratique et vibrer en elle pour la déchirer. La dualité est en quelque sorte écrasée car il ne doit plus y avoir de « vivants », que des convertis, que les signes du martyre. Le martyre, c'est donner corps à ces populations meurtries (musulmanes), c'est tisser un lien avec elles, puisqu'il s'agit de témoigner de leurs souffrances. Les décapitations, qui sont montrées, ce n'est pas tant un acte de barbarie, comme le voit la

surtout un lieu de barbarie, *et non de civilisation*. Il faut être attentif aussi aux exécutions capitales, aux exhibitions de décapitation qui, par contraste, rappellent que la démocratie ne veut plus couper de tête, qu'elle ne veut plus de sang. Ce sont des *processi entre les gestes* qui se répondent comme deux aimants qui se repoussent et s'attirent. D'un côté, il s'agit littéralement de *nécroser* une partie de la population (le stigmatisé l'est encore plus – pour qu'il puisse être amputé du corps social) pour renforcer la membrane, de l'autre, il s'agit de déchiqueter la membrane par l'exposition du sang de ses stigmatisés.

membrane, qu'une manière de marquer les esprits, par une stigmatisation qui contamine directement les « vivants ». Daech s'oppose aux armées internationales qui ne sont plus bonnes qu'à tuer par joysticks interposés, et non plus avec le fusil, la kalachnikov, ou l'épée. Il s'agit toujours de créer l'horreur, par la répétition, comme si les fanatiques de Daech ne voulaient pas laisser tranquille la démocratie, comme si elle devait être secouée perpétuellement par des « coups » violents. C'est grâce à son dispositif de commotion que le fondamentalisme oblige la démocratie à vivre dans la peur, et qu'il lui fait perdre sa fonction anesthésiante.

Grand corps malade

Reste que la possession moderne fait aussi des victimes non consentantes, des malades de sa maladie, car elle fonctionne non pas seulement comme *exclusion disciplinaire* mais comme *une gestion de tous les parasites*, comme une gestion de ce que doit être la liberté, et tout ça pour garantir un système immunitaire. Ces malades de la possession, ce sont ceux qui refusent un monde imposé par des maîtres, quels qu'ils soient (gouvernants ou chefs fanatiques), ceux-là aspirent à être des plébéiens insoumis, *ingouvernables*¹⁷².

Cela signifie que la possession a aussi ses limites, elle n'a pas complètement fonctionné ; pour ceux qui l'ont vécue, et qui ont résisté, il ne fut pas question d'aller jusqu'à la pâmoison, ou l'hystérie, ou la convulsion publique. Certains d'entre nous, ni plus intelligents ni plus faibles, ont vécu un véritable exorcisme, ou pour le dire dans un langage plus adapté, une extraction (comme lorsqu'on veut résister à l'imposition d'une idée, d'une doctrine qui s'enfonce dans nos têtes). Ils ont refusé ce que le dispositif médiatico-politique n'a eu de cesse de faire venir et revenir sur les ondes, ou autour de nous. Je fais partie de ceux-là. La possession m'a rendu malade. J'ai eu l'impression lors de cette journée et les suivantes que si rien ne m'empêchait de succomber à cette possession d'une nouvelle forme, plus biologique que religieuse, alors j'aurais eu cette étiquette pour la vie, je serais devenu un *Charlie* pour la vie, un zombie, à mon tour.

¹⁷² Cinématographiquement, les *indomptables*, les *ingouvernables*, ce sont pour nous *les zombies de Romero*, irréductibles aux zombies (*N'zumbè*) de première génération (pris dans un régime hypnotique institué par le cinéma hollywoodien), et aux zombies (viraux) de dernière génération (pris dans un dispositif de commotion, nouveau régime hollywoodien) qui ont échappé aux gouvernants, à la démocratie et se mettent à la renverser. Les zombies de Romero expriment le renversement de tous les pouvoirs dont ils s'accaparent les traits, et qu'ils retournent contre les patriciens de tous bords.

Ce mélange de sorcellerie médiatique et politique (que nous impose un pacte contre des parasites) et de possession (qui sollicite une union des corps) m'a tourné le cœur ! Dans cette phase de contagion, comble de malchance, je suis aussi tombé malade physiquement, un mal purement biologique, une grippe. J'avais, du matin au soir et du soir au matin (je dormais peu), l'impression de me battre contre deux ennemis invisibles, l'un biologique et l'autre biopolitique, il me semblait vivre cloué sur mon lit regardant et écoutant une France possédée : à tout moment un combat se livrait en mon corps et âme. J'avais le sentiment de vivre les symptômes d'un phtisique proche de la mort, je cherchais une montagne magique. Et puis, au moment le plus bas, là où on sent que l'on va lâcher, j'ai commencé à voir que ce qui se passait n'était qu'une fantasmagorie (pour parler comme Benjamin), un spectacle digne de l'affaire de Loudun, avec des technologies de diffusion plus évoluées, un spectacle d'un nouveau genre, une sorte de messe où les corps cherchent à communier et à exorciser un démon, inventé de toutes pièces. Alors c'est devenu clair et j'ai commencé à écrire ce que vous venez de lire. Je n'étais plus dupe de cette mascarade.

*

Que reste-t-il aujourd'hui de cette phase de communion (ou plus justement de contamination) ? Rien ou si peu. L'espace politique s'est plutôt aggravé : il y en a qui se font appeler *Les Républicains*, pensant pouvoir happer les autres voix politiques s'ils changent de nom, il y a eu un renforcement des mesures contre les stigmatisés, plus de contrôle, et comme toujours les vrais problèmes n'ont pas été traités. La France n'est désormais plus possédée, elle est décérébrée.

La religion du 11 janvier

Alain Naze

Si la religion, comme le disait Marx, est l'esprit d'un monde sans esprit, comment comprendre « l'esprit du 11 janvier », tellement invoqué par le pouvoir politique - comme un rappel à ce moment unanimiste d'une France défilant sous la bannière d'un « Je suis Charlie » - autrement que comme l'expression de cette « religion républicaine » de la laïcité, que Vincent Peillon avait au moins le mérite de nommer ? Une religion avec ses excommunications et ses châtiments, cela va sans dire, mais non pas sans paradoxes, puisque cette religion se veut en même temps celle de la « liberté d'expression », quand pourtant il est clair que les règles de cette liberté sont considérées comme devant être transmises, et d'abord par l'école, aucunement discutées – elles relèvent donc du dogme républicain.

La Justice française ne reconnaissant pas d'interdiction du « blasphème », il est possible de « blasphémer » une divinité et/ou une religion (ce que la justice distingue du fait d'injurier, qui constituerait une attaque personnelle contre une personne ou un groupe), en ceci que le propos en question ne pourrait être jugé blasphématoire que par les croyants relevant de cette religion – si en revanche l'injure au drapeau (on ne parle pas alors de « blasphème », bien qu'il s'agisse d'un symbole), est condamnée en France sous l'appellation d'« outrage aux symboles nationaux », c'est qu'elle constituerait une attaque contre un groupe, et se révélerait donc insultante pour l'ensemble de la communauté nationale. Du fait de cette différence de traitement, la religion républicaine se révèle bien constituer, *de fait*, une forme de religion d'Etat, se prévalant des bénéfices de l'universel, puisque si ce qui choque ses valeurs et croyances n'est pas qualifié de « blasphème », c'est que le républicanisme n'est pas considéré comme une religion, ni la nation comme une divinité.

En posant le problème en ces termes, les choses se clarifient et les oppositions Lumières/obscurantisme, modernité/tradition, laïcité/religion, progrès/arriération, etc., paraissent bien rejouer une partition du monde entre Occident et Reste du monde¹⁷³, qui, se parant des couleurs d'une lutte pour des valeurs universelles, s'avère être un combat pour

¹⁷³ L'expression, prononcée directement (Front national) ou entre guillemets (François Hollande) de « Français de souche » (opposée à « Français de papier ») indiquant bien que ce partage traverse aussi les pays occidentaux, avec des populations toujours soupçonnées fantasmatiquement de pouvoir se révéler un jour des « ennemis de l'intérieur », opposés à d'aussi fantasmées populations autochtones.

l'hégémonie occidentale, ni plus ni moins. C'est sous cet angle qu'on peut parler comme en écho aux événements du 7 janvier, en vue d'en porter au jour certains des fondements *politiques*, au-delà des possibles intentions particulières ayant motivé, chez ses auteurs, cet acte meurtrier à l'encontre de *Charlie Hebdo*.

Au fond, ce serait toujours un peu la même question qui se pose, dans le cadre de discours tendant, dans le monde occidental, à faire de l'Islam un danger potentiel, et du musulman un terroriste en puissance : *Comment peut-on être Persan ?* C'était déjà la question qui avait conduit les colons européens à poser celle de la possibilité, pour les Espagnols, de coloniser le Nouveau Monde, et ainsi dominer les populations amérindiennes, notamment au prétexte de mettre fin à des pratiques jugées immorales. Il s'agissait alors de savoir si des pratiques considérées comme cruelles dans ces cultures amérindiennes justifiaient l'évangélisation de ces peuples. Il est facile, ici, de retourner la question, en envisageant les cruautés propres aux colons eux-mêmes, et Bartolomé de Las Casas ne se priva pas de le faire. C'est encore dans le même ordre d'idée, et cette fois au nom de la laïcité, de manière à lutter contre un obscurantisme qui aurait maintenu les femmes dans une situation de soumission, que la France coloniale a pu procéder, jadis, à de sordides séances de « dévoilement », en place publique, de femmes musulmanes. Dès lors, comment ne pas entendre la continuité qui se dessine à travers l'adoption, en 2004, de la loi relative à l'interdiction des signes religieux « ostentatoires » en milieu scolaire, et qui, *de fait*, visait le foulard musulman ? En cela, la République, loin d'opérer un simple rappel aux principes qui fonderaient la laïcité, effectue bien un retour à un « ordre symbolique colonial », puisque si c'est bien la figure de Jules Ferry qui est ainsi invoquée, la référence s'adresse en fait, comme le souligne Pierre Tévanian, « au Jules Ferry justifiant la colonisation par le “devoir d'éducation des races supérieures envers les races inférieures” »¹⁷⁴. C'est bien la même logique colonialiste qu'on retrouve dans la France de Valls, opérant des « rappels à la laïcité » jusque chez des gamins de huit ans : ce rappel « à l'ordre républicain » n'est rien d'autre qu'un rappel de l'ordre (ininterrompu depuis les temps de l'Empire colonial français) de préséance selon lequel les musulmans sont sommés de rester *à leur place*, c'est-à-dire celle de subalternes, n'essayant surtout pas de la ramener. La ministre Belkacem l'a bien dit :

¹⁷⁴ Pierre Tévanian, *La République du mépris. Les métamorphoses du racisme dans la France des années Sarkozy*, Paris, Editions La Découverte, 2007, p. 73.

« [...] même là où il n'y a pas eu d'incidents [pour la minute de silence du 8 janvier - A.N.] il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves [...]. Ces questions nous [qui est ce monstrueux « nous » ? - A.N.] sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école qui est chargée de transmettre des valeurs ».

La manifestation la plus évidente de l'ethno-culturo-centrisme est bien l'idée que le « barbare », c'est toujours l'autre, cet autre qu'on rejette aux confins de l'humanité, cet autre tout juste bon à émettre quelques « bruits », à « baragouiner », et cette logique fonctionne à plein lorsqu'il s'agit de définir l'autre comme le « terroriste », ou plus généralement comme « l'ennemi ». A cet égard, on peut s'étonner du « deux poids, deux mesures » qui s'est manifesté à propos de certains agissements de l'Etat islamique, dont les actes font l'objet d'un jugement susceptible de se retourner comme un gant. Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova écrit en effet :

« Le saccage du Musée de Mossoul, en Irak, témoigne d'un niveau de *barbarie culturelle* rarement atteint depuis le dynamitage des bouddhas de Bamiyan (Afghanistan). De nombreuses statues et bas-reliefs assyriens ont été détruits ou défigurés, au marteau-piqueur, à la masse, dans une scène d'*hystérie collective*, largement diffusée dans les médias et sur les réseaux sociaux »¹⁷⁵.

La destruction d'œuvres culturelles semble devoir systématiquement être référée à un signe de « barbarie », au point qu'ici, l'auteure de l'article n'envisage pas que cette action ait pu être concertée (et qu'on ait choisi de filmer la scène laisse penser qu'on n'est pas tout à fait dans l'improvisation), et puisse être le signe d'un acte politique délibéré. Elle préfère en faire le résultat d'une hystérie collective – l'image de la « foule », si souvent stigmatisée comme irrationnelle, fait ici retour. On retrouve l'idée selon laquelle c'est parce que les œuvres culturelles constituent le témoignage par excellence de l'humanité de l'homme que le fait de s'en prendre à la culture révèle une insensibilité aux plus hautes expressions de l'humanité, et donc une *inhumanité*. Les œuvres d'art constitueraient le patrimoine commun de l'humanité : « La grande statue de taureau ailé, représentant le dieu assyrien Lamassu, gardien de la porte de Nergal de l'ancienne ville mésopotamienne de Nineveh, jadis la plus grande capitale du monde, a été défigurée. Cette disparition est irremplaçable pour toute l'humanité »¹⁷⁶. Or, là encore, cette universalité

¹⁷⁵ Irina Bokova, « L'Etat islamique fait aussi la guerre contre la culture », le 3 mars 2015, site Internet du Monde : <http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/03/03/> - je souligne.

¹⁷⁶ *Ibid.*

supposée provient uniquement d'une position hégémonique inaperçue, comme le montrent bien les célèbres mots de Walter Benjamin sur le rapport de la culture à la barbarie :

« [...] il n'est pas de témoignage de la culture qui ne soit en même temps témoignage de barbarie. Cette barbarie inhérente aux biens culturels affecte également le processus par lequel ils ont été transmis de main en main. C'est pourquoi l'historien matérialiste s'écarte autant que possible de ce mouvement de transmission »¹⁷⁷.

Benjamin distingue en cela « l'historien matérialiste » de « l'historiciste », en ce que ce dernier, précisément, s'identifie au *vainqueur*, par empathie. Ce que « l'historiciste » appelle « biens culturels », « l'historien matérialiste », lui, le nommera « butin » : « De tels biens doivent leur existence non seulement à l'effort des grands génies qui les ont créés, mais aussi au servage anonyme de leurs contemporains »¹⁷⁸.

N'oublions tout de même pas qu'en parlant de « barbarie » destructrice de la part de l'Etat islamique, on évoque en fait une pratique qui en est restée, somme toute, à une étape artisanale, quand les « civilisés », eux, ont dépassé de cent coudés ces petits artisans, en se livrant à des destructions industrielles du patrimoine artistique. Le tableau de Courbet *Les casseurs de pierre* constitue comme une mise en abîme de cet écart : détruit pendant les bombardements de Dresde en février 1945, ce tableau dont il ne reste plus que des photographies, met en scène deux hommes à la tâche, qui, plastiquement parlant, font immanquablement penser aux djihadistes de Daech détruisant des œuvres d'art pré-islamiques, tels qu'on les a vus en boucle sur les chaînes d'information. L'aviation anglaise, appuyée par l'aviation américaine eut sans conteste le dessus sur ces pauvres « casseurs de pierre ». Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, ce furent 650 000 bombes que les Alliés larguèrent sur Dresde entre le 13 et le 15 février 1945, détruisant ainsi les principaux musées de la ville tout comme bien des chefs-d'œuvre de l'art baroque. On n'oubliera pas non plus les attaques au canon contre la cathédrale de Strasbourg, de la part de l'artillerie allemande, lors du siège de la ville, en 1870. Quant à la cathédrale de Reims, bombardée de façon pour ainsi dire continue entre 1914 et 1918, elle fut atteinte par un total de 350 obus qui crevèrent ainsi les voûtes de la nef, et mutilèrent 70 statues, dont *L'Ange au sourire...* On n'oubliera pas davantage les destructions massives du patrimoine artistique en Irak provoquées par les bombardements américains, ni les pillages qui s'ensuivirent, d'œuvres

¹⁷⁷ Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire » (thèse VII), trad. Maurice de Gandillac, revue par Pierre Rusch, Paris, Gallimard, 2000, p. 433.

¹⁷⁸ *Ibid.*, pp. 432-433.

issues de musées irakiens, ou de sites archéologiques, aujourd'hui entre les mains de collectionneurs privés en Europe, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient, en Amérique latine. Comment interpréter la réaction outragée de l'Occident face aux destructions d'œuvres de la part de l'Etat islamique autrement que comme une forme de mépris de l'industrie (de destruction) à l'encontre de formes restées artisanales ?

C'est la dimension énergumène, plébéienne de ces actes *visiblement* délibérés de destruction, de la part de l'Etat islamique, qui frappe et qui est instructive ici – quant à sa teneur politique intrinsèque, rien n'indique, certes, qu'elle relève d'une histoire des vaincus (les nazis, de façon tout aussi spectacularisée, brûlaient bien des livres). Irina Bokova, de son côté, soupçonne si peu la barbarie intégrée aux œuvres de la culture qu'elle poursuit ainsi son propos :

« Les attaques contre le patrimoine sont ainsi un aspect d'un schéma d'ensemble visant *la destruction de tout ce qui incarne la liberté de pensée* et la diversité culturelle, comme nous l'avons vu par ailleurs en Afghanistan, au Mali, au Nigeria »¹⁷⁹.

Le syntagme « liberté-de-pensée » devient ainsi le symbole de l'Occident laïque, éclairé, moderne, mobilisable à satiété, en particulier quand il est question de Culture, même si l'époque en question de l'art mésopotamien, ne se souciait probablement que très modérément de cette idée de « liberté de pensée », et qu'on voit donc mal en quoi ses productions en seraient une *incarnation*. C'est bien cette logique qu'on retrouve dans les discours autour de l'attentat ayant frappé *Charlie Hebdo*, à savoir que les mots et expressions employés (« liberté d'expression », « démocratie », « droits de l'homme », « laïcité », « pensée des Lumières ») sont devenus de purs signifiants vides, aptes dès lors à relayer quelque contenu que ce soit – on aurait attaqué toutes ces « valeurs » en s'en prenant à ce journal. Mais de quoi *Charlie Hebdo* est-il donc le nom pour qu'on en soit venu, aujourd'hui, à instruire son procès en canonisation ?

Charlie Hebdo avait été désigné comme une cible, notamment à travers une *fatwa* concernant Charb, à la suite de la publication de caricatures du Prophète Mahomet, reprises du journal danois, le *Jyllands-Posten*, en fait plus post-nazi que conservateur. Plus généralement, la ligne éditoriale de *Charlie Hebdo* consistait à cracher chaque semaine sur la religion musulmane, et à se faire le relais de l'essentiel des choix de la politique des Etats-Unis, comme de celle d'Israël. En reprenant la caricature de Mahomet cachant une bombe sous son turban, le journal s'était justifié en soutenant qu'à travers ce dessin, il s'attaquait aux musulmans

¹⁷⁹ Irina Bokova, art. cit. - je souligne.

extrémistes – on voit pourtant mal en quoi ce dessin permettrait d’opérer une distinction entre musulmans de différents types, puisque la bombe dont le Prophète était ici le porteur devenait celle dont l’Islam en tant que tel serait le véhicule. C’est donc l’ensemble des musulmans qui étaient ainsi désignés comme terroristes en puissance. En s’attaquant à *Charlie Hebdo*, les auteurs de cet attentat n’ont donc pas agi à l’aveugle, mais bien contre un symbole – leur acte n’est pas, par conséquent, pure et simple « barbarie » comme cela a été dit et répété. Il va s’agir, ici, d’indiquer ce qui était visé à travers cette cible, et ainsi d’éclairer ce qui constitue l’arrière-plan politique (identifié clairement ou non par ceux qui ont perpétré cet acte, peu importe ici).

Si les caricatures, en elles-mêmes, ne donnaient guère les moyens d’un partage entre les musulmans que le journal voulait stigmatiser, et ceux qui auraient été épargnés, les mots utilisés par Charb pour effectuer cette distinction ne sont pas moins dépourvus d’ambiguïté. Il s’agit des propos, qu’il avait tenus en septembre 2011, juste après l’incendie des bureaux de *Charlie Hebdo*, et qui sont rapportés dans le numéro sorti une semaine après l’attentat - la logique de l’argumentation est pour le moins alambiquée, et il est donc préférable de citer intégralement :

« On s’inquiète de voir les musulmans modérés ne pas réagir. Il n’y a pas de musulmans modérés en France, il n’y a pas de musulmans du tout, il y a des gens qui sont de culture musulmane, qui respectent le ramadan comme moi je peux faire Noël et bouffer de la dinde chez mes parents, mais ils n’ont pas à s’engager plus que ça contre l’Islam radical en tant que musulmans modérés, puisqu’ils ne sont pas citoyens modérés, ils sont citoyens. Et en tant que citoyens, oui, ils agissent, ils achètent *Charlie Hebdo*, ils manifestent à nos côtés, ils votent contre des gros cons de droite. Ce qui me fait chier, c’est qu’on les interpelle toujours en tant que musulmans modérés. Il n’y en a pas de musulmans modérés. C’est comme si on me disait à moi : “Réagis en tant que catholique modéré”. Je ne suis pas catholique modéré, même si je suis baptisé. Je ne suis pas catholique du tout »¹⁸⁰.

Le républicanisme exacerbé de Charb consiste donc à décider d’ignorer de l’autre à peu près tout ce qu’il y a au-delà du « citoyen » - s’il n’y a pas de « musulmans modérés » en France pour lui, c’est parce qu’il n’y a que des citoyens, éventuellement de « culture musulmane ». Ainsi, c’est le fait que l’autre puisse être de *religion* musulmane qu’il écarte, considérant que celui qu’on appelle « musulman modéré » est en fait quelqu’un qui respecte le ramadan *comme lui*, Charb, peut fêter Noël, c’est-à-dire comme un athée peut fêter Noël, mais également quelqu’un qui a de l’humour (il

¹⁸⁰ Charb, cité in *Charlie Hebdo*, n°1178, 14 janvier 2015, p. 14.

est supposé acheter *Charlie Hebdo*), et qui vote à gauche. Charb utilise ainsi sa propre identité comme étalon de mesure pour considérer la notion de « musulman modéré » - c'est parce qu'il juge qu'il n'y a pas de sens à dire qu'il est catholique modéré, puisqu'il est athée, qu'il juge qu'on n'a pas davantage de musulmans modérés en France. Le présupposé est évident : si les musulmans modérés n'existent pas en France, c'est parce qu'ils sont tout simplement citoyens, et pas plus croyants que l'athée Charb, et que par conséquent, les musulmans croyants, et, pire, peut-être même pratiquants, ne sauraient être modérés. Selon cette logique, l'Islam radical se profile avec le cas d'un musulman qui, loin de se contenter d'être seulement de culture musulmane, croit aussi en dieu, voire pratique sincèrement son culte. Un bon musulman serait donc, pour Charb, un musulman auquel on pardonne, *parce qu'il est comme moi...* - c'est-à-dire celui qui disparaîtrait derrière le citoyen, non pas parce qu'il éviterait peut-être de témoigner publiquement de sa foi, mais tout simplement parce qu'il n'y aurait pas de croyant au-delà du citoyen, le « bon » musulman ayant fini par coïncider - miracle ! - avec l'universel abstrait lui-même, celui qui présente en fait - ambiguïté de l'universel ! - les traits de la modernité, de la laïcité, etc. Dans ces conditions, ce journal ne peut qu'être le nom d'une gauche *identitaire*, dans le sens d'une gauche faisant de ce qu'elle *est* le critère du désirable pour l'ensemble de l'humanité.

Que l'attentat contre *Charlie Hebdo* ne soit pas d'abord un acte ayant une portée religieuse, mais bien politique, cela n'empêche pas qu'on doive tenir compte du fait qu'il s'est effectué sous les oripeaux du religieux, dans le sens où c'est le mépris pour la religion musulmane, dont témoignaient les caricatures du Prophète, qui a cette fois configuré et rendu manifestes les traits constitutifs des formes renouvelées de l'arrogance néo-colonialiste. Autrement dit, on ne peut pas considérer la dimension religieuse, ici, comme un simple paravent, un simple masque recouvrant des intérêts strictement politiques (même si une instrumentalisation du religieux, *aussi*, se joue dans ce type d'attentat) - c'est parce que la dimension religieuse (au sens d'une religion non sécularisée) est devenue *l'autre* pour les sociétés occidentales qu'elle peut constituer une porte d'entrée (actuellement la forme privilégiée) pour des gestes plébéïens visant à opérer une brisure dans l'homogénéité du présent. Le néo-colonialisme réclame une démarche de résistance beaucoup plus complexe, en sa forme, que ne le faisait le colonialisme traditionnel, puisque désormais, il ne suffit plus seulement d'essayer de chasser le colonisateur (même si les effets de la colonisation ne cessaient pas avec le départ des colons), mais de tendre à se débarrasser de tout ce

qu'il peut imposer, parfois même avec le consentement de ceux qui le subissent – se défaire de cette norme occidentale tendant à configurer universellement les subjectivités. A cet égard, le religieux peut sembler constituer l'élément au sein duquel une résistance à la modernité occidentale peut s'initier. C'est bien ainsi, en tout cas, qu'avait commencé le soulèvement iranien contre le chah, selon l'analyse de Michel Foucault :

« [...] tôt déjà dans l'après-midi, autour des robes noires et grises des mollahs, on s'était mis à discuter ; et avec quelle violence ; renverser le chah, tout de suite ou plus tard ? Chasser les Américains, mais comment ? Prendre les armes ou attendre encore ? [...] Et huit jours plus tôt encore, c'étaient des milliers de manifestants qui, les mains nues devant les soldats en armes, avaient déferlé dans les rues de Téhéran en criant : "Islam ! Islam !" ; "Soldat, mon frère, pourquoi tirer sur ton frère ? Viens avec nous sauver le Coran". [...] Et je connais plus d'un étudiant "de gauche" selon nos catégories, qui, sur le panneau où il avait écrit ses revendications et qu'il tendait à bout de bras, avait marqué en gros caractères : "Gouvernement islamique" [...] Et le jour, dans les mosquées, les mollahs parlaient furieusement contre le chah, les Américains, l'Occident et son matérialisme ; ils appelaient, au nom du Coran et de l'islam, à la lutte contre tout ce régime. [...] On a enregistré beaucoup de ces prêches ; des cassettes ont circulé à travers tout l'Iran. Un écrivain, qui n'était pas, tant s'en faut, un homme de religion, m'en a fait entendre à Téhéran – ça ne sentait ni le repli ni le refuge, ni le désarroi ou la peur »¹⁸¹.

Ce n'est pas que l'attentat du 7 janvier doive être pensé à travers les catégories au moyen desquelles Foucault saisissait quelque chose d'important du soulèvement iranien ayant précédé la Révolution, mais il est utile d'indiquer que le religieux, en 2015 aussi, certes selon d'autres modalités, constitue un pôle susceptible de jouer le rôle d'une antithèse, face à un Occident hégémonique, laïque, moderne, etc. Car ce que Foucault montre bien ici, c'est que l'Islam, en tant que religion, peut constituer un pôle de libération effective, dans une situation donnée. Et qu'on n'aille pas arguer, trop facilement, que le philosophe fut bien démenti par les événements qui allaient suivre – il avait lui-même déjà donné la réponse qui s'impose :

« Les soulèvements appartiennent à l'histoire. Mais, d'une certaine façon, ils lui échappent. Le mouvement par lequel un homme seul, un groupe, une minorité ou un peuple tout entier dit : "Je n'obéis plus", et

¹⁸¹ Michel Foucault, Téhéran : la foi contre le chah », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, pp. 685-686.

jette à la face d'un pouvoir qu'il estime injuste le risque de sa vie – ce mouvement me paraît irréductible »¹⁸².

On n'oubliera pas le reproche que Pasolini adressait à l'Eglise catholique d'être insuffisamment religieuse, et de céder à l'air du temps, à cette « homologation consumériste », quand elle était en puissance de constituer, peut-être, une des seules chances de sauvegarder une part d'hétérogène. La religion, lorsqu'elle est vraiment religion, c'est-à-dire moins elle est sécularisée, plus elle est chose concernant les plus humbles selon Pasolini, dans le sens où la religion « naturelle », celle qui n'entretient nulle ironie à l'égard des miracles, religion non intellectualisée, constitue une sorte de bloc de passé, susceptible de fissurer l'homogénéité du présent. En cela aussi, le religieux était une question de politique – en s'assimilant tendanciellement à la modernité, l'Eglise participait ainsi au processus qu'il nommait « génocide culturel ».

Si, par un effet d'optique, on pourrait croire que l'Islam en vient à prendre des formes aberrantes et monstrueuses, aujourd'hui, à travers les pratiques meurtrières de Boko Haram, de l'Etat islamique, ou encore d'Al-Qaïda, une rectification s'impose à travers le constat qu'il ne s'agit pas là de religion, mais bien de politique : stratégiquement, il est pertinent, de la part de ces organisations politiques, de mobiliser des troupes à partir de l'arrogance occidentale, qui en passe notamment par un mépris et une stigmatisation de l'Islam. Mais c'est aussi en cela qu'il en va bien, malgré tout, également du religieux dans des événements comme celui du 7 janvier, non pas cependant en ce que cela témoignerait des virtualités de l'Islam à se constituer en source de possible terreur, mais en ceci que ces événements, en leur brutalité, révèlent à l'Occident lui-même sa non acceptation de l'altérité – le religieux, sous une forme non sécularisée, et moquée par les caricatures, constituant alors cet hétérogène. Parler, comme on l'entend parfois, de ces attentats comme relevant d'attaques à l'encontre du « monde libre », cela revient à formuler le type même d'énoncé par lequel l'Occident n'aperçoit même plus sa propre suffisance, ayant fini par croire sérieusement à son statut d'incarnation de l'universel. Son hégémonie ne pourrait pas même se discuter – étant alors *de droit*.

¹⁸² M. Foucault, « Inutile de se soulever », *in id.*, pp. 790-791.

L' « Union nationale » en ses discours

Cédric Cagnat

Lundi 12 janvier 2015

Déferlements médiatisés et unanimes de l'émotion collective : les mots, davantage encore qu'à l'ordinaire, se révèlent sans auteurs. Pris dans l'urgence d'une injonction – elle-même impersonnelle, donc non imputable –, une injonction à communiquer, à exprimer – douleur, peine, indignations... –, le public se cristallise en un réseau de locuteurs rigoureusement interchangeables. Pour un temps s'estompent les habituelles partitions plus ou moins tranchées par lesquelles le spectacle politique et le citoyennisme vigilant entendent préserver le pluralisme dont les organes d'information ont besoin pour fabriquer et régenter la « vie » démocratique. Cependant que les adversaires de la veille refuseront éventuellement de s'afficher ensemble à l'occasion de tel ou tel recueillement public, de leurs bouches glisseront inmanquablement, à quelques ajustements près, les mêmes professions de foi, les mêmes sommations, les mêmes bravades. C'est qu'à la surface des slogans psalmodiés affleurent alors, dans leur abstraite pureté, débarrassés de leurs habituelles colorations partisans, les éléments constitutifs du noyau fantasmatique qui gouverne le monde et nous domine tous et toutes : le règne invétéré de la figure de l'Un, c'est-à-dire l'antithèse des conditions minimales pour qu'advienne quelque chose comme une existence politique. Ce fantasme originaire, archétypique, a fondé et traversé l'histoire de toutes les dominations. Il gît dans les soubassements des espaces cadastrés et des temps cadencés, en deçà de la répartition des places, des fonctions et des discours, mais les gouverne à la manière d'un « sombre précurseur ». Lors des séquences telles que celle qui occupe aujourd'hui l'espace public – réplique virale et redondante de l'espace médiatique –, toutes les exhortations à l'unité, circulant à tous les étages de la hiérarchie sociale, ne sont donc en réalité que les procès-verbaux retardataires des pauvres péripéties dont est émaillé l'ordinaire des jours. L'ordre naturalisé des choses se prend à se citer lui-même – et il ne reste plus qu'à le mettre entre guillemets.

Les fragments qui suivent ont été consignés à partir du mercredi 7 janvier après midi, jusqu'au dimanche 11 du même mois, au soir. Certains transcrivent les voix les plus officielles de la domination étatique, culturelle ou journalistique ; d'autres puisent au flot des éditorialistes non accrédités et des commentateurs de circonstance. Ils auraient vocation à être complétés régulièrement, au fil des jours, mais il est probable que l'inventaire des énoncés possibles sera très vite épuisé. Une impression de ressassement circulaire, vertigineux, se fait d'ores et déjà péniblement sentir. Au vu de ce qui précède, il va de soi qu'aucun de ces fragments sans auteurs ne sera sourcé. Leur agencement en séquences indépendantes aura atteint son but si chacune d'elles parvient à raconter une histoire, à suggérer quelque sens possible apte à trahir celui des énoncés

qui la constituent. Quant aux « exégèses » de ces derniers, elles ne prétendront aucunement en dévoiler la vérité inaperçue. La théorie peut elle aussi n'être qu'une manière de « raconter des histoires » – fable contre fable –, des histoires à substituer parodiquement aux commentaires, dans la lutte contre un monde qui à maints égards n'est plus que parodie et commentaire de lui-même. Un postulat – théorique, donc – guidera toutefois l'entreprise : le fait d'actualité qui préoccupe et sature les esprits depuis bientôt une semaine n'a, en lui-même, qu'une importance très limitée et peu de choses à nous enseigner. La marée de discours qu'il suscite, en revanche, si ses contenus ne sont rien moins qu'inédits ou surprenants, constitue un précieux outil avec lequel il est loisible de tester certaines hypothèses.

« “C'est la République tout entière qui a été agressée”, comme l'a dit le chef de l'Etat, François Hollande, mercredi soir. Agressée dans sa devise, “Liberté, Egalité, Fraternité”, et dans les valeurs qu'elle exprime. Récusée dans son principe de laïcité et dans son engagement à “respecter toutes les croyances” religieuses ou philosophiques. Attaquée dans sa volonté de faire vivre le pluralisme des convictions et des consciences – à condition qu'elles respectent la République. Agressée, encore, dans son ambition d'être indivisible. »

« C'est bien la liberté d'expression – celle de la presse comme celle de tous les citoyens – qui était la cible des assassins. C'est cette liberté d'informer et de s'informer, de débattre et de critiquer, de comprendre et de convaincre, cette indépendance d'esprit, cette nécessaire et vitale audace de la liberté que les tueurs ont voulu écraser sous leurs balles. »

« Il faut pas faire preuve d'angélisme. C'est justement ceux qui ne sont pas *Charlie* qu'il faut repérer, ceux qui, dans certains établissements scolaires, ont refusé la minute de silence, ceux qui balancent sur les réseaux sociaux, et ceux qui ne voient pas en quoi ce combat est le leur. Eh bien ce sont eux que nous devons repérer, traiter, intégrer ou réintégrer dans la communauté nationale, et là l'école et les politiques ont une lourde responsabilité. »

« L'attentat commis contre *Charlie Hebdo* n'est pas seulement un crime, il ne cherche pas seulement à semer la peur dans l'esprit public. Il est également un piège : il veut attiser les divisions, les soupçons, les méfiances qui traversent la société française, et, selon l'expression de l'ancien ministre de la justice, Robert Badinter, “creuser un fossé de haine entre les communautés qui composent la République française”. »

« Le voile, c'est l'anéantissement, l'ensevelissement du triptyque républicain “Liberté, Egalité, Fraternité”. »

« L'approche stratégique essentielle me semble être, en France, d'unir nos compatriotes musulmans et les étrangers musulmans présents sur notre sol dans un véritable front uni... »

Le spectre obsessionnel de l'unité se ramifie en divers domaines qui, tous, se reconnaissent à leur caractère intangible : Noli me tangere, interdit proféré par le Dieu de chair lui-même, « Ne me touche pas », adresse émanant de tout sacré et lui conférant sa définition. Dans ce « Ne me touche pas » s'énonce, en conséquence, l'appartenance des collectivités les plus sécularisées à la sphère du religieux, à ses formes profondes, abstraites, telles qu'elles subsistent à travers l'infinie diversité de leurs incarnations historiques.

L'une des expressions majeures de cette sacralité renvoie au consensus fantasmatique autour d'une certaine unité juridique ; celle qui présente une pluralité d'individus et d'institutions comme un ensemble homogène et cohérent, par exemple une république « une et indivisible ». Ce type d'unité atteste sa dimension juridique en tant qu'il est un phénomène constitutionnel : la Constitution apparaît comme le principe unificateur qui sous-tend les péripéties du pluralisme de nos « sociétés ouvertes » et borne le jeu des oppositions propre aux systèmes parlementaires. Elle fait de l'Etat une communauté de droit, laquelle perdure – alors même que les luttes politiciennes en vue de l'obtention du pouvoir peuvent faire rage – tant que se maintiennent le rassemblement et la cohésion idéologiques autour de ses axiomes constituants. Projetées sur des frontières et totalisées par un territoire, les structures constitutionnelles internes assurent en dernière instance, dans l'ordre des discours, l'identité et l'unité des parties sociales en présence.

Une autre modalité du fantasme de l'Un concerne le domaine des valeurs. Unité axiologique qui, dans les démocraties occidentales, s'est évidemment cristallisée autour des Droits de l'homme. Globalisés en extension, contribuant ainsi à une vaste homogénéisation idéologique à l'échelle mondiale, les Droits de l'homme procèdent également à une unification quant à leur objet même : ce qui est universellement partagé aujourd'hui, c'est l'idée que sous la diversité culturelle gît une identité de nature. Tous les hommes se trouvent subsumés dans une même définition qui est censée déterminer l'identité des aspirations, lesquelles doivent à ce titre s'étendre à toutes les civilisations. Un unique modèle – occidental – que le « progrès » ne manquera pas de généraliser, à terme, à toutes les parties du globe. La « République laïque » n'est à ce titre que le pendant ou la variante à l'échelle nationale de ce processus mondial d'uniformisation.

L'unité économique, enfin, désigne le consensus, certes aujourd'hui quelque peu ébranlé, relatif à l'ultralibéralisme mercantile. Comme pour les Droits de l'homme, il se constitue autour d'un naturalisme grossier. Une conception de l'homme et une vision du marché, toutes deux fondées sur des caractéristiques naturelles, donc inéluctables :

l'homo economicus, figure de l'individu calculant visant ses seuls intérêts ; la « main invisible » providentielle du marché et son extension tératologique, la finance, dont un ministre de l'économie français a affirmé un jour que vouloir s'y opposer « est aussi idiot que de dire qu'on est contre la pluie ou le brouillard ». Cette acception météorologique des processus économiques s'inscrit typiquement dans le fantasme dont il est ici question : une et une seule option, dictée par la nature des choses, dont il n'est pas loisible de se figurer la moindre alternative.

« Un combat s'engage. Il sera long. Il sera difficile. Il sera âpre. Dans cette épreuve collective, veillons à ne perdre ni notre sang-froid, ni notre lucidité. »

« Unanimes, les représentants de la droite et du centre ont appelé à faire "bloc". "Sang-froid" et "détermination implacable", plaide François Fillon. "Il faut nous serrer les coudes", exhorte le président du MoDem François Bayrou. "C'est la nation tout entière qui doit s'unir et se mobiliser. En un tel moment, les divergences ou les critiques doivent s'effacer derrière le sursaut collectif du sang-froid et du courage", résume Alain Juppé. »

« Dans l'épreuve, chacun d'entre nous a un devoir à accomplir. Agissons avec responsabilité, sang-froid et dans l'unité, ripostons par l'exemplarité démocratique, redevenons ce que nous sommes, des républicains qui croient au dialogue, à la force de la culture et de l'éducation et à la paix. »

« Tous les moyens de l'Etat de droit doivent être mis en œuvre pour les appréhender et les traduire en justice. »

« À 15 heures, dans son bureau, il réunit Valls, Cazeneuve et Taubira. Avant 16 heures, ils prennent la décision de lancer l'assaut sur les deux terrains à Dammartin-en-Goële et à Vincennes en même temps. Il ne tarde pas. Les trois terroristes sont tués, quatre juifs sont morts dans l'épicerie casher, tués par Coulibaly. Hollande appelle les patrons de la gendarmerie et du Raid pour les féliciter. »

Le juridique, l'axiologique, l'économique : trois modalités, parmi d'autres sans doute, de cette prééminence de l'Un par laquelle sont confisqués d'autres possibles ; triple affirmation idéologique qu'englobe un quatrième type de consensus, proprement politique, à savoir le consensus autour de l'éviction de la violence, qui seule rend possible l'existence de la société : tel est le postulat auquel tout un chacun doit souscrire, et qui assure une fonction bien précise, l'escamotage de « la division

originnaire du social » ainsi que de la violence fondatrice de toute unité étatique. Dans le mirage de l'unité opèrent les dispositifs qui permettent d'occulter les antagonismes dont toute vie commune est traversée, les dissensions et les conflits qui opposent sujets, groupes, classes de toutes natures et à toutes les échelles, dans les luttes de pouvoir ou d'émancipation, les divergences d'intérêts, les combats pour la vie – ou la survie – face à la libido dominandi des kleptocrates, aux mécanismes coercitifs par lesquels se maintiennent les structures systémiques ou à la confiscation de la part agissante des subjectivités. C'est en ce sens que l'affirmation de l'unité peut être qualifiée de fantasmatique. Elle est une incantation hallucinée d'où est bannie la division et sous laquelle on retrouve, en chacune de ses déclinaisons, cette violence qu'elle est censée éradiquer et qu'elle ne fait que dissimuler : sous l'unité juridique, l'exercice continu de la force, virtuel ou effectif, en vue du maintien de l'ordre interne et l'entretien des dispositifs armés garants de l'intégrité territoriale ; sous l'unité axiologique, dans le domaine des relations extérieures, l'irrédentisme colonial de jadis mué aujourd'hui en droit d'ingérence militaire et en état d'exception, et dans le domaine de l'organisation constitutionnelle la partition originnaire, républicaine et libérale, entre propriétaires vertueux et masse incompétente rivée à l'immédiateté de ses besoins ; sous l'unité économique, la guerre de domination perpétuelle du mercantilisme en lieu et place du « doux commerce », comme l'exploitation et l'exclusion qui en sont les effets sociaux dévastateurs.

« Ils étaient sans haine, sans préjugés. Ils étaient des poètes, des moqueurs, des fous de liberté, des génies dont les armes étaient des crayons de couleur, de l'intelligence, de la fantaisie et de la lumière. »

« Journal d'une "religion" revendiquée, l'anticléricalisme, c'est toujours après des articles sur l'islam que *Charlie* a été pris à partie. "Ces emballements ont toujours lieu à propos de la même religion, se désolait Charb en 2012, il n'y a que trois unes qui ont fait scandale, toujours sur l'islam. On peut représenter le pape en train d'enculer une taupe, il n'y a aucune réaction. Au pire, un procès." »

« Nos plus grands éditorialistes en somme. Autre chose que tous les automates de la pensée politiquement acidulée, non pas 2000 signes sans idée, mais un trait une idée. »

« Contrairement à ce que beaucoup croient, ils ne s'exprimaient pas que sur le front de la caricature. Ils étaient journalistes et rendaient compte en journalistes de cette *intolérance islamique*, la débusquant partout et osant en rendre compte dans les moindres détails. Comme cet incident que *Charlie Hebdo* fut, la semaine dernière, le seul journal à évoquer, sous la plume de Zineb el-Rhazoui : à Nice, un boulanger tunisien a vu sa

devanture détruite et s'est fait menacer de mort par une brigade des mœurs islamiques parce qu'il vendait des sandwiches jambon-beurre. »
« C'est une guerre contre la liberté d'écrire, de dessiner et de créer. Une guerre sans visage contre la laïcité, contre la tradition de la satire, de l'humour, de la dérision, de la critique acerbe et féconde. »

La figure de l'altérité radicale a pu être pensée, dans de nombreuses cultures et à diverses époques, à travers la notion de divinité, sans doute aux côtés de – mais bien davantage que – celle de l'animalité. Le divin excipait en effet d'attributs que l'on peut considérer comme autant d'antithèses de ce par quoi se définit intuitivement l'humain : la finitude, en premier lieu, en tant que terme générique subsumant tout ce qui fait de l'homme un être limité, à tous points de vue. Ainsi les attributs du Dieu des monothéismes se présentent-ils comme l'envers de cette finitude : omnipotence, omniscience, incréation, immutabilité, perfection, etc. L'idée de Dieu venait en quelque sorte donner forme accessible au concept éminemment abstrait de l'altérité radicale.

Le christianisme a rompu avec cette image de la divinité comme absolument autre. L'incarnation de Dieu sous l'espèce d'un Fils soumis à toutes les déficiences de la condition humaine, la faim, la soif, la peur et le doute, a brisé de manière définitive la ligne frontière que les siècles avaient consolidée entre l'Éternel Tout-puissant et sa créature. L'histoire de la chrétienté n'est, vue sous un certain angle, que la chronique d'un long et lent effacement d'une catégorie de la pensée, celle du tout-autre, relayé par les aléas géopolitiques d'un Occident qui n'a cessé de propager, au moyen de sa puissance économique et militaire, des valeurs et des exigences qui ont transformé la diversité du monde en un globe homogène et unifié.

Qu'est-ce que le projet-Occident ? C'est la Mégamachine postindustrielle, machine d'exportation à la fois du démocratism, de l'économie hyperlibérale et des technosciences, machine aveugle, dont le dessein dernier est la Totalité unifiée, le fantasme de l'Un réalisé, d'où l'Autre, inassimilable, est banni au profit d'un autrui, décliné en multiples domaines, d'une altérité modérée, toute relative, définie selon ses variations vis-à-vis du Même, et compréhensible en conséquence par le biais des points de similitude qu'elle présente avec l'Un.

Historiquement, c'est bien par la colonisation – à l'extérieur – et par l'assimilation – à l'intérieur – que l'Occident a poursuivi son projet d'annihilation de l'hétérogène. Ce qui du point de vue ontologique pouvait être qualifié d'« autre » s'est ainsi, dans cette perspective, ramené dans la sphère axiologique à ce qui pouvait être opposé au « normal ». Tel est en définitive le résultat de cet universalisme qui a fait jusqu'à nos jours la fierté de l'Occident : la normalité n'est imputable qu'à ce qui a évacué de soi tout signe d'altérité radicale. L'universalisme aura été la plus formidable entreprise réductionniste du cours de l'histoire humaine, la plus efficace évacuation de l'étranger parmi toutes celles que les monolâtres auront tentées, et cela sous la

multiplication des discours de « tolérance », de célébration de l'« accueil » et du « respect des différences ».

Bien entendu, ce genre d'entreprises n'est jamais totalement à l'abri d'un retour soudain de ce qui a été ainsi domestiqué, désaltéré, homogénéisé, ni du surgissement d'une individualité dont la mise en conformité a buté sur certains dysfonctionnements.

« Ce sont les familles et les proches des dix-sept victimes des attentats et des survivants qui ont défilé en tête du cortège. Derrière eux, des centaines de milliers de personnes ont marché en brandissant des pancartes “Je suis Charlie”, en chantant *La Marseillaise* ou en applaudissant les forces de police présentes. »

« “Si on commence à céder sur un détail, c'en est fini de la liberté d'expression. Je vis sous la loi française, pas sous la loi coranique”, expliquait très simplement Charb. »

« Nous pouvons raisonnablement espérer qu'une large majorité de musulmans prennent en charge, dans les semaines et les mois à venir, le gros de la lutte contre l'islam radical. »

La légitimité transcendantale de la souveraineté d'Ancien régime avait son fondement dans un passé originel, commencement mythique et absolu sur lequel devait se régler l'ordre du présent (la Sainte Ampoule, par exemple). L'autonomie proclamée du système démocratique situe son point de référence dans l'avenir indifférencié qu'est le terminus auquel aspire la communauté, sorte de fin des temps sécularisée, abolition eschatologique de l'Histoire calquée sur le mythe du progrès et de la perfectibilité indéfinie de l'homme qu'inaugure l'époque prérévolutionnaire et dont l'Etat républicain fera son creuset idéologique.

C'est la raison pour laquelle un pan de l'idéal démocratique est tout entier tourné vers le nouveau ou, en termes politiques, le changement, qui est l'un des mots-sésames qui se retrouvent brandis comme des étendards à l'occasion de chaque période électorale. Il existe ainsi un parallélisme évident entre le bougisme de l'individualisme de masse hypermoderne et la véritable phobie de l'immobilité qui imprègne les discours politiques. Mais cette valorisation du nouveau et la rhétorique du changement qui l'accompagne coexistent paradoxalement avec l'incertitude anxieuse vis-à-vis des figures que ce changement pourrait assigner à l'avenir et avec une authentique aversion à l'encontre de l'inédit, c'est-à-dire de la production d'un tout-autre que pourrait occasionner, à ne pas suffisamment y prendre garde, le cours du temps. De là cet effort de neutralisation de la temporalité, dont l'élection est l'emblème, par lequel le

changement n'a pour dessein que de reconduire infiniment le Même. C'est dans l'oxymore de l'identiquement nouveau, ou de la répétition du différent, au sein d'un temps immobile, que s'exprime le double bind démocratique d'un progrès sans cesse exigé au cœur de la sauvegarde paranoïaque du seulement-Un. D'où, également, la seule dimension temporelle tolérable : l'actualité.

« Le député PS François Lamy, un des organisateurs de la marche républicaine : “Fantastique France ! On me dit que nous serions entre 1,3 et 1,5 million à Paris”, s'est félicité cet ancien ministre sur son compte Twitter. »

« ... “Liberté, liberté !, Charlie, Charlie !”, ces deux mots étaient ce jour synonymes, pour fusionner même en “Charliebété”. »

« ... répondre à cette attaque contre la liberté et le vivre-ensemble par plus de courage et d'intelligence. »

L'actualité, tout en s'inscrivant de façon abstraite dans la ligne temporelle – elle prend place dans (ou forme) une séquence située entre le passé et l'avenir – se présente concrètement comme un point événementiel détaché, indépendant, à l'égard de ce à quoi il fait suite comme de ce qui va lui succéder. C'est pourquoi elle est un objet médiatique à la fois détemporalisé échappant à l'épaisseur de la logique causale ou du processus historique, et indéfiniment remplaçable dans la succession pléthorique de points autocentrés sans liens les uns aux autres. Ces points occupent pendant un laps donné la conscience collective avec d'autant plus de prégnance qu'ils seront plus vite jetés dans la poubelle de l'oubli médiatique.

Dans ce jeu de relèves sans suite, de relais sans cohérence disparaît toute possibilité de processus contradictoires, de confrontation des opposés d'où pourrait émerger une quelconque figure de l'altérité. Les non-événements dont se nourrit l'actualité ne sont identiques qu'à eux-mêmes, ne sont en position de contradiction à l'égard de rien, tout en formant un ensemble absolument homogène dont l'oubli forcé empêche de reconnaître l'irréfragable monotonie. Le fait d'actualité, ne pouvant être mis en relation avec rien d'autre que lui-même est la transparente tautologie d'où sont évincées toutes les angoisses du devenir et de la marche procédurale éventuelle vers l'altérité.

L'actualité est l'une des formes que peut prendre la fin de l'Histoire par forclusion de l'Autre-que-l'Un.

« Des défilés ont été organisés dans des centaines de villes, répondant à l'appel de l'Association des maires de France. La presse régionale signale des “manifestations historiques”, y compris dans des villes moyennes ou des villages. »

« *Charlie Hebdo* avait porté à son point d'incandescence la liberté de la presse avec un double axiome : exercer son insolence à l'endroit du pouvoir – de tous les pouvoirs – et l'irréligiosité, ce droit au blasphème... »

« Wolinski, Cabu, Charb, Tignous, Bernard Maris, Hollande les avait rencontrés, il était proche de certains d'entre eux. La presse et l'humour, deux de ses passions. Hollande est “choqué” “Je les connaissais, ce sont des amis”, dira-t-il tout au long de cette journée. »

« Ne nous leurrons pas : les barbares qui ont assassiné ces amis de la liberté n'ont pas agi en redresseurs des torts éventuels de la France, mais en ennemis farouches de ce qu'elle a de meilleur et de plus universel : la liberté de l'esprit, le droit à la satire, au débat et à la controverse, l'irrespect démocratique. »

D'un point de vue politique, l'Un se présente et se représente sous l'espèce du « nous » omniprésent. Qu'elle agisse dans la sphère de la substance nationale fantasmée, dans celle de la globalité mondiale des êtres, des services et des marchandises, ou encore dans le domaine axiologique-juridique de la citoyenneté universalisée, l'assimilation est devenue le principe organisateur de toute réalité. Ce qui, naguère, relevait de l'altérité irréductible, par quoi était rendue possible l'interaction de régions ontologiques distinctes mais passibles de diverses formes de relations s'est agrégé à l'unitotalité homogène immunisée contre toute survivance ou persistance de l'Autre. Ainsi en est-il de ces deux régions, séparées dans l'entreprise de connaissance propre à la modernité : l'humain et la nature.

Cette séparation subsistait dans un simple adjectif cartésien, lorsque l'homme se voyait défini, dans sa destination dernière, « comme maître et possesseur de la nature ». Le « comme » cartésien jouait un rôle limitatif et quasi fictionnel dans l'affirmation dont s'autorisait un certain rapport de l'être connaissant à la matière sur laquelle cette connaissance se traduisait en action – la fameuse « technoscience » heideggerienne. L'ère nucléaire a mis fin à ce face-à-face en réduisant les constituants ultimes de la nature à des modalités de la conscience humaine ou à de purs artefacts produits par les dispositifs expérimentaux de la science hypermoderne. Celle-ci n'est pas le prolongement de la révolution scientifique des XVI^{me} et XVII^{me} siècles, et de ses processus inscrits dans un progrès indéfini, mais son radical renversement.

(N'est-ce pas, pourtant, chez Descartes que s'amorce le mouvement dont résultera l'évacuation définitive de l'autre-que-l'Un ? Avant lui, Dieu figurait l'Autre absolu, mais par lequel se monnayait la médiation entre les individus : Il était le miroir dans lequel chacun devait se reconnaître comme créature faite à son image. Connaître Dieu était le truchement de la connaissance de soi. Se passant de Dieu dans le parcours qui doit le mener au Vrai, Descartes lui substitue l'introspection qui, du même coup, fournit à la fois l'assise de la réalité du monde et la transparence du moi à la pensée, jusqu'à l'établissement de leur stricte équivalence. Chaque substance pensante devient semblable à une autre, sans intermédiaire. Mouvement prolongé et parfait le siècle suivant chez les philosophes de l'Aufklärung.)

De même, l'arrondissement à la fois technoscientifique et économique de la nature fait de cette dernière une simple excroissance de l'humain. Epistémologiquement, techniquement, la nature comme autre de l'homme a été, par l'entreprise hypermoderne, entièrement phagocytée : Natura sive homo s'est substitué au vieux Deus sive natura.

Toutefois, l'Autre étant condition du Désir, lui-même assise de la persévérance dans l'être, l'humanité ne saurait entièrement et définitivement s'en passer. D'où cette production ininterrompue, aussi fantasmatique que son pendant – l'affirmation d'un Nous sans Autre – d'une altérité négative par laquelle se maintient l'assomption nécessaire d'une relation à l'Ennemi : l'axe de la Terreur, maintenant sous perfusion quelque chose qui se veut ressembler à une « politique étrangère », à une géopolitique continuée.

« Quarante-quatre chefs d'Etat et de gouvernement à Paris, une aide financière offerte par Google, la publication des dessins de *Charlie* sur le pape par les jésuites de la revue *Etudes*, après que Notre-Dame a sonné le glas : les sales gosses de *Charlie* en auraient fait leur gras, d'habitude. Pas ce 11 janvier. "Je n'aurais pas voulu serrer la main de certains chefs d'Etat, mais j'ai été ravi de serrer celle du président", avoue même Gérard Biard, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire. Et Luz le guérillero, bandeau blanc autour de la tête mais cœur en deuil, s'est contenté de lever le poing. »

« Aucun incident n'avait été signalé à 23 h 30. Le ministère de l'Intérieur a mis en place un dispositif exceptionnel pour assurer la sécurité des manifestants et de la cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Cinq mille cinq cents policiers, gendarmes et militaires étaient mobilisés toute la journée pour encadrer la marche républicaine à Paris. »

C'est toute la généalogie de l'idée et de la pratique démocratiques, elles-mêmes issues de l'idéologie contractualiste d'origine absolutiste, qu'il faut retracer pour aboutir à la description du monde guidé par le fantasme de l'Un. Il est banal, voire redondant, de situer l'émergence de cette idéologie égalitaire dans l'avènement révolutionnaire de l'Etat démocratique républicain. Or le geste initial de cet avènement est bien, à travers l'exécution du Roi, la rupture d'avec toute forme de transcendance dans l'établissement de la souveraineté légitime, le congé donné à la transcendance du Droit et de son origine divine et, en conséquence, à l'Autre radical qui jusqu'alors était le site de cette origine : l'envers, en quelque sorte, du congé donné par Dieu aux hommes à travers Sa réponse tautologique à la question de Moïse lors de l'épisode du Buisson ardent : « Je Suis Celui qui Suis ».

L'indistinction hypermoderne entre maître et serviteur ne se joue pas seulement dans les relations externes où s'efforce de s'actualiser l'idéologie égalitaire en gommant les lignes de division qui continuent de traverser structures sociales, processus et dispositifs systémiques. Cette indistinction habite la subjectivité même du sujet hypermoderne, au cœur de laquelle cohabitent des séquences de liberté, de maîtrise, d'autonomie avec celles de la domination et de l'endiguement des conduites.

La configuration démocrate s'est généralisée pour se constituer in fine en fait social total, c'est-à-dire un ensemble tout imprégné, dans chacune de ses parties, de la même Weltanschauung unaire, avec sa propre logique, son type de discours, sa politique, son économie, sa science, sa littérature, etc. : l'ère de la Mégamachine et l'anti-sujet post-humain.

Le discret en lieu et place du continu : substituée à la temporalité nécessaire au déploiement des processus historiques par lesquels peut advenir le Différent, c'est donc la spatialité qui endosse la fonction de forme a priori de l'aperception sociale déclinée en agrégats ou conjonctions de points événementiels-spectaculaires sans relations. La prétention démocratique à l'échange rationnel, faute d'une temporalité nécessaire à son déploiement, n'est que le mythe recouvrant le véritable principe opératoire des colmatages communautaires que sont les vibrations affectives, rituelles, hypnotiques, des collectifs autour des répétitions pseudo-événementielles médiatiquement désignées. Synchronies émotives vs diachronie dialogique.

« Depuis des années, des décennies, ils résistaient par la caricature, l'humour et l'insolence à tous les fanatismes, pourfendaient les intégrismes, dénonçaient les imbécillités, brocardaient les institutions. »

« Ce 11 janvier restera une journée historique chargée de symboles et d'images. Il y a d'abord cette foule immense, compacte, soudée, pacifique. Puis cette séquence diplomatique millimétrée où quarante-quatre chefs d'Etat et de gouvernements défilent comme un seul

homme, avec au premier rang les leaders palestinien et israélien. Il y a aussi les images iconoclastes comme celle d'Angela Merkel posant sa tête sur l'épaule de François Hollande. »

« Nous, citoyennes et citoyens en France, exhortons nos responsables politiques à protéger la liberté d'expression et à mettre un terme à la flambée de violences et de peur. L'attaque atroce qui a eu lieu contre *Charlie Hebdo* ne doit pas nous diviser, rassemblons-nous contre les peurs et les préjugés. C'est notre meilleure arme contre les extrémismes et la meilleure voie pour le vivre ensemble auquel nous aspirons toutes et tous. »

« Le chef de l'Etat était notamment entouré du président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, et des plus hauts dirigeants européens, l'Allemande Angela Merkel, le Britannique David Cameron, l'Espagnol Mariano Rajoy, l'Italien Matteo Renzi, ou encore le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Leur arrivée a été saluée par des applaudissements nourris de la foule. »

« Pour que ces rassemblements se déroulent sereinement, Manuel Valls a assuré que des "moyens de sécurité massifs" seraient mis en place dimanche à Paris mais aussi en province. »

« Ils sont morts pour nous, pour que nous puissions rester libre en France. »

La parole, et le pouvoir que détient son usage de convaincre, sont le propre et la dignité de l'humain. Tel qui prend la parole pour convaincre présuppose chez celui qui l'écoute les mêmes aptitudes que lui à saisir la clarté d'une démonstration, il lui accorde d'emblée la même probité qui lui fera rectifier ses certitudes pour peu qu'il aura reconnu la justesse d'un argument, il lui trouve la même impartialité et la même droiture, il lui décerne un désir identique d'atteindre au bien et au vrai – en un mot, il le perçoit et le reconnaît comme son semblable. A travers l'emploi raisonnable de sa faculté de dire, le sujet communicant entérine l'identité et l'égalité des êtres par lesquelles s'atteste l'unité de la grande communauté humaine. C'est pourquoi nulle démocratie, en vertu des principes d'égalité et d'unité qui la fondent, ne saurait tolérer en son sein la violence. Car le violent considère arbitrairement qu'il est des individus dont l'inconduite réitérée les place hors du périmètre de sa bienveillance. Telles sont les convictions qui animent celui qui a placé sa foi dans la Liberté d'expression.

« En plus de cette marche hautement symbolique, Paris sera le lieu d'une réunion internationale consacrée au combat contre le terrorisme. Dimanche, le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, recevra Alejandro Mayorkas, vice-ministre de l'intérieur des Etats-Unis, ainsi que le ministre de la Justice, Eric Holder, en compagnie des ministres de l'Intérieur allemand, britannique, espagnol, italien et polonais pour une réunion sur la lutte contre le terrorisme. »

« Les musulmans doivent comprendre que l'humour fait partie de nos traditions depuis des siècles. »

« *Charlie*, comme d'autres journaux français et européens, avait décidé de publier ces dessins. Par solidarité. Pour montrer que l'Europe n'est pas un espace où le respect des religions prime sur la liberté d'expression. Parce que la provocation et l'irrévérence sont des armes pour faire reculer l'intimidation de l'esprit critique dont se nourrit l'obscurantisme. » « Nos collègues ont réussi à faire marcher Abbas et Netanyahu, note la reporter Zineb El Rhazoui. On aurait voulu que les nôtres, qui sont morts, puissent voir tous ces gens. »

La violence est l'expédient des faibles, elle est l'unique recours de celui qu'effraie la longue et laborieuse tâche de la discussion, de celui qui se sait privé des ressources nécessaires à l'édification patiente, difficile, d'un ordre où se reconnaîtra autrui pour y avoir participé. Le violent a décidé qu'il a toujours déjà perdu : néfaste pour celui qui la subit, la violence répand son incidence mortifère jusqu'à ses perpétrateurs, lesquels devront pâtir à leur tour, en toute bonne morale rétributive, de l'impulsion nuisible à laquelle ils ont choisi de céder.

Ceux qui ont en charge aujourd'hui la critique politique, la lutte sociale et la désobéissance civile sont heureusement à l'abri de tels retours de manivelle : ancrés dans leur époque, ils ont parfaitement assimilé ses impératifs catégoriques et se tiennent à mille lieues de toute velléité d'ensauvagement, qu'ils ont su remplacer par les rictus dévastateurs de la satire.

« "Paris est aujourd'hui la capitale du monde. Le pays tout entier va se lever vers ce qu'il a de meilleur", a déclaré à la mi-journée le président de la République. »

« Si dans les prochaines 24h, aux quatre coins de France, nos voix ne font qu'une, que nous clamons tous ensemble notre solidarité et notre unité pour défendre la liberté de notre presse, notre diversité et notre

tolérance, nous parviendrons à couvrir les discours haineux et le bruit des armes. Ne nous laissons pas diviser et réduire au silence. Cliquez pour s'unir contre la haine et défendre nos libertés – lorsque nous atteindrons 100 000 personnes, nous ferons retentir notre message dans les médias : “Nous restons unis”, “Nous Sommes Charlie”. »

« A Lille, Anne était là pour dire “non à la connerie”. A Bordeaux, sur le parvis des Droits de l'homme, Fred disait en écho “merde aux intégristes”. »

« ... ces caricatures de Mahomet, celles du “blasphème”, qu'on levait au-dessus des têtes, qu'on collait sur les poitrails ou les chapeaux, comme un pied de nez à l'intolérance. »

« Partout, des crayons, des stylos, armes des démocrates, ont été pointés vers le ciel. »

« Un chapelet de petites montgolfières de papier illuminées est monté dans le ciel, pour rejoindre les âmes mortes. »

« Tous ces gestes barbares révèlent le désespoir d'un mouvement global. »

La condamnation sociale et morale de la violence repose sur un ensemble de présupposés si profondément inscrits dans l'ordre de l'évidence que les tenants de la lutte politique, qui les ont parfaitement intégrés, n'ont d'autre choix, acculés à cette obligation paradoxale de mener un combat pacifique, que d'emprunter les voies du simulacre, semblable à ces rites archaïques qui utilisaient la danse ou le jeu pour mimer l'explosion de violence et ainsi la prévenir. Les formes que prennent les phénomènes contestataires et la désobéissance civile s'expliquent par la nécessité d'un tel détour, par cette exigence de substituer des conduites oppositionnelles socialement acceptables à une confrontation brutale qui les discréditerait aux yeux d'une opinion dont il faut au contraire gagner la compréhension et la sympathie. Tels sont quelques-uns des paramètres contraignants dont procèdent les occurrences de ce qui est aujourd'hui défendu sous les espèces sacrées de la Liberté d'expression.

« Samedi, le Président a, une nouvelle fois, réuni ses ministres pour faire longuement le bilan de cette attaque terroriste. Il a finalisé l'organisation de la marche républicaine, décidé d'inviter tous les anciens Premiers ministres. Il a à nouveau téléphoné à Nicolas Sarkozy pour préparer le rassemblement. L'ancien président lui dit qu'il a invité les ex-Premiers ministres de son camp. Samedi après-midi, il est allé saluer les policiers

blessés. En fin d'après-midi, il a appelé les familles des dernières victimes, les juives cette fois. “Nous sommes Charlie”, disent de nombreux Français. “Nous sommes tous juifs” ajoute depuis vendredi le Président. Dans ces journées-là, le Président dira parfois “tous les Français sont des Charlie”. »

« Et maintenant, qui va nous faire rire ? »

Le recours à la violence participe avant tout d'un rapport dévoyé au temps. Dévoisement analogue à celui qui caractérise l'être pris de passion dans la relation qu'il entretient avec le monde aussi bien qu'avec lui-même. L'individu passionné comme l'individu violent ne connaissent pas ces détours que commande la civilisation. Tout, tout de suite : tel est leur mot d'ordre. L'obstacle qui se dresse sur leur route, parce qu'il menace d'ajourner leur satisfaction, ils ne peuvent le souffrir. S'il ne peut être détourné sans perte de temps, alors il faut le détruire. Aussi le principe de réalité est-il acquis lorsqu'a été admise cette inévitable distance qui éloigne la naissance d'un désir ou d'une volition de leur complet assouvissement. La volonté de l'autre, son existence même, sont les sources les plus fréquentes de ces contretemps qui imposent un délai à mon dessein, à mon plaisir.

Dans ce royaume de la parole rationnelle qu'est la démocratie, nulle péripétie qui ne doive s'inscrire dans une durée, celle de la confrontation patiente des vues, de l'exposé des raisons, du déploiement et de l'échange des arguments. Le moment long et sinueux de la délibération précède l'instant lapidaire et circonscrit de la décision légitime. Il ne s'agit donc pas, en cas de divergence d'ordre politique, pour autant qu'elle a lieu sous un climat tempéré, d'anéantir ni de neutraliser l'adversaire mais, par la foi placée dans l'œuvre ultérieure de la persévérance, dans les effets probables d'une conviction sincère et correctement exposée, de rallier le plus grand nombre à sa cause.

Tels sont les usages que vient garantir et sanctifier la Liberté d'expression.

« ... tous victimes de la bêtise intégriste qu'ils combattaient avec un crayon, une feuille et du gaz hilarant... »

« L'attaque mercredi n'a pas seulement ôté la vie de Wolinski, Charb, Cabu et des autres journalistes de *Charlie Hebdo* : elle menace l'essence même de notre démocratie, notre liberté d'expression, nos droits, notre humanité partagée. »

« “Le monde est devenu si malade que l’humour est devenu une profession à risques”, proclamait un panneau entrevu à Paris. »

« Douze symboles, pleurés dans le monde entier, de la liberté de rire et de penser assassinée. »

« Frédéric Boisseau, agent d’entretien. Frédéric Boisseau, 42 ans, était collaborateur de l’entreprise Sodexo depuis quinze ans. Cet agent de maintenance, marié et père de deux enfants, se trouvait à l’accueil de l’immeuble au moment de l’attaque du mercredi 7 janvier à *Charlie Hebdo*. »

En tant que moyen, la violence ne peut servir que des fins condamnables. Tel qui a recours à la violence n’est mû que par les instincts les plus vils, et sa volonté maligne ne sait concevoir que des projets de destruction ou de réduction en esclavage dans lesquelles il puise la seule jouissance dont il est capable. Dans l’acte violent, moyen et fin ont indéfectiblement fusionné, si bien qu’est non seulement incohérente d’un point de vue logique, mais moralement délictueuse, l’idée d’une entreprise violente aboutissant à un état de choses légitime et raisonnable. La violence procède d’affects, elle est une disposition psychique et ne saurait être que cela. Par conséquent, d’un point de vue politique, seul le citoyen rationnel et responsable, sachant faire taire ses émotions, ses passions, aux moments où est débattu et où se décide l’avenir de la cité, peut être la source d’un ordre juste et pacifié. Et tel doit être son credo, sans quoi la Liberté d’expression lui sera confisquée.

« Emotion, sidération, mais aussi révolte et détermination : les mots peinent à exprimer l’ampleur de l’onde de choc qui traverse la France... »

« Par dizaines de milliers, place de la République à Paris comme au cœur des principales villes du pays, ils sont venus spontanément, gravement, exprimer leur émotion, leur solidarité, leur indignation, leur volonté de faire front, ensemble, debout, libres. »

« Nous sommes aujourd’hui sidérés par le déchaînement de violence froide et calculée qui a tué douze personnes, qui visait à réduire au silence un organe de presse par la liquidation méthodique de toute sa rédaction pour intimider la liberté elle-même. Ils sont morts parce qu’ils étaient journalistes, morts parce qu’ils étaient libres, morts pour ce qu’ils représentaient. »

« L’effroi, la stupeur, le chagrin. Jamais sans doute nous n’aurons eu autant de mal à commenter l’actualité tant elle se présente sous un jour terrible et tragique. »

« “J’ai pleuré comme si c’était des proches qui étaient morts.” Plus de cent mille personnes au total ont pleuré, comme lui, sur les esplanades de dizaines de villes de France. »

« Abasourdi, comme des millions de personnes. Atterré. »

« L’attentat commis contre la rédaction de *Charlie Hebdo* nous saisit d’effroi. »

« Ils savaient nous faire rire de toutes les tragédies. »

L’être violent est par nature fermé à la pluralité du monde, imperméable à ce qu’il implique, à ses alentours, la présence d’autrui. Ne sachant rien que plier les volontés par la contrainte, il dénie aux autres, qu’il ne reconnaît pas pour ses semblables, le droit et jusqu’à la possibilité même de cultiver une pensée propre et autonome. Il ne veut rien enseigner, comme il ne peut rien apprendre. Car faire de la parole l’instrument d’une transmission, d’un partage que l’on destine à un égal, c’est « se soumettre au droit jugement de l’interlocuteur dans le moment même où on lui demande d’accepter une opinion, une préférence qu’il n’avait pas entrevue » (Gusdorf). L’idéal démocratique est l’emblème institué d’une telle ouverture, de cette symétrie par laquelle les discours de chacun s’exposent à l’évaluation de tous. La démocratie, aux antipodes de l’ordre autoritaire, vit et se nourrit de l’ambiguïté, de l’incertitude indépassables dont tous les préceptes sont traversés, et loin de s’ingénier à les résoudre, elle les préserve comme le gage de la liberté qui la fonde. Priez pour la Liberté d’expression !

« ... l’insolence au service de la liberté de l’esprit. »

« Douze morts, exécutés au fusil d’assaut, pour la plupart dans les locaux mêmes de ce journal libre et indépendant. »

« Cette minute-là, François Hollande ne l’oubliera jamais. Il était tout juste 11 heures 30, mercredi 7 janvier. Le Président était seul dans son bureau lorsque Patrick Pelloux l’a appelé sur son portable. L’urgentiste, pilier de *Charlie Hebdo*, est sur les lieux du carnage : “Ils sont tous morts, viens tout de suite”. “J’arrive”, répond le Président, qui connaît Pelloux depuis des années et qui avait déjeuné avec l’équipe du journal satirique il y a quelques mois. Patrick Pelloux descend des locaux du journal, qui ne sont accessibles qu’aux secouristes. Il s’effondre en larmes dans les bras de François Hollande. »

Les auteurs

Tariq Ali est un essayiste et historien britannique d'origine pakistanaise, né en 1943. Il est membre du comité de rédaction de la revue *New Left Review* et collaborateur régulier du journal *The Guardian*. Il est, entre autres nombreux ouvrages, l'auteur de *The Obama Syndrome : Surrender at Home, War Abroad* (Verso, 2011).

Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste, anime le collectif « Malgré tout ». Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont aux Éditions La Découverte, avec Angélique del Rey, professeure de philosophie, *Connaître est agir* (2006) et *Éloge du conflit* (2007) ; et avec Pierre-Henri Gouyon, *Fabriquer le vivant. Ce que nous apprennent les sciences de la vie sur les défis de notre époque* (2012).

Laurent Bernard est diplômé en sciences-politiques et en philosophie de l'Université libre de Bruxelles. Il suit les travaux pratiques de l'Université de la rue et commence par ailleurs une thèse sur l'espace notionnel du dés-astre chez Blanchot à l'Université catholique de Louvain.

Alain Brossat a longtemps enseigné la philosophie à l'Université Paris 8 Saint-Denis. Dernier ouvrage paru : *Abécédaire Foucault* (Demopolis, 2014).

Cédric Cagnat a enseigné la philosophie à Grenoble. Poursuivant désormais hors des institutions ses travaux de recherche et d'écriture, il a publié chez l'Harmattan *La Construction collective de la réalité* et *Politiques de la violence*, ainsi que *Cercles* aux éditions Thot.

Cécile Canut est sociolinguiste à l'université Paris Descartes, membre du *Cerlis*. Elle a publié notamment *Une langue sans qualité* (2007), *Le Spectre identitaire. Entre langue et pouvoir au Mali* (2008) chez Lambert Lucas. Elle a dirigé (avec Jean-Marie Prieur) *1968-2008, un événement de paroles, subjectivité, esthétique, politique*, aux éditions Michel Houdiard, ainsi que les numéros 34-35 de la revue *Lignes : L'exemple des Roms, les Roms pour l'exemple* en 2011.

Angélique del Rey enseigne la philosophie dans un centre de postcure pour adolescents, en banlieue parisienne. Elle est l'auteure de et

avec Miguel Benasayag, de *Plus jamais seuls. Le phénomène du téléphone portable* (Bayard, 2006), *Éloge du conflit* (La Découverte, 2007) et *De l'engagement dans une époque obscure*, (Le Passager clandestin, 2011). Elle a également collaboré, avec des membres du Réseau Éducation sans frontières, à l'écriture de *La Chasse aux enfants* (La Découverte, 2008).

Joachim Dupuis, enseignant en cinéma et en philosophie en classes préparatoires dans l'académie de Lille, auteur de *Romero et les zombies : autopsie d'un mort-vivant* (L'Harmattan, 2014). Trois ouvrages de cinéma en préparation : *Les génériques de Saul Bass* ; *Phase 4* de Saul Bass ; *L'âge de cristal* de Michael Anderson.

Larbi el Roumi est un faylassouf francophone. Né en safar 1404, il a connu l'hégire vers la France en 1416. Après de longues et belles études républicaines, il enseigne et étudie la philosophie politique française contemporaine.

Marie-Dominique Garnier est professeur à l'Université de Paris 8, où elle enseigne au département d'Etudes de genre. Elle a récemment co-dirigé deux volumes consacrés à l'oeuvre d'Hélène Cixous (*Cixous sous X*, PUV 2010, et *Cixous Party/Partie de Cixous*, Peter Lang 2014). Elle est aussi l'auteur de travaux sur un corpus de littérature de langue anglaise (Shakespeare, Milton, Joyce, Woolf) et d'un livre sur George Herbert. Elle a publié divers articles et chapitres de livre portant sur les apports croisés de la littérature et des philosophies de la différence (Deleuze & Guattari, Derrida, Lyotard, Schérer) ainsi que dans le domaine de la littérature et de la photographie (*Jardins d'hiver*, PENS, 1995). Elle publie également des traductions de l'anglais (Samuel Pepys, Robert Burton) et de l'américain, et a récemment traduit un texte de Madeline Gins, écrivain expérimental et architecte : *Helen Keller or Arakawa*.

Philippe Hauser enseigne la philosophie au Maroc, Meknès. Participation régulière aux revues *Lignes* et *Drôle d'Époque*. Un livre, boudé par le monde entier : *La désolation du monde* (L'Harmattan, 2005), plus d'autres petites choses sans réelle importance.

Alain Hobé est écrivain. Il est l'auteur de *Lieu commun*, publié aux éditions Fissile, ainsi que de *Voivoda* et *Étoiles ennemies* parus chez l'Arachnoïde. Il collabore à la revue *Lignes*.

Carsten Juhl, Copenhague 1946. Directeur de recherche à l'Académie royale danoise des Beaux-Arts (Copenhague) Dernier livre paru: *Hvad der ikke kunne fortsætte og hvad der ikke kunne begynde. Maj 68* publié à Copenhague en 2014 [traduction du titre danois : « Ce qui n'a pas pu continuer et ce qui n'a pas pu commencer. Mai 68 »]. Traductions en danois de textes de Agamben, Baudrillard, Boccioni, Bordiga, Carchia, Déotte, Kant, Lyotard, Marinetti, Montale, Perniola, Serres.

Olivier Le Cour Grandmaison, enseigne à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne les sciences politiques et la philosophie politique. Il a dirigé et animé plusieurs séminaires au Collège International de Philosophie. Il a notamment publié *Les citoyennetés en Révolution 1789-1794* (PUF, 1992). *Les étrangers dans la Cité. Expériences européennes*, avec C. Wihtol de Wenden, préface de M. Rebérioux, (La Découverte, 1993). *Le 17 octobre 1961 : un crime d'État à Paris* (dir. La Dispute, 2001). Ses derniers ouvrages parus sont : *La République impériale. Politique et racisme d'État*, (Fayard, 2009. Traduit en arabe en 2010 et publié en Algérie). *Douce France. Rafles, rétentions, expulsions*, (dir. Le Seuil/Resf, 2009). *De l'indigénat. Anatomie d'un « monstre » juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'empire français*, (Zones/La Découverte, 2010. Traduit en arabe en 2011 et publié en Algérie). *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*, (Fayard, 2014).

Alain Naze enseigne à présent la philosophie à Mayotte. Il a publié plusieurs ouvrages, évoquant successivement les œuvres de Walter Benjamin, Pier Paolo Pasolini et Jacques Demy, aux éditions L'Harmattan.

Philippe Roy, enseignant et docteur en philosophie. Auteur de *Trouer la membrane. Penser et vivre la politique par des gestes* (L'Harmattan, 2012), il prépare un livre aux PUF (collection MétaphysiqueS) proposant une *Naturphilosophie* fondée sur les gestes en pensée, les diagrammes et le virtuel inspirée des travaux de Gilles Châtelet.

Luca Salza est maître de conférences en Littérature italienne-Histoire des idées modernes et contemporaines à l'Université de Lille 3.

Juliette Thomas est diplômée en sciences-politiques de l'Université libre de Bruxelles et codirige une recherche à l'Université de la rue, cette saison orientée sur le thème des riens.

Table des matières

| | |
|---|------------|
| NON, <i>JE NE SUIS PAS CHARLIE</i> !..... | 7 |
| Alain Naze | |
| LES AVENTURES DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION..... | 13 |
| Alain Brossat | |
| JE SUIS LARBI | 35 |
| Larbi el Roumi | |
| RACCOURCIS | 49 |
| Tariq Ali | |
| APRÈS LES ATTENTATS : LE TRIOMPHE DU PARTI DE L'ORDRE..... | 53 |
| Olivier Le Cour Grandmaison | |
| POLITIQUE BELLICISTE ET ETHNOCRATIE CONSTITUTIONNELLE AU DANEMARK..... | 61 |
| Carsten Juhl | |
| FIN DE PARTIE. <i>RÉFLEXIONS SUR LES ATTAQUES DU 7 JANVIER 2015</i>..... | 69 |
| Philippe Hauser | |
| LA RÉPUBLIQUE MISE À NUE PAR SA SATIRE, MÊME | 89 |
| Luca Salza | |
| L'IMPENSÉ BARBARE..... | 99 |
| Cécile Canut & Alain Hobé | |
| JE PRÉFÉRERAIS ÊTRE QUELCONQUE | 107 |
| Laurent Bernard & Juliette Thomas | |
| DEUX GUERRES EN GUERRE | 115 |
| Philippe Roy | |
| DU CHAOS ET DES CERTITUDES..... | 127 |
| Miguel Benasayag & Angélique del Rey | |

| | |
|---|------------|
| DÉ- DÉMOS- DES MOTS -CRATIE SI..... | 131 |
| Marie-Dominique Garnier | |
| NOTES ÉCRITES EN MARGE DE L'ÉVÉNEMENT DU 7 JANVIER 2015 (ET DE SES SUITES) | 141 |
| Alain Brossat | |
| LES POSSÉDÉS : DE LA FIÈVRE-CHARLIE AUX ZOMBIS DE DAECH..... | 151 |
| Joachim Daniel Dupuis | |
| LA RELIGION DU 11 JANVIER | 175 |
| Alain Naze | |
| L' « UNION NATIONALE » EN SES DISCOURS..... | 185 |
| Cédric Cagnat | |
| LES AUTEURS | 203 |

L'HARMATTAN ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN KINSHASA

185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D. Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'HARMATTAN CONGO

67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamy Rue KA 028, en face
du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 657 20 85 08 / 664 28 91 96
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN MALI

Rue 73, Porte 536, Niamakoro,
Cité Unicef, Bamako
Tél. 00 (223) 20205724 / +(223) 76378082
poudiougopaul@yahoo.fr
pp.harmattan@gmail.com

L'HARMATTAN CAMEROUN

BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN BURKINA

Penou Achille Some
Ouagadougou
(+226) 70 26 88 27

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

10 VDN en face Mermoz, après le pont de Fann
BP 45034 Dakar Fann
33 825 98 58 / 33 860 9858
senharmattan@gmail.com / senlibraire@gmail.com
www.harmattansenegal.com

L'HARMATTAN BÉNIN

ISOR-BENIN
01 BP 359 COTONOU-RP
Quartier Gbèdjomédé,
Rue Agbélenco, Lot 1247 I
Tél : 00 229 21 32 53 79
christian_dablaka123@yahoo.fr

Je suis Charlie

Ainsi suit-il...

Il peut apparaître qu'un énoncé facile et consensuel (« Je suis Charlie ! ») en cache un autre, plus ambigu et litigieux : « Je suis Charlie ! » - du verbe suivre. La formation dans l'instant d'une masse suiveuse, rassemblée par le plus impérieux des affects de l'attroupement sous la houlette de l'autorité a été, en effet, l'un des traits majeurs de la situation nouée en France au lendemain des attentats de janvier 2015. Le trait grégaire et intolérant de ce rassemblement placé sous le signe de la tolérance a frappé plus d'un observateur étranger. Pendant quelques semaines, il n'a pas fait bon, dans ce pays, ne pas « être Charlie » dans les écoles et les espaces publics, la censure a fait son œuvre avec rigueur au nom de la liberté d'expression et toute faculté critique s'est éteinte dans la presse et les médias.

Ce livre collectif s'attache, avec le recul nécessaire, à analyser la face cachée de ce moment inédit de notre histoire politique où le beau motif de la fraternisation prit le visage déconcertant d'un enseignant embrassant un policier sous le coup de l'émotion consécutive aux attentats et à la convocation du peuple par l'autorité publique.

Ont contribué à cet ouvrage :

Tariq Ali, Miguel Benasayag, Laurent Bernard, Alain Brossat, Cédric Cagnat, Cécile Canut, Angélique del Rey, Joachim Daniel Dupuis, Larbi el Roumi, Marie-Dominique Garnier, Philippe Hauser, Alain Hobé, Carsten Juhl, Olivier Le Cour Grandmaison, Alain Naze, Philippe Roy, Luca Salza, Juliette Thomas.

Couverture : G. Kalantzopoulos.
Sculpture de Karl Ulrich Nuss, 1972
(Museum Hameln, Allemagne).

ISBN : 978-2-343-07563-1
22 €

